

Avis

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

" Avis du CES sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement - SOC/110 "

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n°354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public.

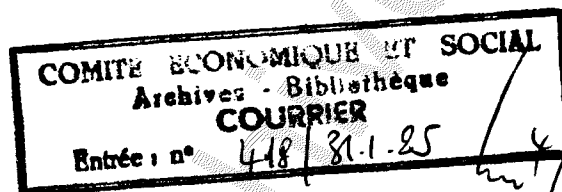
In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich.

EESC - Historical Archives

Bruxelles....., le 29.1.1985.....

SG(85) D/ 1159



Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous remettre, pour l'information des membres du Comité économique et social, une proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.

Il est souhaitable que le Conseil puisse statuer avant la fin du premier semestre 1985. Dans cette perspective, le Comité économique et social devrait rendre son avis au mois de mars.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

p.j. doc. COM(84) 756 final

E. NOËL
Secrétaire général

Monsieur Roger LOUET
Secrétaire général du
Comité économique et social
2, Rue Ravenstein
1000 - BRUXELLES

ce. Ass./Bur.
20/1

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 13. II. 1985

0544

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre en date du 29 janvier 1985, vous m'avez adressé, pour information, le document suivant :

"Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

(doc.COM(84) 756 final.

Je vous remercie pour l'envoi de ce document qui sera transmis aux membres du Comité économique et social.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

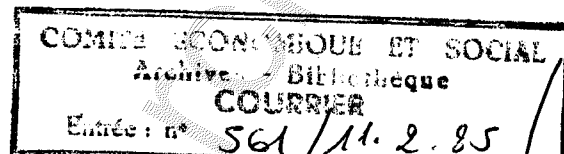
Roger LOUET

Monsieur le Secrétaire Général
de la Commission des
Communautés européennes
200, rue de la Loi
1049 Bruxelles

Bruxelles, le 7 FEV. 1985

1143

Monsieur Roger LOUET
Secrétaire Général
du Comité économique et social
Rue Ravenstein, 2
1000 BRUXELLES



Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Commission des Communautés européennes a, par lettre en date du 24 janvier 1985, soumis au Conseil une proposition de règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.

Le Conseil a décidé, le 5 février 1985, de consulter à titre facultatif le Comité économique et social sur cette proposition dont je vous communique ci-joint le texte [doc. COM(84) 756 final], et m'a chargé de vous transmettre cette demande de consultation.

A cette occasion, le Conseil a également décidé la consultation du Parlement européen.

Les documents nécessaires seront mis en nombre suffisant à la disposition de vos services dans les plus brefs délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire Général

W. NICOLL

Directeur Général

Annexe

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 13. II. 1985

0502

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 7 février 1985, par laquelle vous me faites connaître la décision prise par le Conseil des Communautés européennes, le 5 février 1985, de consulter le Comité sur la

"Proposition de règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".
(doc.COM(84) 756 final).

Le Président du Comité a pris les mesures nécessaires afin que l'avis puisse être émis dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Roger LOUET

Monsieur le Secrétaire Général
du Conseil des Communautés
européennes

170, rue de la Loi
1048-Bruxelles-

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(84) 756 final

Bruxelles, le 9 janvier 1985

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL
modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71
relatif à l'application des régimes de sécurité
sociale aux travailleurs salariés,
aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille
qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté,
et le règlement (CEE) n° 574/72
fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(84) 756 final

EXPOSE DES MOTIFS

de la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.

INTRODUCTION

Le règlement (CEE) n° 1408/71, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 sont entrés en vigueur le 1er octobre 1971; toutefois, leur champ d'application n'a été étendu aux travailleurs non salariés que le 1er juillet 1982.

Le règlement (CEE) n° 2001/83, du 2 juin 1983, est une mise à jour codifiée, en un texte unique et officiel des règlements (CEE) n°s 1408/71 et 574/72; il est entré en vigueur le 1er juillet 1982 - c'est-à-dire le jour même de l'extension du champ d'application de ces règlements aux travailleurs non salariés.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement (CEE) n° 2001/83, les législations nationales ont subi certaines modifications, dont les règlements communautaires doivent tenir compte afin de préserver les droits des travailleurs migrants. En outre, il convient de modifier certaines dispositions existantes, leur mise en oeuvre s'étant révélée peu concluante dans la pratique. Les modifications concernent les implications de la suppression de la pension de veuve au Danemark; l'obligation de verser une double cotisation pour les enseignants grecs qui occupent un emploi temporaire en Allemagne et la rationalisation des règles qui régissent le cumul des prestations familiales.

La proposition contient également d'autres modifications moins importantes qui découlent des précédentes ou qui sont de nature purement administrative.

ARTICLE PREMIER

Modifications du règlement (CEE) n° 1408/71.

1. Modification de l'annexe VI

a) Modification apportées à la partie B. Danemark

Les régimes danois de pension ont fait l'objet d'une réforme entrée en vigueur le 1er janvier 1984, qui visait notamment à simplifier l'octroi de pensions anticipées aux personnes de plus de 50 ans ainsi qu'à instaurer l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

Ces modifications ont pour conséquence :

- de supprimer la pension de veuve au Danemark (il n'y a pas de pension de veuf dans ce pays);
- d'abroger la législation qui prévoyait la prise en compte des périodes de résidence accomplies par le conjoint décédé pour le calcul de la pension de veuve. A partir du 1er janvier 1984, ces pensions ne peuvent être calculées que sur la base des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant;
- d'introduire une nouvelle loi prévoyant l'octroi d'une pension anticipée à des personnes de plus de 50 ans; cette pension est subordonnée à des conditions de santé et de revenus et est calculée sur la base des périodes de résidence que les intéressés ont accomplies au Danemark.

Les modifications contenues dans la présente proposition ont deux objectifs :

- i) Déroger à la condition de résidence au Danemark à laquelle, selon la législation danoise, le droit à pension est subordonné, pour les travailleurs salariés ou non salariés ou leurs survivants qui résident dans un Etat membre autre que le Danemark en ce qui concerne l'ouverture du droit à la pension.

ii) Préserver les droits accordés par la disposition spéciale qui figure dans la version actuelle de l'annexe VI du règlement (CEE) n° 1408/71 au conjoint survivant d'un travailleur salarié ou non salarié, même si l'intéressé n'a jamais résidé au Danemark ou y a résidé moins longtemps que son conjoint décédé; avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation danoise, cette disposition permettait de prendre en compte, pour l'ouverture du droit à pension, les périodes d'emploi accomplies dans cet Etat membre en tant que travailleur salarié ou non salarié par le conjoint décédé. En l'absence d'une telle modification, le conjoint survivant aurait risqué de perdre la totalité ou une partie du droit à cette pension.

Pour ce qui est du premier objectif visé, la modification proposée (article 1 paragraphe 1 sous a) de la proposition) se passe d'explication.

Pour atteindre son second objectif, la modification impose à la législation danoise de considérer, en matière de droit à la pension, les périodes d'emploi accomplies au Danemark avant le 1er janvier 1984 en tant que travailleur salarié ou non salarié par la personne décédée comme s'il s'agissait de périodes de résidence accomplies dans ce pays par le conjoint survivant. Tenant compte du fait que les travailleurs salariés et non salariés concernés par la réforme de la législation danoise s'attendent depuis longtemps à bénéficier d'un droit potentiel à la pension de veuve - cette modification a pour effet de protéger les droits acquis avant la date de la réforme, même si ces droits n'existent plus aux termes de la seule législation danoise.

Dans ce contexte, on a estimé que les travailleurs frontaliers ou saisonniers méritent une attention toute particulière, car ils sont probablement concernés au premier chef par cette nouvelle législation. C'est pourquoi les périodes d'emploi accomplies au Danemark en tant que travailleurs salariés ou non salariés après la date du 1er janvier 1984 doivent être considérées, pour l'ouverture du droit à la pension, comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par l'époux survivant.

Afin d'éviter le cumul des prestations, ne seront pas prises en compte les périodes de résidence fictives qui coïncident avec des périodes prises en compte pour l'octroi d'une pension au conjoint survivant au titre de la législation d'un Etat autre que le Danemark, ou avec des périodes pendant lesquelles il (ou elle) perçoit une pension dont le montant a été fixé dans le cadre de cette législation.

b) Modification apportée à la partie C. Allemagne

Les enseignants grecs qui exercent leur activité professionnelle à titre temporaire en Allemagne étaient tenus de verser des cotisations simultanément au régime grec d'assurance pour les fonctionnaires et au régime obligatoire d'assurance pension en Allemagne. Désormais, ils sont libérés de l'obligation de s'inscrire pendant de telles périodes au régime allemand d'assurance obligatoire, et ils ont également la possibilité d'introduire auprès de l'institution allemande de pension une demande de remboursement pour les cotisations versées à ce titre dans le passé à condition que leur affiliation à ce régime n'a pas terminé que après le 31 décembre 1978.

La modification proposée permet aux institutions allemandes d'effectuer ce remboursement.

c) Modification apportée à la partie E. Grèce

La nouvelle loi grecque relative à l'affiliation volontaire au régime d'assurance pension grec prévoit que le droit à s'assurer à titre volontaire est ouvert aux ressortissants grecs et aux ressortissants étrangers d'origine grecque pour autant que certaines autres conditions soient remplies.

L'article 9 du règlement (CEE) n° 1408/71 stipule que les conditions de résidence auxquelles est subordonnée l'admission à un tel régime ne sont pas applicables aux ressortissants d'autres Etats membres à condition qu'ils aient été soumis à un moment quelconque de leur carrière passée à la législation de l'Etat membre concerné.

Les dispositions prévues dans ce nouveau point reflètent ce principe en fixant une procédure spéciale pour l'application de la législation grecque aux personnes qui entrent dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.

d) Modifications apportées à la partie J. Royaume-Uni

i) Point 2

La législation du Royaume-Uni prévoit qu'une épouse ou ex-épouse peut - lorsque ce système lui est plus favorable - prendre en compte la carrière d'assurance de son époux ou ex-époux pour bénéficier d'une pension. Dans la version actuelle, les dispositions de l'annexe VI garantissent l'application de cette procédure lorsque l'époux a exercé son activité en tant que salarié ou non-salarié dans plusieurs Etats membres.

La législation du Royaume-Uni a fait l'objet de modifications qui ont étendu le champ d'application de ces dispositions afin de permettre à un ex-époux de substituer à sa carrière d'assurance, dans certaines circonstances et lorsque cela lui est plus favorable, celle de son ex-épouse. Les dispositions actuelles de l'annexe VI doivent donc être modifiées dans ce sens. L'occasion a été également saisie pour apporter des améliorations rédactionnelles au paragraphe concerné.

ii) Point 13

Le 6 avril 1975, la législation du Royaume-Uni a introduit le facteur "gain" pour déterminer les conditions de cotisations auxquelles est subordonnée l'ouverture du droit à la pension de retraite. Les conditions de cotisations sont fonction de la rémunération; pour le calcul définitif du montant d'une pension de retraite, on procède à une extrapolation à partir de chiffres basés sur la rémunération effective. Lorsque les institutions britanniques doivent prendre en compte des périodes d'assurance accomplies après le 6 avril 1975 exclusivement dans un Etat membre autre que le Royaume-Uni, un paragraphe de l'annexe VI du règlement fourni une formule de conversion de ces périodes en facteur "gain", formule qui peut être utilisée dans les calculs sus-mentionnés. Selon cette formule, une semaine d'assurance équivaut à un certain pourcentage fixe d'un plafond de rémunération que détermine la législation pour établir les conditions de cotisations.

Si, pour le calcul du montant théorique de la pension aux termes de l'article 46 paragraphe 2 sous a) du règlement, cette formule permet d'obtenir un chiffre qui reflète de manière réaliste la valeur des périodes d'assurance, ce même chiffre devient totalement absurde lorsque le calcul du prorata de la pension britannique s'effectue en application de l'article 46 paragraphe 2 sous b) du règlement. La nouvelle disposition proposée conduit à un résultat plus précis et plus juste que celui qui était obtenu en application des dispositions existantes.

2. Modification de l'annexe VII

Selon la législation grecque, les personnes qui exercent certaines professions non salariées en Grèce doivent souscrire à une assurance obligatoire au titre d'un régime spécial de pension, même si, en tant que salariés, elles sont déjà affiliées à un régime obligatoire dans un autre Etat membre.

L'annexe VII énumère les cas où - dérogeant ainsi à la règle générale - une personne est soumise à la législation de deux Etats membres. Le nombre et la portée de ces exceptions devant être aussi limités que possible, le point 6 de cette annexe qui, dans sa version actuelle, vise les personnes qui exercent une activité non salariée en Grèce et une activité salariée dans un autre Etat membre doit être modifié pour que les exceptions se limitent clairement aux non-salariés dans le cadre du seul régime de l'assurance pension.

ARTICLE 2

1. Modification de l'article 10 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 574/72

L'article 12 du règlement (CEE) n° 1408/71 ("Le règlement") fixe la règle générale qui régit le cumul des droits à prestations qui pourrait découler de la mise en oeuvre du règlement; il stipule que celui-ci ne peut conférer ni maintenir le droit de bénéficier de plusieurs prestations de même nature se rapportant à une même période d'assurance obligatoire.

L'article 76 du règlement et l'article 10 du règlement n° 574/72 contiennent des dispositions qui ont plus précisément pour objet d'empêcher le cumul du droit à prestations ou allocations familiales lorsqu'un tel droit surgit simultanément dans plus d'un Etat membre en vertu de l'application du règlement n° 1408/71, pour la même période et pour le même membre de la famille, dans le cas de travailleurs salariés ou non salariés.

L'article 73 paragraphe 1 du règlement stipule qu'un travailleur salarié a droit aux prestations familiales prévues par la législation de l'Etat membre à laquelle il est soumis pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre comme s'ils résidaient sur le territoire du premier Etat membre.

A l'article premier sous f), le règlement stipule notamment que le terme "membre de la famille" désigne toute personne désignée comme telle par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies.

L'article 74 contient des dispositions similaires - quoique différentes - à celles de l'article 73 paragraphe 1, relatives aux chômeurs; les articles 77 et 78 du règlement contiennent des dispositions plus complexes qui traitent du droit aux prestations et allocations familiales des titulaires de pension ou de rente et des orphelins.

La mise en oeuvre de ces dispositions peut entraîner l'ouverture du droit aux prestations à la fois dans l'Etat membre où le travailleur exerce son activité et dans celui où résident les membres de la famille.

Les règles anti-cumul établissent un système de priorité; la priorité va d'abord aux droits qui découlent de l'exercice passé ou présent d'une activité professionnelle (c'est-à-dire les droits découlant des dispositions des articles 73, 74, 77 ou 78 du règlement) et entraîne simultanément la suspension des droits correspondant dans le pays de résidence. Cependant, si l'activité professionnelle est exercée sur le territoire des deux Etats membres concernés, la priorité est accordée aux droits qui surgissent dans le pays où réside le membre de la famille visé par les articles pertinents.

L'article 76 du règlement concerne spécifiquement les cas où le droit aux prestations familiales n'est ouvert, en vertu de la législation nationale, qu'en raison de l'exercice d'une activité professionnelle. Cette activité ne devant pas être exercée nécessairement par l'ayant droit. Lorsqu'un tel droit est ouvert dans le pays de résidence (l'activité professionnelle existant déjà par définition dans l'Etat membre dont la législation est mentionnée à l'article 73 paragraphe 1), le droit visé au paragraphe 1 de l'article 73 est suspendu.

Il convient de souligner que les dispositions de cet article qui traitent de l'exercice d'une activité professionnelle, ne contiennent aucune condition d'identité ou de statut familial ("status familiae") de la personne exerçant l'activité professionnelle ou de l'ayant droit.

Ceci s'explique par le fait qu'en application de la législation visée par cet article, l'ouverture du droit découle nécessairement de l'activité professionnelle exercée par le bénéficiaire ou son conjoint.

D'autre part, l'article 10 du règlement n° 574/72 vise des législations dont la nature est différente de celles envisagées par l'article 76; il s'agit de législations qui ne créent aucun lien direct ou indirect entre l'ouverture du droit et l'exercice d'une activité professionnelle, mais qui, d'une manière générale, subordonnent l'ouverture du droit à des conditions de résidence. Dès lors, il s'est avéré nécessaire - pour obtenir une réelle uniformité avec l'article 76 - d'incorporer dans l'article 10 des conditions afin que le transfert de la priorité dans le pays de résidence ne puisse se produire que si une activité professionnelle est également exercée dans ce pays.

Cependant l'article 10 paragraphe 1 semble aller plus loin que l'article 76, en ce sens qu'il ne permet le transfert de priorité au pays de résidence que lorsque l'activité professionnelle est exercée par le conjoint de la personne visée à l'article 73 paragraphe 1 ou à l'article 74, qu'il soit ou non le réel bénéficiaire de la prestation qui est à l'origine du cumul.

Dans certains cas, la mise en oeuvre des dispositions de cet article a conduit à des suspensions tout à fait injustifiées du droit aux prestations dans le pays de résidence, comme l'illustre l'affaire soumise à la Cour de Justice des Communautés européennes en 1982 (Affaire 149/82 ROBARDS c/ Insurance Officer). Dans cette affaire, les autorités britanniques avaient estimé que l'article 10 paragraphe 1 pouvait s'appliquer en faveur d'une femme aussi longtemps que celle-ci restait mariée à un travailleur migrant et, qu'à ce titre, elle se voyait octroyer les mêmes droits que ceux dont bénéficiait son époux en vertu de l'article 73, mais qu'il ne pouvait plus en être ainsi en cas de divorce. Ceci a mis en évidence combien la mise en oeuvre des règles de priorité est liée au "status familiae" de la personne qui exerce l'activité professionnelle, et les injustices qui peuvent surgir dans ces circonstances (en l'occurrence le cas d'une ex-épouse), alors que précisément le droit aux prestations devrait, à tout autre égard, être maintenu dans le pays de résidence. Dans la présente affaire, la Cour de justice a dit pour droit que le terme "conjoint" peut signifier ex-conjoint, mais que cette interprétation doit se limiter à l'affaire déposée devant le tribunal national. Tout autre problème qui pourrait découler des dispositions de l'article 10 ne pouvait être résolu que dans le cadre de la législation.

Les modifications proposées tiennent compte de l'arrêt prononcé par la Cour de justice dans l'affaire ROBARDS; elles vont plus loin encore afin de remédier aux défauts du paragraphe 1 de l'article 10 en supprimant toute référence au "status familiae" de la personne qui exerce l'activité professionnelle ou de la personne qui bénéficie des règles de priorité. Les nouvelles dispositions conduisent à la suspension des droits accordés en vertu des articles 73 ou 74 chaque fois que l'activité professionnelle est exercée dans le pays de résidence soit par l'ayant droit aux prestations qui sont à l'origine du cumul, soit par la personne à laquelle ces prestations sont servies.

Quant aux prestations servies en application des articles 77 ou 78, elles seront suspendues si l'activité professionnelle est exercée soit par l'ayant droit aux prestations qui sont à l'origine du cumul, soit par la personne à qui, ou au titre de qui, ces prestations sont servies. Un petit nombre d'autres modifications mineures ont également été apportées par souci de clarté.

2. Modifications apportées aux annexes 2, 3 et 4 Section B. Danemark, du règlement (CEE) n° 574/72

Ces modifications sont de nature purement rédactionnelle et font suite à l'adoption de la nouvelle loi sur les pensions et à la suppression des pensions de veuve.

3. Modification de l'annexe 9 du règlement n° 574/72

a) Modification apportée à la partie A. Belgique

L'annexe 9, section A. Belgique, du règlement n° 574/72 établit que le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime général de la sécurité sociale.

En vertu des dispositions de l'article 35 paragraphe 2 du règlement n° 1408/71 et de l'annexe 11 du règlement n° 574/72, qui ont été incorporées aux règlements lors de l'extension de leur champ d'application aux travailleurs non salariés, si des prestations sont servies sur le territoire de la Belgique en tant que pays de séjour ou de résidence à des assurés affiliés à un régime spécial applicable aux travailleurs non salariés dans un autre Etat membre. régime mentionné à l'annexe 11 et qui accorde des prestations en nature moins favorables que celles dont bénéficient les travailleurs salariés, ces personnes ne bénéficient en Belgique que des prestations en nature servies au titre du régime applicable aux travailleurs non salariés.

La modification proposée tient compte de cette situation en stipulant que dans ces cas, le calcul du coût moyen annuel des prestations en nature en vue du remboursement visé aux articles 94 et 95 du règlement n° 574/72 se fondera sur les prestations servies par le régime applicable aux travailleurs indépendants.

b) Modification à la partie D. France

La modification proposée s'applique à la même situation que celle qui est décrite au point a) en ce qui concerne la France où les affiliés à un régime spécial applicable aux travailleurs non salariés dans un autre Etat membre ne bénéficient que des prestations en nature servies au titre du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

Le nouveau texte détermine que dans ces cas, le calcul du coût moyen annuel des prestations en nature en vue du remboursement visé aux articles 94 et 95 du règlement n° 574/72 se fondera sur les prestations servies par le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

4. Modification de l'annexe 10

a) Modification apportée à la partie C. Allemagne, paragraphe 7 a)

A la suite des modifications apportées à la loi fédérale sur les allocations familiales, les suppléments pour enfants payés aux titulaires de pensions ou de rentes ne sont plus versés par l'institution d'assurance pension. Ces suppléments sont maintenant versés par l'institution chargée du paiement des allocations familiales.

Le point a été modifié en ce sens.

b) Modification apportée à la partie E. Grèce

L'annexe 10 établit la liste des institutions et organismes désignés par les autorités compétentes en accord avec l'article 4 paragraphe 10 du règlement n° 574/72 et conformément, entre autres, à l'article 6 paragraphe 1 de ce règlement (admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée).

La modification proposée complète cette liste en y insérant l'institution désignée par la Grèce pour l'application des dispositions de l'article 6 paragraphe 1 susmentionné.

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71

relatif à l'application des régimes de sécurité sociale
aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés
et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur
de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72
fixant les modalités d'application
du règlement (CEE) n° 1408/71

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment
ses articles 51 et 235,

vu la proposition de la Commission, établie après consultation de la
Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs
migrants (1),

vu l'avis du Parlement européen (2)

vu l'avis du Comité économique et social (3),

considérant qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications au règle-
ment (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 (4) et le règlement
(CEE) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972 (5), modifiés par le règle-
ment (CEE) n° 2001/83 (6), que certaines de ces modifications sont liées
aux changements que les Etats membres ont apportés à leur législation en
matière de sécurité sociale, d'autres modifications revêtant un caractère
technique et étant destinées à parfaire les règlements grâce à l'expé-
rience née de leur mise en oeuvre;

(1) J.O. n° C

(2) J.O. n° C

(3) J.O. n° C

(4) J.O. n° L 149 du 5. 7.1971, p. 2

(5) J.O. n° L 74 du 27. 3.1982, p. 1

(6) J.O. n° L 230 du 22. 8.1983, p. 6

considérant que des changements intervenus dans la législation du Danemark sur les pensions sociales nécessitent une modification des dispositions de l'annexe VI du règlement (CEE) n° 1408/71;

considérant qu'il y a lieu de prévoir, à ladite annexe VI, la dispense de l'obligation de résidence au Danemark pour l'ouverture du droit à la pension pour les travailleurs salariés ou non salariés ou leurs survivants qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que le Danemark et de pourvoir à la prise en compte, dans certaines conditions, des périodes d'emploi ou d'activité non salariée accomplies au Danemark par un travailleur salarié ou non salarié afin de calculer la pension du conjoint survivant;

considérant qu'il est nécessaire de prévoir, à ladite annexe VI, une disposition permettant aux institutions allemandes de rembourser les cotisations d'assurance pension versées par des enseignants grecs assurés simultanément en Allemagne et en Grèce;

considérant que l'adoption en Grèce d'une nouvelle législation en matière de régimes d'assurance volontaire requiert l'incorporation, à ladite annexe VI, de la procédure spéciale permettant l'application de cette législation et de ses conditions d'ouverture des droits aux ressortissants d'Etats membres autres que la Grèce;

considérant que les dispositions de ladite annexe VI relatives à la législation du Royaume-Uni, qui permet aux épouses ou ex-épouses de faire appel aux périodes d'assurance accomplies par leur époux ou ex-époux dans deux ou plusieurs Etats membres afin de constituer une carrière d'assurance qui leur soit plus favorable, doivent être modifiées pour étendre le bénéfice de cette concession, dans certains cas, à des ex-époux en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies par leur ex-épouse et pour redresser certaines inexactitudes dans la formulation du texte actuel;

considérant que l'interaction de la législation du Royaume-Uni concernant le calcul des pensions de vieillesse et les dispositions du règlement (CEE) 1408/71 relatives à la totalisation des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans d'autres Etats membres lorsque, après le 6 avril 1975, ces périodes ont été accomplies dans un Etat membre autre que le Royaume-Uni donne lieu, en liaison avec les dispositions particulières de l'annexe VI, à des situations anormales et inévitables;

considérant qu'il est par conséquent nécessaire d'ajouter à ladite annexe VI une disposition relative aux modalités particulières d'application de ladite législation de façon à corriger les effets mentionnés ci-dessus;

considérant qu'il importe de limiter autant que possible le nombre et la portée des cas où, par dérogation à la règle générale, une personne est soumise simultanément à la législation de deux Etats membres;

considérant que le texte du point 6 de l'annexe VII, qui énumère les cas où ces exceptions doivent être autorisées, en ce qu'il concerne l'activité non salariée en Grèce a une portée inutilement large et devrait être plus précis de façon à faire apparaître le fait que le seul régime auquel les travailleurs non salariés sont obligés de s'affilier en Grèce, tout en étant soumis à un régime pour travailleurs salariés dans un autre Etat membre, est le régime de l'assurance pension;

considérant que le point 6 de l'annexe VII doit être modifié en conséquence;

considérant que l'expérience née de l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72 fait apparaître la nécessité de parfaire les dispositions du règlement (CEE) n° 574/72 relatives au cumul des prestations familiales ou des allocations familiales;

considérant que la règle énoncée à l'article 10 du règlement (CEE) n° 574/72, selon laquelle le droit aux prestations familiales découle de la législation de l'Etat membre sur le territoire duquel les enfants résident, est uniquement applicable lorsque la personne qui exerce l'activité professionnelle, dans l'Etat membre de résidence donnant lieu au transfert de priorité, est le conjoint du travailleur salarié ou ex-salarié, que le conjoint ait lui-même ou elle-même droit aux prestations ou non;

considérant que dans la pratique, ces dispositions donnent lieu à des situations inévitables lorsque la personne ayant droit à la prestation et exerçant l'activité professionnelle n'est pas ou n'est plus mariée au travailleur salarié ou ex-salarié, et qu'elles doivent par conséquent être modifiées pour corriger cette anomalie;

considérant qu'il est nécessaire d'apporter certaines modifications au texte des annexes 2, 3 et 4 du règlement (CEE) n° 574/72 par suite des modifications précitées de la législation danoise;

considérant qu'il est nécessaire de modifier l'annexe 9 du règlement (CEE) n° 574/72 afin de prendre en considération l'extension des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72 aux travailleurs non salariés pour le calcul du coût moyen annuel des prestations en nature;

considérant qu'il est nécessaire de modifier l'annexe 10 du règlement (CEE) n° 574/72 en raison des changements intervenus dans la désignation de l'institution compétente en matière de suppléments de pension pour enfant à charge de titulaires de pension en Allemagne;

considérant qu'il est nécessaire de préciser à ladite annexe 10 le régime facultatif pertinent d'assurance continuée en Grèce si les conditions permettant de s'affilier à plus d'un de ces régimes sont remplies,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

ARTICLE PREMIER

Le règlement (CEE) n° 1408/71 est modifié comme suit :

1) Annexe VI.

a) Partie B. DANEMARK :

i) Le Point 3 est remplacé par le texte suivant :

- "3. a) Les dispositions de la législation danoise sur les pensions sociales, en vertu desquelles le droit à pension est subordonné à la résidence du demandeur au Danemark, ne sont pas applicables aux travailleurs salariés ou non salariés ou à leurs survivants, qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que le Danemark.
- b) Pour le calcul de la pension, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies au Danemark par un travailleur frontalier ou saisonnier sont considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant, pour autant qu'au cours de ces périodes, celui-ci ait été uni au travailleur frontalier ou saisonnier par les liens du mariage, qu'il n'y ait eu ni séparation de corps, ni séparation de fait pour cause de mésentente, et qu'au cours de ces périodes, le conjoint ait résidé sur le territoire d'un autre Etat membre.
- c) Pour le calcul de la pension, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies au Danemark avant le 1er janvier 1984, par un travailleur salarié ou non salarié autre qu'un travailleur frontalier ou saisonnier, seront considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant, pour autant qu'au cours de ces périodes, celui-ci ait été uni au travailleur salarié ou non salarié par les liens du mariage, qu'il n'y ait eu ni séparation de corps, ni séparation de fait pour cause de mésentente, et qu'au cours de ces périodes, le conjoint ait résidé sur le territoire d'un autre Etat membre.
- d) Les périodes à prendre en compte en vertu des alinéas b) et c) ne seront cependant pas retenues lorsqu'elles coïncident avec les périodes prises en considération pour le calcul de la pension due à l'intéressé en vertu de la législation sur l'assurance obligatoire d'un autre Etat membre, ou avec des périodes au cours desquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension au titre d'une telle législation. Ces dernières périodes seront cependant retenues si le montant annuel de ladite pension est inférieur à la moitié du montant de base de la pension sociale."

ii) Le point 4 est supprimé.

iii) Au point 8 les termes "les pensions d'invalidité, de vieillesse et de veuve" sont remplacés par "les pensions d'invalidité, les pensions anticipées, les pensions de vieillesse et de veuve".

iv) Les points 5 à 10 sont renumérotés en conséquence.

b) A la partie C. ALLEMAGNE, le point 16 suivant est ajouté :

"16 Les enseignants grecs ayant le statut de fonctionnaire qui, du fait qu'ils ont enseigné dans des écoles allemandes, ont cotisé au régime obligatoire d'assurance pension allemand ainsi qu'au régime particulier grec pour fonctionnaires et qui ont cessé d'être couverts par l'assurance obligatoire allemande après le 31 décembre 1978 peuvent sur demande, être remboursés des cotisations obligatoires, conformément à l'article 1303 de la loi en matière d'assurances sociales (RVO) ou de l'article 82 de la loi sur l'assurance des employés (AVG). Les demandes de remboursement de cotisation sont valables si elles sont introduites soit dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, soit dans les deux ans suivant la date à laquelle la personne demandant le remboursement a cessé d'être assujettie à l'assurance volontaire.

L'article 1303 paragraphe 7 de la loi en matière d'assurance sociale (RVO) et l'article 82 paragraphe 7 de la loi sur l'assurance des employés (AVG) ne sont applicables qu'en ce qui concerne les périodes durant lesquelles les cotisations obligatoires au régime d'assurance pension ont été versées en plus des cotisations au régime particulier grec pour fonctionnaires et en ce qui concerne les périodes interrompues suivant immédiatement les périodes durant lesquelles ces cotisations obligatoires ont été versées".

c) A la partie E. GRECE, le point suivant est ajouté :

"3. La loi n° 1469/84 relative à l'affiliation volontaire au régime d'assurance pension pour les ressortissants grecs et les ressortissants étrangers d'origine grecque est applicable aux ressortissants d'autres Etats membres, aux apatrides et aux réfugiés résidant sur le territoire d'un Etat membre, conformément aux dispositions ci-après.

Pour autant que les autres conditions de ladite loi soient satisfaites, des cotisations peuvent être versées :

- a) lorsque la personne concernée est domiciliée ou réside sur le territoire d'un Etat membre et a. en outre, dans le passé, été affiliée à titre obligatoire au régime d'assurance pension grec; ou
- b) indépendamment du lieu de domicile ou de résidence, lorsque la personne concernée a, dans le passé, soit résidé en Grèce pendant dix ans, avec ou sans interruption, soit été affiliée au régime grec, à titre obligatoire ou volontaire, pendant une période de 1500 jours.

d) A la partie J. ROYAUME-UNI :

i) Le point 2 est remplacé par le texte suivant :

"Lorsque, en vertu de la législation du Royaume-Uni, une personne peut prétendre au bénéfice d'une pension de retraite si :

- a) les cotisations de l'ex-conjoint sont prises en compte comme des cotisations personnelles, ou que
- b) les conditions de cotisations sont remplies par le conjoint ou l'ex-conjoint

et que, en tout état de cause, le conjoint ou l'ex-conjoint est ou a été soumis, en tant que salarié ou non-salarié, à la législation de deux ou plusieurs Etats membres, les dispositions du titre III chapitre 3 du règlement s'appliquent pour la détermination de ses droits à pension au titre de la législation du Royaume-Uni; dans ce cas, toute référence, audit chapitre 3, à une "période d'assurance" est considérée comme une référence à une période d'assurance accomplie par :

- i) Le conjoint ou l'ex-conjoint, si la demande émane d'une femme mariée, d'un veuf ou d'une personne dont le mariage a pris fin autrement que par le décès du conjoint, ou par
 - ii) L'ex-conjoint, si la demande émane d'une veuve non bénéficiaire d'une prestation de survie immédiatement avant l'âge de la retraite, ou bénéficiaire uniquement d'une pension de veuve liée à l'âge, calculée en application de l'article 46 paragraphe 2 du règlement."
- ii) Au point 13 : insérer le paragraphe ci-après à la suite du paragraphe 1 :
- "2. Pour l'application de l'article 46 paragraphe 2 sous b) du règlement,
- a) lorsque pour toute année d'imposition sur le revenu commençant au 6 avril 1975 ou postérieurement à cette date, un travailleur salarié a accompli des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence exclusivement dans un Etat membre autre que le Royaume-Uni et lorsque l'application du paragraphe 1 sous a) point i) donne lieu à la prise en compte de cette année au sens de la législation britannique aux fins de l'application de l'article 46 paragraphe 2 sous a) du règlement, l'intéressé est censé avoir été assuré pendant 52 semaines cette année-là dans l'autre Etat membre;
 - b) lorsque toute année d'imposition sur le revenu commençant le 6 avril 1975 ou postérieurement à cette date n'est pas prise en compte au sens de la législation du Royaume-Uni, aux fins de l'application de l'article 46 paragraphe 2 sous a) du règlement, toute période d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplie cette année-là n'est pas prise en considération".

Le paragraphe 2 // devient le paragraphe 3 .

2) Annexe VII

Le point 6 est remplacé par le texte suivant :

"6. En ce qui concerne le régime d'assurance pension pour travailleurs non salariés : Exercice d'une activité non salariée en Grèce et d'une activité salariée dans un autre Etat membre".

ARTICLE 2

Le règlement (CEE) n° 574/72 est modifié comme suit :

1. A l'article 10, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

- "1. a) Le droit aux prestations ou allocations familiales dues en vertu de la législation d'un Etat membre selon laquelle l'acquisition du droit à ces prestations ou allocations n'est pas subordonnée à des conditions d'assurance, d'emploi ou d'activité non salariée. est suspendu lorsque, au cours de la même période et pour le même membre de la famille, des prestations sont dues en application des articles 73, 74, 77 ou 78 du règlement.
- b) Toutefois, si une activité professionnelle est exercée sur le territoire dudit Etat membre
- i) dans le cas des prestations dues en vertu des articles 73 ou 74 du règlement, par la personne ayant droit aux prestations ou allocations familiales ou par la personne à qui elles sont servies, le droit aux prestations ou allocations familiales dues en vertu de ces articles est suspendu et seules sont versées les prestations ou allocations familiales de l'Etat membre sur le territoire duquel réside le membre de la famille et à la charge de cet Etat membre ;
- ii) dans le cas des prestations dues en vertu des articles 77 ou 78 du règlement, par la personne ayant droit à ces prestations ou par la personne à qui elles sont servies et, dans le cas des prestations dues en vertu de l'article 78, par la personne en faveur de laquelle elles sont servies, dans ce cas, l'intéressé bénéficie des prestations ou allocations familiales de l'Etat membre sur le territoire duquel résident les enfants, à charge de cet Etat membre. ainsi que, le cas échéant, des prestations autres que les allocations familiales visées par les articles 77 ou 78 du règlement. à la charge de l'Etat compétent au sens de ces articles.

2. L'annexe 2, partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :

a) Le texte du paragraphe 1 b) i), dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :

"Prestations octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales".

b) Le texte du paragraphe 1 c) i), dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :

"Pensions octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales".

3. L'annexe 3, partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :

Le texte du paragraphe 1 c) i), dans la colonne de gauche, est remplacé par le texte suivant :

"Pensions octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales".

4. L'annexe 4, partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :

A la partie I, le texte du point 2 dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :

"Pensions et prestations octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales".

5. L'annexe 9 est modifiée comme suit :

a) A la partie A. BELGIQUE insérer le texte suivant est ajouté :

"Toutefois, pour l'application des articles 94 et 95 du règlement d'application aux cas auxquels s'applique l'article 35 paragraphe 2 du règlement, le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime d'assurance obligatoire des soins de santé pour travailleurs indépendants".

b) A la partie D. FRANCE insérer le texte suivant est ajouté

"Toutefois, pour l'application des articles 94 et 95 du règlement d'application aux cas auxquels s'applique l'article 35 paragraphe 2 du règlement, le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles".

6. L'annexe 10 est modifiée comme suit :

a) A la partie C. ALLEMAGNE au point 7, le texte sous a) dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :

"allocations familiales servies en vertu des articles 77 et 78 du règlement :"

b) A la partie E. GRECE, le paragraphe suivant est inséré :

"1. Pour l'application de l'article 6
paragraphe 1 du règlement
d'application

Ινστιτούτο Κοινωνικών
Ασφαλίσεων (ΙΚΑ), Αθήνα
(Institut d'assurances
sociales, Athènes)",

la numérotation des paragraphes 1 à 10 est modifié en conséquence.

ARTICLE 3

1. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.
2. L'article 1er, à l'exception du point 1 c) et l'article 2 paragraphes 2, 3 et 4 sont applicables à partir du 1er janvier 1984.
3. L'article 1er point 1 c) est applicable à partir du 1er janvier 1985.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à , le

Par le Conseil.

Le président

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(84) 756 endg.

Brüssel, den 9. Januar 1985

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71

(Von der Kommission dem Rat vorgelegt)

com 736

BEGRUNDUNG

zum Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 des Rates zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 des Rates über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71.

EINFÜHRUNG

Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 vom 14. Juni 1971 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, sowie Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der vorgenannten Verordnung traten am 1. Oktober 1971 in Kraft, wurden aber erst am 1. Juli 1982 auf Selbständige und ihre Familienangehörigen ausgedehnt.

Mit Verordnung (EWG) Nr. 2001/83 vom 2. Juni 1983 wurden die Verordnungen (EWG) Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 aktualisiert und jeweils zu einem massgebenden Text zusammengefasst, der am 1. Juli 1982 in Kraft trat und somit mit dem Zeitpunkt der Ausdehnung der Verordnung auf die Selbständigen zusammenfiel.

Seit dem Inkrafttreten der zusammengefassten und aktualisierten Fassung der beiden Verordnungen Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 sind einige Änderungen in den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten eingetreten, deren Auswirkungen von den Gemeinschaftsverordnungen zu berücksichtigen sind, damit die Ansprüche der Wanderarbeitnehmer gewahrt werden. Ausserdem sind einige der bestehenden Vorschriften aufgrund der bei ihrer Anwendung gemachten Erfahrungen und ihrer unbefriedigenden Wirkungsweise änderungsbedürftig. Berücksichtigt werden auch die Änderungen, die sich aus dem Fortfall der Witwenrente in Dänemark, der doppelten Verpflichtung zur Zahlung von Sozialversicherungsbeiträgen bei vorübergehend in Deutschland beschäftigten griechischen Lehrern und der Rationalisierung der Vorschriften über das Zusammentreffen von Familienleistungen ergeben.

Der Vorschlag erhält ausserdem eine Reihe weiterer geringfügiger sich als Folge ergebender und verwaltungsmässiger Änderungen.

ARTIKEL 1

Änderungen der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71

1. Änderungen zu Anhang VI

a) Änderungen zu Abschnitt B. Dänemark

Die dänische Rentengesetzgebung wurde mit Wirkung vom 1. Januar 1984 geändert, um unter anderem das System für die Gewährung von Frührenten für über 50 Jahre alte Personen zu vereinfachen und die Gleichstellung von Mann und Frau sicherzustellen.

Die Änderungen haben folgende Auswirkungen:

- den Fortfall der Witwenrente in diesem Mitgliedstaat (Witwenrente besteht in Dänemark nicht);
- Aufhebung der Rechtsvorschriften, nach denen bei der Berechnung der Witwenrente die von dem verstorbenen Ehemann zurückgelegten Wohnzeiten berücksichtigt wurden. Vom 1. Januar 1984 an werden die Renten ausschliesslich aufgrund der von dem überlebenden Ehegatten in Dänemark insgesamt zurückgelegten Wohnzeit berechnet;
- die Einführung von Rechtsvorschriften über die Gewährung einer Frührente an Personen über 50 Jahre auf der Grundlage der von dem Antragsteller vorher in Dänemark zurückgelegten Wohnzeiten, sofern der Antragsteller bestimmte Voraussetzungen in bezug auf Gesundheit und wirtschaftliche Verhältnisse erfüllt.

Die in diesem Vorschlag enthaltenen Änderungen verfolgen zwei Ziele:

- i) den Verzicht auf die nach den dänischen Rechtsvorschriften bestehende Wohnvoraussetzung für den Rentenanspruch bei in Dänemark beschäftigten oder selbständig tätigen Personen oder deren in einem anderen Mitgliedstaat wohnenden Hinterbliebenen im Hinblick auf den Erwerb eines Anspruchs auf eine solche Rente;

ii) die Wahrung der Ansprüche, die durch die in Anhang VI der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 enthaltene Sonderbestimmung dem hinterbliebenen Ehegatten eines Arbeitnehmers oder Selbständigen zuerkannt werden, der selbst nie oder während eines kürzeren Zeitraums als der verstorbene Ehegatte in Dänemark gewohnt hat, wobei diese Bestimmung vor der Einführung der neuen dänischen Rechtsvorschriften die Anrechnung der von dem verstorbenen Ehegatten in diesem Mitgliedstaat zurückgelegten Zeiten der Beschäftigung oder der selbständigen Tätigkeit für den Rentenanspruch ermöglicht haben würde. Ohne die vorgeschlagene Änderung wären diese hinterbliebenen Ehegatten Gefahr gelaufen, alle oder einen Teil ihrer Ansprüche auf eine derartige Rente zu verlieren.

Die das erste Ziel betreffende Änderung (Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe a) des Vorschlags) spricht für sich selbst.

Um das zweite Ziel zu erreichen, wird in der vorgeschlagenen Änderung gefordert, dass in den dänischen Rechtsvorschriften die von dem Verstorbenen vor dem 1. Januar 1984 in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten oder Zeiten selbständiger Tätigkeit für den Rentenanspruch als dort von dem hinterbliebenen Ehegatten zurückgelegte Wohnzeiten behandelt werden. Diese Änderung, die die Langfristigkeit der Erwartungen widerspiegelt, die bei den von der Änderung der dänischen Rechtsvorschriften betroffenen Arbeitnehmern und Selbständigen bezüglich des Bestehens eines etwaigen Anspruchs auf Witwenrente geweckt werden, soll bewirken, dass die Ansprüche gewahrt werden, die diese Personen eventuell vor der Änderung erworben haben, selbst wenn ein derartiger Anspruch nach den dänischen Rechtsvorschriften allein nicht mehr besteht.

Grenzgängern und Saisonarbeitern ist in diesem Zusammenhang besondere Aufmerksamkeit zu schenken, da sie mit grösster Wahrscheinlichkeit von den neuen dänischen Rechtsvorschriften betroffen werden. Aus diesem Grunde sind auch nach dem 1. Januar 1984 in Dänemark zurückgelegte Beschäftigungszeiten und Zeiten selbständiger Tätigkeit bezüglich des Rentenanspruchs als von dem hinterbliebenen Ehegatten in Dänemark zurückgelegte Wohnzeiten zu handhaben.

Um ein Zusammentreffen von Leistungen zu vermeiden, werden die unterstellten Wohnzeiten, die sich mit Zeiten, die für die Gewährung einer dem hinterbliebenen Ehegatten nach den Rechtsvorschriften eines anderen Mitgliedstaates geschuldeten Rente berücksichtigt werden, oder mit Zeiten überlagern, während deren er nach diesen Rechtsvorschriften eine Rente in bestimmter Höhe erhielt, nicht berücksichtigt.

b) Anderung von Abschnitt C. Deutschland

Griechische Lehrer, die ihre Berufstätigkeit vorübergehend in Deutschland ausübten, waren bisher gezwungen, Beiträge sowohl an das Sonder-system für Beamte in Griechenland als auch an das allgemeine System für Arbeitnehmer in Deutschland zu entrichten. In Zukunft werden sie während dieser Zeiten von der Pflichtversicherung in Deutschland befreit sein; ausserdem haben sie die Möglichkeit, sich in der Vergangenheit unter diesen Umständen an das deutsche Rentensystem gezahlte Beiträge erstatten zu lassen, vorausgesetzt, ihre Mitgliedschaft bei diesem System hat nach dem 31.12.78 geendet.

Die vorgeschlagene Änderung ermöglicht es den deutschen Trägern, diese Erstattung vorzunehmen.

c) Anderung von Abschnitt E. Griechenland

Die neuen griechischen Rechtsvorschriften über die freiwillige Versicherung beim griechischen Rentenversicherungssystem sind so angelegt, dass griechische Staatsangehörige und fremde Staatsangehörige griechischer Abstammung für die Entrichtung freiwilliger Beiträge zu diesem System in Frage kommen, wenn bestimmte andere Voraussetzungen erfüllt sind.

Laut Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 können Wohnvoraussetzungen für die Aufnahme in ein solches System nicht für Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten gelten, wenn für sie zu irgendeiner Zeit ihres Arbeitslebens die Rechtsvorschriften des betreffenden Mitgliedstaats gegolten haben. Die durch diesen zusätzlichen Punkt aufgenommenen Bestimmungen spiegeln diesen Grundsatz wider, indem sie das besondere Verfahren für die Anwendung der griechischen Rechtsvorschriften auf Personen, die in den Geltungsbereich der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 fallen, darlegen.

d) Anderungen von Abschnitt J. Vereinigtes Königreich

i) Nummer 2

Nach den Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs ist es möglich, dass bei der Feststellung der Rentenansprüche einer verheirateten oder ehemals verheirateten Frau der Versicherungsverlauf ihres Ehemannes oder früheren Ehemannes berücksichtigt wird, falls dies für sie günstiger ist. Die in Anhang VI enthaltene Vorschrift stellte sicher, dass diese Möglichkeit bei Ehemännern eingeräumt wurde, die in mehr als einem Mitgliedstaat als Arbeitnehmer oder Selbständige tätig waren.

Änderungen in den Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs haben den Geltungsbereich dieser Bestimmungen erweitert, um es dem früheren Ehemann zu ermöglichen, unter bestimmten Umständen den Versicherungsverlauf seiner ehemaligen Frau an die Stelle seines eigenen zu setzen, wenn dies günstig ist. Die derzeitigen Vorschriften in Anhang VI sind zu ändern, um dieser Erweiterung Rechnung zu tragen. Bei dieser Gelegenheit wurde auch der Wortlaut des betreffenden Absatzes verbessert.

ii) Nummer 13

Ab 6. April 1975 wurde in den Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs zur Feststellung der für den Anspruch auf Altersrente zu erfüllenden Beitragsvoraussetzungen der Begriff des Entgeltfaktors eingeführt. Die Beitragspflicht ist entgeltbezogen, und die endgültige Berechnung der Höhe der Altersrente stützt sich auf Grössen, die von Zahlen, denen das tatsächliche Entgelt zugrunde liegt, fortgeschrieben werden. In den Fällen, in denen die Träger des Vereinigten Königreichs verpflichtet sind, nach dem 6. April 1975 ausschliesslich in einem anderen Mitgliedstaat als dem Vereinigten Königreich zurückgelegte Versicherungszeiten zu berücksichtigen, sieht ein derzeitiger Absatz von Anhang VI der Verordnung eine Formel für die Umrechnung dieser Zeiten in Entgeltfaktoren vor, die bei den genannten Berechnungen herangezogen werden können. Nach dieser Formel wird eine Versicherungswoche so angerechnet, dass der Betreffende einen bestimmten unveränderlichen Prozentsatz eines nach den Rechtsvorschriften über die Feststellung der Beitragspflicht festgesetzten Höchstentgelts hat.

Während die aus dieser Formel hervorgehende Zahl bei der Berechnung des theoretischen Betrags der Rente nach Artikel 46 Absatz 2 Buchstabe a) der Verordnung den Wert der Versicherungszeiten realistisch wiedergibt, führt dieselbe Zahl bei der Berechnung des anteiligen Rentenbetrages des Vereinigten Königreichs nach Artikel 46 Absatz 2 Buchstabe b) der Verordnung zu absurden Ergebnissen. Die vorgeschlagene zusätzliche Vorschrift ändert die gegenwärtigen Bestimmungen, so dass man zu einem genaueren und gerechteren Ergebnis als dem jetzigen kommt.

2. Änderung von Anhang VII

Die griechischen Rechtsvorschriften schreiben vor, dass Angehörige bestimmter Berufe, die in Griechenland eine selbständige Tätigkeit ausüben, ungeachtet ihrer gleichzeitigen Pflichtversicherung bei einem System für Arbeitnehmer in einem anderen Mitgliedstaat bei einem besonderen Rentenversicherungssystem pflichtversichert sein müssen.

Anhang VII führt die Fälle auf, in denen eine Person als Ausnahme von der allgemeinen Regel den Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit zweier Mitgliedstaaten unterliegt. Da diese Ausnahmen sowohl in der Zahl als auch im Umfang so gering wie möglich sein sollten, ist Nummer 6 dieses Anhangs, die sich gegenwärtig auf Personen bezieht, die in Griechenland allgemein eine selbständige Tätigkeit und in einem anderen Mitgliedstaat eine Beschäftigung im Lohn- oder Gehaltsverhältnis ausüben, zu ändern, um die Ausnahme eigens auf die Selbständigen allein bei der Rentenversicherung zu beschränken.

ARTIKEL 2

1. Änderung von Artikel 10 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 574/72

Artikel 12 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 ("die Verordnung") beinhaltet das allgemeine Prinzip zur Regelung des Zusammentreffens von Leistungsansprüchen, das sich durch die Anwendung der Verordnung ergeben könnte; er sieht vor, dass ein Anspruch auf mehrere Leistungen gleicher Art aus derselben Pflichtversicherungszeit durch die Verordnung weder erworben noch aufrechterhalten werden kann.

Artikel 76 dieser Verordnung und Artikel 10 der Verordnung Nr. 574/72 enthalten besondere Bestimmungen, die darauf abzielen, das Zusammentreffen von Ansprüchen auf Familienleistungen oder -beihilfen in den Fällen zu verhindern, in denen derartige Ansprüche wegen der Wirkung der Verordnung Nr. 1408/71 bei Arbeitnehmern oder Selbständigen für ein und denselben Zeitraum für ein und denselben Familienangehörigen gleichzeitig in mehr als einem Mitgliedstaat entstehen.

Nach Artikel 73 Absatz 1 der Verordnung haben Arbeitnehmer Anspruch auf die Familienleistungen nach den für sie geltenden mitgliedstaatlichen Rechtsvorschriften für ihre in einem anderen Mitgliedstaat wohnenden Familienangehörigen so, als ob diese in dem ersten Mitgliedstaat wohnten.

Artikel 1 Buchstabe f) der Verordnung definiert einen Familienangehörigen als eine Person, die in den Rechtsvorschriften, nach denen die Leistungen gewährt werden, als solche bezeichnet ist.

Ähnliche, wenn auch nicht die gleichen, Vorschriften wie Artikel 73 Absatz 1 sind in Artikel 74 für Arbeitslose enthalten, während Artikel 77 und 78 der Verordnung komplexere Bestimmungen bezüglich des Anspruchs auf Familienleistungen und -beihilfen für Rentner und Waisen beinhalten.

Durch die Anwendung dieser Vorschriften kann ein Anspruch sowohl in dem Beschäftigungsland als auch in dem Mitgliedstaat entstehen, in dem die Familienangehörigen wohnen.

Die Regeln zur Vermeidung des Zusammentreffens sehen ein Prioritätssystem vor, das zunächst den Ansprüchen Vorrang einräumt, die sich aufgrund einer derzeitigen oder früheren Beschäftigung ergeben (d.h. die Ansprüche, die sich nach Artikel 73, 74, 77 oder 78 der Verordnung ergeben), was das gleichzeitige Ruhen der Ansprüche im Wohnland zur Folge hat. Wird jedoch in beiden betreffenden Mitgliedstaaten eine berufliche Tätigkeit ausgeübt, hat der Anspruch Vorrang, der sich in dem Mitgliedstaat ergibt, in dem der Familienangehörige wohnt, auf den in den jeweiligen Artikeln abgehoben wird.

Artikel 76 der Verordnung behandelt insbesondere die Fälle, in denen der Anspruch auf Familienleistungen nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften nur dann entstehen kann, wenn eine Beschäftigung - jedoch nicht unbedingt von der anspruchsberechtigten Person selbst - ausgeübt wird. Entstehen derartige Ansprüche im Wohnland (eine Beschäftigung, die im Prinzip bereits in dem Mitgliedstaat besteht, auf dessen Rechtsvorschriften in Artikel 73 Absatz 1 Bezug genommen wird), ruht der Anspruch nach Artikel 73 Absatz 1.

Es ist beachtenswert, dass die Bestimmungen dieses Artikels, die die Ausübung einer beruflichen Tätigkeit betreffen, nicht durch irgendwelche Bedingungen hinsichtlich Identität oder familienrechtlicher Stellung der Person, die die Tätigkeit ausübt oder die anspruchsberechtigt ist, eingeschränkt sind.

Hierin spiegelt sich die Tatsache wider, dass es nach den in diesem Artikel erfassten Rechtsvorschriften für die Entstehung des Anspruchs Voraussetzung war, dass entweder die berechtigte Person oder deren Ehegatte arbeitete.

Artikel 10 der Verordnung Nr. 574/72 wurde dagegen für Rechtsvorschriften vorgesehen, die anderer Art sind als die von Artikel 76 betroffenen, d.h. für Rechtsvorschriften, die den Anspruch weder direkt noch indirekt an Beschäftigung banden. Im allgemeinen gründete sich der Anspruch nach diesen Rechtsvorschriften auf das Wohnen. Infolgedessen erwies es sich im Interesse echter Übereinstimmung mit Artikel 76 als erforderlich, in Artikel 10 Voraussetzungen aufzunehmen, die verhindern, dass die Priorität auf das Wohnland übertragen wird, soweit nicht in diesem Mitgliedstaat ebenfalls eine berufliche Tätigkeit ausgeübt wird.

Artikel 10 Absatz 1 ging aber insofern offensichtlich weiter als Artikel 76, als die Übertragung der Priorität auf das Wohnland nur in dem Fall erlaubt war, in dem die berufliche Tätigkeit von dem Ehegatten der in Artikel 73 Absatz 1 oder Artikel 74 genannten Person ausgeübt wurde, gleichgültig, ob der Ehegatte tatsächlich Anspruch auf die zu der Kumulierung führenden Leistungen hatte oder nicht.

In bestimmten Fällen führte dieser Artikel dazu, dass der Anspruch auf Leistungen im Wohnland ganz offensichtlich ungerechterweise ausgesetzt wurde; das beste Beispiel hierfür ist ein Fall, der 1982 vor den Europäischen Gerichtshof kam (Rechtssache 149/82 ROBARDS gegen Insurance Officer, Sammlung 1983 Seite 171).

In dieser Rechtssache ging es um den Fall einer Frau, in dem die amtliche Behörde des Vereinigten Königreichs entschied, dass Artikel 10 Absatz 1 zu ihren Gunsten wirken kann, solange sie mit dem Wanderarbeitnehmer, der Anspruch auf Leistungen nach Artikel 73 hat, verheiratet und somit dessen Ehegatte ist, dass diese Leistungen aber bei Scheidung entfallen. Dies beleuchtete den Zusammenhang zwischen der Wirkung der Priorität und der familienrechtlichen Stellung desjenigen, der die Berufstätigkeit ausübt, sowie die Ungerechtigkeit, die gerade bei diesem Sachverhalt (im vorliegenden Falle der einer früheren Ehefrau) entstehen kann, bei dem der Anspruch auf alle Fälle im Wohnland verbleiben sollte. In diesem Fall entschied der Gerichtshof, dass der Begriff "Ehegatte" den früheren Ehegatten einschliessen könnte, dass diese Auslegung aber auf den dem nationalen Gericht vorliegenden Fall zu beschränken sei. Weitere Probleme, die sich eventuell aus Artikel 10 ergeben, könnten nur durch Rechtsvorschriften angemessen geregelt werden.

Die vorgeschlagenen Änderungen berücksichtigen das Urteil des Gerichtshofs in der Rechtssache ROBARDS; sie gehen sogar weiter, in der Absicht, den in Artikel 10 Absatz 1 enthaltenen Mängeln abzuhelpen, indem sie jeden Bezug auf die familienrechtliche Stellung der Person, die die berufliche Tätigkeit ausübt, oder der Person, zu deren Gunsten die Priorität wirken soll, beseitigen. Die neuen Vorschriften werden bewirken, dass nach Artikel 73 oder 74 zuerkannte Ansprüche immer dann ausgesetzt werden, wenn die berufliche Tätigkeit entweder von der Person, die Anspruch auf die Doppelleistung hat, oder der Person, der diese Leistungen auszu zahlen sind, im Wohnland ausgeübt wird.

In dem Falle, in dem Leistungen nach Artikel 77 oder 78 zuerkannt werden, werden sie dann ausgesetzt, wenn die berufliche Tätigkeit entweder von der Person ausgeübt wird, die Anspruch auf die Doppelleistungen hat, oder von der Person, der oder für die sie zu zahlen sind.

Eine kleine Anzahl sonstiger Änderungen von geringerer Bedeutung wurde der Klarheit wegen ebenfalls vorgesehen.

2. Änderungen der Anhänge 2, 3 und 4 Abschnitt B. Dänemark der Verordnung (EWG) Nr. 574/72

Bei diesen Änderungen handelt es sich um rein textliche Anpassungen, die sich aus der Verabschiedung der neuen Rechtsvorschriften über Renten und dem Wegfall der Witwenrenten ergeben.

3. Änderungen von Anhang 9 der Verordnung Nr. 574/72

a) Änderung des Abschnitts A. Belgien

Anhang 9 Abschnitt A. Belgien der Verordnung Nr. 574/72 legt fest, dass die Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen unter Berücksichtigung des allgemeinen Systems der sozialen Sicherheit berechnet werden.

Artikel 35 Absatz 2 der Verordnung Nr. 1408/71 und Anhang 11 der Verordnung Nr. 574/72, die anlässlich der Ausdehnung des Geltungsbereichs auf die Selbständigen in die Verordnungen aufgenommen wurden, sehen vor, dass dann, wenn Leistungen in Belgien als dem Aufenthalts- oder Wohnland versicherten Personen gewährt werden, die einem in Anhang 11 aufgeführten Sondersystem für Selbständige in einem anderen Mitgliedstaat angehören, das weniger günstige Sachleistungen gewährt, als sie Arbeitnehmer erhalten, diese Personen in Belgien nur die Sachleistungen des Systems für Selbständige erhalten.

Die vorgeschlagene Änderung soll diese Verhältnisse berücksichtigen und sieht vor, dass sich in diesen Fällen die Berechnung der Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen im Hinblick auf die Erstattungen nach Artikel 94 und 95 der Verordnung Nr. 574/72 auf die vom System für Selbständige gewährten Leistungen stützt.

b) Änderungen von Abschnitt D. Frankreich

Die vorgeschlagene Änderung betrifft den unter Buchstabe a) beschriebenen Verhältnissen ähnliche Verhältnisse in bezug auf Frankreich, wobei die Personen, die einem Sondersystem für Selbständige in einem anderen Mitgliedstaat angehören, in Frankreich nur die Sachleistungen bei Krankheit und Mutterschaft des Systems für nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten erhalten.

Der Vorschlag sieht vor, dass in diesen Fällen bei der Berechnung der Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen im Zusammenhang mit der Erstattung dieser Leistungen nach Artikel 94 und 95 der Verordnung Nr. 574/72 das System für Krankheit und Mutterschaft für Selbständige in nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten zu berücksichtigen ist.

4. Änderung von Anhang 10

a) Änderung von Abschnitt C. Deutschland Nummer 7 Buchstabe a)

Infolge der Änderung des Bundeskindergeldgesetzes werden die Kinderzuschüsse für Kinder von Rentnern nicht mehr vom Rentenversicherungsträger gezahlt. Diese Zuschüsse werden jetzt von dem für die Zahlung der Familienbeihilfen zuständigen Träger gezahlt.

Die vorgeschlagene Änderung entspricht dieser Umstellung.

b) Änderung von Abschnitt E. Griechenland

In Anhang 10 sind gemäss Artikel 4 Absatz 10 der Verordnung Nr. 574/72 die Träger oder Stellen aufgeführt, die von den zuständigen Behörden u.a. aufgrund von Artikel 6 Absatz 1 dieser Verordnung (Zulassung zur freiwilligen Versicherung oder freiwilligen Weiterversicherung) bezeichnet worden sind.

Die vorgeschlagene Änderung sieht die Aufnahme des von Griechenland bezeichneten Trägers für die Anwendung des genannten Artikels 6 Absatz 1 vor.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme
der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren
Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und
der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der
Verordnung (EWG) Nr. 1408/71

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und insbesondere die Artikel 51 und 235,

auf Vorschlag der Kommission, der nach Anhörung der Verwaltungskommission für die soziale Sicherheit der Wanderarbeitnehmer ausgearbeitet wurde (1),

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (2),

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses (3),

in Erwägung nachstehender Gründe :

Die Verordnungen (EWG) Nr. 1408/71 (4) und 574/72 (5) in der Fassung der Verordnung (EWG) Nr. 2001/83 (6) bedürfen einiger Änderungen, die sich aus geänderten nationalen Vorschriften über die soziale Sicherheit ergeben bzw. technischen Charakter haben und die Verordnungen aufgrund der bei ihrer Durchführung gesammelten Erfahrungen verbessern sollen .

Da die dänischen Rechtsvorschriften über die Sozialrenten geändert wurden, ist es erforderlich, Anhang VI der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 entsprechend anzupassen.

Es ist erforderlich, indem genannten Anhang VI festzuhalten, daß im Zusammenhang mit dem Erwerb des Rentenanspruchs bei Arbeitnehmern, Selbständigen oder deren Hinterbliebenen, die in einem anderen Mitgliedstaat als Dänemark wohnen, auf die Voraussetzung des Wohnens in Dänemark verzichtet und dabei sichergestellt wird, daß von Arbeitnehmern oder Selbständigen in Dänemark zurückgelegte Zeiten der Beschäftigung oder der selbständigen Tätigkeit unter bestimmten Voraussetzungen bei der Berechnung der Rente des hinterbliebenen Ehegatten berücksichtigt werden.

(1) ABl. Nr. C

(2) ABl. Nr. C

(3) ABl. Nr. C

(4) ABl. Nr. L 74 vom 27. 3.1972, S. 1

(5) ABl. Nr. L 149 vom 5. 7.1971, S. 2

(6) ABl. Nr. L 230 vom 22. 8.1983, S. 6

Es ist erforderlich, in dem genannten Anhang VI eine Regelung vorzusehen, die es den deutschen Trägern ermöglicht, die Beiträge zur Rentenversicherung zu erstatten, die von gleichzeitig in Deutschland und in Griechenland versicherten griechischen Lehrern entrichtet wurden.

Neue Rechtsvorschriften in Griechenland über Systeme freiwilliger Versicherung machen eine Regelung in dem genannten Anhang VI erforderlich, wodurch das besondere Verfahren zur Anwendung dieser Rechtsvorschriften und deren Erfassungsvoraussetzungen auf Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten als Griechenland einbezogen wird.

Die in dem genannten Anhang VI enthaltenen Bestimmungen über die Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs, die es einer verheirateten oder ehemals verheirateten Frau ermöglichen, von ihrem Ehemann oder ehemaligen Ehemann in zwei oder mehr Mitgliedstaaten zurückgelegte Versicherungszeiten an die Stelle ihres eigenen Versicherungsverlaufs zu setzen, soweit dies für sie günstiger ist, sind zu ändern, um der Erstreckung dieser fallweisen Vergünstigung hinsichtlich der Anrechnung der von der früheren Ehefrau zurückgelegten Versicherungszeiten auf den Ehemann Rechnung zu tragen und um einzelne Unzulänglichkeiten am jetzigen Wortlaut zu korrigieren.

Die Wechselwirkung zwischen den Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs über die Berechnung der Altersrente und den Vorschriften der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 über die Zusammenrechnung in anderen Mitgliedstaaten zurückgelegter Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten führt in Fällen, in denen diese Zeiten nach dem 6. April 1975 in einem anderen Mitgliedstaat als dem Vereinigten Königreich zurückgelegt wurden, in Verbindung mit dem in dem genannten Anhang VI erfassten besonderen Verfahren zu regelwidrigen und ungerechten Ergebnissen.

Es ist daher erforderlich, eine zusätzliche Regelung zu dem bestehenden besonderen Verfahren in dem genannten Anhang VI vorzusehen, damit die genannten Rechtsvorschriften so Anwendung finden, dass die erwähnten Auswirkungen korrigiert werden.

Zahl und Bereich der Fälle, in denen eine Person als Ausnahme von der allgemeinen Regel gleichzeitig den Rechtsvorschriften zweier Mitgliedstaaten unterliegt, sind so klein wie möglich zu halten.

Die Nummer 6 in Anhang VII, in dem die Fälle aufgeführt sind, in denen diese Ausnahmen zuzulassen sind, ist mit selbständiger Tätigkeit in Griechenland unnötig weit gefasst und sollte stärker zielgerichtet sein, um zum Ausdruck zu bringen, dass Selbständige, solange sie in einem anderen Mitgliedstaat einem System für Arbeitnehmer angehören, in Griechenland nur in der Rentenversicherung pflichtzuversichern sind.

Die Nummer 6 von Anhang VII ist daher entsprechend zu ändern.

Die bei der Durchführung der Verordnungen (EWG) Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 gesammelten Erfahrungen lassen die Notwendigkeit erkennen, die Vorschriften über das Zusammentreffen von Familienleistungen oder Familienbeihilfen in Verordnung (EWG) Nr. 574/72 zu verbessern.

Die in Artikel 10 der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 vorgesehene Regelung, wonach sich der Anspruch auf Familienbeihilfe aus den Rechtsvorschriften des Wohnlandes der Kinder ergibt, gilt nur dann, wenn es sich bei der Person, die die Berufstätigkeit in dem betreffenden Wohnland ausübt, um den Ehegatten oder früheren Ehegatten des Arbeitnehmers handelt, gleichgültig, ob dieser Ehegatte selbst Anspruch auf die Leistung hat oder nicht.

Es hat sich herausgestellt, daß diese Regelung sich immer dann ungerecht verhielt, wenn die leistungsberechtigte Person, die die Berufstätigkeit ausübt, nicht oder nicht mehr der Ehegatte des Arbeitnehmers oder des früheren Arbeitnehmers war; sie ist daher so zu ändern, daß diese Ungereimtheit beseitigt wird.

Infolge der vorerwähnten Änderungen in den dänischen Rechtsvorschriften ist es erforderlich, einige Textänderungen in den Anhängen 2, 3 und 4 der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 vorzunehmen.

Es ist erforderlich, Anhang 9 von Verordnung (EWG) Nr. 574/72 zu ändern, um bei der Berechnung der Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen der Ausweitung der Verordnungen Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 auf Selbständige Rechnung zu tragen.

Da sich die Bezeichnung des für die Zahlung der Kinderzuschüsse für unterhaltsberechtigten Kinder von Rentnern in Deutschland zuständigen Trägers geändert hat, ist es erforderlich, Anhang 10 der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 entsprechend anzupassen.

Es ist erforderlich, in dem genannten Anhang 10 Regelungen vorzusehen, um das zuständige System für freiwillige Weiterversicherung in Griechenland für den Fall anzugeben, daß die Voraussetzungen für den Beitritt zu mehr als einem solchen System erfüllt sind -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

ARTIKEL 1

Die Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 wird wie folgt geändert:

1) Anhang VI

a) In Abschnitt B. Dänemark:

i) Nummer 3 erhält folgende Fassung:

"3.a) Die Bestimmungen in den dänischen Rechtsvorschriften über Sozialrenten, die den Rentenanspruch davon abhängig machen, dass der Berechtigte in Dänemark wohnt, gelten nicht für Arbeitnehmer, Selbständige und deren Hinterbliebene, die in einem anderen Mitgliedstaat als Dänemark wohnen.

b) Für die Berechnung der Renten gelten die von einem Grenzgänger oder Saisonarbeiter in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten oder Zeiten selbständiger Tätigkeit als von dem hinterbliebenen Ehegatten in Dänemark zurückgelegten Wohnzeiten, sofern der hinterbliebene Ehegatte während dieser Zeiten mit dem Grenzgänger oder Saisonarbeiter ohne Aufhebung der häuslichen Gemeinschaft oder tatsächliches Getrenntleben wegen Unverträglichkeit verheiratet war und in einem anderen Mitgliedstaat wohnte.

c) Für die Berechnung der Renten gelten die von einem Arbeitnehmer oder Selbständigen, der weder Grenzgänger noch Saisonarbeiter ist, vor dem 1. Januar 1984 in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten bzw. Zeiten selbständiger Tätigkeit als von dem hinterbliebenen Ehegatten in Dänemark zurückgelegte Wohnzeiten, sofern der hinterbliebene Ehegatte während dieser Zeit mit dem Arbeitnehmer oder Selbständigen ohne Aufhebung der häuslichen Gemeinschaft oder tatsächliches Getrenntleben wegen Unverträglichkeit verheiratet war und in einem anderen Mitgliedstaat wohnte.

d) Gemäss Buchstabe b) und c) zu berücksichtigende Zeiten bleiben jedoch ausser Betracht, wenn sie mit Zeiten, die bei der Berechnung der der betreffenden Person nach den Rechtsvorschriften über die Pflichtversicherung eines anderen Mitgliedstaats geschuldeten Rente berücksichtigt werden, oder mit Zeiten zusammentreffen, während deren die betreffende Person eine Rente nach diesen Rechtsvorschriften erhielt. Diese letztgenannten Zeiten sind jedoch zu berücksichtigen, wenn der jährliche Betrag der genannten Rente weniger als die Hälfte des Grundbetrages der Sozialrente ausmacht.

ii) Nummer 4 wird gestrichen.

iii) Unter Nummer 8 werden die Worte "Invaliditäts-, Alters- und Witwenrenten" durch "Invaliditätsrenten, Frührenten, Altersrenten und Witwenrenten" ersetzt.

iv) Die Numerierung von 5. bis 10. wird entsprechend geändert.

b) In Abschnitt C. Deutschland wird folgender Punkt hinzugefügt:

"16. Personen, die als griechische beamtete Lehrkräfte aufgrund ihrer Beschäftigung im deutschen Schuldienst neben Beiträgen zum griechischen Sondersystem für Beamte Pflichtbeiträge zur deutschen gesetzlichen Rentenversicherung entrichtet haben und nach dem 31. Dezember 1978 aus der deutschen Pflichtversicherung ausgeschieden sind, erhalten in bezug auf diese Pflichtbeiträge auf Antrag eine Beitragserstattung entsprechend § 1303 Reichsversicherungsordnung bzw. § 82 Angestelltenversicherungsgesetz. Der Anspruch auf Beitragserstattung gilt, wenn diese Anträge entweder innerhalb eines Jahres nach Inkrafttreten dieser Bestimmung gestellt werden oder wenn seit dem Entfallen der Versicherungspflicht noch keine zwei Jahre verstrichen sind.

§ 1303 Absatz 7 Reichsversicherungsordnung und § 82 Absatz 7 Angestelltenversicherungsgesetz gelten nur für Zeiten, für die Pflichtbeiträge zur deutschen Rentenversicherung neben Beiträgen zum griechischen Sondersystem für Beamte entrichtet worden sind sowie für die an diese Pflichtbeiträge anschließenden Ausfallzeiten."

c) In Abschnitt E. Griechenland wird folgender Punkt hinzugefügt:

"3. Das Gesetz Nr. 1469/84 über die freiwillige Rentenversicherung von griechischen Staatsangehörigen und ausländischen Staatsangehörigen griechischer Abstammung gilt für Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten, Staatenlose und Flüchtlinge, die in dem Gebiet eines Mitgliedstaats wohnen, gemäss den folgenden Bestimmungen:

Soweit die anderen Bestimmungen dieses Gesetzes erfüllt sind, können in folgenden Fällen Beiträge entrichtet werden:

- a) Wenn die betreffende Person im Gebiet eines Mitgliedstaats wohnt und zugleich in der Vergangenheit beim griechischen Rentenversicherungssystem pflichtversichert war, oder
- b) unabhängig vom Wohnort, wenn der Betreffende entweder in der Vergangenheit 10 aufeinanderfolgende oder nicht aufeinanderfolgende Jahre lang in Griechenland gewohnt hat oder bei der griechischen Sozialversicherung 1500 Tage pflichtversichert oder freiwillig versichert war."

d) In Abschnitt J. Vereinigtes Königreich

i) erhält Nummer 2 folgende Fassung:

"2. Hat eine Person nach den Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreichs gegebenenfalls Anspruch auf eine Altersrente, wenn

- a) die Beiträge eines früheren Ehepartners angerechnet werden, als handelte es sich um die eigenen Beiträge dieser Person, oder
- b) die einschlägigen Beitragsvoraussetzungen durch den Ehepartner oder früheren Ehepartner dieser Person erfüllt sind,

so gelten die Bestimmungen des Titels III Kapitel 3 der Verordnung für die Feststellung des Anspruchs jeweils unter der Voraussetzung, dass der Ehegatte oder frühere Ehegatte als Arbeitnehmer oder Selbständiger den Rechtsvorschriften von zwei oder mehr Mitgliedstaaten unterliegt oder unterlag; dabei gelten Bezugnahmen auf "Versicherungszeiten" in diesem Kapitel 3 als Bezugnahmen auf folgendermassen zurückgelegten Versicherungszeiten:

- i) von einem Ehegatten oder früheren Ehegatten, wenn ein Anspruch von einer verheirateten Frau, einem verwitweten Mann oder einer Person geltend gemacht wird, deren Ehe auf andere Weise als durch den Tod des Ehegatten beendet wurde, oder
 - ii) von einem früheren Ehegatten, wenn ein Anspruch von einer Witwe geltend gemacht wird, die unmittelbar vor Erreichen der Altersgrenze keine Hinterbliebenenleistung bezog oder die nur eine nach Artikel 46 Absatz 2 der Verordnung berechnete altersbezogene Witwenrente bezieht."
- ii) Unter Nummer 13 wird nach Absatz 1 folgender Absatz eingefügt:
- "2) Für die Anwendung des Artikels 46 Absatz 2 Buchstabe b) der Verordnung gilt folgendes:
- a) Hat ein Arbeitnehmer in einem Einkommensteuerjahr, das am oder nach dem 6. April 1975 beginnt, Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten ausschliesslich in einem anderen Mitgliedstaat als dem Vereinigten Königreich zurückgelegt und führt die Anwendung des Absatzes 1 Buchstabe a) Ziffer i) dazu, dass dieses Jahr für die Anwendung des Artikels 46 Absatz 2 Buchstabe a) der Verordnung als anspruchswirksames Jahr im Sinne der Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreiches zählt, so wird vermutet, dass er in diesem Jahr 52 Wochen lang in einem anderen Mitgliedstaat versichert gewesen ist;
 - b) Zählt ein am oder nach dem 6. April 1975 beginnendes Einkommensteuerjahr für die Anwendung von Artikel 46 Absatz 2 Buchstabe a) der Verordnung nicht als anspruchswirksames Jahr im Sinne der Rechtsvorschriften des Vereinigten Königreiches, werden in diesem Jahr zurückgelegte Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten ausser acht gelassen."

Der jetzige Absatz 2 wird Absatz 3.

2) Anhang VII

Nummer 6 erhält folgende Fassung:

"6. Für die Rentenversicherung der Selbständigen:

Ausübung einer selbständigen Tätigkeit in Griechenland und einer Beschäftigung im Lohn- oder Gehaltsverhältnis in einem anderen Mitgliedstaat."

ARTIKEL 2

Verordnung (EWG) Nr. 574/72 wird wie folgt geändert:

1. Artikel 10 Absatz 1 erhält folgende Fassung:

"1.a) Der Anspruch auf Familienleistungen oder -beihilfen, die nach den Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats geschuldet werden, nach denen der Erwerb des Anspruchs auf diese Leistungen oder Beihilfen nicht von einer Versicherung, Beschäftigung oder selbständigen Tätigkeit abhängig ist, wird ausgesetzt, wenn während desselben Zeitraums für dasselbe Familienmitglied Leistungen nach Artikel 73, 74, 77 oder 78 der Verordnung geschuldet werden.

b) Wird jedoch

- i) in dem Fall, in dem Leistungen nach Artikel 73 oder 74 der Verordnung geschuldet werden, von der Person, die Anspruch auf die Familienleistungen oder -beihilfen hat, oder von der Person, an die sie zu zahlen sind, in dem betreffenden Mitgliedstaat eine Berufstätigkeit ausgeübt, so wird der Anspruch auf die nach den genannten Artikeln geschuldeten Familienleistungen oder -beihilfen ausgesetzt, und es werden lediglich die Familienleistungen oder -beihilfen des Mitgliedstaats, in dessen Gebiet das Familienmitglied wohnt, zu Lasten dieses Mitgliedstaats gezahlt;
- ii) in dem Fall, in dem Leistungen nach Artikel 77 oder 78 der Verordnung geschuldet werden, von der Person, die Anspruch auf diese Leistungen hat oder an die sie zu zahlen sind, und in dem Fall, in dem Leistungen nach Artikel 78 geschuldet werden, von der Person, für die sie zu zahlen sind, in dem betreffenden Mitgliedstaat eine Berufstätigkeit ausgeübt, so hat der Betreffende Anspruch auf die Familienleistungen oder -beihilfen des Mitgliedstaats, in dessen Gebiet die Kinder wohnen, zu Lasten dieses Mitgliedstaats sowie gegebenenfalls auf nicht unter die Familienbeihilfen nach Artikel 77 oder 78 der Verordnung fallenden Leistungen zu Lasten des nach diesen Artikeln zuständigen Staates."

2. Anhang 2 Abschnitt B. Dänemark wird wie folgt geändert :

- a) Die linke Spalte von Nummer 1 Buchstabe b) Ziffer i) erhält folgende Fassung:

"Leistungen nach dem Sozialrentenrecht".

- b) Die linke Spalte von Absatz 1 Buchstabe c) Ziffer i) erhält folgende Fassung:

"Renten nach dem Sozialrentenrecht".

3. Anhang 3 Abschnitt B. Dänemark wird wie folgt geändert :

Die linke Spalte von Nummer 1 Buchstabe c) Ziffer i) erhält folgende Fassung:

"Renten nach dem Sozialrentenrecht".

4. Anhang 4 Abschnitt B. Dänemark wird wie folgt geändert :

Die linke Spalte von Teil I Nummer 2 erhält folgende Fassung:

"Renten und Leistungen nach dem Sozialrentenrecht".

5. Anhang 9 wird wie folgt geändert :

- a) In Abschnitt A. Belgien ist folgender Text hinzuzufügen:

"Für die Anwendung von Artikel 94 und 95 der Durchführungsverordnung auf Fälle, in denen Artikel 35 Absatz 2 der Verordnung Anwendung findet, werden jedoch die Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen unter Berücksichtigung des Systems der Krankheitsfürsorge-Pflichtversicherung für Selbständige berechnet."

- b) In Abschnitt D. Frankreich wird folgender Text hinzugefügt :

"Für die Anwendung der Artikel 94 und 95 der Durchführungsverordnung in Fällen, in denen Artikel 35 Absatz 2 der Verordnung gilt, werden jedoch die Jahresdurchschnittskosten für Sachleistungen unter Berücksichtigung des Systems für Krankheit und Mutterschaft für Selbständige in nichtlandwirtschaftlichen Berufen berechnet."

6. Anhang 10 wird wie folgt geändert :

- a) In Abschnitt C. Deutschland erhält Nummer 7 Buchstabe a) in der linken Spalte folgende Fassung:

"a. Familienbeihilfen, die nach Artikel 77 und 78 der Verordnung gewährt werden:"

b) In Abschnitt E. Griechenland wird folgender Absatz eingefügt :

"1. Bei Anwendung des Artikels 6

Absatz 1 der Durchführungs-
verordnung:

Ιδρυμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων (ΙΚΑ), Αθήνα
(Sozialversicherungsanstalt), Athen "

Die Numerierung der Absätze 1 bis 10 wird entsprechend geändert.

ARTIKEL 3

1. Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.
2. Artikel 1, ausser Absatz 1 Buchstabe c), sowie Artikel 2 Absätze 2, 3 und 4 gelten mit Wirkung vom 1. Januar 1984.
3. Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe c) gilt mit Wirkung vom 1. Januar 1985.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

1984

Im Namen des Rates
Der Präsident

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(84) 756 final

Brussels, 9 January 1985

Proposal for a

COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 1408/71 on the application of
social security schemes to employed persons,
to self-employed persons and to members of their families
moving within the Community and Regulation (EEC) No 574/72
laying down the procedure for implementing
Regulation (EEC) No 1408/71

(submitted to the Council by the Commission)

COM(84) 756 final

EXPLANATORY MEMORANDUM

of a proposal for a Council Regulation concerning the amendment of Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 laying down the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71.

INTRODUCTION

Regulation (EEC) N° 1408/71 of the 14 June 1971 on the application of social security schemes to employed persons, self-employed persons and to members of their families moving within the Community, and Regulation (EEC) N° 574/72 laying down the procedure for implementing the former Regulation, came into force on the 1 October 1971, although they were not extended to cover self-employed persons and their families until the 1 July 1982.

Regulation (EEC) N° 2001/83 of the 2 June 1983 updated and consolidated both Regulation (EEC) N° 1408/71 and N° 574/72 into one single authoritative text, which took effect on the 1 July 1982 thus coinciding with the date of extension to the self-employed.

Since the date of the entry into force of the consolidated and updated versions of both Regulation 1408/71 and 574/72, a number of changes have taken place in the legislations of the Member States the effects of which are required to be taken into account by the Community regulations so as to safeguard the rights of migrant workers. In addition a number of existing provisions require modification necessitated by evidence, derived from experience of their application, of their unsatisfactory operation. The modifications include those consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark; the double liability to pay social insurance contributions imposed upon Greek teachers temporarily employed in Germany, and the rationalization of the rules dealing with the overlapping of family benefits.

The proposal also includes a number of other minor amendments of a consequential or administrative nature.

ARTICLE 1

Amendments to Regulation (EEC) N° 1408/71.

1. Amendments to Annex VI.

(a) Amendments to Section B. Denmark

The Danish pension legislation was amended, with effect from the 1 January 1984, so as to simplify, amongst other things, the scheme for granting early pensions to persons over the age of 50 and to establish equality of treatment between men and women.

The amendments have the following consequences :

- the abolition of a widow's pension in that Member State;
(there is no widower's pension in Denmark);
- the repeal of legislations under which account was taken, for the calculation of a widow's pension, of periods of residence completed by the deceased husband. From the 1 January 1984, pensions are to be calculated solely upon the accumulated length of periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse;
- the introduction of legislation providing for the grant of an early pension, subject to conditions relating to the claimant's health and financial resources, to persons over the age of 50 on the basis of periods of residence previously completed in Denmark by the claimant.

The amendments contained in this proposal have two objectives :

- (i) the waiver of the condition of residence, imposed by Danish legislation for entitlement to a pension, in respect of persons employed or self-employed in Denmark, or their survivors who reside in another Member State, for the purpose of acquiring a right to such a pension.

(ii) to safeguard the rights accorded by a special existing provision in Annex VI to Regulation (EEC) N° 1408/71 to the surviving spouses of employed or self-employed persons who themselves have never resided in Denmark or who have resided there for shorter periods than the deceased spouse, which provision would have, prior to the introduction of the new Danish legislation, permitted the taking into account of the periods of employment or self-employment completed by the deceased spouse in that Member State for the purpose of entitlement to a pension. In the absence of the amendment proposed these surviving spouses would have risked losing all or part of their rights to such a pension.

The amendment dealing with the first objective (Article 1. (1)(a) of the proposal) is self-explanatory.

In order to achieve the second objective, the proposed amendment requires Danish legislation to treat the periods of employment or self-employment completed by the deceased in Denmark prior to the 1 January 1984 as periods of residence completed there by the surviving spouse for the purpose of entitlement to a pension. The effect of the amendment, which reflects the long-term nature of the expectations induced in those employed or self-employed persons affected by the change in Danish legislation, relating to the existence of a potential right to a widow's pension, is to save such rights as may have been acquired by those persons prior to the date of the change, even if such a right no longer exists under Danish legislation alone.

Frontier or seasonal workers were considered to merit special attention in this context as they are most likely to be affected by the new Danish legislation. For this reason even periods of employment or self-employment completed in Denmark after the 1 January 1984 are to be treated as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse for the purpose of entitlement to a pension.

In order to prevent the overlapping of benefits, those deemed periods of residence which coincide with periods taken into account for the grant of a pension due to the surviving spouse under the legislation of another Member State, or with periods during which he or she received a pension of a prescribed amount under that legislation, will not be taken into consideration.

(b) Amendment to Section C. Germany

Greek teachers exercising their professional activity temporarily in Germany have been obliged to pay contributions to both the special scheme for civil servants in Greece and the general scheme for employed persons in Germany. Henceforth they will be exempted from the obligation to be compulsorily insured in Germany during such periods, and are also given the option of claiming a refund of contributions paid in these circumstances in the past to the German pension scheme provided that their affiliation to that scheme terminated after the 31 December 1978.

The proposed amendment enables the German institutions to effect such a reimbursement.

(c) Amendment to Section E. Greece

New Greek legislation concerning voluntary affiliation to the Greek pension insurance scheme is drafted so that Greek nationals and foreign nationals of Greek origin are eligible to make voluntary contributions to that scheme provided that certain other conditions are met.

Article 9 of Regulation (EEC) N° 1408/71 states that conditions of residence to which eligibility for admission to such a scheme is subject, cannot be applied to nationals of other Member States provided that they have at some time in their working lives been subject to the legislation of the Member State concerned.

The provisions introduced by this additional point reflect this principle by setting out the special procedure for applying the Greek legislation to persons who come within the scope of Regulation (EEC) N° 1408/71.

(d) Amendments to Section J, United Kingdom

(i) Point 2

Under United Kingdom legislation a married woman or former married woman is permitted, where it is more favourable to her, to take account, for pension purposes, of the insurance record of her husband or former husband. The existing provision in Annex VI ensured that this facility was accorded in respect of husbands who had been employed or self-employed in more than one Member State.

Amendments to United Kingdom legislation have extended the scope of these provisions so as to enable a former husband, in certain circumstances to substitute his former wife's record for his own, where this is favourable. The current provisions in Annex VI require amendment to reflect this extension.

The opportunity has also been taken to improve the wording of the paragraph concerned.

(ii) Point 13

From the 6 April 1975 the concept of earnings factors was introduced by United Kingdom legislation for the purpose of calculating the contribution conditions to be met for entitlement to a retirement pension. Liability for contributions is earnings-related, and the ultimate calculations concerning the amount of a person's retirement pension are based upon factors extrapolated from figures based on actual earnings. Where United Kingdom institutions are obliged to take into account periods of insurance which were completed after the 6 April 1975 exclusively in a Member State other than the United Kingdom an existing paragraph of Annex VI of the Regulation provides a formula for the conversion of these periods into earnings factors which can be used in the calculations referred to. This formula provides that for a week of insurance a person is treated as having a certain immutable percentage of a maximum amount of earnings fixed by legislation for the purpose of assessing contribution liability.

Whilst the figure produced by this formula gives a realistic reflection of the value of the periods of insurance when calculating the theoretical amount of a pension under Article 46(2)(a) of the Regulation, the same figure produces absurd results when calculation of the pro-rata United Kingdom pension takes place under Article 46(2)(b), of the Regulation. The additional provision proposed modifies the existing provisions so that a more accurate and equitable result than that currently produced, is obtained.

2. Amendment to Annex VII.

Greek legislation requires members of certain professions who are self-employed in Greece to be compulsorily affiliated to a special pensions insurance scheme notwithstanding their contemporaneous compulsory affiliation to a scheme for employed persons in another Member State.

Annex VII lists those instances in which a person is, as an exception to the general rule, to be subject to the social security legislations of two Member States. As these exceptions should be as limited in number and scope as possible, point 6 of that Annex, which currently refers to persons self-employed in Greece generally and gainfully employed in any other Member State, should be amended so as to limit the exception specifically to the self-employed for the purposes of the pension insurance scheme alone.

ARTICLE 2

1. Amendment to Article 10 (1) of Regulation (EEC) N° 574/72.

Article 12 of Regulation (EEC) N° 1408/71 ("the Regulation") embodies the general principle dealing with that overlapping of entitlement to benefit which might arise because of the application of the Regulation; it provides that the Regulation can neither confer nor maintain the right to several benefits of the same kind for one and the same period of compulsory insurance.

Article 76 of the Regulation and Article 10 of Regulation 574/72 contain specific provisions the object of which is to prevent the overlapping of entitlement to family benefits or family allowances in those cases where such rights arise simultaneously, because of the operation of Regulation 1408/71, in respect of the same period and the same member of the family, for employed or self-employed persons, in more than one Member State.

Article 73 (1) of the Regulation provides that an employed person shall be entitled to the family benefits provided for by the legislation of the Member State to whose legislation they are subject for members of their family residing in the territory of another Member State, as though they were residing in the territory of the first Member State.

The Regulation provides, in Article 1 (f), broadly that member of the family means persons designated as such by the legislation under which the benefits are provided.

Provisions similar, though not identical, to Article 73 (1) are contained in Article 74, for unemployed persons, whilst more complex provisions in Articles 77 and 78 of the Regulation deal with the entitlement to family benefits and family allowances for pensioners and orphans.

As a consequence of the application of these provisions entitlement may arise in both the Member State of employment and in the Member State in which the members of the family are residing.

The rules to prevent overlapping establish a system of priority - which is accorded in the first instance to those rights arising by virtue of an employment, whether current or past (that is to say those rights arising under articles 73, 74, 77 or 78 of the Regulation) which entails the contemporaneous suspension of the corresponding rights in the Member State of residence. However where an occupational or trade activity is pursued in both Member States concerned, priority is then accorded to those rights which arise in the Member State in which the member of the family referred to in the relevant Articles, resides.

Article 76 of the Regulation deals specifically with those cases in which entitlement to family benefits cannot arise under national legislation without the exercise of an employment, though not necessarily by the person entitled to the benefit. Where such a right arises in the Member State of residence (employment by definition already existing in the Member State to whose legislation reference is made in Article 73 (1)) the right accorded by Article 73(1) is suspended.

It is notable that the provisions of this article relating to the pursuit of a professional or trade activity are not qualified by any conditions as to the identity or the status familiae of the person pursuing the activity or entitled to the benefit.

This is a reflection of the fact that under the legislations contemplated by this article it was a necessary condition for entitlement to arise that either the beneficiary or his or her spouse worked.

Article 10 of Regulation 574/72, on the other hand, was introduced to deal with legislations of a different character from those envisaged by Article 76; that is, those legislations which did not link entitlement whether directly or indirectly, to employment. Generally the legislations concerned based entitlement upon residence. As a consequence it proved necessary, in order to achieve true uniformity with Article 76, to introduce into Article 10 conditions which prevented priority from transferring to the Member State of residence unless a professional or trade activity was also exercised in that Member State.

Article 10(1), however went apparently further than article 76, in that the transfer of priority to the Member State of residence was permitted only where the professional or trade activity was exercised by the spouse of the person referred to in Article 73 (1) or 74, regardless of whether the spouse was in fact entitled to the benefit giving rise to the overlapping, or not.

In certain instances the provisions of this article operated so as to suspend entitlement to benefit in the Member State of residence in a manifestly unjust way, best exemplified in a case which came before the European Court of Justice in 1982 (Case 149/82 ROBARDS v. The Insurance Officer).

This case concerned a woman whose circumstances were such that a United Kingdom statutory authority determined that the provisions of Article 10(1) could operate in her favour for so long as she remained married to the migrant worker accorded rights under Article 73, and thus his spouse, but would cease to do so upon the termination of their marriage by divorce. This highlighted the nexus between the operation of the priority and the status familiae of the person exercising the professional or trade activity, and the injustice which could arise precisely in those circumstances, (in this case those of an ex-spouse) in which entitlement should on every other count remain in the Member State of residence. In this case the Court of Justice held that the word "spouse" could cover ex-spouse, but that this interpretation was to be confined to the case which was before the national court. Any further problems which could potentially arise from the provisions of Article 10 could only be properly dealt with by legislation.

The amendments proposed take account of the decision of the Court of Justice in the ROBARDS case; and indeed go further in order to remedy the defects in Article 10(1), by removing all reference to the status familiae of the person exercising the professional or trade activity, or of the person in whose favour the priority is to operate. The new provisions will operate so as to suspend rights accorded under Articles 73 or 74 in every case in which the professional or trade activity is exercised in the Member State of residence by either the person entitled to the overlapping benefit or the person to whom these benefits are payable.

In the case of benefits accorded under Articles 77 or 78, these will be suspended where the professional or trade activity is exercised either by the person entitled to the overlapping benefits, or the person to whom, or in respect of whom, they are payable.

A small number of other amendments of a minor nature have also been effected for the sake of clarity.

2. Amendments to Annexes 2, 3 and 4 Section 8, Denmark,
of Regulation (EEC) No 574/72.

These amendments are purely textual adjustments consequential upon the adoption of the new legislation on pensions and the abolition of widows' pensions.

3. Amendments to Annex 9 of Regulation 574/72

(a) Amendment to Section A. Belgium

Annex 9, Section A. Belgium to Regulation 574/72 lays down that the general social security scheme shall be taken into consideration when calculating the annual cost of benefits in kind.

Pursuant to the provisions of Article 35 (2) of Regulation 1408/71 and Annex 11 to Regulation 574/72, which were inserted in the Regulations on the occasion of their extension to self-employed persons, when benefits are provided on Belgian territory as the country of stay or residence to insured persons covered by a special scheme for self-employed persons in another Member State, mentioned in Annex 11, which grants less favourable benefits in kind than those granted to employed persons, these persons receive in Belgium only the benefits in kind of the scheme for self-employed persons.

The proposed amendment is designed to take account of this situation by providing that in such cases the calculation of the average annual cost of benefits in kind for the purposes of the refunds under Articles 94 and 95 of Regulation 574/72 shall be based on the benefits provided by the insurance scheme for self-employed persons.

(b) Amendment to Section D. France

The proposed amendment is designed to deal with a similar situation to that described in paragraph (a) in respect of France where the persons covered by a special scheme for self-employed persons in another Member State receive in France only the benefits in kind accorded by the sickness and maternity scheme for non-agricultural occupations.

The proposal sets out that in such cases the scheme to be taken into account for the purpose of calculating the average annual cost of benefits in kind when dealing with the refund of such benefits under Articles 94 and 95 of Regulation 574/72 shall be the sickness and maternity scheme for self-employed persons in non-agricultural occupations.

4. Amendment to Annex 10

(a) Amendment to Section C, Germany, paragraph 7 (a)

Following amendments to the German federal law on family allowances, the pension supplements paid in respect of children of pensioners are no longer paid by the pension insurance institution. These supplements are now paid by the institution responsible for the payment of family allowances.

The proposed amendment is designed to reflect this change.

(b) Amendment to Section E, Greece

Annex 10 lists, in accordance with Article 4 (10) of Regulation 574/72, the institutions or bodies designated by the competent authorities pursuant to, inter alia, Article 6 (1) of that Regulation (admission to voluntary or optional continued insurance).

The proposed amendment inserts an entry into this list identifying the institution designated by Greece for the purpose of applying the provisions of Article 6 (1) referred to.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 laying down the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71.

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Articles 51 and 235 thereof;

Having regard to the proposal from the Commission, drawn up after consulting the Administrative Commission on Social Security for Migrant Workers (1),

Having regard to the opinion of the European Parliament (2);

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3);

Whereas certain amendments should be made to Regulations (EEC) No 1408/71 (4), No 574/72 (3), as both last amended by Regulation (EEC) No 2001/83 (6); whereas some of these amendments result from changes which have occurred in Member States' social security legislation, other amendments being of a technical nature and prompted by the experience gained from their implementation;

Whereas changes in the Danish legislation concerning social pensions make it necessary to amend existing entries in Annex VI to Regulation (EEC) No. 1408/71;

Whereas it is necessary to make provision in the said Annex VI for the waiving of the condition of residence in Denmark for the acquisition of the right to pension in respect of employed or self-employed persons or their survivors residing in a Member State other than Denmark and for ensuring the taking into account, under certain conditions, of periods of employment or self-employment completed in Denmark by an employed or self-employed person for the purposes of calculating the surviving spouse's pension;

(1) O J No. C

(2) O J No. C

(3) O J No. C

(4) O J No. L 149, 5.7.1971, p.2

(5) O J No. L 74, 27.3.1972, p.1

(6) O J No. L 230, 22.8.1983, p.6

Whereas it is necessary to make provision in the said Annex VI enabling German institutions to reimburse contributions in respect of pension insurance paid by Greek teachers insured simultaneously in Germany and Greece;

Whereas new legislation in Greece concerning voluntary insurance schemes requires provision to be made in the said Annexe VI incorporating the special procedure for applying this legislation and its conditions of eligibility to nationals of Member States other than Greece;

Whereas provisions in the said Annex VI concerning United Kingdom legislation, which permits wives or former wives to substitute periods of insurance completed by their husbands or former husbands in two or more Member States for their own insurance record where this is more favourable, require amendment to take account of the extension of this concession in certain cases to former husbands in respect of the insurance periods of their former wives, and to correct certain inadequacies in the wording of the existing text;

Whereas the interaction between United Kingdom legislation concerning the calculation of old-age pensions and the provisions of Regulation (EEC) No 1408/71 concerning the aggregation of periods of insurance, employment or residence completed in other Member States where, after the 6 April 1975, those periods were completed in a Member State other than the United Kingdom, produces, in conjunction with the special procedure included in the said Annex VI, anomalous and inequitable results;

Whereas it is necessary therefore to make an additional provision in the said Annex VI to the existing special procedure for applying the said legislation so as to correct the effects referred to;

Whereas the instances in which a person should be subject simultaneously to the legislation of two Member States as an exception to the general rule should be as limited in number and scope as possible;

Whereas the wording of point 6 in Annex VII, which lists the instances in which these exceptions are to be permitted, concerning self-employment in Greece, is unnecessarily widely drawn and should be more specific to reflect the fact that the only scheme to which self-employed persons are to be compulsorily affiliated in Greece, whilst subject to a scheme for employed persons in another Member State, is a pension insurance scheme;

Whereas point 6 of Annexe VII should be amended accordingly;

Whereas the experience gained from implementing Regulations (EEC) No 1408/71 and N° 574/72 has revealed the need to improve the provisions dealing with the overlapping of family benefits or family allowances in Regulation (EEC) No 574/72;

Whereas the rule in Article 10 of Regulation (EEC) No. 574/72 which provides that the right to family benefits arises under the legislation of the Member State in the territory of which the children reside takes effect solely where the person who exercises the professional or trade activity in the Member State of residence activating the transfer of priority is the spouse of the employed or formerly employed person, whether that spouse is himself or herself entitled to the benefit or not;

Whereas those provisions have been seen to operate unfairly in circumstances in which the person entitled to the benefit and exercising the professional or trade activity was not or was no longer the spouse of the employed or formerly employed person and they should therefore be amended so as to correct this anomaly;

Whereas it is necessary to introduce some textual amendments to Annexes 2, 3 and 4 to Regulation (EEC) N° 574/72 as a result of the aforementioned changes in Danish legislation;

Whereas it is necessary to amend Annex 9 to Regulation (EEC) N° 574/72 to take account of the extension of Regulations (EEC) N° 1408/71 and N° 574/72 to self-employed persons for the calculation of the average annual cost of benefits in kind;

Whereas it is necessary to amend Annex 10 to Regulation (EEC) N° 574/72 following changes in the designation of the competent institution for paying pension supplements for dependent children of pensioners in Germany;

Whereas it is necessary to make provision in the said Annex 10 in order to specify the competent optional continued insurance scheme in Greece if the conditions for joining more than one such scheme are met,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

ARTICLE 1

Regulation (EEC) N° 1408/71 is hereby amended as follows :

(1) Annex VI.

(a) In Section B. DENMARK:

(1) Point 3 is replaced by the following :

"3. (a) The provisions of Danish legislation on social pensions that stipulate that the right to pension is subject to the claimant being resident in Denmark are not applicable in respect of employed or self-employed persons or their survivors who reside in the territory of a Member State other than Denmark.

(b) For the purpose of calculating the pension, periods of employment or self-employment completed in Denmark by a frontier worker or a seasonal worker are regarded as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse in so far as the surviving spouse was, during these periods, linked to the frontier worker or seasonal worker by marriage without separation from bed and board or de facto separation on grounds of incompatibility, and provided that during these periods the spouse resided in the territory of another Member State.

(c) For the purpose of calculating the pension, periods of employment or self-employment completed in Denmark before 1 January 1984 by an employed or self-employed person other than a frontier worker or seasonal worker shall be regarded as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse, in so far as the surviving spouse was, during these periods, linked to the employed or self-employed person by marriage without separation from bed and board or de facto separation on grounds of incompatibility, and provided that during these periods the spouse resided in the territory of another Member State.

(d) Periods to be taken into account under the terms of (b) and (c) shall not be taken into consideration if they coincide with periods taken into account for the calculation of the pension due to the person concerned under the legislation on compulsory insurance of another Member State or with periods during which the person concerned received a pension under such legislation. These latter periods shall however be taken into consideration if the annual amount of the said pension is less than half the basic amount of the social pension."

(ii) Point 4 is deleted.

(iii) At point 8 the words "Invalidity, old-age and widows' pensions" are replaced by the words "Invalidity pensions, early pensions, old-age pensions and widows' pensions."

(iv) Points 5 to 10 : are renumbered accordingly.

(b) In Section C. GERMANY, the following point

" 16. Greek teachers with civil service status who by virtue of their employment in German schools have paid compulsory contributions to German statutory pension insurance in addition to contributions to the Greek special scheme for civil servants and who ceased to be covered by German compulsory insurance after 31 December 1978 shall on application receive a contribution refund in respect of these compulsory contributions in accordance with Article 1303 of the insurance code (RVO) or Article 82 of the clerical staff insurance law (AVG).
Claims for contribution refunds shall be valid if made either within one year of the date of entry into force of this provision, or within two years of the date upon which the person applying for the refund ceased to be subject to compulsory insurance.

Article 1303(7) of the insurance code (RVO) and Article 82(7) of the clerical staff insurance law (AVG) shall apply only in respect of periods for which compulsory contributions under German pension insurance were paid in addition to contributions to the Greek special scheme for civil servants and in respect of interrupted periods immediately following periods in which such compulsory contributions had been paid."

(c) In Section E. GREECE, the following point 3 is added :

" 3. Law No. 1469/84 concerning voluntary affiliation to the pension insurance scheme for Greek nationals and foreign nationals of Greek origin, is applicable to nationals of other Member States, stateless persons and refugees residing in the territory of a Member State in accordance with the following provisions.

Subject to the other conditions of this law being met, contributions may be made :

- (a) where the person concerned is domiciled or resides in the territory of a Member State and has at some time in the past been compulsorily affiliated to the Greek pension insurance scheme; or
- (b) regardless of the place of domicile or residence, where the person concerned has either previously resided in Greece for ten years, whether consecutive or not, or has previously been subject to Greek legislation whether compulsorily or voluntarily for a period of 1500 days."

(d) In Section J. UNITED KINGDOM:

(1) point 2 is replaced by the following :

"2. Where, in accordance with United Kingdom legislation, a person may be entitled to a retirement pension if -

- (a) the contributions of a former spouse are taken into account as if they were that person's own contributions; or
- (b) the relevant contribution conditions are satisfied by that person's spouse or former spouse

then provided, in each case, that the spouse or former spouse is or was an employed or self-employed person who had been subject to the legislation of two or more Member States, the provisions of Chapter 3 of Title III of the Regulation shall apply in order to determine entitlement under United Kingdom legislation; and references in the said Chapter 3 to "periods of insurance" shall be construed as references to periods of insurance completed by :

(i) a spouse or former spouse, where a claim is made by a married woman, a man who is widowed or a person whose marriage has terminated otherwise than by the death of the spouse, or

(ii) a former spouse, where a claim is made by a widow, who was not in receipt of a survivor's benefit immediately before reaching pensionable age or who is only in receipt of an age-related widow's pension calculated pursuant to Article 46(2) of the Regulation."

(ii) In point 13 the following paragraph (2) is inserted after paragraph (1):

"(2) For the purposes of Article 46(2)(b) of the Regulation, where

(a) in any income tax year starting on or after 6 April 1975 an employed person had completed periods of insurance, employment or residence exclusively in a Member State other than the United Kingdom, and the application of paragraph 1(a)(i) results in that year being counted as a qualifying year within the meaning of United Kingdom legislation for the purposes of Article 46(2)(a) of the Regulation, he shall be deemed to have been insured for 52 weeks in that year in that other Member State;

(b) any income tax year starting on or after 6 April 1975 does not count as a qualifying year within the meaning of United Kingdom legislation for the purposes of Article 46(2)(a) of the Regulation, any periods of insurance, employment or residence completed in that year shall be disregarded.",

and the present paragraph (2) becomes paragraph (3).

(2) Annex VII.

Point is replaced by the following :

"6. For the pension insurance scheme for self-employed persons :
where he is self-employed in Greece and gainfully employed in any other Member State."

ARTICLE 2

Regulation (EEC) N° 574/72 is hereby amended as follows :

1. In Article 10, paragraph (1) is replaced by the following :

- " 1. (a) Entitlement to family benefits or family allowances due under the legislation of a Member State, according to which acquisition of the right to those benefits or allowances is not subject to conditions of insurance, employment or self-employment shall be suspended when, during the same period and for the same member of the family, benefits are due in pursuance of Articles 73, 74, 77 or 78 of the Regulation.
- (b) Where, however, a professional or trade activity is exercised or pursued in the territory of the said Member State by : -
- (i) in the case of benefits due in pursuance of Articles 73, or 74 of the Regulation, the person entitled to the family benefits or family allowances, or the person to whom they are payable; then the right to family benefits or family allowances due in pursuance of those articles shall be suspended and only those family benefits or family allowances of the Member State in whose territory the member of the family is residing shall be paid, the cost to be borne by that Member State.
- (ii) in the case of benefits due in pursuance of Articles 77 or 78 of the Regulation, the person entitled to those benefits or the person to whom they are payable, and in the case of benefits due in pursuance of Article 78, the person in respect of whom they are payable; where this is the case the person concerned shall be entitled to the family benefits or family allowances of the Member State in whose territory the children reside, the cost to be borne by that Member State, and, where appropriate, to benefits other than the family allowances referred to in Articles 77 or 78 of the Regulation, the cost to be borne by the competent State as defined by those Articles."

2. Annex 2, Section B. DENMARK, is amended as follows:

(a) The text of paragraph 1 (b)(i), in the left-hand column, is replaced by the following:

"Benefits granted under the legislation on social pensions".

(b) The text of paragraph 1 (c)(i), in the left-hand column, is replaced by the following:

"Pensions granted under the legislation on social pensions"

3. Annex 3, Section B. DENMARK, is amended as follows:

The text of paragraph 1 (c)(i), in the left-hand column, is replaced by the following:

"Pensions granted under the legislation on social pensions".

4. Annex 4, Section B. DENMARK, is amended as follows:

In part I, the text of paragraph 2, in the left-hand column, is replaced by the following:

"Pensions and benefits provided under the legislation on social pensions".

5. Annex 9 is amended as follows:

(a) In Section A. BELGIUM, the following text is added:

"However, for the purposes of applying Articles 94 and 95 of the implementing Regulation to cases in which Article 35(2) of the Regulation applies, the scheme for compulsory health care insurance for self-employed persons shall be taken into consideration when calculating the average annual cost of benefits in kind."

(b) In Section D. FRANCE, the following text is added :

"However, for the purposes of Articles 94 and 95 of the implementing Regulation in cases where Article 35(2) of the Regulation applies, the sickness and maternity insurance scheme for self-employed persons in non-agricultural occupations shall be taken into consideration when calculating the average annual cost of benefits in kind".

6. Annex 10 is amended as follows:

(a) In Section C. GERMANY, the text of paragraph 7 (a), in the left-hand column, is replaced by the following:

"Family allowances paid pursuant to Articles 77 and 78 of the Regulation":

(b) In Section E. GREECE, the following paragraph is inserted :

"1. For the purposes of applying
Article 6(1) of the
implementing Regulation:

ΙΔΡΥΜΑ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ
ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ (ΙΚΑ) ΑΘΗΝΑ
(Social Insurance Institute,
Athens)

and paragraphs 1 to 10 are renumbered accordingly.

ARTICLE 3

1. This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.
2. Article 1, except for paragraph (1)(c), and Article 2 (2), (3) and (4) shall apply with effect from 1 January 1984.
3. Article 1 (1)(c) shall apply with effect from 1 January 1985.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at

,

198

For the Council

The President

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(84) 756 def.

Bruxelles, 9 gennaio 1985

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che modifica il regolamento (CEE) n. 1408/71
relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale
ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi
e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità,
e il regolamento (CEE) n. 574/72 che stabilisce le modalità
di applicazione del regolamento (CEE) n. 1408/71

(presentata dalla Commissione al Consiglio)

COM(84) 756 def.

RELAZIONE

sulla proposta di regolamento del Consiglio che modifica il regolamento (CEE) n. 1408/71 relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il regolamento (CEE) n. 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento (CEE) n. 1408/71.

INTRODUZIONE

Il regolamento (CEE) n. 1408/71, del 14 giugno 1971, relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il regolamento (CEE) n. 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento (CEE) n. 1408/71 sono entrati in vigore il 1° ottobre 1972, tuttavia il loro campo di applicazione è stato esteso ai lavoratori autonomi soltanto a decorrere del 1° luglio 1982.

Il regolamento (CEE) n. 2001/83, del 2 giugno 1983 è un aggiornamento codificato, in un testo unico e ufficiale, dei regolamenti (CEE) nn. 1408/72 e 574/72 ed è entrato in vigore il 1° luglio 1982, ossia lo stesso giorno dell'estensione del campo di applicazione di questi regolamenti ai lavoratori autonomi.

Dopo l'entrata in vigore del regolamento (CEE) n. 2001/83 le legislazioni nazionali hanno subito alcune modifiche, di cui i regolamenti comunitari devono tener conto per preservare i diritti dei lavoratori migranti. Inoltre, è opportuno modificare alcune disposizioni esistenti, in quanto nella pratica la loro applicazione è risultata insoddisfacente. Le modifiche riguardano le implicazioni conseguenti alla soppressione della pensione di vedova in Danimarca, l'obbligo di versare un duplice contributo per gli insegnanti greci che sono temporaneamente occupati in Germania e la razionalizzazione delle norme che disciplinano il cumulo delle prestazioni familiari.

La proposta contiene pure altre modifiche meno importanti che derivano da quelle precedenti o sono di natura prettamente amministrativa.

ARTICOLO 1

Modifiche del regolamento (CEE) n. 1408/71.

1. Modifiche dell'Allegato VI

(a) Modifiche apportate alla parte B. Danimarca

La legislazione danese sulle pensioni è stata modificata con effetto dal 1° gennaio 1984 al fine di semplificare, tra l'altro, la concessione di pensioni anticipate alle persone di più di 50 anni e di instaurare la parità di trattamento tra uomini e donne.

Queste modifiche hanno pertanto:

- soppresso la pensione di vedova in Danimarca (in questo Stato membro non esiste una pensione di vedovo);
- abrogato la legislazione che prevedeva la presa in considerazione dei periodi di residenza compiuti del coniuge deceduto per il calcolo della pensione di vedova. A decorrere del 1° gennaio 1984 le pensioni sono calcolate unicamente sulla base dei periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite;
- introdotto una nuova legislazione che prevede la concessione di una pensione anticipata a persone di più di 50 anni; questa pensione è subordinata a condizioni di salute e di reddito ed è calcolata sulla base dei periodi di residenza che il richiedente ha compiuto in precedenza in Danimarca.

Due sono gli obiettivi perseguiti dalle modifiche contenute nella presente proposta:

- (i) per quanto riguarda l'acquisizione del diritto alla pensione, derogare alla condizione di residenza alla quale, secondo la legislazione danese, è subordinato il diritto ad una pensione, per i lavoratori subordinati od autonomi in Danimarca e i loro superstiti che risiedono in uno Stato membro diverso dalla Danimarca.

(ii) preservare i diritti accordati dalla disposizione speciale che figura nella versione attuale dell'Allegato VI del regolamento (CEE) n. 1408/71, al coniuge superstite d'un lavoratore subordinato o autonomo, anche se l'interessato non è mai risieduto in Danimarca o vi è risieduto per meno tempo del coniuge deceduto prima dell'entrata in vigore della nuova legislazione danese; questa disposizione consentiva di tener conto, per l'acquisizione del diritto alla pensione, dei periodi di occupazione subordinata o autonoma compiuti in questo Stato membro dal coniuge deceduto. In assenza della modifica proposta, il coniuge superstite avrebbe rischiato di perdere in tutto o in parte il diritto a questa pensione.

Per quanto riguarda il primo obiettivo considerato, la modifica proposta (articolo 1, paragrafo 1, lettera a), della proposta) non richiede spiegazioni.

Per conseguire il secondo obiettivo, la modifica proposta richiede alla legislazione danese di considerare, per quanto riguarda il diritto alla pensione, i periodi di occupazione subordinata o autonoma compiuti in Danimarca anteriormente al 1° gennaio 1984 dal lavoratore deceduto come periodi di residenza compiuti in questo paese dal coniuge superstite. Poichè i lavoratori subordinati e autonomi interessati dalla riforma della legislazione danese attendavano da tempo di beneficiare di un diritto potenziale alla pensione vedovile, questa modifica mira a proteggere i diritti acquistati prima della data della riforma, anche se questi diritti non esistono più in forza della legislazione danese.

In questo contesto, particolare attenzione meritano i lavoratori frontalieri o stagionali, in quanto probabilmente essi sono i più interessati dalla nuova legislazione danese. Per questa ragione i periodi di occupazione subordinata o autonoma compiuti in Danimarca successivamente al 1° gennaio 1984 vanno considerati, per l'acquisizione del diritto alla pensione, come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite.

Per evitare il cumulo delle prestazioni, non si terrà conto dei periodi di residenza fittizia che coincidono con i periodi presi in considerazione per la concessione di una pensione al coniuge superstite in virtù della legislazione di uno Stato membro che non sia la Danimarca, o con i periodi durante i quali il coniuge beneficia di una pensione il cui importo è stato fissato a norma di questa legislazione.

(b) Modifica apportata alla parte C. Germania

Gli insegnanti greci che esercitano temporaneamente la loro attività professionale in Germania erano tenuti di versare contributi simultaneamente al regime greco di assicurazione per i funzionari e al regime di assicurazione obbligatoria per la pensione in Germania. Ora essi sono esonerati dall'obbligo di iscriversi durante tali periodi all'assicurazione obbligatoria tedesca e possono anche presentare all'istituzione tedesca di pensione una domanda di rimborso dei contributi versati in passato a tale titolo a condizione che non siano più iscritti a questo regime dal 31 dicembre 1978.

La modifica proposta consente alle istituzioni tedesche di effettuare questo rimborso.

(c) Modifica apportata alla parte E. Grecia

La nuova legislazione greca relativa all'iscrizione volontaria al regime greco di assicurazione pensione prevede che possono iscriversi all'assicurazione volontaria sia i cittadini greci, sia i cittadini stranieri di origine greca, purchè siano soddisfatte alcune altre condizioni.

L'articolo 9 del regolamento (CEE) n. 1408/71 dispone che le condizioni di residenza alle quali è soggetta l'ammissione a un tale regime non sono applicabili ai cittadini di altri Stati membri, purchè essi siano stati soggetti in un qualunque momento della loro carriera lavorativa alla legislazione dello Stato membro interessato.

Le disposizioni previste in questo nuovo punto, ispirandosi a questo principio, fissano una procedura speciale per l'applicazione della legislazione greca alle persone che rientrano nel campo di applicazione del regolamento (CEE) n. 1408/71.

(d) Modifiche apportate alla parte I. Regno Unito

(i) Punto 2

A norma della legislazione del Regno Unito una donna sposata o già sposata può prendere in considerazione, per beneficiare di una pensione, la carriera assicurativa di suo marito o dell'ex marito, se questo sistema è per lei più favorevole. Nella versione attuale, le disposizioni dell'Allegato VI garantiscono l'applicazione di questa procedura quando il marito ha esercitato la propria attività subordinata od autonoma in più Stati membri.

Le modifiche apportate alla legislazione del Regno Unito hanno esteso il campo di applicazione di queste disposizioni per consentire ad un ex marito di sostituire in talune circostanze alla propria carriera assicurativa quella della sua ex moglie, qualora quest'ultima è per lui più favorevole. Le disposizioni attuali dell'Allegato VI devono dunque essere modificate in questo senso. Si è approfittato dell'occasione per migliorare la redazione del paragrafo in questione.

(ii) Punto 13

Il 6 aprile 1975 la legislazione del Regno Unito ha introdotto il fattore "guadagno" per determinare le condizioni contributive alle quali è soggetta l'acquisizione del diritto alla pensione di anzianità. I contributi sono determinati in funzione della retribuzione. Per il calcolo definitivo dell'importo di una pensione d'anzianità si procede ad un'estrapolazione a partire da cifre basate sulla retribuzione effettiva. Quando le istituzioni britanniche devono tener conto dei periodi di assicurazione compiuti dopo il 6 aprile 1975 esclusivamente in uno Stato membro diverso del Regno Unito, un paragrafo dell'Allegato VI del regolamento indica una formula di conversione di questi periodi in fattore "guadagno", la quale può essere utilizzata nei calcoli suddetti. Secondo questa formula, una settimana di assicurazione equivale ad una determinata percentuale fissa di un livello retributivo massimo fissato dalla legislazione per determinare le condizioni contributive.

Se per il calcolo dell'importo teorico della pensione a norma dell'articolo 46, paragrafo 2, lettera a), del regolamento, questa formula fornisce una cifra che riflette realisticamente il valore dei periodi di assicurazione, questa medesima cifra diviene del tutto assurda quando il calcolo del prorata della pensione britannica è effettuato in applicazione dell'articolo 46, paragrafo 2, lettera b), del regolamento. La nuova disposizione proposta permette di ottenere un risultato più preciso e più equo di quello ottenuto in applicazione delle disposizioni esistenti.

2. Modifiche dell'Allegato VII

La legislazione greca dispone che le persone che esercitano talune professioni autonome in Grecia hanno l'obbligo d'isciversi ad un regime speciale di assicurazione pensione anche se sono già iscritte, in quanto lavoratori subordinati, ad un regime obbligatorio in un altro Stato membro.

L'Allegato VII enumera i casi in cui - in deroga alla norma generale - una persona è soggetta alla legislazione di due Stati membri. Poichè, per quanto è possibile, è necessario limitare il numero e l'importanza di tali eccezioni, il punto 6 del suddetto allegato concernente le persone che esercitano un'attività autonoma in Grecia e un'attività subordinata in un altro Stato membro va modificato nel senso di limitare chiaramente le eccezioni ai lavoratori autonomi nel quadro del solo regime dell'assicurazione pensione.

ARTICOLO 2

1. Modifica dell'articolo 10, paragrafo 1, del regolamento (CEE) n. 574/72

L'articolo 12 del regolamento (CEE) n. 1408/71 ("Il regolamento") stabilisce la norma generale che disciplina il cumulo dei diritti a prestazioni che potrebbe derivare dall'applicazione del regolamento. Esso dispone che il regolamento non può nè conferire nè mantenere il diritto di beneficiare di più prestazioni della stessa natura relative ad uno stesso periodo di assicurazione obbligatoria.

L'articolo 76 del regolamento e l'articolo 10 del regolamento n. 574/72 contengono disposizioni che hanno specificamente per oggetto di impedire il cumulo del diritto a prestazioni o assegni familiari in quei casi in cui tali diritti sorgono simultaneamente in più d'uno Stato membro in virtù dell'applicazione del regolamento n. 1408/71, per lo stesso periodo e per lo stesso familiare di un lavoratore subordinato o autonomo.

L'articolo 73, paragrafo 2, del regolamento dispone che un lavoratore subordinato ha diritto per i familiari residenti nel territorio di un altro Stato membro, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione dello Stato membro alla quale è soggetto, come se essi risiedessero nel territorio di quest'ultimo Stato membro.

A norma dell'articolo 1, lettera f), del regolamento il termine "familiare" designa qualsiasi persona definita come tale dalla legislazione secondo la quale le prestazioni sono erogate.

Disposizioni analoghe - sebbene differenti - a quelle dell'articolo 73, paragrafo 1, figurano nell'articolo 74 riguardante i disoccupati, mentre gli articoli 77 e 78 del regolamento contengono disposizioni più complesse relative al diritto alle prestazioni e agli assegni familiari dei titolari di pensione o di rendita e degli orfani.

L'applicazione di queste disposizioni può quindi comportare l'acquisizione del diritto alle prestazioni simultaneamente nello Stato membro dove il lavoratore esercita la sua attività e in quello dove risiedono i familiari.

Le norme anticumulo stabiliscono un sistema di priorità. La priorità va anzitutto ai diritti derivanti dall'esercizio passato o presente di un'attività professionale (cioè i diritti di cui alle disposizioni degli articoli 73, 74, 77 o 78 del regolamento) e comporta simultaneamente la sospensione dei diritti corrispondenti nel paese di residenza. Tuttavia, se l'attività professionale è esercitata nel territorio dei due Stati membri interessati, la priorità è accordata ai diritti acquisiti nello Stato membro dove risiede il familiare considerato nei relativi articoli.

L'articolo 76 del regolamento concerne specificamente il caso in cui il diritto alle prestazioni familiari non può essere acquisito, in virtù della legislazione nazionale, senza l'esercizio di un'attività professionale, quantunque non sia necessario che questa debba essere esercitata dall'avente diritto. Qualora un tale diritto sia acquisito nello Stato membro di residenza (l'attività professionale esistendo già per definizione nello Stato membro la cui legislazione è menzionata all'articolo 73, paragrafo 1), il diritto di cui all'articolo 73, paragrafo 1, è sospeso.

E' opportuno rilevare che le disposizioni di questo articolo relativo all'esercizio di un'attività professionale non contengono alcuna condizione d'identità o di "status familiae" della persona che esercita l'attività professionale o dell'avente diritto.

Cio' si spiega in quanto a norma della legislazione considerata in questo articolo l'acquisizione del diritto deriva necessariamente dall'attività professionale esercitata dal beneficiario o dal coniuge.

D'altra parte, l'articolo 10 del regolamento n. 574/72 si riferisce a legislazioni la cui natura è differente da quelle considerate dall'articolo 76; si tratta di legislazioni che non creano alcun legame diretto o indiretto tra l'acquisizione del diritto e l'esercizio di un'attività professionale. In generale, la legislazione considerata subordina l'acquisizione del diritto a condizioni di residenza. Si è reso pertanto necessario - per ottenere una reale uniformità con l'articolo 76 - incorporare nell'articolo 10 condizioni che prevengano il trasferimento della priorità nello Stato membro di residenza, a meno che non sia esercitata un'attività professionale anche in questo Stato membro.

Tuttavia, l'articolo 10, paragrafo 1, sembra andare più oltre dell'articolo 76 nel senso che il trasferimento della priorità allo Stato membro di residenza è consentito solo se l'attività professionale è esercitata dal coniuge della persona di cui all'articolo 73, paragrafo 1, o all'articolo 74, sia esso o meno il reale beneficiario della prestazione che è all'origine del cumulo.

In alcuni casi l'applicazione di questo articolo ha avuto la conseguenza di sospendere in un modo del tutto ingiustificato il diritto alle prestazioni nello Stato membro di residenza, come è illustrato della causa pendente davanti alla Corte di Giustizia delle Comunità europee nel 1982 (Causa 149/82 ROBARDS c/Insurance Officer).

In questo caso, le autorità britanniche avevano ritenuto che l'articolo 10, paragrafo 1, poteva essere applicato a favore di una donna per tutto il tempo che restava sposata a un lavoratore migrante e perciò poteva beneficiare, in virtù dell'articolo 73, degli stessi diritti di cui beneficiava il marito, ma non poteva più essere così in caso di divorzio. Ciò ha posto in luce il nesso tra l'applicazione della norma di priorità e lo "status familiae" della persona che esercita l'attività professionale, nonché le ingiustizie che possono sorgere in simili circostanze (nella fattispecie una ex moglie), mentre sotto ogni altro aspetto il diritto alle prestazioni dovrebbe essere mantenuto nello Stato membro di residenza. In questa causa la Corte di Giustizia ha statuito in diritto che il termine "coniuge" può significare ex coniuge, ma che questa interpretazione deve limitarsi alla causa pendente davanti al tribunale nazionale. Qualunque altro problema che potrebbe derivare dalle disposizioni dell'articolo 10 può essere unicamente risolto nel quadro della legislazione.

Le modifiche proposte tengono conto della sentenza pronunciata dalla Corte di Giustizia nella causa ROBARDS, ma vanno ancora più oltre per rimediare ai difetti dell'articolo 10, paragrafo 1, sopprimendo ogni riferimento allo "status familiae" della persona che esercita l'attività professionale o della persona che beneficia delle norme di priorità. Le nuove disposizioni prevedono la sospensione dei diritti accordati in virtù degli articoli 73 o 74 ogni volta che l'attività professionale è esercitata nello Stato membro di residenza sia dalla persona avente diritto alle prestazioni che sono all'origine del cumulo sia dalla persona alla quale queste prestazioni sono erogate.

Quanto alle prestazioni erogate in applicazione degli articoli 77 o 78, queste saranno sospese se l'attività professionale è esercitata sia dalla persona avente diritto alle prestazioni che sono all'origine del cumulo sia dalla persona alla quale o a titolo della quale queste prestazioni sono erogate. Per una maggiore chiarezza sono state apportate anche alcune altre modifiche di minor conto.

2. Modifiche apportate agli allegati 2, 3 e 4, parte B. Danimarca del regolamento (CEE) n. 574/72

Si tratta di modifiche puramente redazionali resesi necessarie in seguito all'adozione della nuova legislazione sulle pensioni e alla soppressione delle pensioni vedovili.

3. Modifiche all'Allegato 9 del regolamento n. 574/72

(a) Modifica apportata alla parte A. Belgio

L'Allegato 9, parte A. Belgio, del regolamento n. 574/72 stabilisce che il costo medio annuo delle prestazioni in natura è calcolato prendendo in considerazione il regime generale della sicurezza sociale.

In virtù delle disposizioni dell'articolo 35, paragrafo 2, del regolamento n. 1408/71 e dell'Allegato 11 del regolamento n. 574/72, incorporate nei regolamenti in seguito all'estensione del campo di applicazione ai lavoratori autonomi, se delle prestazioni sono erogate sul territorio del Belgio in quanto paese di dimora o di residenza ad assicurati iscritti ad un regime speciale per lavoratori autonomi in un altro Stato membro, regime menzionato nell'allegato 11 e che eroga prestazioni in natura meno favorevoli di quelle erogate ad un lavoratore subordinato, queste persone beneficiano in Belgio unicamente delle prestazioni in natura erogate dal regime per lavoratori autonomi.

La modifica proposta tiene conto di questa situazione stabilendo che in questi casi il calcolo del costo medio annuo delle prestazioni in natura ai fini del rimborso di cui agli articoli 94 e 95 del regolamento n. 574/72 si baserà sulle prestazioni erogate dal regime di assicurazione applicabile ai lavoratori autonomi.

(b) Modifica apportata alla parte D. Francia

La modifica proposta si applica ad una situazione analoga a quella descritta al paragrafo (a) per quanto concerne la Francia, dove gli assicurati ad un regime speciale applicabile ai lavoratori autonomi in un altro Stato membro beneficiano in Francia unicamente delle prestazioni in natura erogate dal regime di assicurazione malattia e maternità applicabile ai lavoratori autonomi che esercitano la propria attività in professioni non agricole.

Il nuovo testo stabilisce che in questi casi il regime da prendere in considerazione per il calcolo del costo medio annuo delle prestazioni in natura ai fini del rimborso di cui agli articoli 94 e 95 del regolamento n. 574/72 sarà il regime di assicurazione malattia e maternità applicabile ai lavoratori autonomi che esercitano la loro attività in professioni non agricole.

4. Modifica dell'Allegato 10

(a) Modifica apportata alla parte C. Germania, paragrafo 7, lettera a)

In seguito alle modifiche apportate alla legge federale sugli assegni familiari, le maggiorazioni di pensione per figli concesse ai titolari di pensione o di rendita non sono più versate dall'istituzione di assicurazione pensione. Queste maggiorazioni sono ora pagate dall'istituzione responsabile del pagamento degli assegni familiari.

Il punto a) è stato pertanto modificato in questo senso.

(b) Modifica apportata alla parte E. Grecia

L'Allegato 10 elenca le istituzioni o gli organismi designati dalle autorità competenti, conformemente all'articolo 4, paragrafo 10, del regolamento n. 574/72, tenendo presente l'articolo 6, paragrafo 1, del regolamento d'applicazione (ammissione all'assicurazione volontaria o facoltativa continuata).

La modifica proposta completa l'elenco inserendovi l'istituzione designata dalla Grecia per l'applicazione dell'articolo 6, paragrafo 1, summenzionato.

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

che modifica il regolamento (CEE)

n. 1408/71 relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il regolamento (CEE) n. 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento (CEE) n. 1408/71.

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare gli articoli 51 e 235;

visto la proposta della Commissione formulata dopo consultazione della Commissione amministrativa per la sicurezza sociale dei lavoratori migranti (1);

visto il parere del Parlamento europeo (2);

visto il parere del Comitato economico e sociale (3);

considerando che è opportuno apportare talune modificazioni ai regolamenti (CEE) n. 1408/71 (4) e (CEE) n. 574/72 (5), modificati da ultimo dal regolamento (CEE) n. 2001/83 (6); che talune di dette modifiche sono connesse con talune modifiche apportate dagli Stati membri alla loro legislazione sulla sicurezza sociale, mentre altre sono di carattere tecnico o suggerito dall'esperienza acquisita in sede di applicazione dei suddetti regolamenti;

Considerando che le modifiche apportate in Danimarca alla legislazione relativa alle pensioni sociali rendono necessaria una modifica delle disposizioni dell'Allegato VI del regolamento (CEE) n. 1408/71;

considerando che occorre prevedere nel suddetto Allegato VI la dispensa all'obbligo di residenza in Danimarca per aver diritto alla pensione per i lavoratori subordinati o i lavoratori autonomi e i loro superstiti che risiedono nel territorio di uno Stato membro diverso dalla Danimarca, e garantire che si tenga conto, a certe condizioni, dei periodi di occupazione o di attività autonoma compiuti in Danimarca da un lavoratore subordinato o da un lavoratore autonomo al fine di calcolare la pensione del congiunto superstite;

(1) GU n. C

(2) GU n. C

(3) GU n. C

(4) GU n. C 143 del 5.7.1971, pag. 2

(5) GU n. C 74 del 27.3.1972, pag. 1

(6) GU n. L 230 del 22.8.1983, pag. 6

Considerando che è necessario prevedere, nel suddetto Allegato VI, una disposizione che permetta alle istituzioni tedesche di rimborsare i contributi di assicurazione pensione versati dai professori greci assicurati simultaneamente in Germania e in Grecia;

Considerando che l'adozione in Grecia di una nuova legislazione concernente i regimi di assicurazione volontaria richiede l'incorporazione nel suddetto Allegato VI della procedura speciale per consentire che detta legislazione e le condizioni da essa richieste per acquisire i diritti siano applicate ai cittadini degli Stati membri diversi dalla Grecia;

Considerando che le disposizioni del suddetto Allegato VI relative alla legislazione del Regno Unito, che consente alle mogli o alle ex mogli di poter beneficiare dei periodi di assicurazione compiuti dai loro mariti o ex mariti in due o più Stati membri al fine di costituire una carriera assicurativa che sia per loro più favorevole, vanno modificate per estendere il beneficio di questa concessione, in alcuni casi, agli ex mariti per quanto riguarda i periodi di assicurazione compiuti dalle loro ex mogli e per correggere alcune inesattezze nella formulazione del testo attuale;

Considerando che l'interazione tra la legislazione del Regno Unito concernente il calcolo delle pensioni di vecchiaia e le disposizioni del regolamento (CEE) n. 1408/71 relative alla totalizzazione dei periodi di assicurazione, di occupazione o di residenza compiuti in altri Stati membri, allorché, successivamente al 6 aprile 1975, detti periodi sono stati compiuti in uno Stato membro diverso dal Regno Unito, dà luogo, in connessione con la procedura speciale di cui all'Allegato VI, a situazioni anomale e non eque;

Considerando che è pertanto necessario inserire nel suddetto Allegato VI una disposizione relativa alle modalità particolari d'applicazione della suddetta legislazione in modo da correggere gli effetti sopra menzionati;

Considerando che occorre limitare per quanto è possibile il numero e la portata dei casi in cui una persona sia soggetta simultaneamente alla legislazione di due Stati membri che derogano alla norma generale;

considerando che il testo del punto 6 dell'Allegato VII, che elenca i casi in cui queste eccezioni devono essere autorizzate, per quanto riguarda l'esercizio di un'attività autonoma in Grecia, ha un'importanza inutilmente ampia e dovrebbe essere più preciso in modo da far risultare che l'unico regime al quale i lavoratori autonomi hanno l'obbligo d'isciversi in Grecia, pur essendo soggetti ad un regime per lavoratori subordinati in un altro Stato membro, è il regime di assicurazione pensione;

considerando che il punto 6 dell'Allegato VII deve essere modificato in conseguenza;

considerando che l'esperienza acquisita in sede di applicazione dei regolamenti (CEE) nn. 1408/71 e 574/72 mette in rilievo la necessità di perfezionare le disposizioni del regolamento n. 574/72 relative al cumulo delle prestazioni familiari o degli assegni familiari;

Considerando che la norma di cui all'articolo 10 del regolamento (CEE) n. 574/72, secondo cui il diritto alle prestazioni familiari è acquisito in virtù della legislazione dello Stato membro nel territorio del quale risiedono i figli, trova applicazione unicamente quando la persona che esercita l'attività professionale nello Stato membro di residenza che dà luogo al trasferimento di priorità, è il coniuge della persona che esercita o ha esercitato un'attività subordinata, abbia o non abbia il coniuge diritto per se stesso alle prestazioni;

considerando che in pratica l'applicazione di dette disposizioni dà luogo a situazioni anomale quando la persona che ha diritto alle prestazioni ed esercita l'attività professionale non è o non è più coniugata con il lavoratore o l'ex lavoratore subordinato, e che pertanto esse vanno modificate per correggere questa anomalia;

Considerando che è necessario apportare talune modifiche al testo degli Allegati 2, 3 e 4 del regolamento (CEE) n. 574/72 in conseguenza delle predette modifiche della legislazione danese;

considerando che è necessario modificare l'Allegato 9 del regolamento (CEE) n. 574/72 per tener conto dell'estensione dei regolamenti (CEE) nn. 1408/71 e 574/72 ai lavoratori autonomi per il calcolo del costo medio annuo delle prestazioni in natura;

considerando che è necessario modificare l'Allegato 10 del regolamento (CEE) n. 574/72 in seguito ai mutamenti intervenuti nella designazione dell'istituzione competente in materia di supplementi di pensione per figli a carico dei titolari di pensione in Germania;

considerando che è necessario precisare nel suddetto Allegato 10 il regime facoltativo competente di assicurazione continuata in Grecia, qualora siano soddisfatte le condizioni richieste per iscriversi a più di uno di detti regimi,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

ARTICOLO 1

Il regolamento (CEE) n. 1408/71 è modificato come segue:

(1) Allegato VI.

(a) Parte B. DANIMARCA

(i) Il punto 3 è sostituito dal testo che segue:

- "3.(a) Le disposizioni della legislazione danese sulle pensioni sociali, a norma delle quali il diritto alla pensione è subordinato alla residenza in Danimarca del richiedente, non sono applicabili ai lavoratori subordinati e autonomi o ai loro superstiti che abbiano la residenza nel territorio di uno Stato membro diverso dalla Danimarca.
- (b) Per il calcolo della pensione i periodi di attività subordinata o autonoma compiuti in Danimarca da un lavoratore frontaliero o stagionale sono considerati come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite, purchè durante questi periodi quest'ultimo sia stato unito in matrimonio con il lavoratore frontaliero o stagionale senza separazione di corpo o di fatto a seguito di disaccordi e purchè durante questi periodi il coniuge abbia risieduto nel territorio di un'altro Stato membro.
- (c) Per il calcolo della pensione, i periodi di attività subordinata o autonoma compiuti in Danimarca anteriormente al 1° gennaio 1984 da un lavoratore subordinato o autonomo che non sia un lavoratore frontaliero o stagionale saranno considerati come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite, purchè durante questi periodi quest'ultimo sia stato unito in matrimonio con il lavoratore frontaliero o stagionale senza separazione di corpo o di fatto a seguito di disaccordi e purchè durante questi periodi il coniuge abbia risieduto nel territorio di un'altro Stato membro.
- (d) I periodi da prendere in considerazione in virtù delle lettere (b) e (c) non saranno tuttavia considerati qualora essi coincidano con i periodi presi in considerazione per il calcolo della pensione dovuta all'interessato in virtù della legislazione sull'assicurazione obbligatoria di un altro Stato membro o con i periodi durante i quali l'interessato ha beneficiato di una pensione in virtù di tale legislazione. Tuttavia questi ultimi periodi saranno presi in considerazione se l'importo annuo della suddetta pensione è inferiore alla metà dell'importo base della pensione sociale."

(ii) Il punto 4 è soppresso.

(iii) Al punto 8 sostituire "le pensioni d'invalidità, di vecchiaia e di vedova" con "le pensioni d'invalidità, le pensioni anticipate, le pensioni di vecchiaia e di vedova".

(iv) I punti da 5 a 10 sono rinumerati in conseguenza.

(b) Alla parte C. GERMANIA è aggiunto il seguente punto:

"16. Gli insegnanti greci che hanno lo statuto di funzionario e che per aver insegnato nelle scuole tedesche hanno versato i contributi al regime tedesco di assicurazione obbligatoria per le pensioni nonché al regime speciale greco per funzionari e non sono più coperti, dopo il 31 dicembre 1982, dall'assicurazione obbligatoria tedesca, potranno, su loro richiesta, essere rimborsati dei contributi obbligatori versati conformemente all'articolo 1303 della legge in materia di assicurazione sociale (RVO) o all'articolo 82 della legge sull'assicurazione degli impiegati (AVG). Le domande di rimborso dei contributi sono valide se sono presentate entro un anno dall'entrata in vigore della presente disposizione ovvero entro due anni dalla data a decorrere dalla quale la persona che ha presentato la domanda di rimborso non è più soggetta all'assicurazione obbligatoria.

L'articolo 1303, paragrafo 7, della legge tedesca in materia di assicurazione sociale (RVO) e l'articolo 82, paragrafo 7, della legge sull'assicurazione degli impiegati (AVG) non si applicano per quanto riguarda sia i periodi durante i quali i contributi obbligatori al regime di assicurazione pensione sono stati versati in più dei contributi al regime speciale greco per funzionari, sia i periodi interrotti che seguono immediatamente i periodi durante i quali questi contributi obbligatori sono stati versati."

(c) Alla parte E. GRECIA è aggiunto il seguente punto:

"3. La legge n. 1469/84 relativa all'affiliazione volontaria al regime di assicurazione pensione per i cittadini greci e gli stranieri d'origine greca si applica ai cittadini di altri Stati membri, agli apolidi e ai profughi che risiedono nel territorio di uno Stato membro, conformemente alle disposizioni seguenti.

Purchè siano soddisfatte le altre condizioni richieste dalla legge suddetta, i contributi possono essere versati:

- (a) quando la persona interessata è domiciliata o risiede nel territorio di uno Stato membro ed è stata inoltre, in passato, iscritta al regime obbligatorio greco dell'assicurazione pensione, ovvero
- (b) indipendentemente dal luogo di domicilio o di residenza, quando la persona interessata ha in precedenza risieduto in Grecia per 10 anni o è stata iscritta al regime greco, a titolo obbligatorio o volontario, per un periodo di 1500 giorni.

(d) Alla parte J. REGNO UNITO:

(i) Il punto 2 è sostituito dal testo seguente:

"Qualora, in virtù della legislazione del Regno Unito, una persona possa aver diritto al beneficio di una pensione di anzianità, se:

- (a) i contributi dell'ex coniuge sono presi in considerazione come contributi personali, ovvero se
- (b) le condizioni contributive sono soddisfatte dal coniuge o dall'ex coniuge

purchè in entrambi i casi il coniuge o l'ex coniuge sia o sia stato soggetto, in quanto lavoratore subordinato o autonomo, alla legislazione di due o più Stati membri, si applicano le disposizioni del capitolo 3 del Titolo III del regolamento per determinare i suoi diritti a pensione in virtù della legislazione del Regno Unito; in tal caso ogni riferimento nel suddetto capitolo 3 a "periodi di assicurazione" è considerato come riferimento ad un periodo di assicurazione compiuto da:

- (i) il coniuge o l'ex coniuge, se la domanda è presentata da una donna sposata, da un vedovo o da una persona il cui matrimonio è cessato per cause diverse dalla morte del coniuge o
 - (ii) l'ex coniuge, se la domanda è presentata da una vedova che non beneficiava di una prestazione di superstite immediatamente prima dell'età pensionabile o beneficiava unicamente di una pensione di vedova connessa con l'età, calcolata in applicazione dell'articolo 46 paragrafo 2 del regolamento."
- (ii) Al punto 13, dopo il paragrafo 1, va inserito il seguente paragrafo:
- "(2) Per l'applicazione dell'articolo 46, paragrafo 2, lettera b), del regolamento:
- (a) qualora per ogni anno d'imposta sul reddito a datare dal 6 aprile 1975 o successivamente a questa data un lavoratore subordinato abbia compiuto periodi di assicurazione, di occupazione o di residenza esclusivamente in uno Stato membro che non sia il Regno Unito, e l'applicazione del paragrafo 1, lettera a), punto i), abbia preso in considerazione quell'anno ai sensi della legislazione del Regno Unito per l'applicazione dell'articolo 46, paragrafo 2, lettera a), del regolamento, l'interessato è reputato come assicurato per 52 settimane in quell'anno nell'altro Stato membro;
 - (b) qualora ogni anno d'imposta sul reddito a decorrere dal 6 aprile 1975 o successivamente a questa data non sia preso in considerazione ai sensi della legislazione del Regno Unito per l'applicazione dell'articolo 46, paragrafo 2, lettera a), del regolamento, non si tiene conto dei periodi di assicurazione, di occupazione o di residenza compiuti in quell'anno."

Il paragrafo 2 diviene il paragrafo 3.

(2) Allegato VII

Il punto 6 è sostituito del seguente testo:

"6. Per quanto riguarda il regime di assicurazione pensione per lavoratori autonomi: Esercizio di un'attività autonoma in Grecia e di un'attività subordinata in un altro Stato membro."

ARTICOLO 2

Il regolamento (CEE) n. 574/72 è modificato come segue:

1. All'articolo 10, il paragrafo 1 è sostituito del seguente testo:

"1.(a) Il diritto alle prestazioni o assegni familiari dovuti ai sensi della legislazione di uno Stato membro, per la quale l'acquisizione del diritto a dette prestazioni od assegni non è subordinata a condizioni di assicurazione o di occupazione subordinata o autonoma, è sospeso quando, durante lo stesso periodo e per il medesimo familiare, sono dovute prestazioni in applicazione degli articoli 73, 74, 77 e 78 del regolamento.

(b) Se, tuttavia, un'attività professionale è esercitata nel territorio di detto Stato membro:

(i) nel caso delle prestazioni dovute in virtù degli articoli 73 o 74 del regolamento, dalla persona avente diritto alle prestazioni od assegni familiari o dalla persona alla quale sono versati, è sospeso il diritto alle prestazioni o assegni familiari dovuti in applicazione degli articoli precitati e sono corrisposte soltanto le prestazioni o assegni familiari dello Stato membro sul cui territorio il familiare risiede ed a carico di detto Stato membro;

(ii) nel caso delle prestazioni dovute in virtù degli articoli 77 o 78 del regolamento, dalla persona avente diritto a dette prestazioni o dalla persona alla quale sono versate, e, nel caso delle prestazioni dovute in virtù dell'articolo 78, dalla persona a favore della quale esse sono erogate, in tal caso l'interessato beneficia delle prestazioni o assegni familiari dello Stato membro sul cui territorio risiedono i figli, a carico di questo Stato membro, nonché eventualmente delle prestazioni diverse dagli assegni familiari di cui agli articoli 77 o 78 del regolamento, a carico dello Stato competente a norma di questi articoli."

2. L'Allegato 2, Parte B. DANIMARCA, è modificato come segue:

- (a) Il testo del paragrafo 1, lettera b), punto i), nella colonna di sinistra è sostituito dal testo seguente:

"Pensioni concesse in virtù della legislazione relativa alle pensioni sociali".

- (b) Il testo del paragrafo 1, lettera c), punto i), nella colonna di sinistra, è sostituito dal testo seguente:

"Pensioni concesse in virtù della legislazione relativa alle pensioni sociali".

3. L'Allegato 3, Parte B. DANIMARCA, è modificato come segue:

Il testo del paragrafo 1, lettera c), punto i), nella colonna di sinistra è sostituito dal seguente:

"Pensioni concesse in virtù della legislazione relativa alle pensioni sociali".

4. L'Allegato 4, Parte B. DANIMARCA è modificato come segue:

Nella parte I, il testo del paragrafo 2, nella colonna di sinistra è sostituito dal seguente:

"Pensioni e prestazioni concesse in virtù della legislazione relativa alle pensioni sociali".

5. L'Allegato 9 è modificato come segue:

- (a) Nella Parte A. BELGIO è aggiunto il seguente testo:

"Tuttavia, per l'applicazione degli articoli 94 e 95 del regolamento d'applicazione ai casi ai quali si applica l'articolo 35 paragrafo 2 del regolamento, il costo medio annuo delle prestazioni in natura è calcolato prendendo in considerazione il regime di assicurazione obbligatoria contro le malattie per lavoratori autonomi."

- (b) Nella Parte D. FRANCIA è aggiunto il seguente testo:

"Tuttavia, per l'applicazione degli articoli 94 e 95 del regolamento d'applicazione ai casi ai quali si applica l'articolo 35 paragrafo 2 del regolamento, il costo medio annuo delle prestazioni in natura è calcolato prendendo in considerazione il regime di assicurazione malattia e maternità per lavoratori autonomi delle professioni non agricole."

6. L'Allegato 10 è modificato come segue:

- (a) Nella Parte C. GERMANIA al punto 7, il testo della lettera a) nella colonna di destra è sostituito del seguente:

"assegni familiari corrisposti in virtù degli articoli 77 e 78 del regolamento";

(b) Nella Parte E. GRECIA, è inserito il seguente paragrafo:

"1. Per l'applicazione dell'articolo 6,
paragrafo 1, del regolamento di
applicazione:

ΙΔΡΥΜΑ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ
ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ (ΙΚΑ) ΑΘΗΝΑ
(Istituto di Assicurazione
sociale, Atene)

I paragrafi 1 - 10 sono rinumerati in conseguenza.

ARTICOLO 3

1. Il presente regolamento entra in vigore il giorno della pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.
2. L'articolo 1, salvo il punto 1, lettera c), e l'articolo 2, paragrafi 2, 3 e 4 si applicano a decorrere dal 1° gennaio 1984.
3. L'articolo 1, punto 1, lettera c), si applica a decorrere dal 1° gennaio 1985.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a _____, il _____ 1984

Per il Consiglio
Il Presidente

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(84) 756 def.

Brussel, 9 januari 1985

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD
tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de
toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en
zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich
binnen de Gemeenschap verplaatsen en van Verordening (EEG)
nr. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing
van Verordening (EEG) nr. 1408/71

(door de Commissie bij de Raad ingediend)

COM(84) 756 def.

TOELICHTING

op het voorstel voor een Verordening van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen en van Verordening (EEG) nr. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) nr. 1408/71.

INLEIDING

Verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen en Verordening (EEG) nr. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van eerstgenoemde Verordening werden op 1 oktober 1971 van kracht, hoewel de toepassing daarvan eerst met ingang van 1 juli 1982 werd uitgebreid tot zelfstandigen en hun gezinsleden.

Verordening (EEG) nr. 2001/83 van 2 juni 1983 is een geconsolideerde bijwerking van Verordening (EEG) nr. 1408/71 en nr. 574/72 in één officiële tekst; deze is van kracht geworden op 1 juli 1982, dezelfde dag van de uitbreiding van de toepassing van deze Verordeningen tot zelfstandigen.

Sedert de inwerkingtreding van Verordening (EEG) nr. 2001/83 zijn in de nationale wetgevingen een aantal wijzigingen aangebracht waarmee de communautaire Verordeningen rekening moeten houden ten einde de rechten van de migrerende werknemers te beschermen. Bovendien dienen een aantal bepalingen te worden gewijzigd daar uit de opgedane ervaringen is gebleken dat de toepassing daarvan onbevredigend is. De wijzigingen betreffen de gevolgen van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken, de verplichting een dubbele premie te betalen voor Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam zijn en het rationaliseren van de voorschriften die betrekking hebben op de cumulatie van gezinsbijslagen.

Het voorstel omvat ook een aantal andere minder belangrijke wijzigingen die uit de bovenvermelde wijzigingen voortvloeien, alsmede wijzigingen van administratieve aard.

ARTIKEL 1

Wijzigingen van Verordening (EEG) nr. 1408/71

1. Wijziging van Bijlage VI

a) Wijzigingen aan te brengen in Hoofdstuk B. Denemarken

De Deense pensioenwetgeving is met ingang van 1 januari 1984 gewijzigd ten einde onder andere het stelsel voor de toekenning van vervroegde pensioenen aan personen ouder dan 50 jaar te vereenvoudigen en ten einde een gelijke behandeling voor mannen en vrouwen tot stand te brengen.

De wijzigingen hebben de volgende consequenties:

- de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken (er bestaat geen weduwenpensioen in dat land);
- de intrekking van de wettelijke bepalingen op grond waarvan voor de berekening van het weduwenpensioen door de overleden echtgenoot vervulde tijdvakken van wonen in aanmerking konden worden genomen. Met ingang van 1 januari 1984 kunnen deze pensioenen nog slechts worden berekend op basis van de in Denemarken door de overleden echtgeno(o)t(e) vervulde tijdvakken van wonen;
- de invoering van een nieuwe wet tot toekenning van een vervroegd pensioen aan personen ouder dan 50 jaar; de toekenning van dit pensioen is afhankelijk van voorwaarden inzake de gezondheid en het inkomen en wordt berekend op basis van de tijdvakken van wonen welke de betrokkenen in Denemarken hebben vervuld.

Met de in dit voorstel opgenomen wijzigingen wordt tweeërlei beoogd:

- i) het doen vervallen van de voorwaarde inzake de woonplaats die in de Deense wetgeving wordt gesteld voor het ontstaan van het recht op pensioen voor werknemers of zelfstandigen in Denemarken of voor hun nagelaten betrekkingen die in een andere Lid-Staat wonen.

- ii) Het beschermen van de rechten die bij een speciale bepaling in Bijlage VI van Verordening (EEG) nr. 1408/71 toegekende rechten aan de langstlevende echtgeno(o)t(e) van werknemers of zelfstandigen, die zelf nooit in Denemarken hebben gewoond of die aldaar gedurende kortere perioden dan de overleden echtgeno(o)t(e) hebben gewoond; vóór de inwerkingtreding van de nieuwe Deense wet konden op grond van deze bepaling voor het ontstaan van het recht op pensioen in deze Lid-Staat door de overleden echtgeno(o)t(e) als werknemer of zelfstandige vervulde tijdvakken van verrichte werkzaamheden in aanmerking worden genomen. Bij het ontbreken van de voorgestelde wijziging zou de overleden echtgeno(o)t(e) het risico lopen alle of een gedeelte van de rechten op een dergelijk pensioen te verliezen.

De wijziging die betrekking heeft op het eerste oogmerk (artikel 1, lid 1, sub a) van het voorstel) behoeft geen toelichting.

Ten einde het tweede oogmerk te bereiken, verplicht de wijziging de Deense wetgeving voor het recht op pensioen tijdvakken van werkzaamheden al dan niet in loondienst die door de overledene in Denemarken vóór 1 januari 1984 zijn vervuld te beschouwen als tijdvakken van wonen die aldaar door de overleden echtgeno(o)t(e) zijn vervuld. Gezien het feit dat de bij de herziening van de Deense wetgeving betrokken werknemers en zelfstandigen sedert lange tijd rekenen op een potentieel recht op een weduwenpensioen beoogt deze wijziging de vóór de datum van de herziening verworven rechten te beschermen, zelfs indien deze rechten niet langer alleen op grond van de Deense wetgeving bestaan.

In dit verband heeft men geoordeeld dat grensarbeiders en seizoenarbeiders speciale aandacht verdienen omdat zij waarschijnlijk de gevolgen van de nieuwe Deense wet ondervinden. Om deze reden dienen in Denemarken zelfs ná 1 januari 1984 vervulde tijdvakken van werkzaamheden al dan niet in loondienst voor het ontstaan van het recht op pensioen te worden beschouwd als door de overleden echtgeno(o)t(e) in Denemarken vervulde tijdvakken van wonen.

Ter voorkoming van cumulatie van uitkeringen zullen de fictieve tijdvakken van wonen, die samenvallen met tijdvakken die voor de toekenning van een pensioen aan de langstlevende echtgeno(o)t(e) uit hoofde van de wetgeving van een andere Staat dan Denemarken in aanmerking zijn genomen of met tijdvakken gedurende welke hij of zij een pensioen ontvangt waarvan het bedrag in het kader van deze wet is vastgesteld, niet in aanmerking worden genomen.

b) Wijziging van Hoofdstuk C. Duitsland

Griekse leerkrachten die hun werkzaamheden tijdelijk in Duitsland uitoefenen waren verplicht gelijktijdig premies aan het Griekse verzekeringsstelsel voor ambtenaren en aan het algemene stelsel voor werknemers in Duitsland te betalen. Voortaan zijn zij bevrijd van de verplichting zich gedurende dergelijke perioden in Duitsland verplicht te verzekeren en zij hebben eveneens de mogelijkheid bij het Duitse pensioenorgaan een verzoek in te dienen om terugbetaling van de in het verleden uit dien hoofde betaalde premies mits zij sedert 31 december 1978 niet meer bij dit stelsel zijn aangesloten.

De voorgestelde wijziging stelt de Duitse organen in staat deze terugbetaling te verrichten.

c) Wijziging van Hoofdstuk E. Griekenland

De nieuwe Griekse wet betreffende de vrijwillige aansluiting bij het Griekse pensioensverzekeringsstelsel is zodanig geredigeerd dat Griekse en buitenlandse onderdanen van Griekse afkomst het recht hebben zich vrijwillig bij dit stelsel te verzekeren, mits aan bepaalde andere voorwaarden is voldaan. In artikel 9 van Verordening 1408/71 wordt bepaald dat bepalingen welke de toelating tot een dergelijk stelsel afhankelijk stellen van voorwaarden inzake de woonplaats niet gelden voor onderdanen van andere Lid-Staten, mits zij op een bepaald ogenblik gedurende hun arbeidsloopbaan aan de wetgeving van de betrokken Lid-Staat onderworpen waren.

De bij deze aanvullende paragraaf ingevoerde bepaling weerspiegelt dit beginsel door een speciale procedure vast te stellen voor de toepassing van de Griekse wetgeving op personen die onder de werkingssfeer van Verordening 1408/71 vallen.

d) Wijziging van Hoofdstuk J. Verenigd Koninkrijk

i) Paragraaf 2

Op grond van de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk kan een gehuwde vrouw of een voormalige gehuwde vrouw - wanneer dit gunstiger voor haar is, de verzekeringsloopbaan van haar echtgenoot of voormalige echtgenoot in aanmerking nemen ten behoeve van haar pensioenaanspraken. In de huidige versie garandeerde de bepaling van Bijlage VI de toepassing van deze procedure wanneer de echtgenoot werkzaamheden als werknemer of zelfstandige in verscheidene Lid-Statens had uitgevoerd.

Als gevolg van wijzigingen aangebracht in de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk is de werkingssfeer van deze bepalingen uitgebreid waardoor de voormalige echtgenoot onder bepaalde omstandigheden in plaats van zijn eigen verzekeringsloopbaan gebruik kan maken van de verzekeringsloopbaan van zijn voormalige echtgenote wanneer dit gunstiger voor hem is. De huidige bepalingen van Bijlage VI moeten in deze zin worden gewijzigd. Voorts is van de gelegenheid gebruik gemaakt de redactie van deze paragraaf te verbeteren.

ii) Paragraaf 13

Met ingang van 6 april 1975 is in de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk de loonfactor ingevoerd ten einde te kunnen berekenen of aan de premievoorwaarden voor het recht op een ouderdomspensioen is voldaan. Het te betalen premiebedrag is gekoppeld aan het loon; de definitieve berekening van het bedrag van een ouderdomspensioen is gebaseerd op factoren die zijn geëxtrapoleerd van bedragen gebaseerd op het huidige loon. Wanneer de Britse organen tijdvakken van verzekering in aanmerking moeten nemen die na 6 april 1975 uitsluitend in een andere Lid-Staat dan het Verenigd Koninkrijk zijn vervuld, verschaft een bestaande paragraaf van Bijlage VI van de Verordening een omrekeningsformule van deze tijdvakken in loonfactoren die kunnen worden gebruikt in de hierboven vermelde berekeningen. Volgens deze formule is een verzekeringsweek gelijk aan een bepaald vast percentage van een loongrens die door de wetgeving wordt vastgesteld voor de bepaling van de te betalen premies.

Ten behoeve van de berekening van het theoretische bedrag van het pensioen op grond van artikel 46, lid 2, sub a) van de Verordening geeft deze formule een bedrag dat een realistische weerspiegeling is van de waarde van de verzekeringstijdvakken doch dit zelfde bedrag leidt tot absurde resultaten wanneer de berekening van het prorata bedrag van het Britse pensioen geschiedt op grond van artikel 46, lid 2, sub b) van de Verordening. De nieuwe voorgestelde bepaling leidt tot een nauwkeuriger en billijker resultaat dan dat op grond van de bestaande bepalingen wordt verkregen.

2. Wijziging van Bijlage VII

Volgens de Griekse wetgeving moeten personen die bepaalde zelfstandige beroepen in Griekenland uitoefenen zich verplicht aansluiten bij een speciaal pensioensstelsel ondanks het feit dat zij als werknemer reeds zijn ingeschreven bij een verplicht stelsel in een andere Lid-Staat.

Bijlage VII geeft een opsomming van de gevallen waarin - in afwijking van de algemene regel - een persoon onderworpen is aan de sociale zekerheidswetgeving van twee Lid-Staten. Daar het aantal en de reikwijdte van deze uitzonderingen zoveel mogelijk dient te worden beperkt dient paragraaf 6 van deze Bijlage, die in zijn huidige versie het oog heeft op personen die werkzaamheden als zelfstandige in Griekenland uitoefenen en werkzaamheden in loondienst in een andere Lid-Staat, zodanig te worden gewijzigd dat de uitzonderingen zich duidelijk beperken tot zelfstandigen in het kader van uitsluitend het pensioensverzekeringstelsel.

ARTIKEL 2

1. Wijziging van artikel 10, lid 1 van Verordening 574/72.

Artikel 12 van Verordening (EEG) nr. 1408/71 ("de Verordening") stelt de algemene regel vast die ten grondslag ligt aan de cumulatie van het recht op uitkeringen dat uit de tenuitvoerlegging van de Verordening kan voortvloeien; in dit artikel wordt bepaald dat krachtens deze Verordening geen recht kan worden verkregen of gehandhaafd op verscheidene uitkeringen van dezelfde aard welke betrekking hebben op een zelfde tijdvak van verplichte verzekering.

Artikel 76 van de Verordening en artikel 10 van Verordening 574/72 bevatten specifieke bepalingen waarmee meer in het bijzonder wordt beoogd de cumulatie te verhinderen van het recht op gezinsbijslagen of kinderbijslagen wanneer dergelijke rechten in het kader van de toepassing van Verordening 1408/71 voor dezelfde periode en voor hetzelfde lid van het gezin bij werknemers of zelfstandigen tegelijkertijd in meer dan één Lid-Staat ontstaan.

Artikel 73, lid 1 van de Verordening bepaalt dat een werknemer voor zijn gezinsleden die op het grondgebied van een andere Lid-Staat wonen recht heeft op de gezinsbijslagen waarin de wetgeving van de Lid-Staat aan de wetgeving waarvan zij onderworpen zijn, voorziet alsof die gezinsleden op het grondgebied van de eerste Lid-Staat woonden.

In artikel 1, sub f) van de Verordening wordt grosso modo bepaald dat onder gezinslid wordt verstaan personen die als zodanig worden aangemerkt door de wetgeving op grond waarvan de uitkeringen worden verleend. Soortgelijke, hoewel niet gelijke bepalingen als artikel 73, lid 1 zijn opgenomen in artikel 74 voor werklozen, terwijl meer ingewikkelde bepalingen in de artikelen 77 en 78 van de Verordening betrekking hebben op het recht op gezins- en kinderbijslag voor pensioengerechtigden en wezen.

Als gevolg van de toepassing van deze bepalingen kan recht op bijslag ontstaan zowel in de Lid-Staat waar werkzaamheden worden verricht als in de Lid-Staat waar de gezinsleden wonen.

De anti-cumulatievoorschriften stellen een prioriteitsregeling vast; in eerste instantie wordt prioriteit toegekend aan de rechten die voortvloeien uit de uitoefening in het verleden of in het heden van beroepswerkzaamheden (d.w.z. de rechten voortvloeiende uit de bepalingen van de artikelen 73, 74, 77 of 78 van de Verordening) en deze leidt tegelijkertijd tot schorsing van de corresponderende rechten in het woonland. Wanneer de beroepswerkzaamheden echter op het grondgebied van de twee betrokken Lid-Staten wordt uitgeoefend, wordt prioriteit verleend aan de rechten die ontstaan in de Lid-Staat waar het gezinslid als bedoeld in de betrokken artikelen woont.

Artikel 76 van de Verordening heeft meer in het bijzonder betrekking op die gevallen waarin het recht op gezinsbijslagen op grond van de nationale wetgeving niet kan ontstaan zonder de uitoefening van beroepswerkzaamheden, hoewel deze werkzaamheden niet noodzakelijkerwijze behoeven te worden uitgeoefend door de rechthebbende. Wanneer een dergelijk recht in het woonland ontstaat (beroepswerkzaamheden per definitie reeds bestaande in de Lid-Staat naar de wetgeving waarvan wordt verwezen in artikel 73, lid 1) wordt het bij artikel 73, lid 1 toegekende recht geschorst.

Er dient op te worden gewezen dat de bepalingen van dit artikel die de uitoefening van beroepswerkzaamheden behandelen, geen enkele voorwaarde stellen inzake de identiteit of de familiestatus van de persoon die de beroepswerkzaamheden uitoefent of recht heeft op de bijslag.

Dit kan worden verklaard door het feit dat het ontstaan van het recht op grond van de door dit artikel beoogde wetgeving noodzakelijkerwijze voortvloeit uit de beroepswerkzaamheden die door de begunstigde of de echtgeno(o)t(e) worden verricht.

Anderzijds heeft artikel 10 van Verordening 574/72 het oog op wetgevingen waarvan de aard verschillend is van die waarop artikel 76 het oog heeft; het gaat om wetgevingen die het ontstaan van het recht niet direct of indirect koppelen aan de uitoefening van beroepswerkzaamheden maar die het ontstaan van het recht meer in het algemeen afhankelijk stellen van het vervullen van voorwaarden inzake de woonplaats. Ter verkrijging van een werkelijke uniformiteit met artikel 76 is het derhalve noodzakelijk gebleken in artikel 10 voorwaarden op te nemen waardoor het overbrengen van de prioriteit naar het woonland wordt voorkomen, tenzij in dit land eveneens beroepswerkzaamheden worden uitgeoefend.

Artikel 10, lid 1 gaat echter verder dan artikel 76, daar het overbrengen van de prioriteit naar het woonland alleen mogelijk is wanneer de beroepswerkzaamheden worden uitgeoefend door de echtgeno(o)t(e) van de persoon als bedoeld in artikel 73, lid 1 of in artikel 74, ongeacht of de echtgeno(o)t(e) in feite al dan niet recht had op de bijslag die ten grondslag ligt aan de cumulatie.

In sommige gevallen heeft de toepassing van de bepalingen van dit artikel geleid tot volledig onrechtvaardige schorsingen van het recht op bijslagen in het woonland, zoals het best wordt geïllustreerd in een zaak die in 1982 aan het Europese Hof van Justitie is voorgelegd (Zaak 149/82 - ROBARDS tegen Insurance Officer).

In deze zaak hadden de Britse autoriteiten geoordeeld dat artikel 10, lid 1 zolang in het voordeel van een vrouw kon worden toegepast als zij getrouwd bleef met een migrerende werknemer en dat uit dien hoofde aan haar dezelfde rechten werden toegekend als die welke haar man op grond van artikel 73 genoot doch dat zulks bij echtscheiding eindigde. Dit laat duidelijk zien hoezeer de toepassing van de prioriteitsregels verbonden is met de familiestatus van de persoon die de beroepswerkzaamheden uitoefent en de onrechtvaardigheden die daaruit in deze omstandigheden kunnen voortvloeien (in het onderhavige geval het geval van een voormalige echtgenote), terwijl het recht op bijslag in ieder ander opzicht zou moeten worden gehandhaafd in het woonland. In deze zaak heeft het Hof van Justitie voor recht verklaard dat het woord "echtgenote" kan betekenen voormalige echtgenote doch dat deze interpretatie zich moet beperken tot de aan de nationale rechter voorgelegde zaak. Alle andere problemen die uit artikel 10 zouden kunnen voortvloeien, kunnen alleen in het kader van de wetgeving worden opgelost.

De voorgestelde wijzigingen houden rekening met het door het Hof van Justitie in de zaak ROBARDS gevelde arrest; de wijzigingen gaan in feite verder ten einde de gebreken van artikel 10, lid 1 weg te nemen door het schrappen van iedere verwijzing naar de familiestatus van de persoon die de beroepswerkzaamheden verricht of van de persoon ten gunste waarvan de prioriteit werkt. De nieuwe bepalingen leiden tot de schorsing van de op grond van de artikelen 73 of 74 toegekende rechten wanneer de beroepswerkzaamheden in het woonland worden uitgeoefend ofwel door de persoon die recht heeft op de bijslag die ten grondslag ligt aan de cumulatie ofwel aan de persoon aan wie deze bijslagen worden uitgekeerd.

De bijlagen toegekend op grond van de Verordeningen 77 of 78 worden geschorst wanneer de beroepswerkzaamheden worden uitgeoefend ofwel door de persoon die recht heeft op de bijlagen die ten grondslag liggen aan de cumulatie ofwel door de persoon aan wie of uit hoofde van wie deze bijlagen worden verleend.

Duidelijkheidshalve is eveneens een klein aantal andere wijzigingen aangebracht.

2. Wijzigingen in de Bijlagen 2, 3 en 4, Hoofdstuk B. Denemarken
van Verordening 574/72.

Deze wijzigingen van zuiver redactionele aard zijn een gevolg van de invoering van de nieuwe pensioenwet en de afschaffing van het weduwenpensioen.

3. Wijziging van Bijlage 9 van Verordening 574/72

a) Wijziging in Hoofdstuk A. België

Bijlage 9, Hoofdstuk A. België van Verordening 574/72 stelt vast dat voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van de verstrekkingen het algemeen stelsel van sociale zekerheid in aanmerking wordt genomen.

Wanneer op grond van artikel 35, lid 2 van Verordening 1408/71 en van Bijlage 11 van Verordening 574/72, die bij de uitbreiding van hun werkingssfeer tot zelfstandigen in de Verordeningen zijn opgenomen, prestaties worden verleend op het Belgische grondgebied als land van verblijf of woonland aan verzekerden die in een andere Lid-Staat bij een speciaal in artikel 11 vermeld stelsel voor zelfstandigen zijn aangesloten, waarbij minder gunstige verstrekkingen worden verleend dan die welke de werknemers genieten, ontvangen deze personen in België alleen verstrekkingen verleend krachtens het stelsel dat voor zelfstandigen geldt.

De voorgestelde wijziging houdt met deze situatie rekening door te bepalen dat de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van de verstrekkingen met het oog op de vergoeding als bedoeld in de artikelen 94 en 95 van Verordening 574/72 in deze gevallen gebaseerd is op de prestaties verleend door het stelsel dat geldt voor zelfstandigen.

b) Wijziging in Hoofdstuk D. Frankrijk

De voorgestelde wijziging is van toepassing op dezelfde situatie als die welke in punt a) is beschreven met betrekking tot Frankrijk waar de personen die zijn aangesloten bij een speciaal stelsel voor zelfstandigen in een andere Lid-Staat in Frankrijk alleen verstrekkingen ontvangen verleend door het stelsel van ziekte- en moederschapsverzekering voor zelfstandigen die niet in de landbouw werkzaam zijn.

De nieuwe tekst bepaalt dat de berekening van de jaarlijkse gemiddelde kosten van de verstrekkingen met het oog op de vergoeding als bedoeld in de artikelen 94 en 95 van Verordening 574/72 in deze gevallen is gebaseerd op de prestaties verleend door het stelsel van de ziekte- en moederschapsverzekering van zelfstandigen die niet in de landbouw werkzaam zijn.

4. Wijziging van Bijlage 10

a) Wijziging in Hoofdstuk C. Duitsland, paragraaf 7,a)

Als gevolg van in de Duitse kinderbijslagwet aangebrachte wijzigingen worden de verhogingen voor kinderen aan pensioengerechtigden niet meer betaald door het orgaan van de pensioensverzekering. Deze verhogingen worden thans betaald door het orgaan ten laste waarvan de kinderbijslag wordt uitgekeerd.

Dit punt is in deze zin gewijzigd.

b) Wijziging in Hoofdstuk E. Griekenland

Bijlage 10 stelt een lijst van de door de bevoegde autoriteiten aangewezen organen en instellingen vast overeenkomstig artikel 4, lid 10 van Verordening 574/72 en overeenkomstig onder andere artikel 6, lid 1 van deze Verordening (toelating tot de vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering).

De voorgestelde wijziging vult deze lijst aan door daarin het door Griekenland aangewezen orgaan op te nemen voor de toepassing van artikel 6, lid 1.

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG)
nr. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op
werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de
Gemeenschap verplaatsen en van Verordening (EEG) nr. 574/72 tot vaststelling
van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) nr. 1408/71.

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op de artikelen 51 en 235,

Verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende
de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen,
alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen(1),
laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2001/83,

Verordening (EEG) nr. 574/72 van de Raad van 21 maart 1972 tot vaststelling van de wijze
van toepassing van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale zekerheids-
regelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap
verplaatsen(1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2001/83,

Gezien het voorstel van de Commissie opgesteld na raadpleging van de Administratieve Commissie voor
de Sociale Zekerheid van Migrerende Werknemers,

Gezien het advies van het Europese Parlement(2),

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité(3),

Overwegende dat een aantal wijzigingen dient te worden aangebracht in de Verordeningen(EEG) nr.
1408/71(4) en nr 574/72(5), beide laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr 2001/83(6);

Overwegende dat sommige van bedoelde wijzigingen verband houden met veranderingen in de sociale
zekerheidswetgeving van de Lid-Staten, terwijl andere een meer technisch karakter hebben en daartoe
aanleiding is gevonden in de bij de toepassing van genoemde verordeningen opgedane ervaring;

Overwegende dat in de Deense wetgeving betreffende sociale pensioenen aangebrachte veranderingen een
wijziging van Bijlage VI van Verordening(EEG) nr. 1408/71 noodzakelijk maken;

Overwegende dat in genoemde Bijlage VI bepalingen dienen te worden opgenomen waarbij de voorwaarde van
een vaste woonplaats in Denemarken komt te vervallen voor het ontstaan van het recht op pensioen voor
werknemers, zelfstandigen of hun nagelaten betrekkingen die op het grondgebied van een andere Lid-Staat
dan Denemarken wonen en op grond waarvan de door een werknemer of een zelfstandige in Denemarken vervulde
tijdvakken van beroepswerkzaamheden in loondienst of anders dan in loondienst voor de berekening van
het pensioen van de overlevende echtgeno(o)t(e) onder bepaalde voorwaarden in aanmerking worden genomen;

(1) PB nr. C

(2) PB nr. C

(3) PB nr. C

(4) Verordening (EEG) nr. 1408/71 van 14 juni 1971, blz. 2

(5) Verordening (EEG) nr. 574/72 van 21 maart 1972, blz. 1

(6) Verordening (EEG) nr. 2001/83 van 14 juni 1983, blz. 6

Overwegende dat in genoemde Bijlage VI een bepaling dient te worden opgenomen op grond waarvan de Duitse organen pensioensverzekeringspremies betaald door Griekse leerkrachten, die tegelijkertijd in Duitsland en in Griekenland verzekerd waren, kunnen terugbetalen;

Overwegende dat de invoering in Griekenland van een nieuwe wettelijke regeling betreffende vrijwillige verzekeringsstelsels de opnemng van de speciale procedure noodzakelijk maakt voor de toepassing van deze wettelijke regeling en de voorwaarden daarvan voor het ontstaan van het recht, op onderdanen van andere Lid-Staten dan Griekenland;

Overwegende dat de bepalingen van eerdergenoemde Bijlage VI betreffende de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk op grond waarvan echtgenotes of voormalige echtgenotes een beroep kunnen doen op verzekeringstijdvakken die door hun echtgenoot of voormalige echtgenoot in twee of meer Lid-Staten zijn vervuld voor hun eigen verzekeringsloopbaan wanneer dit gunstiger is, wijziging behoeven ten einde de hierboven bedoelde mogelijkheid in bepaalde gevallen uit te breiden tot voormalige echtgenoten ten aanzien van door hun voormalige echtgenotes vervulde tijdvakken van verzekering en ten einde bepaalde onnauwkeurigheden in de formulering van de huidige tekst te corrigeren;

Overwegende dat de wisselwerking tussen de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk betreffende de berekening van ouderdomspensioenen en de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de samentelling van in andere Lid-Staten vervulde tijdvakken van verzekering, arbeid of wonen wanneer deze tijdvakken na 6 april 1975 in een andere Lid-Staat dan het Verenigd Koninkrijk zijn vervuld, in samenhang met de in genoemde Bijlage VI opgenomen speciale procedure leidt tot abnormale en onbillijke resultaten;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is in die Bijlage VI een aanvullende bepaling op de bestaande speciale procedure voor de toepassing van de bedoelde wetgeving op te nemen ten einde de hierboven genoemde gevolgen te corrigeren;

Overwegende dat het aantal en de draagwijdte van de gevallen waarin een persoon als uitzondering op de algemene regel tegelijkertijd onderworpen is aan de wetgeving van twee Lid-Staten zoveel mogelijk moet worden beperkt;

Overwegende dat de tekst van punt 6 van Bijlage VII, waarin een opsomming wordt gegeven van de gevallen waarin deze uitzonderingen moeten worden toegestaan, betreffende werkzaamheden anders dan in loondienst in Griekenland onnodig ruim is en nauwkeuriger dient te worden geredigeerd ten einde duidelijk te doen uitkomen dat het enige stelsel waarbij zelfstandigen zich in Griekenland moeten aansluiten, terwijl zij onderworpen zijn aan een stelsel voor zelfstandigen in een andere Lid-Staat, het pensioensverzekeringstelsel is;

Overwegende dat punt 6 van Bijlage VII dienovereenkomstig dient te worden gewijzigd;

Overwegende dat de bij de toepassing van de Verordeningen (EEG) nr. 1408/71 en nr. 574/72 opgedane ervaring de noodzaak heeft aangetoond de bepalingen betreffende de samenloop van gezinsbijslagen en kinderbijslagen in Verordening (EEG) nr. 574/72 te verbeteren;

Overwegende dat het in artikel 10 van Verordening (EEG) nr. 574/72 vervatte voorschrift, waarin wordt bepaald dat het recht op gezinsbijslag verschuldigd krachtens de wetgeving van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan de kinderen wonen, uitsluitend van kracht wordt wanneer de persoon die de beroepswerkzaamheden uitoefent in de Lid-Staat van de woonplaats die aanleiding geeft tot de overdracht van de voorrang, de echtgeno(o)t(e) van de werknemer of voormalige werknemer is, ongeacht of de echtgeno(o)t(e) zelf al dan niet recht op de bijslag heeft;

Overwegende dat deze bepalingen in de praktijk aanleiding geven tot onbillijke situaties wanneer de persoon die recht heeft op de bijslag en beroepswerkzaamheden uitoefent niet of niet meer gehuwd is met de werknemer of voormalige werknemer en dat zij derhalve dienen te worden gewijzigd ten einde deze anomalie uit de weg te ruimen;

Overwegende dat het noodzakelijk is een aantal wijzigingen aan te brengen in de tekst van de Bijlagen 2, 3 en 4 van Verordening (EEG) nr. 574/72 als gevolg van de hierboven genoemde wijzigingen in de Deense wetgeving;

Overwegende dat Bijlage 9 van Verordening (EEG) nr. 574/72 dient te worden gewijzigd ten einde rekening te houden met de uitbreiding van de Verordeningen (EEG) nr. 1408/71 en nr. 574/72 tot zelfstandigen voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van de verstrekkingen;

Overwegende dat Bijlage 10 van Verordening (EEG) nr. 574/72 dient te worden gewijzigd als gevolg van wijzigingen in de aanwijzing van het bevoegde orgaan voor de betaling van pensioentoeslagen voor kinderen ten laste van pensioengerechtigden in Duitsland;

Overwegende dat in genoemde Bijlage 10 dient te worden vermeld het bevoegde facultatieve stelsel voor voortgezette verzekering in Griekenland wanneer aan de voorwaarden voor aansluiting bij meer dan één van deze stelsels is voldaan,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

ARTIKEL 1

Verordening (EEG) nr. 1408/71 wordt als volgt gewijzigd :

(1) Bijlage VI

a) In rubriek B. DENEMARKEN:

i) wordt punt 3 als volgt gelezen:

- "3.a) De bepalingen van de Deense wetgeving betreffende sociale pensioenen die het recht op pensioen afhankelijk stellen van een vaste woonplaats van de aanvrager in Denemarken zijn niet van toepassing op werknemers, zelfstandigen of hun nagelaten betrekkingen die op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan Denemarken wonen.
- b) Voor de berekening van het pensioen worden tijdvakken van werkzaamheden in loondienst of anders dan in loondienst die in Denemarken door een grensarbeider of seizoenarbeider zijn vervuld aangemerkt als tijdvakken van wonen die in Denemarken door de overlevende echtgeno(o)t(e) zijn vervuld voor zover deze tijdens deze tijdvakken met de grensarbeider of seizoenarbeider was gehuwd, zonder scheiding van tafel en bed of zonder feitelijke scheiding op grond van onverenigbaarheid en mits de echtgeno(o)t(e) gedurende deze tijdvakken op het grondgebied van een andere Lid-Staat woonde.
- c) Voor de berekening van het pensioen worden tijdvakken van werkzaamheden in loondienst of anders dan in loondienst die vóór 1 januari 1984 in Denemarken zijn vervuld door een werknemer of zelfstandige die geen grensarbeider of seizoenarbeider is, aangemerkt als door de overlevende echtgeno(o)t(e) in Denemarken vervulde tijdvakken van wonen, voor zover deze tijdens deze tijdvakken met de werknemer of zelfstandige was gehuwd, zonder scheiding van tafel en bed of zonder feitelijke scheiding op grond van onverenigbaarheid en mits de echtgeno(o)t(e) gedurende deze tijdvakken op het grondgebied van een andere Lid-Staat woonde.
- d) De tijdvakken die op grond van het gestelde sub b) en c) mede in aanmerking dienen te worden genomen, worden echter buiten beschouwing gelaten indien zij samenlopen met tijdvakken die in aanmerking zijn genomen voor de berekening van het pensioen dat aan de betrokkene verschuldigd is krachtens de wetgeving betreffende verplichte verzekering van een andere Lid-Staat of met tijdvakken gedurende welke de betrokkene een pensioen krachtens een dergelijke wetgeving ontving. Laatstbedoelde tijdvakken worden echter in aanmerking genomen wanneer het jaarlijks bedrag van bedoeld pensioen lager is dan de helft van het basisbedrag van het sociaal pensioen".

- ii) Punt 4 wordt geschrapt.
- iii) In punt 8 worden de woorden "Invaliditeits-, ouderdoms- en weduwenpensioenen" vervangen door de woorden "Invaliditeitspensioenen, vervroegde pensioenen, ouderdomspensioenen en weduwnpensioenen".
- iv) De punten 5 tot en met 10 worden dienovereenkomstig opnieuw genummerd.
- b) In rubriek C. DUITSLAND wordt het volgende punt 16 toegevoegd:

"16. Griekse leerkrachten die het statuut van ambtenaar bezitten en die op grond van het feit dat zij in Duitse scholen onderwijs hebben gegeven premies hebben betaald aan de Duitse verplichte pensioensverzekering alsmede aan het Griekse bijzondere stelsel voor ambtenaren en die na 31 december 1978 niet meer door de Duitse verplichte verzekering waren gedekt, kunnen op aanvraag een terugbetaling ontvangen van deze verplichte premies overeenkomstig artikel 1303 van de Sociale Verzekeringswet (RVO) of van artikel 82 van de Wet op de verzekering van bedienden (AVG). Verzoeken om terugbetaling zijn geldig wanneer zij binnen één jaar na de inwerkingtreding van deze bepaling zijn ingediend of binnen twee jaar na de datum waarop de persoon die de aanvraag heeft ingediend, niet meer aan de verplichte verzekering onderworpen was.

Artikel 1303, lid 7, van de Sociale Verzekeringswet (RVO) en artikel 82, lid 7 van de Wet op de verzekering van bedienden (AVG) zijn alleen van toepassing ten aanzien van tijdvakken waarover verplichte premies voor de Duitse pensioensverzekering zijn betaald, alsmede aan het Griekse bijzondere stelsel voor ambtenaren en met betrekking tot premievrije tijdvakken die onmiddellijk volgen op tijdvakken waarover dergelijke verplichte premies zijn betaald".

c) In rubriek E. GRIEKENLAND wordt het volgende punt toegevoegd:

"3. Wet nr. 1469/84 betreffende vrijwillige aansluiting bij het pensioens-verzekeringstelsel voor Griekse onderdanen en vreemdelingen van Griekse herkomst is overeenkomstig het hieronder bepaalde van toepassing op onderdanen van andere Lid-Statens, staatlozen en vluchtelingen die op het grondgebied van een Lid-Staat wonen.

Voor zover aan de andere voorwaarden van genoemde Wet is voldaan kunnen premies worden betaald:

- a) wanneer de betrokkene zijn domicilie heeft of woont op het grondgebied van een Lid-Staat en in het verleden bovendien verplicht aangesloten is geweest bij het Griekse pensioens-verzekeringstelsel; of
- b) ongeacht de plaats van domicilie of woonplaats wanneer de betrokkene in het verleden ofwel met of zonder onderbreking gedurende tien jaar in Griekenland heeft gewoond ofwel gedurende een periode van 1500 dagen verplicht of vrijwillig bij het Griekse stelsel aangesloten is geweest.

d) In rubriek J. VERENIGD KONINKRIJK:

i) wordt punt 2 als volgt gelezen:

"2. Wanneer een persoon overeenkomstig de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk recht op ouderdomspensioen heeft

- a) indien de premies van de voormalige echtgeno(o)t(e) als eigen premies van de betrokkene worden aangemerkt; of
- b) indien de premievoorwaarden door de echtgeno(o)t(e) of door de voormalige echtgeno(o)t(e) van de betrokkene zijn vervuld,

dan zijn voor de vaststelling van de krachtens de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk vast te stellen aanspraken de bepalingen van Titel III, Hoofdstuk 3, van de Verordening van toepassing, mits de echtgeno(o)t(e) of de voormalige echtgeno(o)t(e) in beide gevallen in loondienst of anderszins dan in loondienst onderworpen is of was aan de wetgeving van twee of meer Lid-Statens; in dat geval worden verwijzingen in genoemd Hoofdstuk 3 naar "tijdvakken van verzekering" aangemerkt als verwijzingen naar tijdvakken van verzekering vervuld door:

- i) de echtgeno(o)t(e) of voormalige echtgeno(o)t(e), indien de aanvraag is ingediend door een gehuwde vrouw, een weduwnaar of een persoon van wie het huwelijk op andere wijze is beëindigd dan door het overlijden van de echtgeno(o)t(e), of
- ii) de voormalige echtgeno(o)t(e), indien de aanvraag is ingediend door een weduwe die onmiddellijk vóór het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd geen uitkering voor nagelaten betrekkingen ontving of die alleen een aan de leeftijd gekoppeld weduwenpensioen ontvangt berekend op grond van artikel 46, lid 2, van de Verordening".

ii) In punt 13 wordt de volgende paragraaf 2 ingevoegd na paragraaf 1):

"2. Voor de toepassing van artikel 46, lid 2, sub b), van de Verordening

- a) wordt een werknemer, die in een op of na 6 april 1975 aangevangen inkomstenbelastingjaar uitsluitend tijdvakken van verzekering, van arbeid of van wonen heeft vervuld in een andere Lid-Staat dan het Verenigd Koninkrijk, indien de toepassing van paragraaf 1, sub a), i) ten gevolge heeft dat dat jaar voor de toepassing van artikel 46, lid 2, sub a) van de Verordening als een in aanmerking te nemen jaar in de zin van de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk geldt, geacht in dat jaar in die andere Lid-Staat gedurende 52 weken verzekerd te zijn geweest;
- b) worden, indien enig op of na 6 april 1975 aangevangen inkomstenbelastingjaar voor de toepassing van artikel 46, lid 2, sub a) van de Verordening niet geldt als een in aanmerking te nemen jaar in de zin van de wetgeving van het Verenigd Koninkrijk, alle in dat jaar vervulde tijdvakken van verzekering, van arbeid of van wonen buiten beschouwing gelaten".

De huidige paragraaf 2 wordt paragraaf 3.

2. Bijlage VII

Punt 6 wordt als volgt gelezen:

- "6. Voor het pensioensverzekeringssstelsel voor zelfstandigen: uitoefening van werkzaamheden anders dan in loondienst in Griekenland en van werkzaamheden in loondienst in een andere Lid-Staat".

ARTIKEL 2

Verordening (EEG) nr. 574/72 wordt als volgt gewijzigd:

1. In artikel 10 wordt lid 1 als volgt gelezen:

- "1.a) Het recht op gezins- of kinderbijslag die is verschuldigd krachtens de wetgeving van een Lid-Staat, waarin voor het verkrijgen van het recht op deze bijslag geen voorwaarden inzake verzekering, werkzaamheden in loondienst of werkzaamheden anders dan in loondienst worden gesteld, wordt geschorst wanneer tijdens een zelfde tijdvak en voor een zelfde gezinslid bijslag verschuldigd is krachtens de artikelen 73, 74, 77 of 78 van de Verordening.
- b) Wanneer echter beroepswerkzaamheden worden uitgeoefend op het grondgebied van bedoelde Lid-Staat door:
- i) in het geval van bijslag verschuldigd op grond van de artikelen 73 of 74 van de Verordening, degene die recht heeft op gezins- of kinderbijslag of degene aan wie deze bijslag wordt uitbetaald, wordt het recht op gezins- of kinderbijslag verschuldigd krachtens deze artikelen geschorst en wordt alleen de gezins- of kinderbijslag uitbetaald van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan het gezinslid woont en wel ten laste van deze Lid-Staat.
 - ii) in het geval van bijslag verschuldigd op grond van de artikelen 77 of 78 van de Verordening, degene die recht op deze bijslag heeft, of degene aan wie zij worden uitbetaald, en in het geval van bijslag verschuldigd krachtens artikel 78 degene ten behoeve van wie zij wordt verleend; in dat geval heeft de betrokkene recht op gezins- of kinderbijslag van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan de kinderen wonen en ten laste van deze Lid-Staat, alsmede, voor zover van toepassing, op andere bijslagen dan de kinderbijslag als bedoeld in de artikelen 77 of 78 van de Verordening ten laste van de bevoegde Staat in de zin van die artikelen".

2. Bijlage 2, rubriek . B. DENEMARKEN wordt als volgt gewijzigd:

- a) De tekst in de linker kolom van punt 1, b), i) wordt als volgt gelezen:

"prestaties toegekend op grond van de wetgeving betreffende sociale pensioenen".

- b) De tekst in de linker kolom van punt 1, c), i) wordt als volgt gelezen:

"pensioenen toegekend op grond van de wetgeving betreffende sociale pensioenen".

3. Bijlage 3, rubriek . B. DENEMARKEN wordt als volgt gewijzigd:

De tekst in de linker kolom van punt 1, c), i) wordt als volgt gelezen:

"pensioenen toegekend op grond van de wetgeving betreffende sociale pensioenen".

4. Bijlage 4, rubriek . B. DENEMARKEN wordt als volgt gewijzigd:

In Deel I wordt de tekst in de linker kolom van punt 2 als volgt gelezen:

"Pensioenen en prestaties toegekend op grond van de wetgeving betreffende de sociale pensioenen".

5. Bijlage 9 wordt als volgt gewijzigd:

- a) In rubriek . A. BELGIE wordt de volgende tekst toegevoegd:

"Voor de toepassing van de artikelen 94 en 95 van de toepassingsverordening op gevallen waarin artikel 35, lid 2, van de Verordening geldt wordt voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van de verstrekkingen het stelsel van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor zelfstandigen in aanmerking genomen".

- b) In rubriek . D. FRANKRIJK wordt de volgende tekst toegevoegd:

"Voor de toepassing van de artikelen 94 en 95 van de toepassingsverordening op gevallen waarin artikel 35, lid 2, van de Verordening geldt wordt voor de berekening van de gemiddelde jaarlijkse kosten van de verstrekkingen het stelsel van de ziekte- en moederschapsverzekering voor zelfstandigen die niet in de landbouw werkzaam zijn in aanmerking genomen".

6. Bijlage 10 wordt als volgt gewijzigd:

- a) In rubriek . C. DUITSLAND wordt in punt 7 de tekst in de linker kolom sub a) als volgt gelezen:

"kinderbijslagen toegekend op grond van de artikelen 77 en 78 van de Verordening".

b) In rubriek E. GRIEKENLAND wordt het volgende punt 1 ingevoegd:

"1. Voor de toepassing van artikel 6, lid 1, van de toepassingsverordening:

ΙΔΡΥΜΑ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ
ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ (ΙΚΑ) ΑΘΗΝΑ
(Instituut voor Sociale
Verzekeringen, Athene)

De punten 1 tot en met 10 worden dienovereenkomstig opnieuw genummerd.

ARTIKEL 3

1. Deze verordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.
2. Artikel 1, met uitzondering van lid 1, sub c), en artikel 2, leden 2, 3 en 4, zijn toepasselijk met ingang van 1 januari 1984.
3. Artikel 1, lid 1, sub c) is toepasselijk met ingang van 1 januari 1985.

Deze Verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te,198

Voor de Raad

De Voorzitter

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KCM(84) 756 endelig udg.

Bruxelles, den 7. januar 1985

Forslag til Rådets forordning (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71

(forelagt Rådet af Kommissionen)

KOM(84) 756 endelig udg.

com 156

BEGRUNDELSE

for forslaget til Rådets forordning om ændring af Rådets forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og Rådets forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71.

INDLEDNING

Forordning (EØF) nr. 1408/71 af 14. juni 1971 om anvendelse af de sociale sikringsordninger for arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af ovennævnte forordning trådte i kraft den 1. oktober 1971, og blev først udvidet til at omfatte selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer den 1. juli 1982.

Forordning (EØF) nr. 2001/83 af 2. juni 1983 ajourførte og sammenfattede både forordning (EØF) nr. 1408/71 og nr. 574/72 i en enkelt tekst, som trådte i kraft den 1. juli 1982 og således faldt sammen med datoen for udvidelsen til at omfatte selvstændige erhvervsdrivende.

Siden datoen for ikrafttrædelsen af den konsoliderede og ajourførte udgave af både forordning nr. 1408/71 og nr. 574/72 er der indtrådt en række ændringer i medlemsstaternes lovgivning, hvis virkninger der bør tages hensyn til i fællesskabsforordningerne for at sikre de vandrende arbejdstagers rettigheder. Derudover er det påkrævet at ændre en række af de nuværende bestemmelser, eftersom erfaringen har vist, at anvendelsen heraf i praksis ikke er tilfredsstillende. Ændringerne omfatter ophævelsen af enkepension i Danmark, forpligtelsen for græske lærere, der midlertidigt er beskæftiget i Tyskland, til at indbetale dobbeltbidrag til socialforsikringen og rationaliseringen af bestemmelserne om sammenfald af familieydelser.

Forslaget omfatter ligeledes en række mindre ændringer, som er en følge af ovennævnte ændringer, eller som er af administrativ karakter.

ARTIKEL 1

Ændringer til forordning (EØF) nr. 1408/71.

1. Ændring af bilag VI.

(a) Ændring af afsnit B. Danmark

Den danske pensionslovgivning er blevet ændret med virkning fra den 1. januar 1984 blandt andet for at opnå en forenkling ved tilkendelse af førtidspensioner til personer over 50 år og for at indføre ligebehandling mellem mænd og kvinder.

Ændringerne har følgende virkninger:

- Ophævelse af enkepension i Danmark
(der findes ingen enkemandspension i Danmark);
- ophævelse af lovgivningen, hvorefter der ved beregningen af enkepension tages hensyn til den afdøde ægtefælles bopælsperioder. Fra den 1. januar 1984 beregnes pensionerne udelukkende på grundlag af den samlede længde af de bopælsperioder, den efterlevende hustru har tilbagelagt i Danmark;
- indførelse af lovgivning om tilkendelse af førtidspension afhængigt af den pågældendes helbred og indtægter, til personer over 50 år på grundlag af bopælsperioder, som den pågældende tidligere har tilbagelagt i Danmark.

Ændringerne i dette forslag har to formål:

- (i) Ophævelse af bopælskravet i dansk lovgivning med henblik på tilkendelse af pension til arbejdstagere eller selvstændige erhvervsdrivende i Danmark eller deres efterladte, som var bosiddende i en anden medlemsstat, med henblik på erhvervelse af ret til en sådan pension.

(ii) Bevarelse af de rettigheder, der i henhold til en særlig bestemmelse i bilag VI til forordning (EØF) nr. 1408/71 sikres efterlevende ægtefæller efter arbejdstagere eller selvstændige erhvervsdrivende, som aldrig selv har haft bopæl i Danmark, eller som har haft bopæl der i et kortere tidsrum end den afdøde ægtefælle, idet denne bestemmelse inden indførelsen af den nye danske lovgivning ville have gjort det muligt at medregne beskæftigelsesperioder eller perioder med selvstændig erhvervsvirksomhed, som den afdøde ægtefælle har tilbagelagt i denne medlemsstat, med henblik på erhvervelse af ret til en pension.

Hvis den forslåede ændring ikke blev gennemført, ville disse efterlevende ægtefæller risikere at miste alle eller en del af deres rettigheder til en sådan pension.

Den førstnævnte ændring (forslagets artikel 1, stk. 1, litra a)) kræver ingen nærmere forklaring.

For at nå det andet mål kræver den anden ændring, at beskæftigelsesperioder eller perioder med selvstændig virksomhed, som afdøde har tilbagelagt i Danmark før den 1. januar 1984, i henhold til dansk lovgivning betragtes som bopælsperioder, som den efterlevende ægtefælle har tilbagelagt, med henblik på erhvervelse af ret til pension. Ændringen, som genspejler den langvarige karakter af de forventninger, som de arbejdstagere eller selvstændige erhvervsdrivende, der er berørt af ændringen i dansk lovgivning, har vedrørende den potentielle ret til en enkepension, har til formål at bevare sådanne rettigheder, som måtte være optjent af de pågældende inden ændringerne, selvom der ikke længere består ret til en sådan pension udelukkende efter dansk lovgivning.

Man bør i særlig grad have opmærksomheden henledt på grænsearbejdere eller sæsonarbejdere i denne forbindelse, eftersom de højst sandsynlig vil blive berørt af den nye danske lovgivning. Derfor skal endog beskæftigelsesperioder eller perioder med selvstændig virksomhed, der er tilbagelagt i Danmark efter den 1. januar 1984, betragtes som bopælsperioder, tilbagelagt i Danmark af en efterlevende ægtefælle, med henblik på erhvervelse af ret til pension.

For at undgå dobbeltydelser tages de perioder, der anses for bopælsperioder, og som falder sammen med perioder, der medregnes med henblik på tilkendelse af en pension til den efterlevende ægtefælle i henhold til en anden medlemsstats lovgivning, eller som falder sammen med perioder, i løbet af hvilke den pågældende har modtaget pension af en bestemt størrelse i henhold til denne lovgivning, ikke i betragtning.

(b) Ændring af afsnit C. Tyskland

Græske lærere, som midlertidigt er beskæftiget i Tyskland, har været forpligtet til at indbetale bidrag til både den særlige ordning for tjenestemænd i Grækenland og den almindelige ordning for arbejdstagere i Tyskland. I fremtiden vil de blive fritaget for forpligtigelsen til at være tvungent forsikret i Tyskland og får ligeledes mulighed for at ansøge om refusion af de bidrag, de under disse omstændigheder tidligere har indbetalt til den tyske pensionsordning forudsat, at de ophørte med at være omfattet af denne ordning efter den 31. december 1978.

Den foreslåede ændring gør det muligt for de tyske institutioner at foretage en sådan refusion.

(c) Ændring af afsnit E. Grækenland

Den nye græske lovgivning om frivillig optagelse i den græske pensionsforsikringsordning er udfærdiget således, at græske statsborgere og udenlandske statsborgere af græsk oprindelse kan indbetale frivillige bidrag til denne ordning, forudsat at visse andre betingelser er opfyldt.

Artikel 9 i forordning (EØF) nr. 1408/71 fastsætter, at bestemmelser i en medlemsstats lovgivning, der gør adgang til frivillig forsikring eller frivillig fortsat forsikring betinget af bopæl på den pågældende stats område, ikke finder anvendelse på personer, der er bosat på en anden medlemsstats område, såfremt de pågældende på et eller andet tidspunkt under deres arbejdsliv har været omfattet af førstnævnte stats lovgivning. De bestemmelser, der foreslås indføjet, genspejler dette princip ved at fastsætte en særlige procedure ved anvendelsen af græsk lovgivning på personer, som er omfattet af forordning (EØF) nr. 1408/71.

(d) Ændring af afsnit J. Det forenede Kongerige

(i) Punkt 2

I henhold til Det forenede Kongeriges lovgivning har en gift kvinde eller tidligere gift kvinde mulighed for, såfremt dette er til hendes fordel, i pensionsøjemed at medregne forsikringsperioder, som hendes ægtefælle eller tidligere ægtefælle har tilbagelagt. Den nuværende bestemmelse i bilag VI sikrede, at denne mulighed blev givet kvinder, hvis mænd tidligere havde været beskæftiget som arbejdstager eller selvstændig erhvervsdrivende i mere end en medlemsstat.

Ændringer i Det forenede Kongeriges lovgivning har udvidet anvendelsesområdet for disse bestemmelser således, at en tidligere ægtefælle i visse tilfælde kan tage sin tidligere hustrus forsikring i betragtning i stedet for sin egen, såfremt dette er mere gunstigt. De nuværende bestemmelser i bilag VI bør ændres for at tage hensyn til denne udvidelse.

Man har ligeledes benyttet lejligheden til at forbedre ordlyden af det pågældende stykke.

(ii) Punkt 13

Med virkning fra den 6. april 1975 blev udtrykket lønfaktor indført i Det forenede Kongeriges lovgivning med henblik på fastsættelsen af de bidragsbetingelser, der skal opfyldes for at erhverve ret til en alderspension. Forpligtelsen til at indbetale bidrag er indtægtsbestemt, og de senere beregninger vedrørende størrelsen af en persons alderspension foretages på grundlag af faktorer, der ekstrapoleres fra tal, der er baseret på den faktiske indtægt. Når Det forenede Kongeriges institutioner er forpligtet til at medregne forsikringsperioder, som efter den 6. april 1975 udelukkende er tilbagelagt i en anden medlemsstat end Det forenede Kongerige, indeholder det nuværende stykke i bilag VI til forordningen bestemmelser om, hvorledes disse perioder kan omregnes til lønfaktorer, som kan anvendes ved ovennævnte beregninger. Disse bestemmelser fastsætter, at for hver forsikringsuge anses den pågældende for at have en vis fast procent af en ved lov fastsat maksimumsindtægt med henblik på bidragsfastsættelsen.

Mens det tal, der fremkommer ved hjælp af denne formel, giver et realistisk billede af værdien af forsikringsperioderne ved beregningen af det teoretiske pensionsbeløb i henhold til forordningens artikel 46, stk. 2, litra a), giver det samme tal absurde resultater, når Det forenede Kongeriges pro rata pension beregnes i henhold til forordningens artikel 46, stk. 2, litra b). Den foreslåede bestemmelse ændrer de nuværende bestemmelser således, at man opnår et mere nøjagtigt og rimeligt resultat, end det er tilfældet under de nuværende omstændigheder.

2. Ændring af bilag VII

I henhold til græsk lovgivning er medlemmer af visse erhverv, som er selvstændige erhvervsdrivende i Grækenland, tvunget til at være omfattet af en særlig pensionsforsikringsordning uanset, om de samtidig er tvungent omfattet af en ordning for arbejdstagere i en anden medlemsstat.

Bilag VII opregner, under hvilke omstændigheder en person, som en undtagelse fra hovedregelen kan være omfattet af lovgivningen om social sikring i to medlemsstater. Da disse undtagelser bør være så begrænsede i såvel antal som anvendelsesområde så muligt, bør bilagets punkt 6, som på nuværende tidspunkt omhandler personer, som normalt udøver selvstændig virksomhed i Grækenland og er beskæftiget som arbejdstager i en anden medlemsstat, ændres således, at denne undtagelse specifikt begrænses til at omfatte selvstændige erhvervsdrivende udelukkende i forbindelse med pensionsforsikringsordningen.

ARTIKEL 2

1. Ændring af artikel 10, stk. 1 i forordning (EØF) nr. 574/72.

Artikel 12 i forordning (EØF) nr. 1408/71 ("forordningen") fastsætter det generelle princip om samtidig ret til flere ydelser, som der måtte erhverves ret til ved anvendelse af forordningen; den fastsætter, at der med hjemmel i forordningen hverken kan tillægges eller bevares ret til flere ydelser af samme art på grundlag af samme forsikringsperiode tilbagelagt efter en tvungen forsikring.

Artikel 76 i forordningen og artikel 10 i forordning nr. 574/72 indeholder særlige bestemmelser med det formål at forhindre ret til flere familieydelser eller børnetiskud i de tilfælde, hvor en arbejdstager eller selvstændig erhvervsdrivende samtidig erhverver ret til flere ydelser i mere end en medlemsstat ved anvendelsen af forordning nr. 1408/71 for den samme periode og det samme familiemedlem.

Forordningens artikel 73, stk. 1 fastsætter, at en arbejdstager for de af sine familiemedlemmer, der er bosat på en anden medlemsstats område, har ret til familieydelser efter lovgivningen i den førstnævnte stat, som om de pågældende var bosat på dennes område.

Forordningen bestemmer i artikel 1, litra f) at udtrykket familiemedlem betyder enhver person, der betegnes eller anerkendes som familiemedlem i den lovgivning, hvorefter ydelserne udredes.

Bestemmelser, der svarer til men ikke er identiske med bestemmelserne i artikel 73, stk. 1, er fastsat i artikel 74 for arbejdsløse, hvorimod mere komplekse bestemmelser i forordningens artikel 77 og 78 vedrører ret til familieydelser og børnetiskud for pensionister og forældreløse børn.

På grund af anvendelsen af disse bestemmelser, kan der bestå ret til ydelser både i den medlemsstat, hvor den pågældende er beskæftiget, og i den medlemsstat, hvor familiemedlemmerne er bosat.

Bestemmelserne om forbud mod dobbeltydelser er prioritetsregler, som giver fortrinsret til de rettigheder, der erhverves i kraft af en nuværende eller tidligere beskæftigelse (d.v.s. de rettigheder, der er erhvervet i henhold til artikel 73, 74, 77 eller 78 i forordningen), og som bevirker, at de tilsvarende rettigheder i bopælslandet samtidig stilles i bero.

I de tilfælde, hvor der udøves erhvervsmæssig beskæftigelse i begge de pågældende medlemsstater, prioriteres de rettigheder, som erhverves i den medlemsstat, hvor de familiemedlemmer, der er omhandlet i de pågældende artikler, har bopæl.

Forordningens artikel 76 omhandler specifikt de tilfælde, hvor der ikke kan erhverves ret til familieydelser i henhold til national lovgivning uden udøvelsen af en erhvervsmæssig beskæftigelse, omend ikke nødvendigvis af den person, der er berettiget til ydelser. Når der erhverves ret til ydelser i bopælslandet (idet der pr. definition allerede udøves erhvervsmæssig beskæftigelse i den medlemsstat, til hvis lovgivning der henvises til i artikel 73, stk. 1), suspenderes retten til ydelser i henhold til artikel 73, stk. 1. Det bør bemærkes, at der til bestemmelserne i denne artikel om erhvervsudøvelse ikke er knyttet betingelser om identitet eller familiemæssig status for den person, som udøver beskæftigelse eller er berettiget til ydelser.

Dette genspejler den kendsgerning, at det i henhold til de i denne artikel omhandlede lovgivninger var en nødvendig betingelse for erhvervelse af ret til ydelser, at enten ydelsesmodtageren eller hans/hendes ægtefælle arbejdede.

Artikel 10 i forordning nr. 574/72 blev på den anden side indført for at opstille regler for lovgivninger af en anden karakter end de lovgivninger, der er omhandlet i artikel 76, d.v.s. lovgivninger, som ikke gør retten til ydelser hverken direkte eller indirekte betinget af beskæftigelse. De pågældende lovgivninger baserede normalt retten til ydelser på bopæl. Derfor viste det sig for at opnå overensstemmelse med artikel 76 i artikel 10 at være påkrævet at indføre betingelser, som forhindrede, at der blev givet fortrinsret til bopælsstaten, medmindre der også blev udøvet erhvervsmæssig beskæftigelse i denne medlemsstat.

Artikel 10, stk. 1 gik tilsyneladende længere end artikel 76, idet det kun var muligt at give bopælsstaten prioritet, når den erhvervsmæssige beskæftigelse blev udøvet af ægtefællen til den i artikel 73, stk. 1 eller artikel 74 omhandlede person, uanset om ægtefællen var berettiget til ydelser, som herved blev dobbeltydelser.

I visse tilfælde bevirkede anvendelsen af bestemmelserne i denne artikel, at retten til ydelser i bopælsstaten på urimelig vis blev stillet i bero, og dette kom bedst til udtryk i den sag, der blev forelagt De europæiske Fællesskabers Domstol i 1982 (sag 149/82 ROBARDS mod Insurance Officer).

Sagen vedrørte en kvinde, for hvem en myndighed i Det forenede Kongerige bestemte, at anvendelsen af bestemmelserne i artikel 10, stk. 1 ville være til hendes fordel så længe, hun forblev gift med en vandrende arbejdstager, der var berettiget til ydelser i henhold til artikel 73, og dermed hans ægtefælle, men ville ophøre hermed i tilfælde af skilsmisse. Dette understregede forbindelsen mellem anvendelsen af prioritetsreglerne og den familiemæssige status for den person, der udøver erhvervsmæssig virksomhed, og den uretfærdighed, som kunne opstå præcist under disse omstændigheder, (i dette tilfælde for en tidligere ægtefælle), hvor der i alle tilfælde fortsat ville bestå ret til ydelser i bopælslandet. I denne sag fastslog Domstolen, at udtrykket "ægtefælle" omfatter den tidligere ægtefælle, men at denne fortolkning kun vedrørte den sag, som var blevet indbragt for den nationale domstol. Andre problemer, som eventuelt kunne opstå i forbindelse med bestemmelserne i artikel 10, kunne kun løses hensigtsmæssigt ved at fastsætte lovbestemmelser.

De foreslåede ændringer tager udgangspunkt i Domstolens afgørelse i sagen ROBARD, og går videre for at afbøde manglerne i artikel 10, stk. 1 ved at fjerne alle henvisninger til den familiemæssige status for den person, som er erhvervsmæssigt beskæftiget, eller den person, som bestemmelserne giver fortrinsstilling. De nye bestemmelser medfører, at retten til ydelser i henhold til artikel 73 eller 74 suspenderes i de tilfælde, hvor der udøves erhvervsmæssig virksomhed i bopælslandet enten af den person, der er berettiget til dobbeltydelserne, eller den person, som får udbetalt disse ydelser.

I forbindelse med ydelser, der tilkendes i henhold til artikel 77 eller 78, stilles disse i bero, når der udøves erhvervsmæssig beskæftigelse enten af den person, der er berettiget til de sammenfaldende ydelser, eller den person til hvem eller for hvem de udbetales.

Der er ligeledes blevet foretaget en række mindre ændringer for at opnå større klarhed.

2. Ændring af bilag 2 , 3 og 4, afsnit B. Danmark i forordning (EØF)
nr. 574/72

Disse ændringer er udelukkende redaktionelle som følge af vedtagelsen af den nye pensionslovgivning og ophævelsen af enkepension.

3. Ændring af bilag 9 til forordning nr. 574/72

(a) Ændring af afsnit A. Belgien

Bilag 9, afsnit A. Belgien, til forordning nr. 574/72 fastsætter, at den almindelige sociale sikringsordning skal tages i betragtning ved beregningen af de årlige gennemsnitlige udgifter til naturalydelser.

I henhold til bestemmelserne i artikel 35, stk. 2 i forordning nr. 1408/71 og bilag 11 til forordning nr. 574/72, som blev indføjet i forordningerne i forbindelse med udvidelsen til at omfatte selvstændige erhvervsdrivende, får forsikrede, der er omfattet af en særordning for selvstændige erhvervsdrivende i en anden medlemsstat, der er nævnt i bilag 11, og som tilkender mindre gunstige naturalydelser til selvstændige erhvervsdrivende end til arbejdstagere, i de tilfælde, hvor der tilkendes ydelser på belgisk område som bopæls- eller opholdsland, i Belgien kun tilkendt naturalydelser efter ordningen for selvstændige erhvervsdrivende.

Den foreslåede ændring har til formål at tage højde for denne situation ved i disse tilfælde at fastsætte, at der ved beregningen af de gennemsnitlige årlige udgifter til naturalydelser i henhold til artikel 94 og 95 i forordning nr. 574/72 med henblik på refusion tages hensyn til de ydelser, der tilkendes efter forsikringsordningen for selvstændige erhvervsdrivende.

(b) Ændring af afsnit D. Frankrig

Den foreslåede ændring har til formål at opstille regler i tilfælde, der svarer til det i litra a) omhandlede tilfælde for Frankrigs vedkommende, når personer, der er omfattet af en særordning for selvstændige erhvervsdrivende i en anden medlemsstat, i Frankrig kun modtager de naturalydelser, der ydes efter syge- og moderskabsordningen for ikke-landbrugsmæssige erhverv.

Forslaget fastsætter, at den ordning, der skal tages i betragtning ved beregningen af de gennemsnitlige årlige udgifter til naturalydelser med henblik på refusion i henhold til artikel 94 og 95 i forordning nr. 574/72 skal være syge- og moderskabsordningen for selvstændige erhvervsdrivende i erhverv uden for landbruget.

4. Ændring af bilag 10

(a) Ændring af afsnit C. Tyskland, stk. 7, litra a)

Som følge af ændringer i den tyske forbundslov om børnetilskud udbetales pensionstillæggene for børn af pensionister ikke længere af pensionsforsikringsinstitutionen. Disse tillæg udbetales udbetales nu af den institution, der er ansvarlig for udbetalingen af børnetilskud.

Forslaget har til formål at genspejle denne ændring.

(b) Ændring af afsnit E. Grækenland

Artikel 10 opregner i overensstemmelse med artikel 4, stk. 10 i forordning nr. 574/72 de institutioner eller organer, der er udpeget af de kompetente myndigheder i henhold til, inter alia, artikel 6, stk. 1, i samme forordning (optagelse i en frivillig eller frivillig fortsat forsikring).

Ved den foreslåede ændring indføres den institution, der af Grækenland er udpeget med henblik på anvendelsen af bestemmelserne i artikel 6, stk. 1.

Forslag til Rådets forordning (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr.

1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab, særlig artikel 51 og 235,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, udarbejdet efter høring af Den administrative Kommission for vandrende arbejdstagere sociale Sikring (1),

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (2),

under henvisning til udtalelse fra Det økonomiske og sociale Udvalg (3), og

ud fra følgende betragtninger:

Der bør foretages visse ændringer i forordning (EØF) nr. 1408/71 (4) og nr. 574/72 (5), begge senest ændret ved forordning (EØF) nr. 2001/83 (6); visse af disse ændringer skyldes ændringer i medlemsstaternes sociallovgivning; andre er af teknisk art og skyldes erfaringerne fra forordningernes anvendelse;

ændringer i den danske pensionslovgivning gør det nødvendigt at ændre de nuværende angivelser i bilag VI til forordning (EØF) nr. 1408/71;

det er påkrævet at fastsætte bestemmelser i det nævnte bilag VI om ophævelse af betingelsen om bopæl i Danmark med henblik på erhvervelse af ret til pension for arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende eller deres efterladte, som har bopæl i en anden medlemsstat end Danmark, og for at sikre, at beskæftigelsesperioder eller perioder med selvstændig virksomhed, som er tilbagelagt i Danmark af en arbejdstager eller en selvstændig erhvervsdrivende, under visse betingelser tages i betragtning ved beregningen af pension til den efterlevende ægtefælle;

(1) EFT nr. C

(2) EFT nr. C

(3) EFT nr. C

(4) EFT nr. L 149 af 5.7.1971, s. 2.

(5) EFT nr. L 74 af 27.3.1972, s. 1.

(6) EFT nr. L 230 af 22.8.1983, s. 6.

det er påkrævet at fastsætte bestemmelser i det nævnte bilag VI for at give de tyske institutioner mulighed for at refundere pensionsforsikringsbidrag, som er indbetalt af græske lærere, der samtidig er forsikret i Tyskland og i Grækenland;

nye lovbestemmelser i Grækenland om frivillige forsikringsordninger kræver, at der fastsættes bestemmelser i det nævnte bilag VI, som omfatter den særlige fremgangsmåde ved anvendelsen af denne lovgivning og betingelserne for dens anvendelse på statsborgere fra andre medlemsstater end Grækenland;

bestemmelserne i det nævnte bilag VI vedrørende Det forenede Kongeriges lovgivning, som gør det muligt for hustruer eller tidligere hustruer at medregne forsikringsperioder, som deres ægtefælle eller tidligere ægtefælle har tilbagelagt i to eller flere medlemsstater, i stedet for deres egne forsikringsperioder, såfremt dette er til fordel for dem, bør ændres for at tage hensyn til, at tidligere ægtemænd i visse tilfælde ligeledes får mulighed for at medregne deres tidligere hustruers forsikringsperioder, og for at rette visse unøjagtigheder i den nuværende tekst;

vekselvirkningen mellem Det forenede Kongeriges lovgivning om beregning af alderspension og bestemmelserne i forordning (EØF) nr. 1408/71 om sammenlægning af forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder, der er tilbagelagt i andre medlemsstater i de tilfælde, hvor disse perioder efter den 6. april 1975 var tilbagelagt i en anden medlemsstat end Det forenede Kongerige, giver sammenholdt med den særlige fremgangsmåde, der er fastsat i det nævnte bilag VI, unormale og urimelige resultater;

det er derfor påkrævet at indføje en supplerende bestemmelse i det nævnte bilag VI til den nuværende særlige fremgangsmåde ved anvendelsen af den nævnte lovgivning for at korrigere ovennævnte virkninger;

de tilfælde, hvor en person samtidig skal være omfattet af lovgivningen i to medlemsstater som en undtagelse fra den almindelige regel, bør i videst muligt omfang begrænses i antal og rækkevidde;

ordlyden af punkt 6 i bilag VII, som opregner de tilfælde, hvor disse undtagelser finder sted, er med hensyn til selvstændig beskæftigelse i Grækenland affattet unødvendigt bredt og bør være mere specifik for at genspejle den kendsgerning, at den eneste ordning, som selvstændige erhvervsdrivende tvungent skal være omfattet af i Grækenland, når de samtidig er omfattet af en ordning for arbejdstagere i en anden medlemsstat, er en pensionsforsikringsordning;

punkt 6 i bilag VII bør ændres i overensstemmelse hermed;

den erfaring, der er indvundet ved anvendelsen af forordningerne (EØF) nr. 1408/71 og nr. 574/72 har vist, at det er påkrævet at forbedre bestemmelserne om samtidig ret til familieydelse eller børnetilskud i forordning (EØF) nr. 574/72;

reglen i artikel 10 i forordning (EØF) nr. 574/72 om, at retten til familieydelse erhverves efter lovgivningen i den medlemsstat, på hvis område børnene har bopæl, finder kun anvendelse, når den person, som udøver en erhvervsmæssig beskæftigelse i bopælslandet, som giver anledning til fortrinsretten, er ægtefællen til en arbejdstager eller en tidligere arbejdstager, uanset om ægtefællen selv er berettiget til ydelser;

det har vist sig, at disse bestemmelser giver anledning til uligheder i de tilfælde, hvor den person, som var berettiget til ydelser, og som udøver den erhvervsmæssige beskæftigelse, ikke eller ikke længere var ægtefællen til en arbejdstager eller tidligere arbejdstager, og bestemmelserne bør derfor ændres for at korrigere denne ulighed;

det er påkrævet at foretage visse redaktionelle ændringer til bilag 2, 3 og 4 til forordning (EØF) nr. 574/72 som følge af ovennævnte ændringer i dansk lovgivning;

det er påkrævet at ændre bilag 9 til forordning (EØF) nr. 574/72 for at tage hensyn til udvidelsen af forordningerne (EØF) nr. 1408/71 og nr. 574/72 til at omfatte selvstændige erhvervsdrivende med henblik på at beregningen af de gennemsnitlige årlige udgifter til naturalydelse;

det er påkrævet at ændre bilag 10 til forordning (EØF) nr. 574/72 som følge af ændringer i udpegelsen af den kompetente institution for udbetaling af pensionstillæg til børn, der forsørges af pensionister i Tyskland;

det er påkrævet at fastsætte en bestemmelse i det nævnte bilag 10 for at specificere den kompetente frivillige fortsættelsesforsikringsordning i Grækenland, såfremt betingelserne for optagelse i mere end én ordning er opfyldt -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

ARTIKEL 1

I forordning (EØF) nr. 1408/71 foretages følgende ændringer:

1 Bilag VI.

a) Afsnit B. DANMARK

i) Stk. 3 affattes således:

- "3. a) Bestemmelserne i dansk lovgivning om social pension om, at retten til pension er betinget af, at modtageren har fast bopæl i Danmark, finder ikke anvendelse på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende eller deres efterladte, som er bosat i en anden medlemsstat end Danmark.
- b) Med henblik på pensionsberegningen anses beskæftigelsesperioder eller perioder med erhvervsvirksomhed tilbagelagt i Danmark af en grænsearbejder eller sæsonarbejder som bopælsperioder, der er tilbagelagt i Danmark af denne persons efterlevende ægtefælle, for så vidt ægtefællerne i disse perioder var gift med hinanden, og ikke var separerede eller levede faktisk adskilt på grund af uoverensstemmelse, og den efterlevende ægtefælle i disse perioder var bosat i en anden medlemsstat.
- c) Med henblik på pensionsberegningen anses beskæftigelsesperioder eller perioder med erhvervsvirksomhed tilbagelagt i Danmark af en arbejdstager eller en selvstændig erhvervsdrivende, bortset fra grænsearbejdere og sæsonarbejdere, forud for den 1. januar 1984 som bopælsperioder, der er tilbagelagt i Danmark af denne persons efterlevende ægtefælle, for så vidt ægtefællerne i disse perioder var gift med hinanden, og ikke var separerede eller levede adskilt på grund af uoverensstemmelse, og den efterlevende ægtefælle i disse perioder var bosat i en anden medlemsstat.
- d) Perioder, der vil være at medregne i medfør af litra b) og c) skal dog lades ude af betragtning, når de falder sammen med perioder, der medregnes ved beregning af pension, som tilkommer vedkommende person efter en anden medlemsstats lovgivning om tvungen forsikring, eller med perioder, hvori vedkommende person har modtaget pension i henhold til en sådan lovgivning. Sidstnævnte perioder tages dog i betragtning, såfremt det årlige pensionsbeløb ikke overstiger halvdelen af den sociale pensions grundbeløb."

- ii) Stk. 4 udgår.
 - iii) I stk. 8 ændres udtrykket "invalid-, alders- og enkepension" til "invalid-, førtids-, alders- og enkepension".
 - iv) Nummereringen af stk. 5-10 ændres i overensstemmelse hermed.
- b) I afsnit C. TYSKLAND indsættes følgende stykke:
- "16. Græske lærere med tjenestemandstatus, som i kraft af deres beskæftigelse på tyske skoler har indbetalt tvungne bidrag til den tyske lovpligtige renteforsikring udover bidrag til den særlige græske ordning for tjenestemænd, og som efter den 31. december 1978 ikke længere er omfattet af den tyske tvungne forsikring, får efter anmodning refunderet disse tvungne bidrag i henhold til artikel 1303 i tysk lov om socialforsikring (RVO) eller artikel 82 i lov om forsikring af funktionærer (AVG). Ansøgninger om bidragsrefusion er gyldige, såfremt de indgives enten et år efter datoen for denne bestemmelses ikrafttrædelse, eller inden to år efter at den pågældende, der ansøger om refusion, er ophørt med at være omfattet af den tvungne forsikring.

Artikel 1303, stk. 7, i lov om socialforsikring (RVO) og artikel 82, stk. 7, i lov om forsikring af funktionærer (AVG) finder kun anvendelse i forbindelse med perioder, for hvilke der er indbetalt tvungne bidrag til den tyske renteforsikring samtidigt med bidrag til den særlige græske ordning for tjenestemænd, og i forbindelse med afbrydelsesperioder, som følger umiddelbart efter de perioder, hvor der er blevet indbetalt sådanne tvungne bidrag."

c) I afsnit E. GRÆKENLAND indsættes følgende stykke:

"3. Lov nr. 1469/84 om frivillig optagelse i pensionsforsikringsordningen for græske statsborgere og udenlandske statsborgere af græsk oprindelse, finder anvendelse på statsborgere fra andre medlemsstater, statsløse og flygtninge, som er bosiddende på en medlemsstats område i henhold til følgende bestemmelser.

Forudsat at de øvrige betingelser i denne lov er opfyldt, kan der indbetales bidrag, såfremt

- a) den pågældende har hjemsted eller bopæl på en medlemsstats område og samtidig tidligere har været tvungent omfattet af den græske pensionsforsikringsordning, eller
- b) den pågældende, uanset hjemsted eller bopæl, enten tidligere har været bosiddende i Grækenland i 10 år, uanset om det drejer sig om 10 på hinanden følgende år eller ej, eller tidligere har været omfattet af græsk lovgivning, tvungent eller frivilligt, i 1500 dage."

d) Afsnit J. DET FORENEDE KONGERIGE

i) Stk. 2 affattes således:

"2. I tilfælde, hvor en person i henhold til Det forenede Kongeriges lovgivning er berettiget til en alderspension, såfremt

- a) en tidligere ægtefælles bidrag tages i betragtning, som om de var den pågældende persons egne bidrag, eller
- b) de pågældende bidragsbetingelser opfyldes af den pågældende persons ægtefælle eller tidligere ægtefælle,

forudsat i begge tilfælde, at ægtefællen eller den tidligere ægtefælle er eller har været arbejdstager eller selvstændig erhvervsdrivende, og har været omfattet af lovgivningen i to eller flere medlemsstater, finder bestemmelserne i forordningens afsnit 3, kapitel III anvendelse ved fastsættelsen af ret til ydelser i medfør af Det forenede Kongeriges lovgivning; enhver henvisning i det nævnte kapitel 3 til "forsikringsperioder" anses for en henvisning til forsikringsperioder, der er tilbagelagt af

- i) en ægtefælle eller tidligere ægtefælle, når ansøgningen indgives af en gift kvinde, en enkemand eller en person, hvis ægteskab er ophørt på anden måde end på grund af ægtefællens død, eller
- ii) en tidligere ægtefælle, når ansøgningen indgives af en enke, som umiddelbart inden hun nåede pensionsalderen ikke modtog efterladtepension, eller som kun modtager en aldersbestemt enkepension beregnet i henhold til forordningens artikel 46, stk. 2."

ii) I punkt 13 indsættes efter stk. 1:

" 2. Ved anvendelse af forordningens artikel 46, stk. 2, litra b), når

- a) en arbejdstager i et indkomstskatteår, der begynder den 6. april 1975 eller senere, udelukkende har tilbagelagt forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder i en anden medlemsstat end Det forenede Kongerige, og anvendelsen af stk. 1, litra a), i) bevirker, at dette år regnes for et år, der tages i betragtning (qualifying year) i henhold til Det forenede Kongeriges lovgivning ved anvendelse af forordningens artikel 46, stk. 2, litra a), anses han for at have været forsikret i 52 uger i løbet af dette år i den anden medlemsstat;
- b) ethvert indkomstskatteår, der begynder den 6. april 1975 eller senere, ikke regnes for et år, der tages i betragtning (qualifying year), i henhold til Det forenede Kongeriges lovgivning ved anvendelse af forordningens artikel 46, stk. 2, litra a), lades forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder, der er tilbagelagt i løbet af dette år, ude af betragtning."

og det nuværende stk. 2 bliver stk. 3.

2. Bilag VII.

Punkt 6 affattes således:

"6. Vedrørende pensionsforsikringsordningen for selvstændige erhvervsdrivende: Selvstændig beskæftigelse i Grækenland og lønnet beskæftigelse i en anden medlemsstat. "

ARTIKEL 2

I forordning (EØF) nr. 574/72 foretages følgende ændringer:

1. Artikel 10, stk. 1 affattes således:

"1. a) Ret til familieydelse eller børnetilskud, der ydes i henhold til en medlemsstats lovgivning, hvorefter erhvervelse af ret til disse ydelser eller tilskud ikke er betinget af forsikring eller af lønnet eller selvstændig beskæftigelse, suspenderes, når der i den samme periode og for det samme familiemedlem er ret til ydelser i medfør af forordningens artikel 73, 74, 77 eller 78.

b) Når der imidlertid udøves erhvervsmæssig virksomhed på den pågældende medlemsstats område

i) i det tilfælde, hvor der udredes ydelser i henhold til forordningens artikel 73 eller 74, af den person, der er berettiget til familieydelse eller børnetilskud, eller den person, til hvilken de udbetales, suspenderes dog retten til de familieydelse eller børnetilskud, der ydes i medfør af de nævnte artikler, og der udbetales kun de familieydelse eller børnetilskud i den medlemsstat, på hvis område familiemedlemmet er bosat, og for denne medlemsstats regning;

ii) i det tilfælde, hvor der udredes ydelser i henhold til forordningens artikel 77 eller 78, af den person, der er berettiget til disse ydelser, eller til hvilken de udbetales, og i det tilfælde, hvor der udredes ydelser i henhold til artikel 78, af den person, til hvilken de udbetales, er den pågældende person berettiget til familieydelse eller børnetilskud fra den medlemsstat, på hvis område børnene er bosat, til udgift for denne medlemsstat, samt i givet fald andre ydelser efter forordningens artikel 77 eller 78 end børnetilskud til udgift for den stat, der er kompetent i disse artiklers forstand."

2. Bilag 2, afsnit B. DANMARK ændres således:

- a) Stk. 1, litra b), i), venstrekolonnen, affattes således:
"ydelse efter den sociale pensionslovgivning".
- b) Stk. 1, litra c), i), venstrekolonnen, affattes således:
"pensioner efter den sociale pensionslovgivning."

3. Bilag 3, afsnit B. DANMARK ændres således:

- Stk. 1, litra c), i), venstrekolonnen, affattes således:
"pensioner efter den sociale pensionslovgivning".

4. Bilag 4, afsnit B. DANMARK ændres således:

- I del I affattes stk. 2, venstrekolonnen, således:
"Pensioner samt ydelser efter den sociale pensionslovgivning".

5. Bilag 9 ændres således:

- a) I afsnit A. BELGIEN indsættes følgende:

"Ved anvendelse af gennemførelsesforordningens artikel 94 og 95 i de tilfælde, hvor forordningens artikel 35, stk. 2 finder anvendelse, tages den tvungne sygeforsikringsordning for selvstændige erhvervsdrivende i betragtning ved beregningen af de gennemsnitlige årlige udgifter til naturalydelser."

- b) I afsnit D. FRANKRIG indsættes følgende:

"Ved anvendelse af gennemførelsesforordningens artikel 94 og 95 i de tilfælde, hvor forordningens artikel 35, stk. 2 finder anvendelse, tages ordningen for syge- og moderskabsforsikring for selvstændige erhvervsdrivende inden for ikke-landbrugsmæssige erhverv i betragtning ved beregningen af de gennemsnitlige årlige udgifter til naturalydelser".

6. Bilag 10 ændres således:

- a) I afsnit C. TYSKLAND, punkt 7, litra a), affattes venstrekolonnen således:
"børnetilskud, der ydes i henhold til forordningens artikel 77 og 78:"

b) I afsnit E, GRÆKENLAND, indsættes følgende stykke:

"1. Ved anvendelse af gennemførelses-
forordningens artikel 6, stk. 1:

ΙΔΡΥΜΑ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ
ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ (ΙΚΑ) ΑΘΗΝΑ
(Socialforsikringsinstituttet),
Athen

Nummereringen af stk. 1 - 10 ændres i overensstemmelse hermed.

ARTIKEL 3

1. Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i De europæiske Fællesskabers Tidende.
2. Artikel 1, med undtagelse af nr. 1, litra c), og artikel 2, nr. 2, 3 og 4, anvendes fra den 1. januar 1984.
3. Artikel 1, nr. 1, litra c), anvendes fra den 1. januar 1985.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne
Formand

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(84) 756 τελικό

Βρυξέλλες, 9 Ιανουαρίου 1985

ΠΡΟΤΑΣΗ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71.

(υποβληθείσα από την Επιτροπή στο Συμβούλιο)

COM(84) 756 τελικό

ΕΠΕΞΗΓΗΜΑΤΙΚΟ ΜΝΗΜΟΝΙΟ

της προτάσεως για Κανονισμό του Συμβουλίου περί τροποποίησης του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ. 1408/71.

ΕΙΣΑΓΩΓΗ

Ο Κανονισμός (ΕΟΚ) αρ.1408/71 της 14ης Ιουνίου 1971 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας, και ο Κανονισμός (ΕΟΚ) αρ.574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του προαναφερθέντος Κανονισμού, άρχισαν να ισχύουν από την 1η Οκτωβρίου 1971, αν και μέχρι την 1η Ιουλίου 1982 δεν έγινε η επέκταση της ισχύος αυτών των Κανονισμών στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους.

Ο Κανονισμός (ΕΟΚ) αρ.2001/83 της 2ας Ιουνίου 1983 συμπλήρωσε και παγιοποίησε αμφοτέρους τους Κανονισμούς (ΕΟΚ) αρ.1408/71 και αρ.574/72 σε ένα ενιαίο και αυθεντικό κείμενο, το οποίο άρχισε να ισχύει από την 1η Ιουλίου 1982, συμπίπτοντας με αυτό τον τρόπο με την ημερομηνία της επεκτάσεως της ισχύος στους μη μισθωτούς.

Από την ημερομηνία που άρχισαν να ισχύουν οι Κανονισμοί 1408/71 και 574/72 στην συμπληρωμένη και παγιοποιημένη μορφή τους, σημειώθηκαν ορισμένες αλλαγές στις νομοθεσίες Κρατών Μελών, οι συνέπειες των οποίων πρέπει να ληφθούν υπόψη από τους Κανονισμούς της Κοινότητας, ώστε να διασφαλισθούν τα δικαιώματα των εργαζομένων που διακινούνται εντός της Κοινότητας.

Επί πλέον καθίσταται αναγκαίο να τροποποιηθεί ένας αριθμός από τις παρούσες διατάξεις λόγω των ενδείξεων για μη ικανοποιητική λειτουργία των διατάξεων αυτών, οι οποίες απεκομίσθηκαν από την πείρα που αποκτήθηκε από την εφαρμογή τους. Οι τροποποιήσεις περιλαμβάνουν εκείνες που απορρέουν από την κατάργηση των συντάξεων χηρείας στη Δανία· την διπλή υποχρέωση που επιβλήθηκε στους Έλληνες δασκάλους που απασχολούνται προσωρινά στην Γερμανία, να καταβάλλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης καθώς και την ορθολογική σύνταξη των Κανόνων περί σωρεύσεως οικογενειακών παροχών.

Επίσης, η πρόταση περιλαμβάνει ορισμένες δευτερεύουσες τροποποιήσεις παρεπομένου ή διοικητικού χαρακτήρα.

ΑΡΘΡΟ 1

Τροποποιήσεις του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.1408/71

1. Τροποποιήσεις του Παραρτήματος VI.

(α) Τροποποιήσεις του Τμήματος Β. Δανία.

Η Δανική νομοθεσία περί συντάξεων τροποποιήθηκε από την 1η Ιανουαρίου 1984 με σκοπό να απλουστεύσει μεταξύ άλλων πραγμάτων το σύστημα χορηγήσεως πρόωρων συντάξεων στους έχοντες ηλικία άνω των 50 ετών, καθώς και να καθιερώσει την ίση μεταχείριση μεταξύ ανδρών και γυναικών.

Οι τροποποιήσεις έχουν τις ακόλουθες συνέπειες:

- την κατάργηση της συντάξεως χηρείας για τις γυναίκες σ' αυτό το Κράτος Μέλος· (στη Δανία δεν υπάρχει σύνταξη χηρείας για τους άνδρες)·
- την κατάργηση των νομοθεσιών δυνάμει των οποίων λαμβάνονται υπόψη για τον υπολογισμό της συντάξεως της χήρας οι περίοδοι κατοικίας που συμπληρώθηκαν από τον αποθανόντα σύζυγο. Από την 1η Ιανουαρίου 1984 οι συντάξεις πρέπει να υπολογίζονται μόνο βάσει του συνόλου των περιόδων κατοικίας που συμπληρώθηκαν από την επιζούσα σύζυγο·
- η θέσπιση της νομοθεσίας που προβλέπει την χορήγηση πρόωρου συντάξεως, υπό τους όρους που αφορούν την υγεία και την οικονομική κατάσταση του αιτούντος, στους έχοντες ηλικία άνω των 50 ετών, βάσει των περιόδων κατοικίας που συμπληρώθηκαν από τον αιτούντα.

Οι τροποποιήσεις που περιλαμβάνονται στην παρούσα πρόταση έχουν δύο στόχους:

- (i) την παραμέριση του όρου της κατοικίας που επιβάλλει η Δανική νομοθεσία για την διεκδίκηση συντάξεως από τους μισθωτούς ή μη μισθωτούς στην Δανία, ή από τους επιζώντες αυτών οι οποίοι κατοικούν σε άλλο Κράτος Μέλος, ώστε αυτοί να αποκτήσουν το δικαίωμα αυτής της συντάξεως.

(ii) την διασφάλιση των δικαιωμάτων που παραχωρούνται από την ειδική διάταξη του Παραρτήματος VI του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.1408/71 στις επιζούσες συζύγους μισθωτών ή μη μισθωτών που δεν έχουν κατοικήσει ποτέ στη Δανία ή έχουν κατοικήσει για περιόδους μικρότερες από εκείνες του αποθανόντος συζύγου. Η διάταξη αυτή πριν την θέσπιση της νέας Δανικής νομοθεσίας επέτρεπε να λαμβάνονται υπόψη οι περίοδοι μισθωτής ή μη μισθωτής απασχολήσεως που συμπληρώθηκαν από τον αποθανόντα σύζυγο σ' αυτό το Κράτος Μέλος, για την γένεση δικαιώματος στη σύνταξη αυτή. Ελλείψει της τροποποίησης αυτής θα υπήρχε κίνδυνος οι επιζούσες σύζυγοι να χάσουν όλο ή μέρος του δικαιώματος αυτής της συντάξεως.

Η τροποποίηση που αφορά τον πρώτο στόχο (Άρθρο 1, σημείο 1, στοιχείο α της προτάσεως) είναι αυτεξήγητη.

Για να επιτευχθεί ο δεύτερος στόχος, η προτεινόμενη τροπολογία απαιτεί από τη Δανική νομοθεσία να θεωρεί τις περιόδους μισθωτής ή μη μισθωτής απασχολήσεως, που συμπληρώθηκαν από τον θανόντα στη Δανία πριν την 1η Ιανουαρίου 1984, ως περιόδους κατοικίας που πραγματοποιήθηκαν από την επιζούσα σύζυγο με σκοπό την γένεση δικαιώματος συντάξεως. Αποτέλεσμα της τροποποίησης αυτής, η οποία εκφράζει τις μακροπρόθεσμες προσδοκίες που λειτούργησαν ως κίνητρο για τους μισθωτούς ή μη μισθωτούς που θίγονται από την αλλαγή στη Δανική νομοθεσία όσον αφορά την ύπαρξη ενδεχομένου δικαιώματος συντάξεως χηρείας, είναι η διατήρηση των δικαιωμάτων αυτών σαν έχουν κτηθεί πριν από την ημερομηνία της αλλαγής, παρόλο που αυτό το δικαίωμα δεν προβλέπεται πλέον από τη νομοθεσία της Δανίας.

Οι μεθοριακοί ή οι εποχιακά εργαζόμενοι θεωρήθηκαν ότι δικαιούνται ειδική προσοχή όσον αφορά τα προηγούμενα, διότι έχουν τις μεγαλύτερες πιθανότητες να θιγούν από τη νέα Δανική νομοθεσία. Για τον λόγο αυτό, ακόμα και οι περίοδοι μισθωτής ή μη μισθωτής απασχολήσεως που συμπληρώθηκαν στη Δανία πριν από την 1η Ιανουαρίου 1984, θεωρούνται ως περίοδοι κατοικίας που συμπληρώθηκαν στη Δανία από την επιζούσα σύζυγο για την γένεση δικαιώματος συντάξεως.

Για να προληφθεί η σώρευση δικαιωμάτων παροχών δεν λαμβάνονται υπόψη οι περίοδοι κατοικίας που συμπίπτουν με περιόδους που υπολογίσθηκαν για την χορήγηση συντάξεως στην επιζούσα σύζυγο δυνάμει της νομοθεσίας άλλου Κράτους Μέλους ή με περιόδους κατά τις οποίες αυτός ή αυτή ελάμβανε σύνταξη ενός προσδιορισμένου ποσού σύμφωνα με την ανωτέρω νομοθεσία.

(β) Τροποποίηση του Τμήματος Γ. Γερμανία

Οι Έλληνες δάσκαλοι που ασκούσαν προσωρινά την επαγγελματική τους δραστηριότητα στην Γερμανία, έχουν υποχρεωθεί να καταβάλλουν εισφορές και στο ειδικό σύστημα ασφαλίσεως για τους δημοσίους υπαλλήλους στην Ελλάδα και στο γενικό σύστημα ασφαλίσεως για τους μισθωτούς στην Γερμανία. Αυτοί εις το εξής απαλλάσσονται από την υποχρέωση να ασφαρίζονται υποχρεωτικά στην Γερμανία κατά τις περιόδους αυτές και επίσης τους παρέχεται η ευχέρεια να διεκδικήσουν την απόδοση των εισφορών που κατεβλήθησαν υπ' αυτές τις συνθήκες στο Γερμανικό σύστημα συνταξιοδοτήσεως, στο παρελθόν, υπό τον όρο ότι η υπαγωγή τους στο σύστημα αυτό έληξε μετά την 31η Δεκεμβρίου 1978.

Η τροποποίηση που προτείνεται παρέχει την δυνατότητα στους Γερμανικούς φορείς να καταβάλλουν αυτές τις αποδόσεις.

(γ) Τροποποίηση του Τμήματος Ε. Ελλάς

Η νέα Ελληνική νομοθεσία περί προαιρετικής υπαγωγής στο Ελληνικό σύστημα ασφαλίσεως για συντάξεις σχεδιάσθηκε έτσι, ώστε οι Έλληνες υπήκοοι και οι ξένοι υπήκοοι Ελληνικής καταγωγής να έχουν το δικαίωμα καταβολής προαιρετικών εισφορών στο σύστημα αυτό, υπό τον όρο ότι πληρούνται ορισμένες άλλες προϋποθέσεις.

Το Άρθρο 9 του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.1408/71 ορίζει, ότι οι προϋποθέσεις της κατοικίας, βάσει των οποίων γεννάται δικαίωμα υπαγωγής στο σύστημα αυτό, δεν δύναται να εφαρμοσθούν στους υπηκόους άλλων Κρατών Μελών, υπό την προϋπόθεση ότι αυτοί έχουν υπαχθεί στη νομοθεσία του ενδιαφερόμενου Κράτους Μέλους σε κάποιο χρονικό διάστημα της εργάσιμης ζωής τους.

Οι διατάξεις που θεσπίζονται από αυτό το πρόσθετο σημείο εκφράζουν αυτή την αρχή, με τον ορισμό του τρόπου εφαρμογής στα πρόσωπα που εμπίπτουν στο πεδίο εφαρμογής του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ. 1408/71.

(δ) Τροποποιήσεις του Τμήματος Ι. Ηνωμένο Βασίλειο

(i) Σημείο 2

Σύμφωνα με τη νομοθεσία του Ηνωμένου Βασιλείου επιτρέπεται σε μια παντρεμένη γυναίκα ή σε μια πρώην παντρεμένη γυναίκα, εφόσον υφίστανται πιο ευνοϊκές για αυτήν προϋποθέσεις, να συμπεριλάβει στον υπολογισμό της συντάξεώς της το ασφαλιστικό παρελθόν του συζύγου της ή του πρώην συζύγου της. Η διάταξη που υπάρχει στο Παράρτημα VI εξασφάλιζε την παροχή αυτής της διευκόλυνσεως στους συζύγους που είχαν ασκήσει μισθωτή ή μη μισθωτή απασχόληση σε περισσότερα από ένα Κράτη Μέλη.

Τροποποιήσεις της νομοθεσίας του Ηνωμένου Βασιλείου έχουν επεκτείνει το πεδίο εφαρμογής αυτών των διατάξεων, ώστε να παρέχεται η δυνατότητα, σε ορισμένες περιπτώσεις, στον πρώην σύζυγο να αντικαθιστά το ασφαλιστικό του παρελθόν με εκείνο της συζύγου του, εφόσον υπάρχουν πιο ευνοϊκές προϋποθέσεις. Οι υπάρχουσες διατάξεις χρειάζεται να τροποποιηθούν, ώστε να εκφράζουν αυτήν την επέκταση.

Επίσης, έχει ληφθεί η ευκαιρία να βελτιωθεί η διατύπωση της σχετικής παραγράφου.

(ii) Σημείο 13

Από την 6η Απριλίου 1975 θεσπίσθηκε στη νομοθεσία του Ηνωμένου Βασιλείου ο όρος "παράγοντες αποδοχές" για τον υπολογισμό των εισφορών που πρέπει να καταβάλλονται, ώστε να πληρούνται οι προϋποθέσεις δικαιώματος συντάξεως γήρατος. Η υποχρέωση της καταβολής εισφορών εξαρτάται από τις αντίστοιχες αποδοχές και οι τελικοί υπολογισμοί, βάσει των οποίων υπολογίζεται το ποσό της συντάξεως γήρατος ενός προσώπου, βασίζονται σε συντελεστές που συνάγονται βάσει των πραγματικών αποδοχών. Εφόσον οι φορείς του Ηνωμένου Βασιλείου υποχρεούνται να λάβουν υπόψη τους περιόδους ασφαλίσεως που πραγματοποιήθηκαν μετά την 6η Απριλίου, αποκλειστικά σε Κράτος Μέλος άλλο από το Ηνωμένο Βασίλειο, η παρούσα διάταξη του Παραρτήματος VI του Κανονισμού προβλέπει διαδικασία μετατροπής των περιόδων αυτών σε "παράγοντες : αποδοχές", οι οποίοι δύναται να χρησιμοποιηθούν στους υπολογισμούς που αναφέρονται προηγουμένως. Αυτή η διαδικασία προβλέπει ότι για κάθε εβδομάδα ασφαλίσεως ένα πρόσωπο θεωρείται ότι λαμβάνει ένα σταθερό ποσοστό του μεγίστου ποσοστού αποδοχών, που ορίζεται από τη νομοθεσία, για να υπολογισθούν οι εισφορές που υποχρεούται να καταβάλλει.

Ενώ ο αριθμός που βγαίνει από την διαδικασία αυτή δίδει μια ρεαλιστική εικόνα της αξίας των περιόδων ασφαλίσεως, όταν υπολογίζεται το θεωρητικό ποσό της συντάξεως σύμφωνα με το Άρθρο 46, σημείο (2), στοιχείο α του Κανονισμού, ο ίδιος αριθμός έχει πασιφανώς εσφαλμένα αποτελέσματα όταν υπολογίζεται η κατά αναλογία σύνταξη στο Ηνωμένο Βασίλειο, σύμφωνα με το Άρθρο 46, σημείο 2, στοιχείο β του Κανονισμού. Η πρόσθετη διάταξη που προτείνεται τροπολογεί τις διατάξεις που υπάρχουν, ώστε να επιτευχθεί ένα πιο ακριβές και πιο δίκαιο αποτέλεσμα από αυτό που επιτυγχάνεται τώρα.

2. Τροποποίηση του Παραρτήματος VII.

Η Ελληνική νομοθεσία απαιτεί σε πρόσωπα ορισμένων επαγγελμάτων που ασκούν μη μισθωτή δραστηριότητα στην Ελλάδα να υπαχθούν υποχρεωτικά σε ειδικό σύστημα ασφαλίσεως για συντάξεις, κατά παρέκκλιση της συγχρόνου υπαγωγής τους σε σύστημα ασφαλίσεως μισθωτών ενός άλλου Κράτους Μέλους.

Το Παράρτημα VII απαριθμεί τις περιπτώσεις εκείνες, όπου κατ'εξαίρεσιν του γενικού κανόνα ένα πρόσωπο δύναται να υπαχθεί στη νομοθεσία κοινωνικής ασφαλίσεως δύο Κρατών Μελών. Επειδή αυτές οι εξαιρέσεις οφείλουν να είναι όσο το δυνατόν περιορισμένες τόσο σε αριθμό όσο και σε έκταση, το σημείο 6 αυτού του Άρθρου, το οποίο αναφέρεται στους μη μισθωτούς που ασκούν επαγγελματική δραστηριότητα στην Ελλάδα και μισθωτή δραστηριότητα σε άλλο Κράτος Μέλος, πρέπει να τροποποιηθεί, ώστε να περιορίζει την εξαίρεση για τους μη μισθωτούς μόνο στην περίπτωση ασφαλίσεως για σύνταξη.

ΑΡΘΡΟ 2

1. Τροποποίηση του Άρθρου 10, σημείο (1) του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.574/72

Το Άρθρο 12 του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.1408/71 ("του Κανονισμού") ενσωματώνει την γενική αρχή που αφορά τη σώρευση δικαιωμάτων παροχών που θα μπορούσε να παρουσιασθεί από την εφαρμογή του Κανονισμού· η αρχή αυτή ορίζει ότι ο Κανονισμός δεν δύναται ούτε να θεμελιώνει ούτε να διατηρεί δικαίωμα σε παροχές ιδίου είδους κατά τη διάρκεια μιας και ιδίας περιόδου υποχρεωτικής ασφάλισης.

Το Άρθρο 76 του Κανονισμού και το Άρθρο 10 του Κανονισμού 574/72 περιλαμβάνουν συγκεκριμένες διατάξεις, το αντικείμενο των οποίων είναι να προληφθεί η σώρευση δικαιωμάτων οικογενειακών παροχών ή επιδομάτων, εφόσον αυτά τα δικαιώματα γεννώνται ταυτοχρόνως λόγω της εφαρμογής του Κανονισμού 1408/71, όσον αφορά την ίδια περίοδο και το ίδιο μέλος της οικογενείας, για τους μισθωτούς ή μη μισθωτούς σε περισσότερα από ένα Κράτη Μέλη.

Το Άρθρο 73, σημείο 1 του Κανονισμού ορίζει ότι μισθωτός δικαιούται οικογενειακών παροχών σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους Μέλους που χορηγεί αυτές τις παροχές για τα μέλη της οικογενείας του που κατοικούν σε άλλο Κράτος Μέλος, σα να κατοικούσαν τα μέλη αυτά στο έδαφος του πρώτου Κράτους Μέλους.

Το Άρθρο 1, στοιχείο (στ) του Κανονισμού ορίζει ευρέως, ότι μέλος της οικογενείας νοείται πρόσωπο το οποίο ορίζεται ως μέλος της οικογενείας από τη νομοθεσία δυνάμει της οποίας χορηγούνται οι παροχές.

Παρόμοιες διατάξεις, αν και όχι ίδιες, με το Άρθρο 73, σημείο 1 περιλαμβάνονται στο Άρθρο 74 για τους άνεργους, ενώ πιο σύνθετες διατάξεις στα Άρθρα 74 και 78 του Κανονισμού ασχολούνται με το δικαίωμα οικογενειακών παροχών και επιδομάτων σε συνταξιούχους και σε ορφανά.

Αποτέλεσμα της εφαρμογής των διατάξεων αυτών είναι να γεννάται δικαίωμα παροχών και στο Κράτος Μέλος όπου ασκείται η απασχόληση και στο Κράτος Μέλος όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας.

Οι κανόνες που αφορούν την πρόληψη σωρεύσεως δικαιωμάτων ορίζουν ένα σύστημα προτεραιότητας, η οποία δίδεται καταρχήν στα δικαιώματα που γεννώνται λόγω απασχολήσεως είτε σύγχρονης είτε του παρελθόντος (δηλαδή τα δικαιώματα που γεννώνται δυνάμει των Άρθρων 73, 74, 77 ή 78 του Κανονισμού) και η οποία συνεπάγεται την ταυτόχρονη αναστολή των αντιστοίχων δικαιωμάτων στο Κράτος Μέλος στο έδαφος του οποίου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας.

Στην περίπτωση όμως που ασκείται επαγγελματική δραστηριότητα σε αμφότερα τα Κράτη Μέλη, η προτεραιότητα δίδεται στα δικαιώματα που γεννώνται στο Κράτος Μέλος, στο έδαφος του οποίου κατοικεί το μέλος της οικογενείας που αναφέρεται στα αντίστοιχα άρθρα.

Το Άρθρο 76 του Κανονισμού προβλέπει συγκεκριμένα τις περιπτώσεις στις οποίες η εθνική νομοθεσία εξαρτά την γέννηση δικαιώματος οικογενειακών παροχών από την άσκηση μισθωτής δραστηριότητας, αν και δεν είναι αναγκαίο αυτή να ασκείται από τον δικαιούχο παροχών. Εφόσον γεννάται αυτό το δικαίωμα στο κράτος έδαφος όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας (απασχόληση υπάρχει εξ ορισμού στο Κράτος Μέλος, του οποίου η νομοθεσία αναφέρεται στο Άρθρο 73, σημείο 1) το δικαίωμα που παραχωρείται δυνάμει του Άρθρου 73, σημείο 1 αναστέλλεται. Είναι αξιοσημείωτο ότι οι διατάξεις του άρθρου αυτού, που αναφέρονται στην άσκηση επαγγελματικής δραστηριότητας, δεν περιλαμβάνουν όρους που αφορούν την οικογενειακή κατάσταση (*status familiae*) του προσώπου το οποίο ασκεί την δραστηριότητα ή του δικαιούχου της παροχής.

Τα ανωτέρω εκφράζουν το γεγονός ότι οι νομοθεσίες που αναφέρονται στο άρθρο αυτό, εξαρτούσαν την γέννηση δικαιώματος από τον όρο ότι έπρεπε ο (η) δικαιούχος ή ο σύζυγός της ή η σύζυγός του να εργάζονται.

Εξ άλλου το Άρθρο 10 του Κανονισμού 574/72 θεσπίσθηκε για να ληφθούν υπόψη νομοθεσίες που είναι διαφορετικού χαρακτήρα από αυτές που προβλέπει το Άρθρο 76* δηλαδή τις νομοθεσίες οι οποίες δεν εξαρτούσαν έμμεσα ή άμεσα την γέννηση δικαιώματος παροχών από την απασχόληση. Κατά γενικό κανόνα οι αντίστοιχες νομοθεσίες εξαρτούσαν την γέννηση δικαιώματος παροχών από την κατοικία. Κατά συνέπεια για να επιτευχθεί αληθινή συμμόρφωση προς το Άρθρο 76 θεωρήθηκε αναγκαίο να ορισθούν με το Άρθρο 10 προϋποθέσεις οι οποίες προλάμβαναν την προτεραιότητα μεταφοράς των δικαιωμάτων στο Κράτος Μέλος όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας, εκτός εάν στο Κράτος Μέλος αυτό γινόταν άσκηση επαγγελματικής δραστηριότητας.

Το Άρθρο 10, σημείο 1 όμως προχώρησε εμφανώς περισσότερο από το Άρθρο 76 ως προς το ότι επιτρέπεται η μετάθεση της προτεραιότητας στο Κράτος Μέλος όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας, μόνο στην περίπτωση που έχει ασκηθεί επαγγελματική δραστηριότητα από την σύζυγο του προσώπου που ορίζουν τα Άρθρα 73, σημείοι και 74, ανεξάρτητα από το αν η σύζυγος ήταν ή όχι δικαιούχος της παροχής που προκαλούσε τη σώρευση.

Σε ορισμένες περιπτώσεις, οι διατάξεις του άρθρου αυτού λειτουργούν με καταφανώς άδικο τρόπο ως προς την αναστολή του δικαιώματος παροχών στο Κράτος Μέλος όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας. Χαρακτηριστικό παράδειγμα των ανωτέρω αποτελεί μία υπόθεση του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου, η οποία εκδικάσθηκε το 1982 (υπόθεση 149/82 ROBARDS εναντίον του προέδρου του Οργανισμού Ασφαλίσεως).

Η υπόθεση είχε ως αντικείμενο την περίπτωση μιας γυναίκας για την οποία ο ασφαλιστικός φορέας του Ηνωμένου Βασιλείου αποφάσισε ότι οι διατάξεις του Άρθρου 10, σημείο (1) δύναται να λειτουργήσουν ευνοϊκά γι' αυτήν όσο διάστημα παρέμενε παντρεμένη με τον διακινούμενο εργαζόμενο στον οποίον παραχωρήθηκαν δικαιώματα δυνάμει του Άρθρου 73, αλλά θα έπαυαν να λειτουργούν ευνοϊκά στην περίπτωση λύσεως του γάμου τους με διαζύγιο. Αυτό φανέρωσε την αιτιώδη σχέση που υπάρχει μεταξύ της προτεραιότητας και της οικογενειακής καταστάσεως (*status familiae*) του προσώπου που ασκεί επαγγελματική δραστηριότητα, καθώς και την αδικία που θα μπορούσε να προκληθεί συγκεκριμένα σε αυτές τις περιπτώσεις (στην υπόθεση αυτή η περίπτωση μιας πρώην συζύγου) κατά τις οποίες πρέπει το δικαίωμα παροχής να παραμένει σε κάθε περίπτωση στο Κράτος Μέλος, όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας. Στην υπόθεση αυτή, το Δικαστήριο αποφάσισε ότι η έννοια της λέξεως "σύζυγος" καλύπτει και την έννοια πρώην σύζυγος, αλλά η ερμηνεία αυτή έπρεπε να περιορισθεί στην υπόθεση που εκδικαζόταν στο εθνικό δικαστήριο. Άλλα προβλήματα που θα απέρρεαν από την εφαρμογή των διατάξεων του Άρθρου 10 θα έπρεπε να αντιμετωπισθούν κατά τις διατάξεις της νομοθεσίας.

Οι τροποποιήσεις που προτείνονται λαμβάνουν υπόψη την απόφαση του Δικαστηρίου στην υπόθεση ROBARDS και πράγματι προχωρούν ακόμη περισσότερο με στόχο την διόρθωση των ελλείψεων του Άρθρου 10, σημείο 1, αφαιρώντας κάθε αναφορά στην οικογενειακή κατάσταση (*status familiae*) του προσώπου που ασκεί επαγγελματική δραστηριότητα ή του προσώπου για το οποίο λειτουργεί ο κανών της προτεραιότητας. Οι νέες διατάξεις έχουν ως στόχο να λειτουργήσουν έτσι ώστε να αναστέλλονται τα δικαιώματα που παραχωρούνται σύμφωνα με τα Άρθρα 73 ή 74 σε κάθε περίπτωση που ασκείται η επαγγελματική δραστηριότητα στο έδαφος του Κράτους Μέλους, όπου κατοικούν τα μέλη της οικογενείας, είτε από τον δικαιούχο της σωρευτικής παροχής είτε από το πρόσωπο στο οποίο οι παροχές αυτές οφείλονται.

Στην περίπτωση των παροχών που χορηγούνται σύμφωνα με τα Άρθρα 77 ή 78, οι παροχές αυτές αναστέλλονται εφόσον η επαγγελματική δραστηριότητα ασκείται είτε από τον δικαιούχο σωρευτικών παροχών είτε από το πρόσωπο στο οποίο ή για το οποίο καταβάλλονται.

Επίσης, θεσπίσθηκε ένας μεγάλος αριθμός τροποποιήσεων για λόγους σαφήνειας.

2. Τροποποιήσεις των Παραρτημάτων 2,3 και 4 στο Τμήμα Β. Δανία, του Κανονισμού (ΕΟΚ) αρ.574/72.

Οι τροποποιήσεις αυτές αποτελούν καθαρές αναπροσαρμογές στα κείμενα, οι οποίες απορρέουν από την θέσπιση της νέας νομοθεσίας περί συντάξεων και την κατάργηση της συντάξεως χρείας.

3. Τροποποιήσεις του Παραρτήματος 9 του Κανονισμού 574/72

(α) Τροποποίηση του Τμήματος Α. Βέλγιο

Το Παράρτημα 9, τμήμα Α. Βέλγιο του Κανονισμού 574/72 ορίζει ότι πρέπει να λαμβάνεται υπόψη το γενικό σύστημα κοινωνικών ασφαλίσεων κατά τον υπολογισμό του ετήσιου κόστους των παροχών σε είδος.

Σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 35, σημείο 2 του Κανονισμού 1408/71 και του Παραρτήματος II του Κανονισμού 574/72 οι οποίες συμπεριλήφθηκαν στους κανονισμούς όταν αυτοί επεκτάθηκαν στους μη μισθωτούς, όταν χορηγούνται παροχές στο Βελγικό έδαφος είτε ως κράτος διαμονής είτε ως κράτος κατοικίας, σε ασφαλισμένους οι οποίοι υπάγονται σε ειδικό σύστημα ασφαλίσεως μη μισθωτών ενός άλλου Κράτους Μέλους που αναφέρεται στο Παράρτημα II, και χορηγεί λιγότερο ευνοϊκές παροχές σε είδος από αυτές που χορηγούνται στους μισθωτούς, αυτοί οι ασφαλισμένοι λαμβάνουν στο Βέλγιο μόνο τις παροχές σε είδος του συστήματος ασφαλίσεως μη μισθωτών.

Η τροποποίηση που προτείνεται αποβλέπει στο να ληφθεί υπόψη αυτή η κατάσταση, ορίζοντας ότι σε αυτές τις περιπτώσεις, για την εφαρμογή των διατάξεων περί αποδόσεων των Άρθρων 94 και 95 του Κανονισμού 574/72, ο υπολογισμός του ετήσιου μέσου κόστους των παροχών σε είδος έχει ως βάση τις παροχές που χορηγούνται από το σύστημα ασφαλίσεως μη μισθωτών.

(β) Τροποποίηση του Τμήματος Δ. Γαλλία

Η τροποποίηση που προτείνεται αποβλέπει στο να αντιμετωπισθεί παρόμοια με την περιγραφόμενη στην παράγραφο (α) κατάσταση όσον αφορά την Γαλλία, όπου πρόσωπα που υπάγονται σε ειδικό σύστημα ασφαλίσεως μη μισθωτών σε Κράτος Μέλος, λαμβάνουν παροχές σε είδος που χορηγούνται από το σύστημα ασφαλίσεως ασθενείας και μητρότητας για τα μη γεωργικά επαγγέλματα.

Η τροποποίηση ορίζει ότι στις περιπτώσεις αυτές λαμβάνεται υπόψη το σύστημα ασφαλίσεως ασθενείας και μητρότητας για πρόσωπα που ασκούν μη γεωργικά επαγγέλματα στον υπολογισμό του μέσου ετησίου κόστους των παροχών σε είδος, για την εφαρμογή των διατάξεων περί αποδόσεως αυτών των παροχών των Άρθρων 94 και 95 του Κανονισμού.

4. Τροποποίηση του Παραρτήματος 10

(α) Τροποποίηση του Τμήματος Γ. Γερμανία, παράγραφος 7 περίπτωση α

Ύστερα από τροποποιήσεις του Γερμανικού Ομοσπονδιακού Νόμου περί οικογενειακών επιδομάτων δεν καταβάλλονται πλέον από τον φορέα κοινωνικών συντάξεων τα συμπληρώματα συντάξεων που αφορούν τα τέκνα συνταξιούχων. Αυτά τα συμπληρώματα καταβάλλονται τώρα από τον αρμόδιο για την καταβολή των οικογενειακών επιδομάτων φορέα.

Η προτεινόμενη τροποποίηση σχεδιάστηκε για να προβλέπεται αυτή η αλλαγή.

(β) Τροποποίηση του Τμήματος Ε. Ελλάδα

Το Παράρτημα απαριθμεί, σύμφωνα με το Άρθρο 4, σημείο 10 του Κανονισμού 574/72, τους φορείς ή τους οργανισμούς που ορίστηκαν από τις αρμόδιες αρχές, σύμφωνα με το Άρθρο 6, σημείο 1 του Κανονισμού μεταξύ άλλων (υπαγωγή στην προαιρετική συνέχιση ασφάλιση).

Η προτεινόμενη τροποποίηση συμπεριλαμβάνει στον πίνακα αυτό τον φορέα που ορίστηκε από την Ελλάδα για την εφαρμογή των προαναφερθέντων διατάξεων του Άρθρου 6, σημείο 1.

ΠΡΟΤΑΣΗ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71.

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως τα άρθρα 51 και 235,

την πρόταση της Επιτροπής που διατυπώθηκε μετά από διαβουλεύσεις με την Διοικητική Επιτροπή για την Κοινωνική Ασφάλιση των Διακινούμενων Εργαζομένων (1)

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου (2)

τη γνώμη της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής (3)

Εκτιμώντας:

ότι πρέπει να γίνουν ορισμένες τροποποιήσεις στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 (4) και στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 (5), όπως τροποποιήθηκαν τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2000/83 (6)* ότι ορισμένες από τις τροποποιήσεις αυτές είναι αποτέλεσμα των αλλαγών που σημειώθηκαν στις νομοθεσίες κοινωνικής ασφάλισης των Κρατών μελών, ενώ άλλες τροποποιήσεις είναι τεχνικού χαρακτήρα και επιβάλλονται λόγω της πείρας που αποκτήθηκε από την εφαρμογή τους,

ότι οι αλλαγές της Δανικής νομοθεσίας περί κοινωνικών συντάξεων καθιστούν αναγκαία την τροποποίηση ορισμένων διατάξεων που περιλαμβάνονται στο παράρτημα VI του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71,

ότι είναι αναγκαίο να προβλεφθεί, στο εν λόγω παράρτημα VI, διάταξη που να αντιπαραρρέχεται την προϋπόθεση της κατοικίας στη Δανία για την κτήση του δικαιώματος συντάξεως από τους μισθωτούς, τους μη μισθωτούς ή τους επιζώντες αυτών και να λαμβάνει υπόψη, υπό ορισμένες προϋποθέσεις, τις περιόδους μισθωτής ή μη μισθωτής απασχολήσεως που συμπληρώθηκαν στη Δανία από μισθωτό ή μη μισθωτό για τον υπολογισμό της συντάξεως της επιζούσης συζύγου του,

(1) ΕΕ

(2) ΕΕ

(3) ΕΕ

(4) ΕΕ L 149, 5.7.1971, σ. 2.

(5) ΕΕ L 74, 2.7.1972, σ. 1.

(6) ΕΕ L 230, 22.8.1983, σ. 6.

ότι είναι αναγκαίο να προβλεφθεί, στο εν λόγω παράρτημα VI, διάταξη που να παρέχει τη δυνατότητα στους Γερμανικούς φορείς να επιστρέψουν τις εισφορές για ασφάλιση συντάξεως τις οποίες κατέβαλαν Έλληνες δάσκαλοι που ήταν συγχρόνως ασφαλισμένοι και στην Γερμανία και στην Ελλάδα,

ότι η νέα νομοθεσία της Ελλάδος σε θέματα προαιρετικών συστημάτων ασφαλίσεως καθιστά αναγκαίο να προβλεφθεί, στο εν λόγω παράρτημα VI, η ενσωμάτωση της ειδικής διαδικασίας για την εφαρμογή της νομοθεσίας αυτής καθώς και των προϋποθέσεων που πρέπει να πληρούν υπήκοοι άλλων Κρατών μελών εκτός της Ελλάδος ώστε να δικαιούνται παροχές ασφαλίσεως,

ότι πρέπει να τροποποιηθούν οι διατάξεις του εν λόγω παραρτήματος VI που αφορούν τη νομοθεσία του Ηνωμένου Βασιλείου, η οποία επιτρέπει στις συζύγους ή τις πρώην συζύγους να αντικαθιστούν τις περιόδους της δικής τους ασφαλίσεως με εκείνες των συζύγων ή των πρώην συζύγων, που παρέχουν σε αυτές ευνοϊκότερες προϋποθέσεις, ώστε να λαμβάνεται υπόψη η επέκταση του δικαιώματος αυτού, σε ορισμένες περιπτώσεις, και στους πρώην συζύγους όσον αφορά τις περιόδους ασφαλίσεως των πρώην συζύγων τους και να διορθωθούν ορισμένες ανακρίβειες στη διατύπωση του υφιστάμενου κειμένου,

ότι η αλληλεπίδραση μεταξύ της νομοθεσίας του Ηνωμένου Βασιλείου που αφορά τον υπολογισμό των συντάξεων γήρατος και των διατάξεων του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 που αφορούν τον συνυπολογισμό των περιόδων ασφαλίσεως, απασχολήσεως ή κατοικίας που συμπληρώθηκαν σε άλλα Κράτη μέλη, στις περιπτώσεις που, μετά τις 6 Απριλίου 1975, αυτές οι περίοδοι συμπληρώθηκαν σε άλλα εκτός του Ηνωμένου Βασιλείου Κράτη μέλη παράγει, σε συνδυασμό με τις ειδικές διατάξεις που περιλαμβάνονται στο παράρτημα VI, ανώμαλα και άνισα αποτελέσματα,

ότι καθίσταται, κατά συνέπεια, αναγκαίο να θεσπισθεί συμπληρωματική διάταξη στο εν λόγω παράρτημα VI σχετικά με τον ειδικό τρόπο εφαρμογής της εν λόγω νομοθεσίας ώστε να διορθωθούν τα αποτελέσματα που αναφέρονται ανωτέρω,

ότι οι περιπτώσεις που άτομο υπάγεται ταυτόχρονα στη νομοθεσία δύο Κρατών μελών κατ'εξαίρεση του γενικού κανόνα, πρέπει να είναι όσο το δυνατό περιορισμένες και σε αριθμό και σε έκταση,

ότι η διατύπωση του σημείου 6 του παραρτήματος VII, το οποίο απαριθμεί τις περιπτώσεις κατά τις οποίες επιτρέπονται αυτές οι εξαιρέσεις, όσον αφορά την άσκηση μη μισθωτής δραστηριότητας στην Ελλάδα, είναι χωρίς λόγο ευρεία και πρέπει να γίνει πιο συγκεκριμένη, ούτως ώστε να εκφράζεται το γεγονός ότι το μόνο σύστημα στο οποίο πρέπει υποχρεωτικώς να υπαχθούν στην Ελλάδα μη μισθωτοί, οι οποίοι υπάγονται συγχρόνως σε σύστημα ασφαλίσεως για μισθωτούς άλλου Κράτους μέλους, είναι το σύστημα ασφαλίσεως για σύνταξη γήρατος,

ότι το σημείο 6 του παραρτήματος VII πρέπει να τροποποιηθεί ανάλογα,

ότι η κτηθείσα πείρα από την εφαρμογή των κανονισμών (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 και αριθ. 574/72 έχει φανερώσει την ανάγκη να βελτιωθούν οι διατάξεις περί σωρευσεως δικαιωμάτων οικογενειακών παροχών ή επιδομάτων του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 574/72,

ότι ο κανόνας που διατυπώνεται στο άρθρο 10 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 ο οποίος προβλέπει ότι το δικαίωμα παροχών που γεννάται βάσει της νομοθεσίας του Κράτους Μέλους στο έδαφος του οποίου κατοικούν τα τέκνα, ισχύει μόνον όταν το άτομο που ασκεί επαγγελματική δραστηριότητα και κατοικεί εντός του Κράτους Μέλους το οποίο ενεργοποιεί την μεταβίβαση της προτεραιότητας είναι ο σύζυγος ή η σύζυγος του μισθωτού ή του πρώην μισθωτού, χωρίς να λαμβάνεται υπόψη εάν ο σύζυγος ή η σύζυγος δικαιούνται ή όχι της παροχής,

ότι αυτές οι διατάξεις έχουν θεωρηθεί ότι λειτουργούν με άδικο τρόπο στις περιπτώσεις κατά τις οποίες ο δικαιούχος παροχής που ασκεί επαγγελματική δραστηριότητα δεν υπήρξε ή έπαψε να είναι σύζυγος του μισθωτού ή του πρώην μισθωτού και ότι κατά συνέπεια, θα πρέπει να τροποποιηθούν για να διορθωθεί αυτή η ανωμαλία,

ότι είναι αναγκαίο να τροποποιηθεί σε ορισμένα μέρη το κείμενο των παραρτημάτων 2, 3 και 4 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 εξαιτίας των προαναφερόμενων αλλαγών στη νομοθεσία της Δανίας,

ότι είναι αναγκαίο να τροποποιηθεί το παράρτημα 9 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 ώστε να ληφθεί υπόψη η επέκταση της εφαρμογής των κανονισμών (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 και αριθ. 574/72 στους μη μισθωτούς για τον υπολογισμό του μέσου ετησίου κόστους των παροχών σε είδος,

ότι είναι αναγκαίο να τροποποιηθεί το παράρτημα 10 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 κατόπιν των αλλαγών στον ορισμό του αρμόδιου φορέα που καταβάλλει συμπλήρωμα συντάξεων για τα εξαρτώμενα τέκνα των συνταξιούχων στη Γερμανία,

ότι είναι αναγκαίο να προβλεφθεί, στο εν λόγω παράρτημα 10, διάταξη που να προσδιορίζει τον αρμόδιο φορέα του συστήματος προαιρετικής συνεχίσεως της ασφάλισης στην Ελλάδα, εφόσον πληρούνται οι απαιτούμενες προϋποθέσεις για την υπαγωγή ασφαλισμένων σε περισσότερα από ένα συστήματα ασφάλισης,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

ΑΡΘΡΟ 1

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 τροποποιείται ως εξής :

(1) Παράρτημα VI.

(α) Στο τμήμα Β. ΔΑΝΙΑ :

(i) Το σημείο 3 αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :

- "3.(α) Οι διατάξεις της νομοθεσίας της Δανίας περί κοινωνικών συντάξεων, οι οποίες ορίζουν ότι το δικαίωμα συντάξεως εξαρτάται από τον όρο της κατοικίας στη Δανία του αιτούντος, δεν ισχύουν όσον αφορά τους μισθωτούς ή τους μη μισθωτούς ή τους επιζώντες του που κατοικούν στο έδαφος άλλου Κράτους Μέλους εκτός της Δανίας.
- (β) Για τον υπολογισμό της συντάξεως, οι περίοδοι μισθωτής και μη μισθωτής απασχολήσεως που συμπληρώθηκαν στη Δανία από μεθοριακό εργαζόμενο ή εποχιακά εργαζόμενο θεωρούνται ως περίοδοι κατοικίας στη Δανία για την επιζούσα σύζυγο, εφόσον κατά τη διάρκεια αυτών των περιόδων ήταν δεσμευμένη με γάμο με τον μεθοριακό εποχιακά εργαζόμενο και δεν υπήρξε χωρισμός από τραπεζης και κοίτης ή χωρισμός εν τοις πράγμασι λόγω ασυμφωνία χαρακτήρων και εφόσον κατά τη διάρκεια αυτών των περιόδων η σύζυγος κατοικούσε στο έδαφος άλλου Κράτους Μέλους.
- (γ) Για τον υπολογισμό της συντάξεως, οι περίοδοι μισθωτής και μη μισθωτής απασχολήσεως που συμπληρώθηκαν στη Δανία πριν από την 1η Ιανουαρίου 1984, από μισθωτό ή μη μισθωτό ο οποίος δεν είναι μεθοριακός ή εποχιακά εργαζόμενος, θεωρούνται ως περίοδοι κατοικίας στη Δανία για την επιζούσα σύζυγο, εφόσον κατά τη διάρκεια αυτών των περιόδων ήταν δεσμευμένη με γάμο με τον μισθωτό ή μη μισθωτό και δεν υπήρξε χωρισμός από τραπεζης και κοίτης ή χωρισμός εν τοις πράγμασι λόγω ασυμφωνίας χαρακτήρων, και εφόσον κατά τη διάρκεια αυτών των περιόδων η σύζυγος κατοικούσε στο έδαφος άλλου Κράτους Μέλους.
- (δ) Περίοδοι που λαμβάνονται υπόψη βάσει των όρων των στοιχείων (β) και (γ) δεν υπολογίζονται εάν συμπίπτουν με τις περιόδους που λήφθηκαν υπόψη για τον υπολογισμό συντάξεως που οφείλεται στον ενδιαφερόμενο σύμφωνα με τη νομοθεσία περί υποχρεωτικής ασφάλισης άλλου Κράτους Μέλους, ή συμπίπτουν με περιόδους κατά τις οποίες ο ενδιαφερόμενος ελάμβανε σύνταξη βάσει της ανωτέρω νομοθεσίας. Οι τελευταίες περίοδοι όμως λαμβάνονται υπόψη στην περίπτωση που το ετήσιο ποσό της εν λόγω συντάξεως είναι μικρότερο από το ήμισυ του ποσού της βασικής κοινωνικής συντάξεως".

- (ii) Το σημείο 4 διαγράφεται.
- (iii) Στο σημείο 8 οι λέξεις "Συντάξεις αναπηρίας, γήρατος και χηρείας" αντικαθίστανται από τις λέξεις "Συντάξεις αναπηρίας, πρόωρες συντάξεις, συντάξεις γήρατος και συντάξεις χηρείας".
- (iv) Τα σημεία 5 και 10 επαναριθμούνται ανάλογα.

(β) Στο Τμήμα Γ. ΓΕΡΜΑΝΙΑ προστίθεται το ακόλουθο σημείο 16:

"16. Στους Έλληνες δασκάλους που είναι δημόσιοι υπάλληλοι οι οποίοι, λόγω του ότι εργάζονται σε γερμανικά σχολεία έχουν καταβάλλει υποχρεωτικές εισφορές σύμφωνα με τον Γερμανικό Νόμο πε-

ρί ασφαλίσεως για σύνταξη επιπλέον των εισφορών που κατέβαλαν στο ειδικό σύστημα ασφαλίσεως για τους δημοσίους υπαλλήλους στην Ελλάδα και οι οποίοι έπαψαν να καλύπτονται από την Γερμανική υποχρεωτική ασφάλιση μετά τις 31 Δεκεμβρίου 1978 χορηγείται, μετά από αίτηση, επιστροφή εισφορών όσον αφορά αυτές τις υποχρεωτικές εισφορές δυνάμει του Άρθρου 1303 του Νόμου περί κοινωνικής ασφαλίσεως (R.V.O.) ή του άρθρου 82 του νόμου περί ασφαλίσεως υπαλλήλων (AVG). Οι απαιτήσεις για επιστροφή των εισφορών ισχύουν εάν πραγματοποιηθούν μέσα σε ένα έτος από την ημερομηνία έναρξης ισχύος της διάταξης αυτής, ή σε διάστημα δύο ετών από την ημερομηνία που ο αιτών έπαυσε να υπάγεται σε υποχρεωτική ασφάλιση.

Το άρθρο 1303 (7) του Νόμου περί κοινωνικής ασφαλίσεως (RVO) και το Άρθρο 82 (7) του νόμου περί ασφαλίσεως υπαλλήλων (AVG) ισχύουν

μόνον όσον αφορά τις περιόδους κατά τις οποίες καταβλήθηκαν υποχρεωτικές εισφορές βάσει της Γερμανικής ασφαλίσεως συντάξεως επιπλέον των εισφορών που καταβλήθηκαν βάσει του Ελληνικού ειδικού συστήματος ασφαλίσεως των δημοσίων υπαλλήλων και όσον αφορά τις διακεκομμένες περιόδους που ακολουθούν αμέσως μετά τις περιόδους κατά τις οποίες καταβλήθηκαν αυτές οι υποχρεωτικές εισφορές".

(γ) Στο τμήμα Ε. ΕΛΛΑΣ, προστίθεται το ακόλουθο σημείο:

"3. Ο νόμος αριθ. 1469/84 περί προαιρετικής υπαγωγής στο σύστημα ασφαλίσεως για σύνταξη των Ελλήνων υπηκόων και των ξένων υπηκόων Ελληνικής καταγωγής εφαρμόζεται, σύμφωνα με τις διατάξεις που ακολουθούν, στους υπηκόους άλλων Κρατών Μελών, στους απάτριες και στους πρόσφυγες που κατοικούν στο έδαφος Κράτους Μέλους.

Με την επιφύλαξη ότι πληρούνται οι άλλοι όροι του εν λόγω νόμου, είναι δυνατόν να καταβάλλονται εισφορές :

- (α) στην περίπτωση που ο ενδιαφερόμενος διαμένει ή κατοικεί στο έδαφος Κράτους Μέλους και έχει υπαχθεί κατά το παρελθόν στο Ελληνικό Σύστημα ασφαλίσεως για σύνταξη, ή
- (β) στις περιπτώσεις που, ανεξάρτητα από τον τόπο διαμονής ή κατοικίας, ο ενδιαφερόμενος είτε έχει στο παρελθόν κατοικήσει στην Ελλάδα για δέκα, συνεχή ή μη, έτη, είτε έχει υπαχθεί υποχρεωτικά ή προαιρετικά στην Ελληνική Νομοθεσία για περίοδο 1500 ημερών".

(δ) Στο τμήμα Ι. ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ :

(i) Το σημείο 2 αντικαθίσταται από το ακόλουθο σημείο :

"2. "Εφόσον, σύμφωνα με τη νομοθεσία του Ηνωμένου Βασιλείου πρόσωπο δικαιούται συντάξεως γήρατος εάν -

(α) ληφθούν υπόψη οι εισφορές του πρώην συζύγου σαν να επρόκειτο για εισφορές του προσώπου αυτού; ή

(β) πληρούνται οι απαιτούμενες προϋποθέσεις ως προς τις εισφορές από τον σύζυγο ή πρώην σύζυγο του εν λόγω προσώπου,

τότε σε κάθε περίπτωση, εφόσον ότι ο σύζυγος ή ο πρώην σύζυγος ασκεί ή ασκούσε μισθωτή ή μη μισθωτή επαγγελματική δραστηριότητα υπαγόμενη στη νομοθεσία δύο ή περισσότερων Κρατών Μελών, οι διατάξεις του κεφαλαίου 3 του τίτλου ΙΙΙ του κανονισμού εφαρμόζονται με σκοπό τον προσδιορισμό της γενέσεως δικαιώματος δυνάμει της νομοθεσίας του Ηνωμένου Βασιλείου" στην περίπτωση αυτή, οι αναφορές του εν λόγω κεφαλαίου 3 σε "περιόδους ασφαλίσεως" ερμηνεύονται ως αναφορές σε περιόδους ασφαλίσεως που συμπληρώθηκαν από:

- (i) τον σύζυγο ή πρώην σύζυγο, στις περιπτώσεις που διεκδικούν δικαίωμα παροχών παντρεμένη γυναίκα, άνδρας που έχει χρεώσει ή πρόσωπο του οποίου ο γάμος λύθηκε με άλλο τρόπο από τον θάνατο του συζύγου, ή
- (ii) την πρώην ζύζυγο, στην περίπτωση που διεκδικεί δικαίωμα παροχών χήρα, η οποία είτε δεν ελάμβανε παροχή επιζώντος αμέσως πριν φθάσει στην συντάξιμη ηλικία είτε λαμβάνει μόνο σύνταξη χηρείας λόγω ηλικίας η οποία υπολογίζεται σύμφωνα με το Άρθρο 46 παράγραφος 2 του κανονισμού".

(ii) Στο σημείο 13, παρεμβάλλεται η ακόλουθη παράγραφος 2 μετά την παράγραφο 1 :

"2. Για την εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 46 παράγραφος 2 στοιχείο β) του κανονισμού,

- (α) εφόσον για κάθε έτος επιβολής φόρου επί του εισοδήματος που αρχίζει από ή μετά τις 6 Απριλίου 1975, μισθωτός ο οποίος είχε συμπληρώσει περιόδους ασφάλισης, απασχολήσεως ή κατοικίας αποκλειστικά σε Κράτος Μέλος άλλο από το Ηνωμένο Βασίλειο και εφόσον η εφαρμογή της παραγράφου 1 εδάφιο α) σημείο (i) έχει ως αποτέλεσμα τον υπολογισμό του έτους αυτού ως έτος γενέσεως δικαιώματος παροχών κατά την έννοια της νομοθεσίας του Ηνωμένου Βασιλείου για την εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 46 παράγραφος 2 στοιχείο α του κανονισμού, ο ενδιαφερόμενος θεωρείται ότι έχει ασφαλισθεί για διάστημα 52 εβδομάδων του έτους αυτού στο άλλο Κράτος Μέλος,
- (β) εφόσον για κάθε έτος επιβολής φόρου επί του εισοδήματος που αρχίζει από ή μετά τις 6 Απριλίου 1975 που δεν υπολογίζεται ως έτος γενέσεως δικαιώματος παροχών κατά την έννοια της νομοθεσίας του Ηνωμένου Βασιλείου για την εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 46 παράγραφος 2 στοιχείο α του κανονισμού, δεν λαμβάνονται υπόψη οι περίοδοι ασφάλισης, απασχολήσεως ή κατοικίας που συμπληρώθηκαν κατά το έτος αυτό",

και η παρούσα παράγραφος 2 γίνεται παράγραφος 3.

(2) Παράρτημα VII.

Το σημείο 6 αντικαθίσταται από το ακόλουθο σημείο :

"6. Για το σύστημα ασφάλισης για σύνταξη των μη μισθωτών εργαζομένων : στην περίπτωση που αυτός ασκεί μη μισθωτή δραστηριότητα στην Ελλάδα και μισθωτή δραστηριότητα σε άλλο Κράτος Μέλος".

ΑΡΘΡΟ 2

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 τροποποιείται ως εξής :

1. Στο άρθρο 10 η παράγραφος 1 αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :

"1. (α) Τα δικαιώματα οικογενειακών παροχών ή επιδομάτων που οφείλονται κατά τη νομοθεσία Κράτους Μέλους, σύμφωνα με την οποία τα δικαιώματα αυτά παροχών ή επιδομάτων δεν εξαρτώνται από όρους ασφαλίσεως, μισθωτής ή μη μισθωτής απασχολήσεως, αναστέλλονται όταν, κατά τη διάρκεια της ίδιας περιόδου και για το ίδιο μέλος της οικογένειας, οφείλονται παροχές κατ'εφαρμογήν των διατάξεων των άρθρων 73, 74, 77 ή 78 του κανονισμού.

(β) Στις περιπτώσεις όμως που ασκείται επαγγελματική δραστηριότητα στο έδαφος του εν λόγω Κράτους Μέλους από:

(i) τον δικαιούχο οικογενειακών παροχών ή επιδομάτων ή το πρόσωπο στο οποίο αυτές οι παροχές καταβάλλονται, εφόσον οι παροχές οφείλονται δυνάμει των άρθρων 73 ή 74 του κανονισμού, τότε τα δικαιώματα οικογενειακών παροχών ή επιδομάτων που οφείλονται δυνάμει αυτών των άρθρων αναστέλλονται και καταβάλλονται μόνο οι οικογενειακές παροχές και επιδόματα του Κράτους Μέλους όπου κατοικεί το μέλος της οικογένειας που βαρύνουν το κράτος μέλος αυτό,

(ii) τον δικαιούχο αυτών των παροχών ή το πρόσωπο στο οποίο οι παροχές καταβάλλονται, εφόσον οι παροχές οφείλονται δυνάμει των άρθρων 77 ή 78 του κανονισμού, ή το πρόσωπο στο οποίο οι παροχές καταβάλλονται στην περίπτωση που οι παροχές οφείλονται δυνάμει του άρθρου 78' στις περιπτώσεις αυτές, ο ενδιαφερόμενος δικαιούται τις οικογενειακές παροχές και επιδόματα από το Κράτος Μέλος όπου κατοικούν τα τέκνα, που βαρύνουν το Κράτος Μέλος αυτό, καθώς και, ενδεχομένως, παροχές άλλες από τα οικογενειακά επιδόματα που αναφέρονται στα άρθρα 77 και 78 του κανονισμού, που βαρύνουν το αρμόδιο Κράτος κατά την έννοια αυτών των άρθρων".

.../...

2. Το παράρτημα 2, τμήμα Β. ΔΑΝΙΑ, τροποποιείται ως εξής :

- (α) Το κείμενο στην αριστερή στήλη της παραγράφου 1 στοιχείο β σημείο (i) αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :
"παροχές που χορηγούνται δυνάμει της νομοθεσίας περί κοινωνικών συντάξεων".
- (β) Το κείμενο στην αριστερή στήλη της παραγράφου 1 στοιχείο γ σημείο (i) αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :
"συντάξεις που χορηγούνται δυνάμει της νομοθεσίας περί κοινωνικών συντάξεων".

3. Το παράρτημα 3 τμήμα Β, ΔΑΝΙΑ, τροποποιείται ως εξής :

- Το κείμενο στην αριστερή στήλη της παραγράφου 1, στοιχείο γ σημείο (i) αντικαθίσταται με το ακόλουθο κείμενο :
"συντάξεις που χορηγούνται δυνάμει της νομοθεσίας περί κοινωνικών συντάξεων".

4. Το παράρτημα 4 Τμήμα Β ΔΑΝΙΑ τροποποιείται ως εξής :

- Στο μέρος I, το κείμενο στην αριστερή στήλη της παραγράφου 2 αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :
"συντάξεις και παροχές που χορηγούνται δυνάμει της νομοθεσίας περί κοινωνικών συντάξεων".

5. Το παράρτημα 9 τροποποιείται ως εξής :

- (α) Στο τμήμα Α. ΒΕΛΓΙΟ, προστίθεται το ακόλουθο κείμενο :
"Εν τούτοις, για την εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 94 και 95 του κανονισμού εφαρμογής στις περιπτώσεις που προβλέπονται από το άρθρο 35 παράγραφος 2 του κανονισμού, λαμβάνεται υπόψη το σύστημα υποχρεωτικής ασφάλισης για την περίθαλψη της υγείας των μη μισθωτών εργαζόμενων, όταν υπολογίζεται το μέσο ετήσιο κόστος των παροχών σε είδος".
- (β) Στο τμήμα Δ ΓΑΛΛΙΑ, προστίθεται το ακόλουθο κείμενο :
"Εν τούτοις, για την εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 94 και 95 του κανονισμού εφαρμογής στις περιπτώσεις που προβλέπονται από το άρθρο 35 παράγραφος 2 του κανονισμού, λαμβάνεται υπόψη το σύστημα ασφάλισης ασθενείας και μητρότητας για τους μη μισθωτούς εργαζομένους που δεν ασκούν γεωργική επαγγελματική δραστηριότητα, όταν υπολογίζεται το μέσο ετήσιο κόστος των παροχών σε είδος".

6. Το παράρτημα 10 τροποποιείται ως εξής :

- (α) Στο τμήμα Γ. ΓΕΡΜΑΝΙΑ, το κείμενο στην αριστερή στήλη της παραγράφου 7 στοιχείο α) αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :
"Οικογενειακά επιδόματα που καταβάλλονται δυνάμει των άρθρων 77 και 78 του κανονισμού":

(β) Στο τμήμα Ε. ΕΛΛΑΣ παρεμβάλλεται η ακόλουθη παράγραφος :

"1. Για την εφαρμογή των διατάξεων
του άρθρου 6 παράγραφος 1 του
κανονισμού εφαρμογής :

ΙΔΡΥΜΑ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ
ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ (ΙΚΑ), ΑΘΗΝΑ

και οι παράγραφοι 1 έως 10 επαναριθμούνται ανάλογα.

ΑΡΘΡΟ 3

1. Ο παρών Κανονισμός αρχίζει να ισχύει την ημέρα της δημοσίευσής του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.
2. Το Άρθρο 1, εκτός από την παράγραφο 1 στοιχείο γ), και το άρθρο 2 παράγραφοι 2, 3 και 4 εφαρμόζονται από την 1η Ιανουαρίου 1984.
3. Το Άρθρο 1 παράγραφος 1 στοιχείο γ) εφαρμόζεται από την 1η Ιανουαρίου 1985.

Ο παρών Κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε Κράτος Μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

EESC - Historical Archives

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 13. II. 1985

0503

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 7 février 1985, le Conseil des Communautés européennes, a décidé, conformément à l'article 198 du Traité instituant la Communauté économique européenne, de consulter le Comité économique et social sur la

"Proposition de règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

(doc.COM(84) 756 final).

Le Président du Comité, ayant constaté que cette question relevait de manière non équivoque de la compétence de la section des affaires sociales, a décidé, conformément aux dispositions de l'article 22 du Règlement intérieur, de charger ladite section de l'élaboration de l'avis en la matière.

Le Président du Comité vous prie d'organiser les travaux de la section de telle sorte que le Comité puisse rendre son avis dans les meilleurs délais.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Roger LOUET

Monsieur E. KIRSCHEN
Président de la section
des affaires sociales
Via dei Mille, 23
I - 00187 ROMA -

IV. ORGANISATION DES TRAVAUX DES SECTIONS

Le Bureau a pris connaissance de la note
R/CES 126/85 rév. pt 4 et a confirmé les décisions suivantes :

a) Section des affaires sociales

1. Sécurité sociale des travailleurs migrants

(doc. COM(84) 756 final)

- avril

POUR INFORMATION

En date du 5 février 1985, le Conseil a décidé de
consulter le Comité économique et social sur une

"Proposition de règlement modifiant le règlement (CEE)
n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de
sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux
travailleurs non salariés et aux membres de leur
famille qui se déplacent à l'intérieur de la
Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les
modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71"
(doc. COM(84) 756 final)

Considérant que cette proposition relève sans équivoque
de la compétence de la section des affaires sociales, le
président a chargé celle-ci de l'élaboration des avis et rapports
correspondants.

Délai : mars 1985.

(68-2891)
(Janif 02 (28)MOJ .soh)

EESC - Historical Archives

APPLICATION DES REGIMES
DE SECURITE SOCIALE
(nouvelle saisine)

SOC/110

Dir. A

Bruxelles, le 20 février 1985
2, rue Ravenstein

Note d'information

Objet : "Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

Réf. : doc. COM(84) 756 final

A. Procédure

N° référence et date de publication
du document de la Commission : doc. COM(84) 756 final
9 janvier 1985

Date de la saisine du Comité
par le Conseil : 5 février 1985

Décision du président le :

Compétence : section des affaires
sociales

Organisation des travaux de la section : 14 février 1985

Rapporteur : M. FULLER

Messieurs les Conseillers

Membres du Comité économique et social

B. Contenu essentiel de la proposition de la Commission

Depuis l'entrée en vigueur des versions mises à jour et codifiées en un texte unique des règlements 1408/71 et 574/72, les législations nationales ont subi certaines modifications, dont les règlements communautaires doivent tenir compte afin de préserver les droits des travailleurs migrants. En outre, il convient de modifier certaines dispositions existantes, leur mise en oeuvre s'étant révélée peu concluante dans la pratique. Les modifications concernent les implications de la suppression de la pension de veuve au Danemark; l'obligation de verser une double cotisation pour les enseignants grecs qui occupent un emploi temporaire en Allemagne et la rationalisation des règles qui régissent le cumul des prestations familiales.

La proposition contient également d'autres modifications moins importantes qui découlent des précédentes ou qui sont de nature purement administrative.

C. Calendrier proposé des travaux de la section

DATE	REUNION	ORDRE DU JOUR
21 mars 1985	section	examen du projet d'avis
27/28 mars 1985	session plénière	adoption de l'avis du Comité

"ANWENDUNG DER SYSTEME
DER SOZIALEN SICHERHEIT"
(Neue Befassung)

/ SOZ/110 /

Dir. A

Brüssel, den 20. Januar 1985
2, rue Ravenstein

Informatorische Aufzeichnung

Betrifft: "Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71"
(Dok. KOM (84) 765 endg.)

A. Verfahren

Referenznummer und Veröffentlichungs-
datum des Kommissionsdokuments:

Dok. KOM (84) 756 endg.)
9. Januar 1985

Befassung des Ausschusses durch
den Rat:

5. Februar 1985

Beschluß des Präsidenten:

Zuständig:

Fachgruppe Sozialfragen

Regelung der Arbeiten der Fachgruppe:

14. Februar 1985

Berichterstatter:

Herr FULLER

An die Mitglieder
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

B. Wesentlicher Inhalt des Kommissionsdokuments

Seit dem Inkrafttreten der zusammengefaßten und aktualisierten Fassung der beiden Verordnungen Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 sind einige Änderungen in den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten eingetreten, deren Auswirkungen von den Gemeinschaftsverordnungen zu berücksichtigen sind, damit die Ansprüche der Wanderarbeitnehmer gewahrt werden. Außerdem sind einige der bestehenden Vorschriften aufgrund der bei ihrer Anwendung gemachten Erfahrungen und ihrer unbefriedigenden Wirkungsweise Änderungsbedürftig. Berücksichtigt werden auch die Änderungen, die sich aus dem Fortfall der Witwenrente in Dänemark, der doppelten Verpflichtung zur Zahlung von Sozialversicherungsbeiträgen bei vorübergehend in Deutschland beschäftigten griechischen Lehrern und der Rationalisierung der Vorschriften über das Zusammentreffen von Familienleistungen ergeben.

Der Vorschlag enthält außerdem eine Reihe weiterer geringfügiger, sich als Folge ergebender und verwaltungsmäßiger Änderungen.

C. Vorschlag für den Zeitplan für die Ausarbeitung der Stellungnahme des Ausschusses

DATUM	SITZUNG	TAGESORDNUNG
21. März 1985	Fachgruppe	Erörterung des Entwurfs der Stellungnahme
27./28. März 1985	Plenartagung	Verabschiedung der Stellungnahme des Ausschusses

APPLICATION OF
SOCIAL SECURITY
SCHEMES

(New referral)

/SOC/110/

Dir. A

2, rue Ravenstein,
Brussels, 20 February 1985

Information Memo

Subject : Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 laying down the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71

Ref : COM(84) 756 final

A. Procedure

Reference No. and publication : COM(84) 756 final
date of Commission document : 9 January 1985

Date of Council referral to
Committee : 5 February 1985

Chairman's decision taken on :

Matter referred to : Section for Social Questions

Organization of Section work : 14 February 1985

Rapporteur : Mr FULLER

To the Members of the
Economic and Social Committee

B. Gist of the Commission Proposal

Since the date of the entry into force of the consolidated and updated versions of both Regulation 1408/71 and 574/72, a number of changes have taken place in the legislations of the Member States the effects of which are required to be taken into account by the Community regulations so as to safeguard the rights of migrant workers. In addition, a number of existing provisions require modification necessitated by evidence, derived from experience of their application, of their unsatisfactory operation. The modifications include those consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark; the double liability to pay social insurance contributions imposed upon Greek teachers temporarily employed in Germany, and the rationalization of the rules dealing with the overlapping of family benefits.

The proposal also includes a number of other minor amendments of a consequential or administrative nature.

C. Proposed schedule for drawing up Committee Opinion

DATE	MEETING	AGENDA
21 March	Section	Discussion of Draft Opinion
27/28 March	Plenary Session	Adoption of Committee Opinion

APPLICAZIONE
DI NUOVI
SISTEMI DI
SICUREZZA
(nuova consultazione)

/S0C/110/

Dir. A

Bruxelles, 20 febbraio 1985
2, rue Ravenstein

Nota d'informazione

Oggetto: Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il regolamento (CEE) N° 1408/71 relativo all' applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano allo interno della Comunità, e il regolamento (CEE) N° 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento (CEE) N° 1408/71

Rif. : doc. COM (84) 756 def.

A. Procedura

<u>Numero e data della pubblicazione del documento della Commissione</u>	: COM (84) 756 def. 9 gennaio 1985
<u>Data di consultazione del Comitato da parte del Consiglio</u>	: 5 febbraio 1985
<u>Decisione dell'Ufficio di presidenza del Comitato</u>	:
<u>Organo competente</u>	: Sezione "Affari sociali"
<u>Organizzazione dei lavori della Sezione</u>	: 14 febbraio 1985
<u>Relatore</u>	: Sig. FULLER

Signori Consiglieri
Membri del Comitato economico e sociale

B. Sintesi della proposta della Commissione

Dall'entrata in vigore delle versioni unificate ed aggiornate dei due regolamenti 1408/71 e 574/72 le legislazioni degli Stati membri hanno subito alcune modifiche, di cui i regolamenti comunitari devono tener conto per salvaguardare i diritti dei lavoratori migranti. Inoltre è opportuno modificare alcune disposizioni esistenti, in quanto nella pratica la loro applicazione è risultata insoddisfacente. Le modifiche riguardano le implicazioni conseguenti alla soppressione della pensione di vedova in Danimarca, l'obbligo di versare un duplice contributo per gli insegnanti greci che sono temporaneamente occupati in Germania e la razionalizzazione delle norme che disciplinano il cumulo delle prestazioni familiari.

La proposta contiene pure altre modifiche meno importanti che derivano da quelle precedenti o sono di natura prettamente amministrativa.

C. Calendario proposto per l'elaborazione del parere del Comitato

DATA	RIUNIONE	ORDINE DEL GIORNO
21 marzo	Sezione	Dibattito sul progetto di parere
27/28 marzo	Sessione plenaria	Adozione del parere del Comitato

TOEPASSING SOCIALE-
ZEKERHEIDSREGELINGEN
(Nieuwe raadpleging)

/S0C/1107

Dir. A

Brussel, 20 februari 1985
Ravensteinstraat 2

Informatieve nota

Betreft : "Voorstel voor een verordening van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71"

Ref. : COM(84) 756 def.)

A. Procedure

Ref.no. en datum Commissiedocument : COM(84) 756 def. van
9 januari 1985

Raadpleging door de Raad : 5 februari 1985

Besluit van de voorzitter :

Bevoegde Afdeling : Afdeling voor sociale
vraagstukken

Organisatie van de werkzaamheden
van de Afdeling : 14 februari 1985

Rapporteur : de heer FULLER

Aan de leden van het
Economisch en Sociaal Comité

B. Inhoud van het Commissievoorstel

Sedert de inwerkingtreding van Verordening (EEG) no. 2001/83 zijn in de nationale wetgevingen een aantal wijzigingen aangebracht waarmee in de communautaire regelingen rekening moet worden gehouden ten einde de rechten van de migrerende werknemers te beschermen. Bovendien dient een aantal bepalingen te worden gewijzigd, daar uit de opgedane ervaring is gebleken dat de toepassing daarvan onbevredigend is. De wijzigingen betreffen de gevolgen van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken, de verplichting voor Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam zijn om een dubbele premie te betalen, en het rationaliseren van de voorschriften die betrekking hebben op de cumulatie van gezinsbijslagen.

Het voorstel omvat ook een aantal andere minder belangrijke wijzigingen die uit de bovenvermelde wijzigingen voortvloeien, alsmede wijzigingen van administratieve aard.

C. Voorgesteld rooster voor het opstellen van het advies

DATUM	VERGADERING	AGENDA
21 maart 1985	Afdeling	behandeling van het ontwerp-advies
27/28 maart 1985	Zitting	goedkeuring van het advies van het Comité

:
:
: "ANVENDELSE AF DE
: SOCIALE SIKRINGS-
: ORDNINGER"
:
: (Ny høring)
:

/SOC/110/

Dir. A

Bruxelles, den 20. februar 1985
Rue Ravenstein 2

Informationsnote

Ang.: "Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71"

Ref.: KOM(84) 756 endel.

A. Procedure

Nr. og dato for dok. KOM: KOM(84) 756 endel., 9. januar 1985

Forelæggelse ved Rådet: den 5. februar 1985

Formandens beslutning:

Kompetence: Afdelingen for sociale anliggender

Tilrettelæggelse af arbejdet: den 14. februar 1985

Ordfører: FULLER

Til medlemmerne af
Det økonomiske og sociale Udvalg

B Resumé af Kommissionens forslag

Siden datoen for ikrafttrædelsen af den konsoliderede og ajourførte udgave af både forordning nr. 1408/71 og nr. 574/72 er der indtrådt en række ændringer i medlemsstaternes lovgivning, hvis virkninger der bør tages hensyn til i fællesskabsforordningerne for at sikre de vandrende arbejdstagers rettigheder. Derudover er det påkrævet at ændre en række af de nuværende bestemmelser, eftersom erfaringen har vist, at anvendelsen heraf i praksis ikke er tilfredsstillende. Ændringerne omfatter ophævelsen af enkepension i Danmark, forpligtelsen for græske lærere, der midlertidigt er beskæftiget i Tyskland, til at indbetale dobbeltbidrag til socialforsikringen og rationaliseringen af bestemmelserne om sammenfald af familieydelse.

Forslaget omfatter ligeledes en række mindre ændringer, som er en følge af ovennævnte ændringer, eller som er af administrativ karakter.

C. Forslag til tidsplan

DATO	MØDE	DOKUMENT
21. marts	Afdeling	Gennemgang af forslag til udtalelse
27./28. marts	Plenarforsamling	Vedtagelse af Udvalgets udtalelse

ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΣΥΣΤΗΜΑΤΩΝ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΣΦΑΛΙΣΗΣ
(νέα αίτηση γνωμοδότησης)

/ΚΟΙΝ/110/

Διεύθ. Α

Βρυξέλλες, 20 Φεβρουαρίου 1985
2, RUE RAVENSTEIN

Ενημερωτικό σημείωμα

Θέμα : Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71

Σχετ.: έγγρ. COM(84) 756 τελικό

Α. Διαδικασία

Σχετικό έγγραφο της Επιτροπής : COM(84) 756 τελικό
9 Ιανουαρίου 1985

Αίτηση του Συμβουλίου : 5 Φεβρουαρίου 1985

Απόφαση του Προέδρου :

Αρμόδιότητα : του τμήματος κοινωνικών υποθέσεων

Οργάνωση των εργασιών του τμήματος : 14 Φεβρουαρίου 1985

Εισηγητής : ο κ. FULLER

Προς τα Μέλη της
Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

Β. Κύρια σημεία της πρότασης της Επιτροπής

Από την ημερομηνία που άρχισαν να ισχύουν οι κανονισμοί 1408/71 και 574/72 στην συμπληρωμένη και παγιοποιημένη μορφή τους, σημειώθηκαν ορισμένες αλλαγές στις νομοθεσίες των κρατών μελών, οι συνέπειες των οποίων πρέπει να ληφθούν υπόψη από τους κανονισμούς της Κοινότητας, ώστε να διασφαλισθούν τα δικαιώματα των εργαζομένων που διακινούνται εντός της Κοινότητας. Επιπλέον πρέπει να τροποποιηθούν ορισμένες από τις υπάρχουσες διατάξεις γιατί από την πείρα που αποκτήθηκε από την εφαρμογή τους, έχει αποδειχθεί ότι δεν λειτουργούν ικανοποιητικά. Οι τροποποιήσεις περιλαμβάνουν εκείνες που απορρέουν από την κατάργηση των συντάξεων χρείας στη Δανία¹ τη διπλή υποχρέωση που επιβλήθηκε στους Έλληνες δασκάλους, που απασχολούνται προσωρινά στη Γερμανία, να καταβάλλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης καθώς και την ορθολογική σύνταξη των κανόνων σχετικά με τη σώρευση οικογενειακών παροχών.

Επίσης, η πρόταση περιλαμβάνει ορισμένες δευτερεύουσες τροποποιήσεις παρεπομένου ή διοικητικού χαρακτήρα.

Γ. Προτεινόμενο χρονοδιάγραμμα για την επεξεργασία της γνωμοδότησης της ΟΚΕ

ΗΜΕΡΟΜΗΝΙΑ	ΣΥΝΕΔΡΙΑΣΗ	ΗΜΕΡΗΣΙΑ ΔΙΑΤΑΞΗ
21 Μαρτίου	Τμήμα	Συζήτηση του σχεδίου γνωμοδότησης
27/28 Μαρτίου	Σύνοδος ολομέλειας	Υιοθέτηση της γνωμοδότησης της ΟΚΕ

EESC - Historical Archives

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre n° 982/85

Bruxelles, le 7 mars 1985

Messieurs les Conseillers
Membres de la section des affaires sociales

Page 6

Le secrétaire général du Comité économique et social a
l'honneur de vous transmettre ci-joint le

PROCES-VERBAL SUCCINCT
de la 176ème réunion
de la section des affaires sociales
tenue à Bruxelles, au siège du Comité,
le 14 février 1985

CES 173/85 E-CT/AW/mb

La section des affaires sociales a tenu sa 176ème réunion à Bruxelles, au siège du Comité, le 14 février 1985, sous la présidence de M. KIRSCHEN.

La réunion a débuté à 10 heures.

LISTE DE PRESENCE

Membres présents

Assistants

MM. BAGLIANO
BERETTA (pouvoir de M. AMATO)
BORNARD
BRASSIER (pouvoir de M. MONIER)
Mme BREDIMA
MM. d'ELIA
DRAGO (art. 50 - Mme ENGELN-KEFER)
DUNET
EMO CAPODILISTA (art. 50 - M. MULLER)
ETTY (pouvoir de M. MOURGUES)
FULLER
GLESENER (pouvoir de M. SCHOEPGES)
HEMMER
HOUTHUYS
KIRSCHEN
LÖW (pouvoir de M. BINNENBRUCK)
NIELSEN B. (pouvoir de M. CARROLL)
Mme NIELSEN M. (pouvoir de Mme RANGONI-MACHIAVELLI)
MM. NIERHAUS (pouvoir de Mme WEBER)
NOORDWAL (pouvoir de M. POETON)
de NORMANN (art. 50 - M. CEYRAC,
pouvoir de M. ANTONSEN)
PAGGI
PEARSON
QUERLEUX
REGALDO (pouvoir de M. PAGGI)
ROSEINGRAVE
ROYCROFT (pouvoir de M. BURNEL)
SCHWARZ (pouvoir de M. STRAUSS)
SOULAT
TAMLIN
VAN MELCKENBEKE
VERCELLINO (pouvoir de Mme PATTERSON)

M. KAFKA

M. RETOURNARD

Membres absents

MM. AMATO
ANTONSEN
BERGER
BERNASCONI (*)
BINNENBRUCK (*)
BURNEL (*)
CARROLL
CEYRAC (*)
COLLE
DASSIS
DE BRUYN (*)
Mme ENGELÉN-KEFER (*)
M. GORIS (*)
Mme HEUSER (*)
MM. JARVIS
KELLY
LAUR
MARVIER
MONIER
MOURGUES (*)
MULLER (*)
Mme PATTERSON (*)
MM. POETON (*)
PRONK
RAINERO (*)
Mme RANGONI-MACHIAVELLI (*)
MM. SCHOEPGES (*)
SPACHOS (*)
STRAUSS
VANDEN BROUCKE
Mme WEBER

Expert

M. MUNN

Commission des Communautés européennes

MM. BENNETT
LAURENT
KONTIZAS

(*) Membre excusé.

Centre européen de formation professionnelle (Berlin)

M. PIEHL

Secrétariat du Comité économique et social

MM. KUBY
PAULUS
HICK

1. Adoption du projet d'ordre du jour (doc. CES 68/85).
2. Adoption du procès-verbal de la 175ème réunion tenue le 6 décembre 1984 (doc. CES 1201/84).
3. Le PRESIDENT commente la réunion spéciale du bureau de la section tenue le 16 janvier 1985, au cours de laquelle ont été examinées des questions concernant les travaux de la section, la participation, les procès-verbaux et des formes de collaboration plus étroite avec la Commission et le Parlement.
4. M. PIEHL, directeur, fait un exposé sur le programme de travail du CEDEFOP.

MM. LÖW, HOUTHUYS, VERCELLINO, BERETTA, SCHWARZ, ROYCROFT, d'ELIA et FULLER prennent part à la question-réponse sur le marché de l'emploi des jeunes, les professions nouvelles, les programmes de formation à l'intention des jeunes, le rôle des cadres, l'intégration des handicapés physiques et mentaux dans les programmes de formation professionnelle, les initiatives locales de création d'emploi et l'élargissement.

5. Elaboration d'un avis et d'un rapport sur la "Proposition de directive du Conseil concernant la protection des travailleurs par l'interdiction de certains agents spécifiques et/ou de certaines activités (quatrième directive particulière au sens de l'article 8 de la directive 80/1107/CEE)"

Le rapporteur, M. BRASSIER, présente le texte. MM. de NORMANN, LÖW, ETTY et VERCELLINO prennent part à la discussion générale.

Au cours de l'examen page par page, M. ETTY propose la modification suivante :

Page 4

Ajouter un point supplémentaire en bas de page :

"Insérer dans l'annexe de la directive, l'interdiction de la substance benzidine et de ses sels".

Cette modification est adoptée par 21 voix pour, 17 voix contre et 4 abstentions.

L'avis est adopté à la majorité, avec 2 abstentions.

6. M. BENNETT, directeur, fait un exposé sur l'action communautaire concernant la sécurité et la santé sur le lieu de travail et décrit le plan de mise en oeuvre pour 1985 élaboré par la DG V.

MM. ETTY, NIERHAUS, NIELSEN et le PRESIDENT prennent la parole au sujet des relations avec l'ILO, de la consultation, des nouvelles technologies de l'information et des statistiques.

7. Exposé de M. LAURENT, représentant de la Commission sur le "Projet de recommandation du Conseil relative à la protection sociale des volontaires pour le développement"

Le représentant de la Commission explique l'origine et les objectifs du projet de recommandation.

MM. QUERLEUX, SOULAT et VERCELLINO interviennent dans la discussion générale qui porte notamment sur les raisons du choix d'une recommandation plutôt que d'une directive; la définition de la notion de "volontaire" pour le développement; l'interprétation à donner au passage des conclusions du Conseil européen de Fontainebleau relatif à la création de comités nationaux de volontaires européens pour le développement; la nécessité de revoir et/ou de préciser la rédaction de certains passages de l'exposé des motifs et du projet de recommandation.

8. En application des dispositions de l'article 47 du Règlement intérieur, la section a ratifié la composition des groupe d'étude et groupe de rédaction suivants :

Protection sociale volontaires/Développement

Rapporteur : M. SOULAT

Corapporteurs : MM. BINNENBRUCK
RAINERO

Expert du rapporteur : M. B. WILLOT

Egalité Hommes/Femmes imposition

Président : M. FULLER

Rapporteur : Mme HEUSER

Membres : MM. BURNEL
ETTY
VAN MELCKENBEKE
Mme WEBER

Expert du rapporteur : Mme M. KUTSCH

Des experts de groupe pourront éventuellement être désignés.

9. La section a chargé M. FULLER d'élaborer les avis et rapport concernant la

"Proposition de règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71",

destinés à la réunion de la section du 21 mars 1985.

10. S'agissant de la saisine prévue sur la politique des migrations, le président a été chargé d'organiser les travaux de la section en liaison avec le Bureau et au vu du contenu du document de la Commission dont la version définitive ne sera adoptée que le 20 février prochain (principe : groupe d'étude de 6 membres assurant une répartition équilibrée entre représentants des pays d'émigration et d'immigration).

11. La date de la prochaine réunion a été fixée au 21 mars. Le projet d'ordre du jour provisoire de cette réunion se présente comme suit :

- Rapport d'information sur la situation démographique dans la Communauté;
- Avis et rapport sur la protection sociale des volontaires pour le développement;
- Avis sur la sécurité sociale des travailleurs migrants;
- Exposé de M. SUTHERLAND et débat.

Compte tenu de cet ordre du jour, il est possible que la réunion doive se poursuivre également le 22 mars.

Le calendrier provisoire des prochaines réunions de la section se présente comme suit :

- 21 et éventuellement 22 mars 1985;
- 23 avril 1985 (réunion conjointe avec la section des affaires économiques et financières, en présence de M. PFEIFFER);
- 2 mai 1985;
- 23 mai 1985 (au lieu du 13 juin).

La séance est levée à 16 heures 30.

EESC - Historical Archives

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 6 mars 1985

PROJET D'AVIS

de la

section des affaires sociales

sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant
le règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à l'application
des régimes de sécurité sociale aux travailleurs
salariés, aux travailleurs non-salariés et
aux membres de leur famille qui se déplacent
à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE)
n° 574/72 fixant les modalités d'application
du règlement (CEE) n° 1408/71"

Rapporteur : M. FULLER

Transmission le 6 mars 1985

Membres de la section
des affaires sociales

N.B. : Ce document sera examiné lors de la réunion du
21 mars 1985.

Procédure

Le 5 février 1985, le Conseil a décidé de consulter le Comité économique et social, conformément à l'article 198 du Traité instituant la Communauté économique européenne, sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

La section des affaires sociales, qui a été chargée de préparer les travaux du Comité à ce sujet, a adopté son avis le 21 mars 1985.

Lors de sa ... session plénière (séance du ...), le Comité économique et social a adopté l'avis suivant :

La section approuve la proposition de la Commission.

Consciente de la nécessité d'adapter les règlements communautaires afin de tenir compte des modifications des législations des Etats membres, et ce en vue de préserver les droits acquis des travailleurs migrants, la section approuve les points suivants :

- suite à l'abolition des pensions de veuve au Danemark, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies dans ce pays par un conjoint décédé résidant dans un autre Etat membre doivent être considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant;
- sous certaines conditions, les enseignants grecs occupant un emploi temporaire en Allemagne qui, auparavant, étaient tenus de verser une double cotisation à la sécurité sociale, devraient bénéficier de remboursements;
- il s'impose de refléter dans les règlements communautaires les nouvelles dispositions égalitaires de la législation britannique sur les pensions et de permettre un calcul plus précis du prorata de la pension britannique (en fonction de la rémunération) sur l'ensemble des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans un autre Etat membre.

Par ailleurs, la section approuve la proposition de modification visant à réduire et à rationaliser le cumul du droit à percevoir des prestations familiales, ainsi que d'autres propositions concernant des adaptations des textes et des procédures.

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

Brüssel, den 6. März 1985

ENTWURF EINER STELLUNGNAHME
der Fachgruppe Sozialfragen
zu dem

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates
zur Änderung der Verordnung EWG Nr. 1408/71
zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit
auf Arbeitnehmer und Selbstständige
sowie deren Familienangehörige,
die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern,
und der Verordnung EWG Nr. 574/72
über die Durchführung der Verordnung EWG Nr. 1408/71"

Berichterstatter: Herr FULLER

Versand: 6. März 1985

Mitglieder der Fachgruppe Sozialfragen

NB: Dieses Dokument wird in der Sitzung am 21. März 1985 erörtert.

CES 195/85 (E) DC/P/js

Verfahren

Der Rat beschloß am 5. Februar 1985, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 198 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung EWG Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbstständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung EWG Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung EWG Nr. 1408/71"

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Sozialfragen nahm ihre Stellungnahme am 21. März 1985 an.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner ... Plenartagung (Sitzung vom ...) folgende Stellungnahme:

Die Fachgruppe befürwortet den Kommissionsvorschlag.

Da infolge der Änderung einzelstaatlicher Vorschriften bestimmte Verordnungen der Gemeinschaft angepaßt werden müssen, um die Rechte der Wanderarbeitnehmer zu schützen, stimmt die Fachgruppe folgenden Änderungen zu:

- Infolge der Abschaffung der Witwenrente in Dänemark müssen die von einem verstorbenen Ehepartner, der in einem anderen Mitgliedstaat wohnte, in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten oder Zeiten selbständiger Tätigkeit als von dem überlebenden Ehegatten in diesem Land zurückgelegte Wohnzeiten angerechnet werden.
- Unter bestimmten Voraussetzungen sollten griechischen Lehrern, die vorübergehend in Deutschland arbeiten und bisher in beiden Ländern Sozialversicherungsbeiträge entrichten mußten, die deutschen Beiträge zurückerstattet werden können.
- Neue Vorschriften in der Rentengesetzgebung des Vereinigten Königreiches zur Sicherstellung der Gleichberechtigung müssen in den EG-Verordnungen ihren Niederschlag finden, und es muß eine genauere anteilmäßige (entgeltbezogene) Berechnung des Rentenbetrages des Vereinigten Königreichs unter Berücksichtigung der in einem anderen Mitgliedstaat zurückgelegten Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten ermöglicht werden.

Die Fachgruppe befürwortet ferner die vorgeschlagene Änderung, die darauf abzielt, das Zusammentreffen von Ansprüchen auf Familienbeihilfen zu verhindern oder zu rationalisieren, sowie die textlichen oder verfahrenstechnischen Anpassungen.

ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

Brussels, 6 March 1985

DRAFT OPINION
of the
Section for Social Questions
on the
Proposal for a Council Regulation (EEC)
Amending Regulation (EEC) No. 1408/71
on the Application of Social Security Schemes
to Employed Persons, to Self-Employed Persons
and to Members of Their Families
Moving Within the Community
and Regulation (EEC) No. 574/72
Laying Down the Procedure for Implementing
Regulation (EEC) No. 1408/71

Rapporteur: Mr FULLER

Sent on: 6 March 1985

To the Members of the
Section for Social Questions

N.B.: This document will be discussed at the meeting on 21 March
1985.

CES 195/85 AH/CO/sk

Procedure

On 5 February 1985, the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 198 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the Application of Social Security Schemes to Employed Persons, to Self-Employed Persons and to Members of Their Families Moving Within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 Laying Down the Procedure for Implementing Regulation (EEC) No. 1408/71.

The Section for Social Questions, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on 21 March 1985.

At its ... Plenary Session (meeting of ...) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion ...:

The Section endorses the Commission proposal.

Recognizing the necessity for Community regulations to be adjusted to take account of changes in Member States legislation, in order to safeguard established rights of migrant workers, the Section agrees that:

- consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark, periods of employment or self-employment completed there by a deceased partner resident in another Member State need to be treated as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse;
- under certain conditions, Greek teachers temporarily employed in Germany who had perviously been doubly liable to pay social insurance contributions ought to be able to receive reimbursement;
- there is a need to reflect in EC regulations new sex-equality provisions in United Kingdom pension legislation and to enable a more accurate pro-rata (earnings-related) calculation of UK retirement pensions on aggregate periods of insurance, employment or residence completed in another Member State.

The Section further supports the proposed amendment to reduce and rationalize overlapping on entitlement to family benefits, together with other proposals concerned with textual or procedural adjustments.

COMITATO ECONOMICO E SOCIALE

Bruxelles, 6 marzo 1985

Sezione "Affari sociali"

PROGETTO DI PARERE

sulla

"Proposta di regolamento del Consiglio che
modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo
all' applicazione dei regimi di sicurezza sociale
ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi
e ai loro familiari che si spostano all'interno della
Comunità e il Regolamento (CEE) n° 574/72
che stabilisce le modalità di applicazione
del Regolamento (CEE) n° 1408/71

Relatore : Sig. FULLER

Trasmissione : 6 marzo 1985

Membri della
Sezione "Affari sociali"

N.B. : Questo documento sarà discusso alla riunione del 21 marzo
1985

CES 195/85 SAC/AP0/ad

Procedura

Il 5 febbraio 1985 il Consiglio ha deciso conformemente all'articolo 198 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

"Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il Regolamento (CEE) n° 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del Regolamento (CEE) n° 1408/71"

La Sezione "Affari sociali", incaricata di preparare il parere del Comitato in materia, ha adottato il parere il 21 marzo 1985.

Il Comitato economico e sociale ha adottato il.....nel corso della.....sessione plenaria, con..... voti favorevoli,contrari e.....astensioni (all'unanimità) il seguente parere :

La Sezione approva la proposta della Commissione.

Riconoscendo la necessità di adattare i regolamenti comunitari per tener conto dei cambiamenti intervenuti nella legislazione degli Stati membri e per salvaguardare i diritti acquisiti dei lavoratori migranti, la sezione concorda sul fatto che :

- in seguito all'abolizione delle pensioni di vedova in Danimarca, i periodi di attività subordinata o autonoma compiuti in questo paese da un coniuge deceduto, residente in un altro Stato membro, vanno considerati come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite;
- a determinate condizioni, gli insegnanti greci che esercitano temporaneamente la loro attività in Germania e che erano tenuti a versare i contributi dell'assicurazione sociale, dovrebbero poter ricevere il rimborso;
- è necessario recepire nelle regolamentazioni comunitarie le nuove disposizioni sulla parità di trattamento tra uomini e donne introdotte nel regime pensionistico del Regno Unito e consentire un calcolo proporzionale più accurato - in funzione della retribuzione - delle pensioni di anzianità del Regno Unito, in base alla totalizzazione dei periodi di assicurazione, di occupazione o residenza compiuti in altri Stati membri.

La Sezione approva inoltre la proposta di ridurre e razionalizzare le disposizioni relative al cumulo delle prestazioni familiari, nonché altre proposte concernenti rettifiche testuali o procedurali.

ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITE

SOC/110
TOEPASSING SOCIALE-
ZEKERHEIDSREGELINGEN

Brussel, 6 maart 1985

ONTWERP-ADVIES

van de Afdeling voor sociale vraagstukken
inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad
tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71
betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen
op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun
gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen,
en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling
van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71"

Rapporteur : de heer FULLER

Toezen ding : 6 maart 1985

Leden van de
Afdeling voor sociale vraagstukken

N.B. : Dit document zal worden behandeld tijdens de vergadering
van 21 maart 1985

De Raad heeft op 5 februari 1985 besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 198 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité om advies te vragen inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71".

De Afdeling voor sociale vraagstukken, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op 21 maart 1985 goedgekeurd.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn ... Zitting (vergadering van ... 1985) volgend advies uitgebracht, dat met ... is goedgekeurd.

De Afdeling sluit zich aan bij het Commissievoorstel.

Zij vindt het noodzakelijk dat de communautaire verordeningen worden aangepast aan wijzigingen in de nationale wetgevingen van de lid-staten, ten einde de rechten van migrerende werknemers te beschermen. De Afdeling is het er derhalve mee eens dat :

- de in Denemarken als werknemer of zelfstandige vervulde werktijdvakken van een overleden echtgeno(o)t(e) die in een andere lid-staat woonachtig was, ten gevolge van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken moeten worden beschouwd als door de overlevende echtgeno(o)t(e) in Denemarken vervulde woontijdvakken;
- Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam zijn en die verplicht waren tweemaal sociale premies te betalen, onder bepaalde omstandigheden om terugbetaling moeten kunnen vragen;
- nieuwe bepalingen inzake de gelijkheid van man en vrouw op het gebied van de pensioenwetgeving in het Verenigd Koninkrijk weerspiegeld dienen te worden in EG-verordeningen ten einde een nauwkeurigere (aan het loon gekoppelde) pro-rata-berekening van de pensioenrechten over alle verzekerings-, werk- of woontijdvakken in een andere lid-staat te kunnen maken.

Voorts stemt de Afdeling in met het voorstel om de cumulatie van het recht op gezinsbijslagen of kinderbijslagen te beperken en te rationaliseren, evenals met andere wijzigingsvoorstellen die een aanpassing van procedures en teksten behelzen.

DET ØKONOMISKE OG SOCIALE UDVALG

Bruxelles, den 6. marts 1985

Afdelingen for sociale anliggender

FORSLAG TIL UDTALELSE

om

"Forslag til Rådets forordning (EØF)
om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71
om anvendelse af de sociale sikringsordninger
på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende
og deres familiemedlemmer,
der flytter inden for Fællesskabet
og forordning (EØF) nr. 574/72
om regler til gennemførelse af
forordning (EØF) nr. 1408/71"

Ordfører: Michael T. FULLER

Fremsendt den 6. marts 1985

Til medlemmerne af
Afdelingen for sociale anliggender

NB: Dette dokument drøftes på mødet den 21. marts 1985.

Fremgangsmåde

Rådet for De europæiske Fællesskaber besluttede den 5. februar 1985 under henvisning til EØF-traktatens artikel 198 at anmode om Det økonomiske og sociale Udvalgs udtalelse om

"Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71".

Det forberedende arbejde henvistes til Udvalgets afdeling for sociale anliggender. Afdelingen vedtog sin udtalelse den 21. marts 1985.

Det økonomiske og sociale Udvalg vedtog på sin ... plenarforsamling (mødet den ...) følgende udtalelse:

Afdelingen tilslutter sig Kommissionens forslag.

Den erkender, at ændringer i medlemsstaternes lovgivning gør det nødvendigt at tilpasse fællesskabsforordningerne for at sikre de vandrende arbejdstageres erhvervede rettigheder. Det drejer sig om følgende ændringer:

- ophævelsen af enkepension i Danmark bevirker, at beskæftigelsesperioder eller perioder med selvstændig virksomhed tilbagelagt af afdøde, der var bosiddende i en anden medlemsstat, skal betragtes som bopælsperioder, som den efterlevende ægtefælle har tilbagelagt i Danmark;
- græske lærere, der som midlertidigt beskæftigede i Tyskland har været pligtige til at betale socialsikringsbidrag både i Grækenland og Tyskland, bør under visse omstændigheder kunne få det ene bidrag refunderet;
- EF-lovgivningen bør afspejle de nye ligestillingsbestemmelser i Det forenede Kongeriges pensionslovgivning og give mulighed for en mere nøjagtig pro rata (indtægtsbestemt) beregning af alderspensionen på grundlag af en sammenlægning af forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder, der er tilbagelagt i en anden medlemsstat.

Afdelingen tilslutter sig ligeledes den foreslåede ændring, der skal mindske muligheden for sammenfald af familieydelse samt andre forslag til redaktionelle og proceduremæssige ændringer.

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Βρυξέλλες, 6 Μαρτίου 1985

ΣΧΕΔΙΟ ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗΣ
του τμήματος
κοινωνικών υποθέσεων
για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου
που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71
περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης
στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς
και στα μέλη των οικογενειών τους
που διακινούνται εντός της Κοινότητας
και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72
περί του τρόπου εφαρμογής
του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71

Εισηγητής : ο κ. FULLER

Ημερομηνία διαβίβασης : 6 Μαρτίου 1985

Προς τα μέλη του τμήματος
κοινωνικών υποθέσεων

ΣΗΜ.: Το έγγραφο αυτό θα εξετασθεί κατά τη συνεδρίαση της
21ης Μαρτίου 1985.

Διαδικασία

Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 5 Φεβρουαρίου 1985 να ζητήσει σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 198 της Συνθήκης για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας τη γνωμοδότηση της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71.

Το τμήμα κοινωνικών υποθέσεων στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των εργασιών της ΟΚΕ σχετικά με το θέμα, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις 21 Μαρτίου 1985.

Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή υιοθέτησε κατά τη σύνοδο ολομέλειάς της, (συνεδρίαση της) με.... την ακόλουθη γνωμοδότηση.

Το τμήμα εγκρίνει την πρόταση της Επιτροπής.

Επειδή αναγνωρίζει την ανάγκη προσαρμογής των κοινοτικών κανονισμών ώστε να λαμβάνουν υπόψη τις αλλαγές στη νομοθεσία των κρατών μελών για να προστατεύονται τα καθιερωμένα δικαιώματα των διακινούμενων εργαζόμενων, το τμήμα συμφωνεί ότι:

- μετά την κατάργηση της συντάξεως χηρείας στη Δανία, οι περίοδοι απασχόλησης ή αυτοαπασχόλησης που συμπληρώθηκαν εκεί από τον απανθόντα σύζυγο κάτοικο ενός άλλου κράτους μέλους πρέπει να υπολογίζονται ως περίοδοι διαμονής που συμπληρώθηκαν στη Δανία από την επιζούσα σύζυγο·
- κάτω από ορισμένες συνθήκες, οι απασχολούμενοι προσωρινά στη Γερμανία Έλληνες δάσκαλοι που προηγουμένως είχαν υποχρεωθεί να καταβάλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης δύο φορές, πρέπει να δικαιούνται την απόδοση των εισφορών τους·
- επιβάλλεται να αντικατοπτρισθούν στους κοινοτικούς κανονισμούς οι νέες διατάξεις για την ισότητα των φύλων της νομοθεσίας για τις συντάξεις του Ηνωμένου Βασιλείου, καθώς και να εξασφαλισθεί ένας ακριβέστερος κατ'αναλογία (συνδεόμενος με τις αποδοχές) υπολογισμός των συντάξεων γήρατος στο Ηνωμένο Βασίλειο, επί συνολικών περιόδων ασφάλισης, απασχόλησης, ή διαμονής που συμπληρώθηκαν σε ένα άλλο κράτος μέλος.

Το τμήμα υποστηρίζει επίσης την προτεινόμενη τροποποίηση να μειωθούν και να οργανωθούν σε ορθολογικότερη βάση οι επικαλύψεις όσον αφορά το δικαίωμα για οικογενειακά επιδόματα, μαζί με άλλες προτάσεις που αφορούν προσαρμογές του κειμένου ή προσαρμογές διαδικαστικού χαρακτήρα.

EESC - Historical Archives

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre n° 1550/85

Bruxelles, le 19 avril 1985

Mesdames et Messieurs les Conseillers
Membres de la section
des affaires sociales

Page 4

Le secrétaire général du Comité économique et social a
l'honneur de vous transmettre ci-joint le

PROCES-VERBAL SUCCINCT
de la 177ème réunion
de la section des affaires sociales
tenue à Bruxelles, au siège du Comité,
le 21 mars 1985

La section des affaires sociales a tenu sa 177ème réunion à Bruxelles, au siège du Comité, le 21 mars 1985, sous la présidence successive de Mme NIELSEN, vice-président et de M. KIRSCHEN, président.

La séance a débuté à 10 heures.

LISTE DE PRESENCE

Membres présents

Assistants

MM. AMATO
ANTONSEN
BAGLIANO
BERETTA
BERGER
BINNENBRUCK (pouvoir de M. LÖW)
BORNARD
BURNEL (pouvoir de M. BRASSIER)
CARROLL
COLLE
DASSIS
DE GRAVE (article 50 de M. HOUTHUYS)
d'ELIA
DRAGO (article 50 de Mme ENGELLEN-KEFER)
DUNET
ETTY
FLUM (article 50 de M. JARVIS)
FULLER (pouvoir de M. TAMLIN)
GLESENER (pouvoir de M. BORNARD)
GORIS (pouvoir de M. MARVIER)
HEMMER
KIRSCHEN
MULLER (pouvoir de M. BERNASCONI)
NIELSEN B.
Mme NIELSEN M. (pouvoir de Mme HEUSER)
MM. PEARSON (pouvoir de M. POETON)
QUERLEUX (pouvoir de M. CEYRAC)
RAINERO
Mme RANGONI-MACHIAVELLI
MM. REGALDO
ROSEINGRAVE (pouvoir de M. KELLY)
SCHOEPGES (pouvoir de Mme WEBER)
SOULAT
SPACHOS
VAN MELCKENBEKE (pouvoir de M. NOORDWAL)

M. HEINZEMANN

M. RETOURNARD

M. MILLER

Membres absents excusés

MM. BERNASCONI
BRASSIER
Mme BREDIMA
MM. CEYRAC
DE BRUYN
Mme ENGELLEN-KEFER
Mme HEUSER
MM. HOUTHUYS
JARVIS
KELLY
LÖW
MARVIER
MONIER
MOURGUES
NIERHAUS
NOORDWAL
PAGGI
Mme PATTERSON
MM. POETON
PRONK
ROYCROFT
SCHWARZ
STRAUSS
TAMLIN
VANDEN BROUCKE
Mme WEBER

Experts

MM. CALOT
CHESNAIS
HUTSEBAUT
WILLOT

Commission des Communautés européennes

MM. SUTHERLAND, membre de la Commission
HOURICAN
SAVOINI
Mme BAEYENS
MM. KNAGGS
KONTIZAS
Mme LEE

Conseil des Communautés européennes

Mme HEIKEN

Secrétariat du Comité économique et social

MM. KUBY
PAULUS
HICK

1. Adoption du projet d'ordre du jour (doc. CES 194/85).
2. Adoption du procès-verbal de la 176ème réunion tenue le 14 février 1985 (doc. CES 173/85).
3. Elaboration d'un rapport d'information sur

"La situation démographique dans la Communauté"
(préparé par M. BURNEL, rapporteur)
(doc. CES 602/84)

M. BURNEL présente et commente les différents chapitres du projet de rapport d'information ainsi que le corrigendum élaboré à l'issue de la dernière réunion du groupe d'étude.

MM. BORNARD, HEMMER, BERETTA, ROSEINGRAVE, RAINERO, DUNET, CALOT (expert du rapporteur) et HUTSEBAUT (expert du groupe II) interviennent dans le débat général.

Lors de l'examen, chapitre par chapitre, des observations sont présentées par MM. FLUM (p. 2), GORIS (p. 25 et 29), DE GRAVE, BINNENBRUCK, REGALDO (p. 69), CARROLL (p. 69), HEMMER (p. 39) et HUTSEBAUT (p. 49, 51, 53, 54 et conclusions).

Faute de temps, la section décide de poursuivre l'examen du projet de rapport d'information et, en particulier, des conclusions, lors de sa réunion du 2 mai prochain. Les membres de la section sont invités à faire parvenir leurs observations écrites éventuelles au secrétariat avant le 29 mars.

4. Elaboration d'un avis sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71"

(Rapporteur : M. FULLER)
(doc. CES 195/85)

Le RAPPORTEUR présente oralement le document.

L'avis est adopté sans voix contre et avec 2 abstentions.

5. Exposé de M. SUTHERLAND, membre de la Commission, sur les perspectives de la Communauté dans le domaine social

M. SUTHERLAND expose les priorités du programme actuel de la Commission en matière de politique sociale, à savoir :

- lutte généralisée contre le chômage;
- éducation, orientation et formation professionnelles, équivalence des diplômes et transition vers les nouvelles technologies;
- élaboration d'une politique communautaire en faveur des jeunes;
- lignes directrices pour une politique communautaire des migrations;
- révision et simplification du fonds social européen;

- déblocage au niveau du Conseil des projets de directive sur le travail à temps partiel et le travail temporaire;
- poursuite du développement du "dialogue social" au niveau européen;
- mise en oeuvre du deuxième programme d'action concernant la sécurité et la santé sur le lieu de travail;
- adoption prochaine de projets de directive sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes;
- action de lutte contre la pauvreté;
- changements démographiques, financement des systèmes de protection sociale et politique en faveur des personnes âgées;
- nouvelle recommandation relative à l'emploi des personnes handicapées.

Mme RANGONI-MACHIAVELLI, MM. FLUM, BERETTA, CARROLL, DASSIS, FULLER, REGALDO, SOULAT et le PRESIDENT de la section, prennent part à la discussion faisant suite à l'exposé.

6. Elaboration des avis et rapport sur le

"Projet de recommandation du Conseil relative à la protection sociale des volontaires pour le développement"

(préparés par M. SOULAT, rapporteur)
(docs CES 185/85 et CES 186/85)

M. SOULAT présente les projets d'avis et de rapport.

Lors de l'examen de ces documents, des observations sont présentées par MM. AMATO (annexe 2), VAN MELCKENBEKE et BINNENBRUCK (projet de recommandation ou de directive).

Mis aux voix, le projet d'avis est adopté sans voix contre et 1 abstention.

7. Conformément aux dispositions de l'article 47 du Règlement intérieur, la section ratifie la composition du groupe d'étude suivant :

"Politique des migrations"

<u>Groupe I</u>	<u>Groupe II</u>	<u>Groupe III</u>
MM. LÖW QUERLEUX	MM. DASSIS (rapporteur) VERCELLINO (art. 50 de M. AMATO)	MM. MULLER ROYCROFT (président)

8. Divers

En réponse à une lettre de M. NIERHAUS, il a été convenu que le président de la section adresserait une lettre au président du Comité concernant la poursuite des travaux sur les aspects sociaux de l'introduction des nouvelles technologies.

Il a également été convenu d'inviter le président de la commission des affaires sociales et de l'emploi du Parlement européen, M. WELSH à assister à une prochaine réunion de la section (probablement le 2 mai).

9. La date de la prochaine réunion de la section a été fixée au 23 avril (réunion conjointe avec la section des affaires économiques et financières en présence de M. PFEIFFER, membre de la Commission).

La séance est levée à 17 heures.

EESC - Historical Archives

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

/SOC/110/

N° 1174/85

Bruxelles, le 25 mars 1985
2, rue Ravenstein

Messieurs les Conseillers

Membres du Comité économique et social

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint l'avis de la section
des affaires sociales sur la :

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le Règlement
(CEE) N° 1408/71, relatif à l'application des régimes de sécurité
sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés
et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de
la Communauté et le Règlement (CEE) N° 574/72 fixant les modalités
d'application du Règlement (CEE) N° 1408/71".

L'élaboration de l'avis du Comité en la matière est prévue à
l'ordre du jour de la session plénière de fin mars 1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression de ma haute
considération.

Le secrétaire général

signé : R. LOUET

/S02/110/

Nr. 1174/85

sk

Brüssel, den 25. März 1985

An die Mitglieder
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

Sehr geehrte Damen und Herren!

Als Anlage erhalten Sie die Stellungnahme der Fach-
gruppe Sozialfragen zu folgendem Thema:

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung
der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der
Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und
Selbständige sowie deren Familienangehörige, die inner-
halb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Ver-
ordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der
Verordnung (EWG) Nr. 1408/71"

Die Verabschiedung der Stellungnahme des Ausschusses
ist für die Plenartagung Ende März 1985 vorgesehen.

Mit vorzüglicher Hochachtung
der Generalsekretär

R. LOUET

Anlage: Dok. R/CES 195/85 fin

EUROPEAN ECONOMIC
COMMUNITY

EUROPEAN ATOMIC ENERGY
COMMUNITY

ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

/SOC/110/

No. 1174/85

2, rue Ravenstein,
Brussels, 25 March 1985

To the Members of the
Economic and Social Committee

Dear Sir/Madam,

I have pleasure in enclosing herewith the Opinion of
the Section for Social Questions on the :

Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending
Regulation (EEC) No. 1408/71 on the Application of
Social Security Schemes to Employed Persons, to Self-
Employed Persons and to Members of Their Families
Moving within the Community and Regulation (EEC)
No. 574/72 Laying Down the Procedure for Implementing
Regulation (EEC) No. 1408/71.

The drawing up of the Committee's Opinion on the
matter is on the agenda for the Plenary Session of end of
March 1985.

Yours faithfully,

R. LOUET
Secretary-General

Enc. : CES 195/85 fin

/ SOC/110 /

N° 1174/85

Bruxelles, 25 marzo 1985
2, rue Ravenstein

Signori Consiglieri
Membri del Comitato economico e sociale

Signor Consigliere,

ho l'onore di trasmetterLe il parere della Sezione
"Affari sociali" in merito alla :

"Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il
Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo all'applicazione
dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati,
ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano
all'interno della Comunità e il Regolamento (CEE) n° 574/72
che stabilisce le modalità di applicazione del Regolamento
(CEE) n° 1408/71".

L'elaborazione del parere del Comitato è iscritta all'ordine
del giorno della sessione plenaria di fine marzo 1985.

Distinti saluti.

Il Segretario generale

f.to : R. LOUET

All. : doc. CES 195/85 fin

/S0C/110/

No. 1174/85

Brussel, 25 maart 1985
Ravensteinstraat 2

Aan de leden
van het Economisch en Sociaal Comité

Mijne Heren,

Hierbij doe ik U het advies van de Afdeling voor
sociale vraagstukken toekomen inzake

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad tot
wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende
de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op
werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun
gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap
verplaatsen, en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot
vaststelling van de wijze van toepassing van
Verordening (EEG) no. 1408/71".

De beraadslaging van het Comité over zijn advies
terzake is op de agenda van de Zitting van eind maart 1985
geplaatst.

Met de meeste hoogachting,

R. LOUET
secretaris-generaal

Bijlage : doc. CES 195/85 fin.

DET ØKONOMISKE OG SOCIALE UDVALG

/SOC/110/

Nr. 1174/85

Bruxelles, den 25. marts 1985
Rue Ravenstein 2

Til medlemmerne af
Det økonomiske og sociale Udvalg

Vedlagt fremsendes udtalelse fra Afdelingen for sociale
anliggender om

"Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71".

Udarbejdelsen af Udvalgets udtalelse herom er sat på dagsordenen for plenarforsamlingen i slutningen af marts 1985.

Med venlig hilsen

Sign.: R. LOUET
Generalsekretær

Bilag: dok. CES 195/85 endel.

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ
ΕΠΙΤΡΟΠΗ

/ΚΟΙΝ/110/

Αριθ. 1174/85

Βρυξέλλες, 25 Μαρτίου 1985
2, RUE RAVENSTEIN

Προς τα Μέλη της
Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

Κυρία/Κύριε,

Σας στέλνω τη γνωμοδότηση του τμήματος κοινωνικών υπο-
θέσεων για την :

"Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί
τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των
συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους
μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που δια-
κινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ)
αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού
(ΕΟΚ) αριθ. 1408/71".

Η κατάρτιση της γνωμοδότησης της ΟΚΕ για το θέμα αυτό
προβλέπεται στην ημερήσια διάταξη της συνόδου ολομέλειας του
τέλους Μαρτίου 1985.

Με εξαιρετική εκτίμηση
Ο Γενικός Γραμματέας

υπογραφή : R. LOUET

ΣΥΝ. CES 195/85 τελ.

"Sécurité soc. travailleurs"

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE

N° 1445/85

Bruxelles, le 11 avril 1985

Messieurs les Conseillers
Membres du Comité économique et social

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints les avis émis par le Comité lors de sa session plénière des 27 et 28 mars 1985, accompagnés des comptes rendus des délibérations correspondants.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression de ma haute considération.

Pour le secrétaire général

signé : P. PIXIUS
Directeur général

Nr. 1445/85 sk

Brüssel, den 11. April 1985

An die Mitglieder
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

Sehr geehrte Damen und Herren!

Als Anlage erhalten Sie die Stellungnahmen, die der Wirtschafts- und Sozialausschuß auf seiner Plenartagung am 27./27. März 1985 verabschiedete, sowie die dazugehörigen Berichte über die Beratungen.

Mit vorzüglicher Hochachtung
Für den Generalsekretär

P. PIXIUS
Generaldirektor

No. 1445/85

Brussels, 11 April 1985

To the Members of the
Economic and Social Committee

Dear Sir/Madam,

Please find enclosed the Opinions adopted by the Committee at its Plenary Session on 27 and 28 March 1985, together with the Records of the Proceedings relating to them.

Yours faithfully,

P. PIXIUS
Director-General
p.p. Secretary-General

Enc.

n. 1445/85

Bruxelles, 11 aprile 1985

Signori Consiglieri
Membri del Comitato economico e sociale

Signor Consigliere,

Le trasmetto in allegato i pareri formulati dal Comitato nel corso della sessione plenaria del 27 e 28 marzo u.s., unitamente ai relativi resoconti delle deliberazioni.

Con i migliori saluti.

p. il Segretario Generale

f.to : P. PIXIUS
Direttore Generale

Allegati

Nr. 1445/85

Bruxelles, den 11. april 1985

Til medlemmerne af
Det økonomiske og sociale Udvalg

Vedlagt fremsendes de udtalelser, Udvalget vedtog på sin plenarforsamling af 27. og 28. marts 1985, sammen med de dertil hørende referater af forsamlingens forhandlinger.

Med venlig hilsen
for Generalsekretøren

Sign.: P. PIXIUS
Generaldirektør

Nr. 1445/85

Bruxelles, den 11. april 1985

Til medlemmerne af
Det økonomiske og sociale Udvalg

Vedlagt fremsendes de udtalelser, Udvalget vedtog på sin plenarforsamling af 27. og 28. marts 1985, sammen med de dertil hørende referater af forsamlingens forhandlinger.

Med venlig hilsen
for Generalsekretøren

Sign.: P. PIXIUS
Generaldirektør

Αριθ. 1445/85

Βρυξέλλες, 11 Απριλίου 1985

Προς τα μέλη
της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

Κυρία/Κύριε,

Σας στέλνω τη γνωμοδότηση που εξέδωσε η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή κατά τη σύνοδο ολομέλειας της 27ης και 28ης Μαρτίου 1985 καθώς και τα αντίστοιχα αναλυτικά πρακτικά των συζητήσεων.

Με εξαιρετική εκτίμηση,
Για τον Γενικό Γραμματέα

υπογραφή : P. PIXIUS
Γενικός Διευθυντής

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 25 mars 1985

A V I S

de la section des affaires sociales
sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant
le règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à l'application
des régimes de sécurité sociale aux travailleurs
salariés, aux travailleurs non-salariés et
aux membres de leur famille qui se déplacent
à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE)
n° 574/72 fixant les modalités d'application
du règlement (CEE) n° 1408/71"

Rapporteur : M. FULLER

Procédure

Le 5 février 1985, le Conseil a décidé de consulter le Comité économique et social, conformément à l'article 198 du Traité instituant la Communauté économique européenne, sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

La section des affaires sociales, qui a été chargée de préparer les travaux du Comité à ce sujet, a adopté son avis le 21 mars 1985, au rapport de M. FULLER.

Lors de sa ... session plénière (séance du ...), le Comité économique et social a adopté l'avis suivant ... :

La section approuve la proposition de la Commission.

Consciente de la nécessité d'adapter les règlements communautaires afin de tenir compte des modifications des législations des Etats membres, et ce en vue de préserver les droits acquis des travailleurs migrants, la section approuve les points suivants :

- suite à l'abolition des pensions de veuve au Danemark, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies dans ce pays par un conjoint décédé résidant dans un autre Etat membre doivent être considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant;
- sous certaines conditions, les enseignants grecs occupant un emploi temporaire en Allemagne qui, auparavant, étaient tenus de verser une double cotisation à la sécurité sociale, devraient bénéficier de remboursements;
- il s'impose de refléter dans les règlements communautaires les nouvelles dispositions égalitaires de la législation britannique sur les pensions et de permettre un calcul plus précis du prorata de la pension britannique (en fonction de la rémunération) sur l'ensemble des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans un autre Etat membre.

Par ailleurs, la section approuve la proposition de modification visant à réduire et à rationaliser le cumul du droit à percevoir des prestations familiales, ainsi que d'autres propositions concernant des adaptations des textes et des procédures.

Bruxelles, le 21 mars 1985.

Le président
de la section des
affaires sociales


Enrico KIRSCHEN

Le secrétaire général
du Comité
économique et social


Roger LOUET

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

Brüssel, den 25. März 1985

STELLUNGNAHME

der Fachgruppe Sozialfragen
zu dem

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates
zur Änderung der Verordnung EWG Nr. 1408/71
zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit
auf Arbeitnehmer und Selbstständige
sowie deren Familienangehörige,
die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern,
und der Verordnung EWG Nr. 574/72
über die Durchführung der Verordnung EWG Nr. 1408/71"

Berichterstatter: Herr FULLER

CES 195/85 fin (E) DC/P/js

Verfahren

Der Rat beschloß am 5. Februar 1985, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 198 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung EWG Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbstständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung EWG Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung EWG Nr. 1408/71"

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Sozialfragen nahm ihre Stellungnahme am 21. März 1985 an. Berichterstatter war Herr FULLER.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner ... Plenartagung (Sitzung vom ...) folgende Stellungnahme:

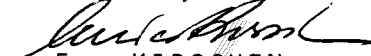
Die Fachgruppe befürwortet den Kommissionsvorschlag.

Da infolge der Änderung einzelstaatlicher Vorschriften bestimmte Verordnungen der Gemeinschaft angepaßt werden müssen, um die Rechte der Wanderarbeitnehmer zu schützen, stimmt die Fachgruppe folgenden Änderungen zu:

- Infolge der Abschaffung der Witwenrente in Dänemark müssen die von einem verstorbenen Ehepartner, der in einem anderen Mitgliedstaat wohnte, in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten oder Zeiten selbständiger Tätigkeit als von dem überlebenden Ehegatten in diesem Land zurückgelegte Wohnzeiten angerechnet werden.
- Unter bestimmten Voraussetzungen sollten griechischen Lehrern, die vorübergehend in Deutschland arbeiten und bisher in beiden Ländern Sozialversicherungsbeiträge entrichten mußten, die deutschen Beiträge zurückerstattet werden können.
- Neue Vorschriften in der Rentengesetzgebung des Vereinigten Königreiches zur Sicherstellung der Gleichberechtigung müssen in den EG-Verordnungen ihren Niederschlag finden, und es muß eine genauere anteilmäßige (entgeltbezogene) Berechnung des Rentenbetrages des Vereinigten Königreichs unter Berücksichtigung der in einem anderen Mitgliedstaat zurückgelegten Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten ermöglicht werden.

Die Fachgruppe befürwortet ferner die vorgeschlagene Änderung, die darauf abzielt, das Zusammentreffen von Ansprüchen auf Familienbeihilfen zu verhindern oder zu rationalisieren, sowie die textlichen oder verfahrenstechnischen Anpassungen.

Brüssel, den 21. März 1985


E. KIRSCHEN

Vorsitzender
der Fachgruppe
Sozialfragen


R. LOUET

Generalsekretär
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

Brussels, 25 March 1985

O P I N I O N
of the
Section for Social Questions
on the
Proposal for a Council Regulation (EEC)
Amending Regulation (EEC) No. 1408/71
on the Application of Social Security Schemes
to Employed Persons, to Self-Employed Persons
and to Members of Their Families
Moving Within the Community
and Regulation (EEC) No. 574/72
Laying Down the Procedure for Implementing
Regulation (EEC) No. 1408/71

Rapporteur: Mr FULLER

CES 195/85 fin AH/CO/cmcc

Procedure

On 5 February 1985, the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 198 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the Application of Social Security Schemes to Employed Persons, to Self-Employed Persons and to Members of Their Families Moving Within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 Laying Down the Procedure for Implementing Regulation (EEC) No. 1408/71.

The Section for Social Questions, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on 21 March 1985 in the light of the Report by Mr FULLER.

At its ... Plenary Session (meeting of ...) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion ...:

The Section endorses the Commission proposal.

Recognizing the necessity for Community regulations to be adjusted to take account of changes in Member States legislation, in order to safeguard established rights of migrant workers, the Section agrees that:

- consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark, periods of employment or self-employment completed there by a deceased partner resident in another Member State need to be treated as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse;
- under certain conditions, Greek teachers temporarily employed in Germany who had perviously been doubly liable to pay social insurance contributions ought to be able to receive reimbursement;
- there is a need to reflect in EC regulations new sex-equality provisions in United Kingdom pension legislation and to enable a more accurate pro-rata (earnings-related) calculation of UK retirement pensions on aggregate periods of insurance, employment or residence completed in another Member State.

The Section further supports the proposed amendment to reduce and rationalize overlapping on entitlement to family benefits, together with other proposals concerned with textual or procedural adjustments.

Brussels, 21 March 1985.

The Chairman
of the
Section for Social
Questions


Enrico KIRSCHEN

The Secretary-General
of the
Economic and Social
Committee


Roger LOUET

COMITATO ECONOMICO E SOCIALE

SOC/110
APPLICAZIONE
REGIMI DI SICUREZZA
SOCIALE

Bruxelles, 25 marzo 1985

Sezione "Affari sociali"

P A R E R E

sulla

"Proposta di regolamento del Consiglio che
modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo
all' applicazione dei regimi di sicurezza sociale
ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi
e ai loro familiari che si spostano all'interno della
Comunità e il Regolamento (CEE) n° 574/72
che stabilisce le modalità di applicazione
del Regolamento (CEE) n° 1408/71

Relatore : Sig. FULLER

Procedura

Il 5 febbraio 1985 il Consiglio ha deciso conformemente all'articolo 198 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

"Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il Regolamento (CEE) n° 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del Regolamento (CEE) n° 1408/71"

La Sezione "Affari sociali", incaricata di preparare il parere del Comitato in materia, ha adottato il parere il 21 marzo 1985, sulla base della relazione del Sig. FULLER.

Il Comitato economico e sociale ha adottato il.....nel corso della.....sessione plenaria, con..... voti favorevoli,contrari e.....astensioni (all'unanimità) il seguente parere :

La Sezione approva la proposta della Commissione.

Riconoscendo la necessità di adattare i regolamenti comunitari per tener conto dei cambiamenti intervenuti nella legislazione degli Stati membri e per salvaguardare i diritti acquisiti dei lavoratori migranti, la Sezione concorda sul fatto che :

- in seguito all'abolizione delle pensioni di vedova in Danimarca, i periodi di attività subordinata o autonoma compiuti in questo paese da un coniuge deceduto, residente in un altro Stato membro, vanno considerati come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite;
- a determinate condizioni, gli insegnanti greci che esercitano temporaneamente la loro attività in Germania e che erano tenuti a versare i contributi dell'assicurazione sociale, dovrebbero poter ricevere il rimborso;
- è necessario recepire nelle regolamentazioni comunitarie le nuove disposizioni sulla parità di trattamento tra uomini e donne introdotte nel regime pensionistico del Regno Unito e consentire un calcolo proporzionale più accurato - in funzione della retribuzione - delle pensioni di anzianità del Regno Unito, in base alla totalizzazione dei periodi di assicurazione, di occupazione o residenza compiuti in altri Stati membri.

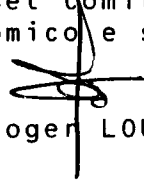
La Sezione approva inoltre la proposta di ridurre e razionalizzare le disposizioni relative al cumulo delle prestazioni familiari, nonché altre proposte concernenti rettifiche testuali o procedurali.

Bruxelles, 21 marzo 1985

Il Presidente
della Sezione
"Affari sociali"


Enrico KIRSCHEN

Il Segretario generale
del Comitato
economico e sociale


Roger LOUET

ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITE

Brussel, 25 maart 1985

A D V I E S

van de Afdeling voor sociale vraagstukken
inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad
tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71
betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen
op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun
gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen,
en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling
van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71"

Rapporteur : de heer FULLER

De Raad heeft op 5 februari 1985 besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 198 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité om advies te vragen inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71".

De Afdeling voor sociale vraagstukken, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op 21 maart 1985 goedgekeurd. Rapporteur was de heer FULLER.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn ... Zitting (vergadering van ... 1985) volgend advies uitgebracht, dat met ... is goedgekeurd.

De Afdeling sluit zich aan bij het Commissievoorstel.

Zij vindt het noodzakelijk dat de communautaire verordeningen worden aangepast aan wijzigingen in de nationale wetgevingen van de lid-staten, ten einde de rechten van migrerende werknemers te beschermen. De Afdeling is het er derhalve mee eens dat :

- de in Denemarken als werknemer of zelfstandige vervulde werktijdvakken van een overleden echtgeno(o)t(e) die in een andere lid-staat woonachtig was, ten gevolge van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken moeten worden beschouwd als door de overlevende echtgeno(o)t(e) in Denemarken vervulde woontijdvakken;
- Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam waren en verplicht waren tweemaal sociale premies te betalen, onder bepaalde omstandigheden om terugbetaling moeten kunnen vragen;
- nieuwe bepalingen inzake de gelijkheid van man en vrouw op het gebied van de pensioenwetgeving in het Verenigd Koninkrijk weerspiegeld dienen te worden in EG-verordeningen ten einde een nauwkeurigere (aan het loon gekoppelde) pro-rata-berekening van de pensioenrechten over alle verzekerings-, werk- of woontijdvakken in een andere lid-staat te kunnen maken.

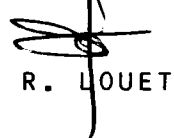
Voorts stemt de Afdeling in met het voorstel om de cumulatie van het recht op gezinsbijslagen of kinderbijslagen te beperken en te rationaliseren, evenals met andere wijzigingsvoorstellen die een aanpassing van procedures en teksten behelzen.

Brussel, 21 maart 1985.

De voorzitter
van de Afdeling,
voor sociale vraagstukken


E. KIRSCHEN

De secretaris-generaal
van het
Economisch en Sociaal Comité


R. LOUET

DET ØKONOMISKE OG SOCIALE UDVALG

Bruxelles, den 25. marts 1985

Afdelingen for sociale anliggender

U D T A L E L S E

om

"Forslag til Rådets forordning (EØF)
om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71
om anvendelse af de sociale sikringsordninger
på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende
og deres familiemedlemmer,
der flytter inden for Fællesskabet
og forordning (EØF) nr. 574/72
om regler til gennemførelse af
forordning (EØF) nr. 1408/71"

Ordfører: Michael T. FULLER

Fremgangsmåde

Rådet for De europæiske Fællesskaber besluttede den 5. februar 1985 under henvisning til EØF-traktatens artikel 198 at anmode om Det økonomiske og sociale Udvalgs udtalelse om

"Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71".

Det forberedende arbejde henvistes til Udvalgets afdeling for sociale anliggender, som udpegede Michael T. FULLER til ordfører. Afdelingen vedtog sin udtalelse den 21. marts 1985.

Det økonomiske og sociale Udvalg vedtog på sin ... plenarforsamling (mødet den ...) følgende udtalelse:

Afdelingen tilslutter sig Kommissionens forslag.

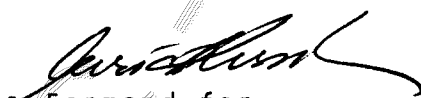
Afdelingen erkender, at ændringer i medlemsstaternes lovgivning gør det nødvendigt at tilpasse EF-forordningerne for at sikre de vandrende arbejdstageres erhvervede rettigheder og er således enig i:

- at afskaffelsen af enkepensionen i Danmark bevirker, at de perioder, som den afdøde ægtefælle, som havde bopæl i en anden medlemsstat, har tilbragt i Danmark som lønmodtager eller som selvstændig, bør betragtes som perioder, hvor den efterlevende ægtefælle har haft bopæl i Danmark;
- at græske lærere, der som midlertidigt beskæftigede i Tyskland tidligere har skullet betale dobbelt socialsikringsbidrag under visse omstændigheder bør kunne opnå refusion;
- at EF-lovgivningen bør afspejle de nye ligestillingsbestemmelser i Det forenede Kongeriges pensionslovgivning og give mulighed for en mere nøjagtig pro rata (indtægtsbestemt) beregning af alderspensionen på grundlag af en sammenlægning af forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder, der er tilbagelagt i en anden medlemsstat.

Afdelingen tilslutter sig ligeledes den foreslåede ændring, der skal reducere og rationalisere kumuleringen af rettigheder til familieydelse, samt andre forslag til redaktionelle og proceduremæssige ændringer.

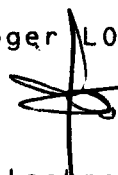
Bruxelles, den 21. marts 1985.

Enrico KIRSCHEN



Formand for
Afdelingen for
sociale anliggender

Roger LOUET



Generalsekretær for
Det økonomiske og sociale Udvalg

KOIN/110

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΣΥΣΤΗΜΑΤΩΝ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΣΦΑΛΙΣΗΣ"

Βρυξέλλες, 25 Μαρτίου 1985

ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ
του τμήματος
κοινωνικών υποθέσεων
για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου
που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71
περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης
στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς
και στα μέλη των οικογενειών τους
που διακινούνται εντός της Κοινότητας
και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72
περί του τρόπου εφαρμογής
του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71

Εισηγητής : ο κ. FULLER

Διαδικασία

Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 5 Φεβρουαρίου 1985 να ζητήσει σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 198 της Συνθήκης για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας τη γνωμοδότηση της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71.

Το τμήμα κοινωνικών υποθέσεων στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των εργασιών της ΟΚΕ σχετικά με το θέμα, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις 21 Μαρτίου 1985 με βάση την εισηγητική έκθεση του κ. FULLER.

Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή υιοθέτησε κατά τη σύνοδο ολομέλειάς της, συνεδρίαση της) με.... την ακόλουθη γνωμοδότηση.

Το τμήμα εγκρίνει την πρόταση της Επιτροπής.

Επειδή αναγνωρίζει την ανάγκη προσαρμογής των κοινοτικών κανονισμών ώστε να λαμβάνουν υπόψη τις αλλαγές στη νομοθεσία των κρατών μελών για να προστατεύονται τα καθιερωμένα δικαιώματα των διακινούμενων εργαζόμενων, το τμήμα συμφωνεί ότι:

- μετά την κατάργηση της συντάξεως χηρείας στη Δανία, οι περίοδοι απασχόλησης ή αυτοαπασχόλησης που συμπληρώθηκαν εκεί από τον απανθάνοντα σύζυγο κάτοικο ενός άλλου κράτους μέλους πρέπει να υπολογίζονται ως περίοδοι διαμονής που συμπληρώθηκαν στη Δανία από την επιζούσα σύζυγο
- κάτω από ορισμένες συνθήκες, οι απασχολούμενοι προσωρινά στη Γερμανία Έλληνες εκπαιδευτικοί που προηγουμένως είχαν υποχρεωθεί να καταβάλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης δύο φορές, πρέπει να δικαιούνται απόδοση των εισφορών τους
- επιβάλλεται να αντικατοπτρισθούν στους κοινοτικούς κανονισμούς οι νέες διατάξεις για την ισότητα των φύλων της νομοθεσίας για τις συντάξεις του Ηνωμένου Βασιλείου, καθώς και να εξασφαλισθεί ένας ακριβέστερος κατ'αναλογία (συνδεόμενος με τις αποδοχές) υπολογισμός των συντάξεων γήρατος στο Ηνωμένο Βασίλειο, επί συνολικών περιόδων ασφάλισης, απασχόλησης, ή διαμονής που συμπληρώθηκαν σε ένα άλλο κράτος μέλος.

Το τμήμα υποστηρίζει επίσης την προτεινόμενη τροποποίηση να μειωθούν και να οργανωθούν σε ορθολογικότερη βάση οι επικαλύψεις όσον αφορά το δικαίωμα για οικογενειακά επιδόματα, μαζί με άλλες προτάσεις που αφορούν προσαρμογές του κειμένου ή προσαρμογές διαδικαστικού χαρακτήρα.

Βρυξέλλες, 21 Μαρτίου 1985.

Ο πρόεδρος
του τμήματος
κοινωνικών υποθέσεων


ENRICO KIRSCHEN

Ο Γενικός Γραμματέας
της Οικονομικής και Κοινωνικής
Επιτροπής


ROGER LOUET

EESC - Historical Archives

APPLICATION DES REGIMES
DE SECURITE SOCIALE
(225ème session plénière)

/ SOC/110 /

Dir. A

Bruxelles, le 26 mars 1985

Note d'information

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71"

AVIS : doc. CES 195/85 fin.

A. Procédure

N° référence et date de publication : doc. COM(84) 756 final
du document de la Commission : 9 janvier 1985

Date de la saisine du Comité :
par le Conseil : 5 février 1985

Décision du président le :

Compétence : section des affaires
sociales

Organisation des travaux de la section : 14 février 1985

Rapporteur : M. FULLER

AVIS ADOPTE par la section à la majorité, avec 2 abstentions, le
21 mars 1985.

B. Contenu essentiel de la proposition de la Commission

Depuis l'entrée en vigueur des versions mises à jour et codifiées en un texte unique des règlements 1408/71 et 574/72, les législations nationales ont subi certaines modifications, dont les règlements communautaires doivent tenir compte afin de préserver les droits des travailleurs migrants. En outre, il convient de modifier certaines dispositions existantes leur mise en oeuvre s'étant révélée peu concluante dans la pratique. Les modifications concernent les implications de la suppression de la pension de veuve au Danemark; l'obligation de verser une double cotisation pour les enseignants grecs qui occupent un emploi temporaire en Allemagne et la rationalisation des règles qui régissent le cumul des prestations familiales.

La proposition contient également d'autres modifications moins importantes qui découlent des précédentes ou qui sont de nature purement administrative.

C. Contenu essentiel de l'avis de la section

La section approuve la proposition de la Commission.

"ANWENDUNG DER SYSTEME
DER SOZIALEN SICHERHEIT"

(225. Plenartagung)

/ SOZ/110 /

Dir. A

Brüssel, den 26. März 1985

Informationsvermerk

Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses zu dem "Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71"

STELLUNGNAHME: CES 195/85 fin

A. Verfahren

Referenznummer und Veröffentlichungs-
datum des Kommissionsdokuments:

Dok. KOM (84) 756 endg.)
9. Januar 1985

Befassung des Ausschusses durch
den Rat:

5. Februar 1985

Beschluß des Präsidenten:

Zuständig:

Fachgruppe Sozialfragen

Regelung der Arbeiten der Fachgruppe:

14. Februar 1985

Berichterstatter:

Herr FULLER

DIE FACHGRUPPE NAHM DIE STELLUNGNAHME am 21. März 1985 ohne
Gegenstimmen bei 2 Stimmenthaltungen AN.

B. Wesentlicher Inhalt des Kommissionsdokuments

Seit dem Inkrafttreten der zusammengefaßten und aktualisierten Fassung der beiden Verordnungen Nr. 1408/71 und Nr. 574/72 sind einige Änderungen in den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten eingetreten, deren Auswirkungen von den Gemeinschaftsverordnungen zu berücksichtigen sind, damit die Ansprüche der Wanderarbeitnehmer gewahrt werden. Außerdem sind einige der bestehenden Vorschriften aufgrund der bei ihrer Anwendung gemachten Erfahrungen und ihrer unbefriedigenden Wirkungsweise Änderungsbedürftig. Berücksichtigt werden auch die Änderungen, die sich aus dem Fortfall der Witwenrente in Dänemark, der doppelten Verpflichtung zur Zahlung von Sozialversicherungsbeiträgen bei vorübergehend in Deutschland beschäftigten griechischen Lehrern und der Rationalisierung der Vorschriften über das Zusammentreffen von Familienleistungen ergeben.

Der Vorschlag enthält außerdem eine Reihe weiterer geringfügiger, sich als Folge ergebender und verwaltungsmäßiger Änderungen.

C. Wesentlicher Inhalt der Stellungnahme der Fachgruppe

Die Fachgruppe befürwortet den Kommissionsvorschlag.

APPLICATION OF
SOCIAL SECURITY
SCHEMES
(225th Plenary Session)

/S0C/110/

Dir. A

Brussels, 26 March 1985

Information Memo

Opinion of the Economic and Social Committee on the Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, to self-employed persons and to members of their families moving within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 laying down the procedure for implementing Regulation (EEC) No. 1408/71

OPINION : CES 195/85 fin.

A. Procedure

Reference No. and publication : COM(84) 756 final
date of Commission document : 9 January 1985

Date of Council referral to Committee : 5 February 1985

Chairman's decision taken on :

Matter referred to : Section for Social Questions

Organization of Section work : 14 February 1985

Rapporteur : Mr FULLER

THE SECTION ADOPTED THE OPINION by a majority vote with
2 abstentions on 21 March 1985.

B. Gist of the Commission Proposal

Since the date of the entry into force of the consolidated and updated versions of both Regulation 1408/71 and 574/72, a number of changes have taken place in the legislations of the Member States, the effects of which are required to be taken into account by the Community regulations so as to safeguard the rights of migrant workers. In addition, a number of existing provisions require modification necessitated by evidence, derived from experience of their application, of their unsatisfactory operation. The modifications include those consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark; the double liability to pay social insurance contributions imposed upon Greek teachers temporarily employed in Germany, and the rationalization of the rules dealing with the overlapping of family benefits.

The proposal also includes a number of other minor amendments of a consequential or administrative nature.

C. Gist of the Section Opinion

The Section endorses the Commission proposal.

APPLICAZIONE
DI NUOVI
SISTEMI DI
SICUREZZA
(225a sessione plenaria)

/SCC/1107

Dir. A

Bruxelles, 26 marzo 1985

Nota d'informazione

Parere del Comitato economico e sociale in merito alla "Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il regolamento (CEE) N° 1408/71 relativo all' applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il regolamento (CEE) N° 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del regolamento (CEE) N° 1408/71

Rif. : doc. CES 195/85 fin

A. Procedura

<u>Numero e data della pubblicazione del documento della Commissione</u>	: COM (84) 756 def. 9 gennaio 1985
<u>Data di consultazione del Comitato da parte del Consiglio</u>	: 5 febbraio 1985
<u>Decisione del Presidente del Comitato</u>	:
<u>Organo competente</u>	: Sezione "Affari sociali"
<u>Organizzazione dei lavori della Sezione</u>	: 14 febbraio 1985
<u>Relatore</u>	: Sig. FULLER

LA SEZIONE HA ADOTTATO IL PROPRIO PARERE all'unanimità meno 2 astensioni il 21 marzo 1985.

B. Sintesi della proposta della Commissione

Dall'entrata in vigore delle versioni unificate ed aggiornate dei due regolamenti 1408/71 e 574/72 le legislazioni degli Stati membri hanno subito alcune modifiche, di cui i regolamenti comunitari devono tener conto per salvaguardare i diritti dei lavoratori migranti. Inoltre è opportuno modificare alcune disposizioni esistenti, in quanto nella pratica la loro applicazione è risultata insoddisfacente. Le modifiche riguardano le implicazioni conseguenti alla soppressione della pensione di vedova in Danimarca, l'obbligo di versare un duplice contributo per gli insegnanti greci che sono temporaneamente occupati in Germania e la razionalizzazione delle norme che disciplinano il cumulo delle prestazioni familiari.

La proposta contiene pure altre modifiche meno importanti che derivano da quelle precedenti o sono di natura nettamente amministrative.

C. Sintesi del parere della Sezione

La Sezione accoglie la proposta della Commissione.

/SOC/110/

Dir. A

Brussel, 26 maart 1985

Informatieve nota

Advies van het Economisch en Sociaal Comité inzake het "Voorstel voor een verordening van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71"

ADVIES : CES 195/85 fin.

A. Procedure

Ref.no. en datum Commissiedocument : COM(84) 756 def. van
9 januari 1985

Raadpleging door de Raad : 5 februari 1985

Besluit van de voorzitter :

Bevoegde Afdeling : Afdeling voor sociale
vraagstukken

Organisatie van de werkzaamheden
van de Afdeling : 14 februari 1985

Rapporteur : de heer FULLER

DE AFDELING HEEFT HET ADVIES op 21 maart 1985 met meerderheid van
stemmen, bij twee onthoudingen, GOEDGEKEURD.

B. Inhoud van het Commissievoorstel

Sedert de inwerkingtreding van Verordening (EEG) no. 2001/83 zijn in de nationale wetgevingen een aantal wijzigingen aangebracht waarmee in de communautaire regelingen rekening moet worden gehouden ten einde de rechten van de migrerende werknemers te beschermen. Bovendien dient een aantal bepalingen te worden gewijzigd, daar uit de opgedane ervaring is gebleken dat de toepassing daarvan onbevredigend is. De wijzigingen betreffen de gevolgen van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken, de verplichting voor Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam zijn om een dubbele premie te betalen, en het rationaliseren van de voorschriften die betrekking hebben op de cumulatie van gezinsbijslagen.

Het voorstel omvat ook een aantal andere minder belangrijke wijzigingen die uit de bovenvermelde wijzigingen voortvloeien, alsmede wijzigingen van administratieve aard.

C. Inhoud van het advies van de Afdeling

De Afdeling steunt het voorstel van de Commissie.

:
:
: "ANVENDELSE AF DE
: SOCIALE SIKRINGS-
: ORDNINGER"
: (225. plenarforsamling)
:

/SOC/110/

Dir. A

Bruxelles, den 26. marts 1985
Rue Ravenstein 2

Informationsnote

Det økonomiske og sociale Udvalgs udtalelse om "Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71"

UDTALELSE: CES 195/85 endel.

A. Procedure

Nr. og dato for dok. KOM: KOM(84) 756 endel., 9. januar 1985

Forelæggelse ved Rådet: den 5. februar 1985

Formandens beslutning:

Kompetence: Afdelingen for sociale anliggender

Tilrettelæggelse af arbejdet: den 14. februar 1985

Ordfører: FULLER

AFDELINGENS UDTALELSE BLEV VEDTAGET den 21. marts 1985 med 2
stemmer hverken for eller imod.

B. Resumé af Kommissionens forslag

Siden datoen for ikrafttrædelsen af den konsoliderede og ajourførte udgave af både forordning nr. 1408/71 og nr. 574/72 er der indtrådt en række ændringer i medlemsstaternes lovgivning, hvis virkninger der bør tages hensyn til i fællesskabsforordningerne for at sikre de vandrende arbejdstagers rettigheder. Derudover er det påkrævet at ændre en række af de nuværende bestemmelser, eftersom erfaringen har vist, at anvendelsen heraf i praksis ikke er tilfredsstillende. Ændringerne omfatter ophævelsen af enkepension i Danmark, forpligtelsen for græske lærere, der midlertidigt er beskæftiget i Tyskland, til at indbetale dobbeltbidrag til socialforsikringen og rationaliseringen af bestemmelserne om sammenfald af familieydelse.

Forslaget omfatter ligeledes en række mindre ændringer, som følger af ovennævnte ændringer, eller som er af administrativ karakter.

C. Resumé af afdelingens udtalelse

Afdelingen støtter Kommissionens forslag.

ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΣΥΣΤΗΜΑΤΩΝ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΣΦΑΛΙΣΗΣ

(225η σύνοδος ολομέλειας)

/ΚΟΙΝ/110/

Διεύθ. Α

Βρυξέλλες, 26 Μαρτίου 1985

Ενημερωτικό σημείωμα

Γνωμοδότηση της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής για την "Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71"

ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ : έγγρ. CES 195/85 τελ.

Α. Διαδικασία

Σχετικό έγγραφο της Επιτροπής : COM(84) 756 τελικό
9 Ιανουαρίου 1985

Αίτηση γνωμοδότησης του Συμβουλίου : της 5ης Φεβρουαρίου 1985

Απόφαση του Προέδρου :

Αρμόδιότητα : του τμήματος κοινωνικών υποθέσεων

Οργάνωση των εργασιών του τμήματος : 14 Φεβρουαρίου 1985

Εισηγητής : ο κ. FULLER

Η ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ ΥΙΟΘΕΤΗΘΗΚΕ από το τμήμα, ομόφωνα με 2 αποχές, στις 21 Μαρτίου 1985.

Β. Κύρια σημεία της πρότασης της Επιτροπής

Από την ημερομηνία που άρχισαν να ισχύουν οι κανονισμοί 1408/71 και 574/72 στην συμπληρωμένη και παγιοποιημένη μορφή τους, σημειώθηκαν ορισμένες αλλαγές στις νομοθεσίες των κρατών μελών, οι συνέπειες των οποίων πρέπει να ληφθούν υπόψη από τους κανονισμούς της Κοινότητας, ώστε να διασφαλισθούν τα δικαιώματα των εργαζομένων που διακινούνται εντός της Κοινότητας. Επιπλέον πρέπει να τροποποιηθούν ορισμένες από τις υπάρχουσες διατάξεις γιατί από την πείρα που αποκτήθηκε από την εφαρμογή τους, έχει αποδειχθεί ότι δεν λειτουργούν ικανοποιητικά. Οι τροποποιήσεις περιλαμβάνουν εκείνες που απορρέουν από την κατάργηση των συντάξεων χρείας στη Δανία, τη διπλή υποχρέωση που επιβλήθηκε στους Έλληνες εκπαιδευτικούς, που απασχολούνται προσωρινά στη Γερμανία, να καταβάλλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης καθώς και την ορθολογική σύνταξη των κανόνων σχετικά με τη σώρευση οικογενειακών παροχών.

Επίσης, η πρόταση περιλαμβάνει ορισμένες δευτερεύουσες τροποποιήσεις παρεπομένου ή διοικητικού χαρακτήρα.

Γ. Κύρια σημεία της γνωμοδότησης του τμήματος

Το τμήμα επικροτεί την πρόταση της Επιτροπής.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 03. IV. 1985

1414

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre en date du 5 février 1985, le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) N° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) N° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) N° 1408/71".

Le Comité, lors de sa 225ème session plénière des 27 et 28 mars 1985, a adopté son avis à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de ce document. Veuillez également trouver en annexe l'avis de la section des affaires sociales, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité, relatives à l'élaboration de cet avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général



P. PIXIUS
Directeur Général

P.J. : CES 310/85
CES 195/85 fin
CES 322/85

Monsieur le Secrétaire Général
du Conseil des Communautés européennes
170, rue de la Loi
1040 BRUXELLES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 03. IV. 1985

1403

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre en date du 5 février 1985, le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) N° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) N° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) N° 1408/71".

Le Comité, lors de sa 225ème session plénière des 27 et 28 mars 1985, a adopté son avis à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de ce document. Veuillez également trouver en annexe l'avis de la section des affaires sociales, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité, relatives à l'élaboration de cet avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Roger LOUET

P.J. : CES 310/85
CES 195/85 fin
CES 322/85

Monsieur le Secrétaire Général
de la Commission des Communautés
européennes
200, rue de la Loi,

1040 - BRUXELLES

Bruxelles, den 27/3/85

Formand for
Det økonomiske og sociale Udvalg

Generalsekretær for
det økonomiske og sociale Udvalg

Geschehen zu Brüssel am 27/3/85

Der Präsident des
Wirtschafts- und Sozialausschusses

Der Generalsekretär des
Wirtschafts- und Sozialausschusses

Βρυξέλλες, 27/3/85

Ὁ πρόεδρος
τῆς Οἰκονομικῆς καὶ Κοινωνικῆς
Ἐπιτροπῆς

Ὁ γενικός γραμματέας
τῆς Οἰκονομικῆς καὶ Κοινωνικῆς
Ἐπιτροπῆς

Done at Brussels 27/3/85

The Chairman of
the Economic and Social Committee

The Secretary-General of
the Economic and Social Committee

Fait à Bruxelles, le 27/3/85

Le Président
du Comité économique et social

Le secrétaire général
du Comité économique et social

Bruxelles, 27/3/85

Il Presidente
del Comitato economico e sociale

Il Segretario Generale
del Comitato economico e sociale

Brussel, 27/3/85

De voorzitter
van het Economisch en Sociaal Comité

De secretaris-generaal van
het Economisch en Sociaal Comité



Gerd MUHR



Roger LOUET

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 27 mars 1985

A V I S

du Comité économique et social
sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant
le règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à l'application
des régimes de sécurité sociale aux travailleurs
salariés, aux travailleurs non salariés et
aux membres de leur famille qui se déplacent
à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE)
n° 574/72 fixant les modalités d'application
du règlement (CEE) n° 1408/71"

Procédure

Le 5 février 1985, le Conseil a décidé de consulter le Comité économique et social, conformément à l'article 198 du Traité instituant la Communauté économique européenne, sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non-salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

La section des affaires sociales, qui a été chargée de préparer les travaux du Comité à ce sujet, a adopté son avis le 21 mars 1985, au rapport de M. FULLER.

Lors de sa 225ème session plénière (séance du 27 mars 1985), le Comité économique et social a adopté à l'unanimité l'avis suivant.

Le Comité approuve la proposition de la Commission.

Conscient de la nécessité d'adapter les règlements communautaires afin de tenir compte des modifications des législations des Etats membres, et ce en vue de préserver les droits acquis des travailleurs migrants, le Comité approuve les points suivants :

- suite à l'abolition des pensions de veuve au Danemark, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies dans ce pays par un conjoint décédé résidant dans un autre Etat membre doivent être considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant;
- sous certaines conditions, les enseignants grecs occupant un emploi temporaire en Allemagne, qui, auparavant, étaient tenus de verser une double cotisation à la sécurité sociale, devraient bénéficier de remboursements;
- il s'impose de refléter dans les règlements communautaires les nouvelles dispositions égalitaires de la législation britannique sur les pensions et de permettre un calcul plus précis du prorata de la pension britannique (en fonction de la rémunération) sur l'ensemble des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans un autre Etat membre.

Par ailleurs, le Comité approuve la proposition de modification visant à réduire et à rationaliser le cumul du droit à percevoir des prestations familiales, ainsi que d'autres propositions concernant des adaptations des textes et des procédures.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 1985.

Le président
du Comité
économique et social

Gerd MUHR

Le secrétaire général
du Comité
économique et social

Roger LOUET

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

Brüssel, den 27. März 1985

STELLUNGNAHME

des Wirtschafts- und Sozialausschusses
zu dem

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates
zur Änderung der Verordnung EWG Nr. 1408/71
zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit
auf Arbeitnehmer und Selbstständige
sowie deren Familienangehörige,
die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern,
und der Verordnung EWG Nr. 574/72
über die Durchführung der Verordnung EWG Nr. 1408/71"

Verfahren

Der Rat beschloß am 5. Februar 1985, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 198 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbstständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71"

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Sozialfragen nahm ihre Stellungnahme am 21. März 1985 an. Berichterstatter war Herr FULLER.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner 225. Plenartagung (Sitzung vom 27. März 1985) einstimmig folgende Stellungnahme:

Der Wirtschafts- und Sozialausschuß befürwortet den Kommissionsvorschlag.

Da infolge der Änderung einzelstaatlicher Vorschriften bestimmte Verordnungen der Gemeinschaft angepaßt werden müssen, um die Rechte der Wanderarbeitnehmer zu schützen, stimmt er folgenden Änderungen zu:

- Infolge der Abschaffung der Witwenrente in Dänemark müssen die von einem verstorbenen Ehepartner, der in einem anderen Mitgliedstaat wohnte, in Dänemark zurückgelegten Beschäftigungszeiten oder Zeiten selbständiger Tätigkeit als von dem überlebenden Ehegatten in diesem Land zurückgelegte Wohnzeiten angerechnet werden.
- Unter bestimmten Voraussetzungen sollten griechischen Lehrern, die vorübergehend in Deutschland arbeiten und bisher in beiden Ländern Sozialversicherungsbeiträge entrichten mußten, die deutschen Beiträge zurückerstattet werden können.
- Neue Vorschriften in der Rentengesetzgebung des Vereinigten Königreiches zur Sicherstellung der Gleichberechtigung müssen in den EG-Verordnungen ihren Niederschlag finden, und es muß eine genauere anteilmäßige (entgeltbezogene) Berechnung des Rentenbetrages des Vereinigten Königreichs unter Berücksichtigung der in einem anderen Mitgliedstaat zurückgelegten Versicherungs-, Beschäftigungs- oder Wohnzeiten ermöglicht werden.

Der Ausschuß befürwortet ferner die vorgeschlagene Änderung, die darauf abzielt, das Zusammentreffen von Ansprüchen auf Familienbeihilfen zu verhindern oder zu rationalisieren, sowie die textlichen oder verfahrenstechnischen Anpassungen.

Geschehen zu Brüssel 27. März 1985

Der Präsident
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

Gerd MUHR

Der Generalsekretär
des Wirtschafts- und
Sozialausschusses

Roger LOUET

ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

Brussels, 27 March 1985

O P I N I O N
of the
Economic and Social Committee
on the
Proposal for a Council Regulation (EEC)
Amending Regulation (EEC) No. 1408/71
on the Application of Social Security Schemes
to Employed Persons, to Self-Employed Persons
and to Members of Their Families
Moving Within the Community
and Regulation (EEC) No. 574/72
Laying Down the Procedure for Implementing
Regulation (EEC) No. 1408/71

CES 310/85 AH/CO/sk

Procedure

On 5 February 1985, the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 198 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the Application of Social Security Schemes to Employed Persons, to Self-Employed Persons and to Members of Their Families Moving Within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 Laying Down the Procedure for Implementing Regulation (EEC) No. 1408/71.

The Section for Social Questions, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on 21 March 1985 in the light of the Report by Mr FULLER.

At its 225th Plenary Session (meeting of 27 March 1985) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion unanimously :

The Committee endorses the Commission proposal.

Recognizing the necessity for Community regulations to be adjusted to take account of changes in Member States legislation, in order to safeguard established rights of migrant workers, the Committee agrees that:

- consequential to the abolition of widows' pensions in Denmark, periods of employment or self-employment completed there by a deceased partner resident in another Member State need to be treated as periods of residence completed in Denmark by the surviving spouse;
- under certain conditions, Greek teachers temporarily employed in Germany who had perviously been doubly liable to pay social insurance contributions ought to be able to receive reimbursement;
- there is a need to reflect in EC regulations new sex-equality provisions in United Kingdom pension legislation and to enable a more accurate pro-rata (earnings-related) calculation of UK retirement pensions on aggregate periods of insurance, employment or residence completed in another Member State.

The Committee further supports the proposed amendment to reduce and rationalize overlapping on entitlement to family benefits, together with other proposals concerned with textual or procedural adjustments.

Done at Brussels, 27 March 1985.

The Chairman
of the
Economic and Social
Committee

Gerd MUHR

The Secretary-General
of the
Economic and Social
Committee

Roger LOUET

COMITATO ECONOMICO E SOCIALE

SOC/110
APPLICAZIONE
REGIMI DI SICUREZZA
SOCIALE

Bruxelles, 27 marzo 1985

P A R E R E
del
Comitato economico e sociale
sulla

"Proposta di regolamento del Consiglio che
modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo
all' applicazione dei regimi di sicurezza sociale
ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi
e ai loro familiari che si spostano all'interno della
Comunità e il Regolamento (CEE) n° 574/72
che stabilisce le modalità di applicazione
del Regolamento (CEE) n° 1408/71"

Procedura

Il 5 febbraio 1985 il Consiglio ha deciso, conformemente all'articolo 198 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

"Proposta di regolamento del Consiglio che modifica il Regolamento (CEE) n° 1408/71 relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati, ai lavoratori autonomi e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, e il Regolamento (CEE) n° 574/72 che stabilisce le modalità di applicazione del Regolamento (CEE) n° 1408/71"

La Sezione "Affari sociali", incaricata di preparare i lavori del Comitato in materia, ha adottato il parere il 21 marzo 1985, sulla base della relazione del Sig. FULLER.

Il Comitato economico e sociale ha adottato il 27 marzo 1985 nel corso della 225a sessione plenaria, all'unanimità, il seguente parere :

Il Comitato approva la proposta della Commissione.

Riconoscendo la necessità di adattare i regolamenti comunitari per tener conto dei cambiamenti intervenuti nella legislazione degli Stati membri e per salvaguardare i diritti acquisiti dei lavoratori migranti, il Comitato concorda sul fatto che :

- in seguito all'abolizione delle pensioni di vedova in Danimarca, i periodi di attività subordinata o autonoma compiuti in questo paese da un coniuge deceduto, residente in un altro Stato membro, vanno considerati come periodi di residenza compiuti in Danimarca dal coniuge superstite;
- a determinate condizioni, gli insegnanti greci che esercitano temporaneamente la loro attività in Germania e che erano tenuti a versare i contributi dell'assicurazione sociale, dovrebbero poter ricevere il rimborso;
- è necessario recepire nelle regolamentazioni comunitarie le nuove disposizioni sulla parità di trattamento tra uomini e donne introdotte nel regime pensionistico del Regno Unito e consentire un calcolo proporzionale più accurato - in funzione della retribuzione - delle pensioni di anzianità del Regno Unito, in base alla totalizzazione dei periodi di assicurazione, di occupazione o residenza compiuti in altri Stati membri.

Il Comitato approva inoltre la proposta di ridurre e razionalizzare le disposizioni relative al cumulo delle prestazioni familiari, nonché altre proposte concernenti rettifiche testuali o procedurali.

Bruxelles, 27 marzo 1985

Il Presidente
del Comitato
economico e sociale

Gerd MUHR

Il Segretario generale
del Comitato
economico e sociale

Roger LOUET

ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITE

SOC/110
TOEPASSING SOCIALE-
ZEKERHEIDSREGELINGEN

Brussel, 27 maart 1985

A D V I E S

van het Economisch en Sociaal Comité

inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad
tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71
betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen
op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun
gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen,
en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling
van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71"

De Raad heeft op 5 februari 1985 besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 198 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité om advies te vragen inzake het

"Voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad tot wijziging van Verordening (EEG) no. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, en van Verordening (EEG) no. 574/72 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EEG) no. 1408/71".

De Afdeling voor sociale vraagstukken, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op 21 maart 1985 goedgekeurd. Rapporteur was de heer FULLER.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn 225e Zitting (vergadering van 27 maart 1985) volgend advies uitgebracht, dat met algemene stemmen is goedgekeurd.

Het Comité sluit zich aan bij het Commissievoorstel.

Het vindt het noodzakelijk dat de communautaire verordeningen worden aangepast aan wijzigingen in de nationale wetgevingen van de lid-staten, ten einde de rechten van migrerende werknemers te beschermen. Het Comité is het er derhalve mee eens dat :

- de in Denemarken als werknemer of zelfstandige vervulde werktijdvakken van een overleden echtgeno(o)t(e) die in een andere lid-staat woonachtig was, ten gevolge van de afschaffing van het weduwenpensioen in Denemarken moeten worden beschouwd als door de overlevende echtgeno(o)t(e) in Denemarken vervulde woontijdvakken;
- Griekse leerkrachten die tijdelijk in Duitsland werkzaam waren en verplicht waren tweemaal sociale premies te betalen, onder bepaalde omstandigheden om terugbetaling moeten kunnen vragen;
- nieuwe bepalingen inzake de gelijkheid van man en vrouw op het gebied van de pensioenwetgeving in het Verenigd Koninkrijk weerspiegeld dienen te worden in EG-verordeningen ten einde een nauwkeurigere (aan het loon gekoppelde) pro-rata-berekening van de pensioenrechten over alle verzekerings-, werk- of woontijdvakken in een andere lid-staat te kunnen maken.

Voorts stemt het Comité in met het voorstel om de cumulatie van het recht op gezinsbijslagen of kinderbijslagen te beperken en te rationaliseren, evenals met andere wijzigingsvoorstellen die een aanpassing van procedures en teksten behelzen.

Brussel, 27 maart 1985.

De voorzitter
van het
Economisch en Sociaal Comité

G. MUHR

De secretaris-generaal
van het
Economisch en Sociaal Comité

R. LOUET

DET ØKONOMISKE OG SOCIALE UDVALG

Bruxelles, den 27. marts 1985

Det økonomiske og sociale Udvalgs

U D T A L E L S E

om

"Forslag til Rådets forordning (EØF)
om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71
om anvendelse af de sociale sikringsordninger
på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende
og deres familiemedlemmer,
der flytter inden for Fællesskabet
og forordning (EØF) nr. 574/72
om regler til gennemførelse af
forordning (EØF) nr. 1408/71"

Fremgangsmåde

Rådet for De europæiske Fællesskaber besluttede den 5. februar 1985 under henvisning til EØF-traktatens artikel 198 at anmode om Det økonomiske og sociale Udvalgs udtalelse om

"Forslag til Rådets forordning (EØF) om ændring af forordning (EØF) nr. 1408/71 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere, selvstændige erhvervsdrivende og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet og forordning (EØF) nr. 574/72 om regler til gennemførelse af forordning (EØF) nr. 1408/71".

Det forberedende arbejde henvistes til Udvalgets afdeling for sociale anliggender, som udpegede Michael T. FULLER til ordfører. Afdelingen vedtog sin udtalelse den 21. marts 1985.

Det økonomiske og sociale Udvalg vedtog på sin 225. plenarforsamling (mødet den 27. marts 1985) følgende udtalelse:

Udvalget tilslutter sig Kommissionens forslag.

Det erkender, at ændringer i medlemsstaternes lovgivning gør det nødvendigt at tilpasse EF-forordningerne for at sikre de vandrende arbejdstageres erhvervede rettigheder og er således enig i:

- at afskaffelsen af enkepensionen i Danmark bevirker, at de perioder, som den afdøde ægtefælle, som havde bopæl i en anden medlemsstat, har tilbragt i Danmark som lønmodtager eller som selvstændig, bør betragtes som perioder, hvor den efterlevende ægtefælle har haft bopæl i Danmark;
- at græske lærere, der som midlertidigt beskæftigede i Tyskland tidligere har skullet betale dobbelt socialsikringsbidrag under visse omstændigheder, bør kunne opnå refusion;
- at EF-lovgivningen bør afspejle de nye ligestillingsbestemmelser i Det forenede Kongeriges pensionslovgivning og give mulighed for en mere nøjagtig pro rata (indtægtsbestemt) beregning af alderspensionen på grundlag af en sammenlægning af forsikrings-, beskæftigelses- eller bopælsperioder, der er tilbagelagt i en anden medlemsstat.

Udvalget tilslutter sig ligeledes den foreslåede ændring, der skal reducere og rationalisere kumuleringen af rettigheder til familieydelse, samt andre forslag til redaktionelle og proceduremæssige ændringer.

Bruxelles, den 27. marts 1985.

Gerd MUHR

Roger LOUET

Formand for
Det økonomiske og sociale Udvalg

Generalsekretær for
Det økonomiske og sociale Udvalg

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΣΥΣΤΗΜΑΤΩΝ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΣΦΑΛΙΣΗΣ

Βρυξέλλες, 27 Μαρτίου 1985

Γ Ν Ω Μ Ο Δ Ο Τ Η Σ Η

της

Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής
για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου
που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71
περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης
στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς
και στα μέλη των οικογενειών τους
που διακινούνται εντός της Κοινότητας
και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72
περί του τρόπου εφαρμογής
του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71

Διαδικασία

Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 5 Φεβρουαρίου 1985 να ζητήσει σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 198 της Συνθήκης για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας τη γνωμοδότηση της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής για την

Πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71 περί εφαρμογής των συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης στους μισθωτούς, στους μη μισθωτούς και στα μέλη των οικογενειών τους που διακινούνται εντός της Κοινότητας και τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 574/72 περί του τρόπου εφαρμογής του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1408/71.

Το τμήμα κοινωνικών υποθέσεων στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των εργασιών της ΟΚΕ σχετικά με το θέμα, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις 21 Μαρτίου 1985 με βάση την εισηγητική έκθεση του κ. FULLER.

Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή υιοθέτησε κατά τη 225η σύνοδο ολομέλειάς της, συνεδρίαση της 27ης Μαρτίου 1985, ομόφωνα την ακόλουθη γνωμοδότηση.

Η ΟΚΕ εγκρίνει την πρόταση της Επιτροπής.

Επειδή αναγνωρίζει την ανάγκη προσαρμογής των κοινοτικών κανονισμών ώστε να λαμβάνουν υπόψη τις αλλαγές στη νομοθεσία των κρατών μελών για να προστατεύονται τα καθιερωμένα δικαιώματα των διακινούμενων εργαζόμενων, η ΟΚΕ συμφωνεί ότι:

- μετά την κατάργηση της συντάξεως χηρείας στη Δανία, οι περίοδοι απασχόλησης ή αυτοαπασχόλησης που συμπληρώθηκαν εκεί από τον απανθόντα σύζυγο κάτοικο ενός άλλου κράτους μέλους πρέπει να υπολογίζονται ως περίοδοι διαμονής που συμπληρώθηκαν στη Δανία από την επιζούσα σύζυγο
- κάτω από ορισμένες συνθήκες, οι απασχολούμενοι προσωρινά στη Γερμανία Έλληνες εκπαιδευτικοί που προηγουμένως είχαν υποχρεωθεί να καταβάλουν εισφορές κοινωνικής ασφάλισης δύο φορές, πρέπει να δικαιούνται απόδοση των εισφορών τους
- επιβάλλεται να αντικατοπτρισθούν στους κοινοτικούς κανονισμούς οι νέες διατάξεις για την ισότητα των φύλων της νομοθεσίας για τις συντάξεις του Ηνωμένου Βασιλείου, καθώς και να εξασφαλισθεί ένας ακριβέστερος κατ'αναλογία (συνδεόμενος με τις αποδοχές) υπολογισμός των συντάξεων γήρατος στο Ηνωμένο Βασίλειο, επί συνολικών περιόδων ασφάλισης, απασχόλησης, ή διαμονής που συμπληρώθηκαν σε ένα άλλο κράτος μέλος.

Η ΟΚΕ υποστηρίζει επίσης την προτεινόμενη τροποποίηση να μειωθούν και να οργανωθούν σε ορθολογικότερη βάση οι επικαλύψεις όσον αφορά το δικαίωμα για οικογενειακά επιδόματα, μαζί με άλλες προτάσεις που αφορούν προσαρμογές του κειμένου ή προσαρμογές διαδικαστικού χαρακτήρα.

Βρυξέλλες, 27 Μαρτίου 1985.

Ο Πρόεδρος
της
Οικονομικής και Κοινωνικής
Επιτροπής

GERD MUHR

Ο Γενικός Γραμματέας
της
Οικονομικής και Κοινωνικής
Επιτροπής

ROGER LOUET

EESC - Historical Archives

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 29 mars 1985

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
du Comité économique et social
sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant
le règlement (CEE) n° 1408/71, relatif à l'application
des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés,
aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille
qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et
le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités
d'application du règlement (CEE) n° 1408/71"

225ème session plénière
tenue à Bruxelles, au Centre Borschette,
les 27 et 28 mars 1985

Séance du 27 mars 1985

Point 6 de l'ordre du jour

Le PRESIDENT propose de procéder à l'examen du point 6 de l'ordre du jour qui prévoit l'élaboration d'un avis sur la

"Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71".

Sur la base des travaux de la section des affaires sociales présidée par M. KIRSCHEN, le Comité, considérant que cet avis a été adopté sans voix contre par la section précitée, et qu'il n'a fait l'objet d'aucun amendement, décide à l'unanimité de ne pas procéder à une discussion générale et de passer au vote à main levée (articles 39 et 45 du Règlement intérieur).

L'avis est adopté à l'unanimité.

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

Brüssel, den 29. März 1985

BERICHT ÜBER DIE BERATUNGEN des Wirtschafts- und Sozialausschusses über den

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates
zur Änderung der Verordnung (EWG)
Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme
der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer
und Selbständige sowie deren Familien-
angehörige, die innerhalb der Gemeinschaft
zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG)
Nr. 574/72 über die Durchführung der Ver-
ordnung (EWG) Nr. 1408/71"

225. Plenartagung
am 27./28. März 1985
im Konferenzzentrum Borschette zu Brüssel

Sitzung vom 27. März

Punkt 6 der Tagesordnung

CES 322/85 (F) DC/dc

Der PRÄSIDENT rief Punkt 6 der Tagesordnung auf: Verabschiedung einer Stellungnahme zu dem

"Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, und der Verordnung (EWG) Nr. 574/72 über die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71".

Die Vorberatungen waren in der Fachgruppe Sozialfragen unter dem Vorsitz von Herrn KIRSCHEN geführt worden. In Erwägung, daß die ihm vorgelegte Stellungnahme von der vorgenannten Fachgruppe ohne Gegenstimme angenommen worden war und daß keine Änderungsanträge dazu vorlagen, beschloß der Ausschuß einstimmig, auf eine allgemeine Aussprache zu verzichten und sofort zur Abstimmung durch Handzeichen (Artikel 39 und 45 der Geschäftsordnung) überzugehen.

Die Stellungnahme des Ausschusses wurde einstimmig angenommen.

ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

Brussels, 29 March 1985

RECORD OF THE PROCEEDINGS
of the
Economic and Social Committee
on the
Proposal for a Council Regulation (EEC)
Amending Regulation (EEC) No. 1408/71
on the Application of Social Security Schemes
to Employed Persons, to Self-Employed Persons
and to Members of their Families
Moving Within the Community
and Regulation (EEC) No. 574/72
Laying Down the Procedure for Implementing
Regulation (EEC) No. 1408/71

225th Plenary Session
held at the Borschette Centre, Brussels,
on 27 and 28 March 1985

Meeting of 27 March 1985

Agenda Item 6

CES 322/85 F/AG/sk

The CHAIRMAN proposed that the Committee turn to agenda Item 6, namely the drawing-up of an Opinion on the

Proposal for a Council Regulation (EEC) Amending Regulation (EEC) No. 1408/71 on the Application of Social Security Schemes to Employed Persons, to Self-Employed Persons and to Members of their Families Moving Within the Community and Regulation (EEC) No. 574/72 Laying Down the Procedure for Implementing Regulation (EEC) No. 1408/71

In the light of the work of the Section for Social Questions (Chairman : Mr KIRSCHEN), and bearing in mind that this Section had adopted its Opinion unanimously and that no amendments had been tabled, the Committee decided unanimously not to hold a general discussion but to put the Opinion to an immediate vote by show of hands (Articles 39 and 45 of the Rules of Procedure).

The Opinion was adopted unanimously.

PUBLICATION DE L'AVIS DU C.E.S. AU J. O. N° C 160
DU 1.7.1985

EESC - Historical Archives

II

(Actes préparatoires)

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Avis sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 ⁽¹⁾

(85/C 160/01)

Le 5 février 1985, le Conseil a décidé de consulter le Comité économique et social, conformément à l'article 198 du traité CEE, sur la proposition susmentionnée.

La section des affaires sociales, qui a été chargée de préparer les travaux du Comité à ce sujet, a adopté son avis le 21 mars 1985, au rapport de M. Fuller.

Lors de sa 225^e session plénière (séance du 27 mars 1985), le Comité économique et social a adopté à l'unanimité l'avis suivant.

Le Comité approuve la proposition de la Commission.

Conscient de la nécessité d'adapter les règlements communautaires afin de tenir compte des modifications des législations des États membres, et ce en vue de préserver les droits acquis des travailleurs migrants, le Comité approuve les points suivants:

— suite à l'abolition des pensions de veuve au Danemark, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies dans ce pays par un conjoint décédé résidant dans un autre État membre doivent être considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant,

— sous certaines conditions, les enseignants grecs occupant un emploi temporaire en république fédérale d'Alle-

magne, qui, auparavant, étaient tenus de verser une double cotisation à la sécurité sociale, devraient bénéficier de remboursements,

— il s'impose de refléter dans les règlements communautaires les nouvelles dispositions égalitaires de la législation britannique sur les pensions et de permettre un calcul plus précis du prorata de la pension britannique (en fonction de la rémunération) sur l'ensemble des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans un autre État membre.

Par ailleurs, le Comité approuve la proposition de modification visant à réduire et à rationaliser le cumul du droit à percevoir des prestations familiales, ainsi que d'autres propositions concernant des adaptations des textes et des procédures.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 1985.

Le président
du Comité économique et social
Gerd MUHR

PUBLICATION DU REGLEMENT(CEE) N° 1660/85 DU CONSEIL
DU 13.6.1985 AU J.O. N° L 160 DU 20.6.1985

EESC - Historical Archives

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 1660/85 DU CONSEIL

du 13 juin 1985

modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 51 et 235,

vu la proposition de la Commission, établie après consultation de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants ⁽¹⁾,

vu l'avis de l'Assemblée ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications aux règlements (CEE) n° 1408/71 ⁽⁴⁾ et (CEE) n° 574/72 ⁽⁵⁾, modifiés en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2001/83 ⁽⁶⁾; que certaines de ces modifications sont liées aux changements que les États membres ont apportés à leur législation en matière de sécurité sociale, d'autres modifications revêtant un caractère technique et étant destinées à parfaire lesdits règlements grâce à l'expérience née de leur mise en application;

considérant que des changements intervenus dans la législation du Danemark sur les pensions sociales nécessitent une modification de l'annexe VI du règlement (CEE) n° 1408/71;

considérant qu'il y a lieu de prévoir, à ladite annexe VI, la dispense de l'obligation de résidence au Danemark pour l'ouverture du droit à la pension pour les travailleurs salariés ou non salariés, ou leurs survivants,

qui résident sur le territoire d'un État membre autre que le Danemark et de pourvoir à la prise en compte, dans certaines conditions, des périodes d'emploi ou d'activité non salariée accomplies au Danemark par un travailleur salarié ou non salarié afin de calculer la pension du conjoint survivant;

considérant qu'il est nécessaire de prévoir, à ladite annexe VI, une disposition permettant aux institutions allemandes de rembourser les cotisations d'assurance pension versées par des enseignants grecs assurés simultanément en république fédérale d'Allemagne et en Grèce;

considérant que l'adoption en Grèce d'une nouvelle législation en matière de régimes d'assurance volontaire requiert l'insertion, dans ladite annexe VI, de la procédure spéciale permettant l'application de ladite législation et de ses conditions d'ouverture des droits aux ressortissants d'États membres autres que la Grèce;

considérant que les dispositions de ladite annexe VI relatives à la législation du Royaume-Uni, qui permet aux épouses ou ex-épouses de faire appel aux périodes d'assurance accomplies par leur époux ou ex-époux dans deux ou plusieurs États membres afin de constituer une carrière d'assurance qui leur soit plus favorable, doivent être modifiées pour étendre le bénéfice de cette concession, dans certains cas, à des ex-époux en ce qui concerne les périodes d'assurance accomplies par leur ex-épouse et pour redresser certaines inexactitudes dans la formulation du texte actuel;

considérant que l'interaction entre la législation du Royaume-Uni concernant le calcul des pensions de vieillesse et les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 relatives à la totalisation des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans

⁽¹⁾ JO n° C 47 du 19. 2. 1985, p. 8.

⁽²⁾ JO n° C 141 du 10. 6. 1985.

⁽³⁾ Avis rendu le 27 mai 1985 (non encore paru au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO n° L 149 du 5. 7. 1971, p. 2.

⁽⁵⁾ JO n° L 74 du 27. 3. 1972, p. 1.

⁽⁶⁾ JO n° L 230 du 22. 8. 1983, p. 6.

d'autres États membres lorsque, après le 6 avril 1975, lesdites périodes ont été accomplies dans un État membre autre que le Royaume-Uni donne lieu, eu égard aux dispositions particulières de l'annexe VI, à des situations anormales et inévitables ;

considérant qu'il est, par conséquent, nécessaire d'ajouter à ladite annexe VI une disposition relative aux modalités particulières d'application de ladite législation de façon à corriger les effets susmentionnés ;

considérant qu'il importe de limiter autant que possible le nombre et la portée des cas où, par dérogation à la règle générale, une personne est soumise simultanément à la législation de deux États membres ;

considérant que le texte du point 6 de l'annexe VII, qui énumère les cas où ces exceptions doivent être autorisées, en ce qu'il concerne l'activité non salariée en Grèce, a une portée inutilement large et devrait être plus précis de façon à faire apparaître le fait que le seul régime auquel les travailleurs non salariés sont obligés de s'affilier en Grèce, tout en étant soumis à un régime pour travailleurs salariés dans un autre État membre, est le régime de l'assurance pension ;

considérant que le point 6 de l'annexe VII doit être modifié en conséquence ;

considérant que l'expérience née de l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 fait apparaître la nécessité de parfaire les dispositions du règlement (CEE) n° 574/72 relatives au cumul des prestations familiales ou des allocations familiales ;

considérant que la règle visée à l'article 10 du règlement (CEE) n° 574/72, selon laquelle le droit aux prestations familiales découle de la législation de l'État membre sur le territoire duquel les enfants résident,

est uniquement applicable lorsque la personne qui exerce l'activité professionnelle, dans l'État membre de résidence donnant lieu au transfert de priorité, est le conjoint du travailleur salarié ou ex-salarié, que le conjoint ait lui-même ou elle-même droit aux prestations ou non ;

considérant que, dans la pratique, ces dispositions donnent lieu à des situations inévitables lorsque la personne ayant droit à la prestation et exerçant l'activité professionnelle n'est pas ou n'est plus mariée au travailleur salarié ou ex-salarié ; que lesdites dispositions doivent, par conséquent, être modifiées pour corriger cette anomalie ;

considérant qu'il est nécessaire d'apporter certaines modifications au texte des annexes 2, 3 et 4 du règlement (CEE) n° 574/72 par suite des modifications précitées de la législation danoise ;

considérant qu'il est nécessaire de modifier l'annexe 9 du règlement (CEE) n° 574/72 afin de prendre en considération l'extension des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 aux travailleurs non salariés pour le calcul du coût moyen annuel des prestations en nature ;

considérant qu'il est nécessaire de rectifier l'annexe 10 du règlement (CEE) n° 574/72 en raison des changements intervenus dans la compétence en ce qui concerne le paiement de suppléments de pension pour enfant à charge de titulaires de pension en république fédérale d'Allemagne ;

considérant qu'il est nécessaire de préciser, à ladite annexe 10, le régime facultatif pertinent d'assurance continuée en Grèce si les conditions permettant de s'affilier à plus d'un de ces régimes sont remplies,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 1408/71 est modifié comme suit.

1) Annexe VI :

a) à la partie B. DANEMARK :

i) le point 3 est remplacé par le texte suivant :

- « 3. a) Les dispositions de la législation danoise sur les pensions sociales, en vertu desquelles le droit à pension est subordonné à la résidence du demandeur au Danemark, ne sont pas applicables aux travailleurs salariés ou non salariés ou à leurs survivants, qui résident sur le territoire d'un État membre autre que le Danemark.

- b) Pour le calcul de la pension, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies au Danemark par un travailleur frontalier ou saisonnier sont considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant, pour autant que, au cours de ces périodes, celui-ci ait été uni au travailleur frontalier ou saisonnier par les liens du mariage, qu'il n'y ait eu ni séparation de corps ni séparation de fait pour cause de mésentente, et que, au cours de ces périodes, le conjoint ait résidé sur le territoire d'un autre État membre.
- c) Pour le calcul de la pension, les périodes d'emploi salarié ou non salarié accomplies au Danemark avant le 1^{er} janvier 1984, par un travailleur salarié ou non salarié autre qu'un travailleur frontalier ou saisonnier, seront considérées comme des périodes de résidence accomplies au Danemark par le conjoint survivant, pour autant que, au cours de ces périodes, celui-ci ait été uni au travailleur salarié ou non salarié par les liens du mariage, qu'il n'y ait eu ni séparation de corps ni séparation de fait pour cause de mésentente, et que, au cours de ces périodes, le conjoint ait résidé sur le territoire d'un autre État membre.
- d) Les périodes à prendre en compte en vertu des points b) et c) ne seront cependant pas retenues lorsqu'elles coïncident avec les périodes prises en considération pour le calcul de la pension due à l'intéressé en vertu de la législation sur l'assurance obligatoire d'un autre État membre, ou lorsqu'elles coïncident avec les périodes au cours desquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension au titre d'une telle législation.

Ces périodes seront cependant retenues si le montant annuel de ladite pension est inférieur à la moitié du montant de base de la pension sociale. »

- ii) le point 4 est supprimé ;
- iii) au point 8, les termes « les pensions d'invalidité, de vieillesse et de veuve » sont remplacés par les termes « les pensions d'invalidité, les pensions anticipées, les pensions de vieillesse et de veuve » ;
- iv) les points 5 à 10 sont renumérotés en conséquence ;
- b) à la partie C. ALLEMAGNE, le point suivant est ajouté :

- « 16. Les enseignants grecs qui ont le statut de fonctionnaire et qui, du fait qu'ils ont enseigné dans des écoles allemandes, ont cotisé au régime obligatoire d'assurance pension allemand ainsi qu'au régime particulier grec pour fonctionnaires et qui ont cessé d'être couverts par l'assurance obligatoire allemande après le 31 décembre 1978, peuvent, sur demande, être remboursés des cotisations obligatoires, conformément à l'article 1303 de la loi en matière d'assurances sociales (RVO) ou à l'article 82 de la loi sur l'assurance des employés (AVG). Les demandes de remboursement de cotisation sont à introduire au cours de l'année suivant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. L'intéressé peut également faire valoir son droit dans les deux cas suivant la date à laquelle il a cessé d'être assujéti à l'assurance obligatoire.

L'article 1303 paragraphe 7 de la loi en matière d'assurance sociale (RVO) et l'article 82 paragraphe 7 de la loi sur l'assurance des employés (AVG) ne sont applicables qu'en ce qui concerne les périodes durant lesquelles les cotisations obligatoires au régime d'assurance pension ont été versées en plus des cotisations au régime particulier grec pour fonctionnaires et en ce qui concerne les périodes assimilées suivant immédiatement les périodes durant lesquelles ces cotisations obligatoires ont été versées. »

c) à la partie E. GRÈCE, le point suivant est ajouté :

- 3. La loi n° 1469/84 relative à l'affiliation volontaire au régime d'assurance pension pour les ressortissants grecs et les ressortissants étrangers d'origine grecque est applicable aux ressortissants d'autres États membres, aux apatrides et aux réfugiés résidant sur le territoire d'un État membre, conformément au deuxième alinéa.

Pour autant que les autres conditions de ladite loi soient satisfaites, des cotisations peuvent être versées :

- a) lorsque la personne concernée est domiciliée ou réside sur le territoire d'un État membre et a, en outre, dans le passé, été affiliée à titre obligatoire au régime d'assurance pension grec
ou
- b) indépendamment du lieu de domicile ou de résidence, lorsque la personne concernée a, dans le passé, soit résidé en Grèce pendant dix ans, avec ou sans interruption, soit été affiliée au régime grec, à titre obligatoire ou volontaire, pendant une période de mille cinq cents jours.

d) à la partie J. ROYAUME-UNI :

i) le point 2 est remplacé par le texte suivant :

- 2. Lorsque, en vertu de la législation du Royaume-Uni, une personne peut prétendre au bénéfice d'une pension de retraite si :

- a) les cotisations de l'ex-conjoint sont prises en compte comme des cotisations personnelles, ou que
- b) les conditions de cotisations sont remplies par le conjoint ou l'ex-conjoint,

et que, en tout état de cause, le conjoint ou l'ex-conjoint est ou a été soumis, en tant que salarié ou non-salarié, à la législation de deux ou plusieurs États membres, les dispositions du titre III chapitre 3 du règlement s'appliquent pour la détermination de ses droits à pension au titre de la législation du Royaume-Uni. Dans ce cas, toute référence audit chapitre 3, à une "période d'assurance" est considérée comme une référence à une période d'assurance accomplie par :

- i) le conjoint ou l'ex-conjoint, si la demande émane d'une femme mariée, d'un veuf ou d'une personne dont le mariage a pris fin autrement que par le décès du conjoint,
ou
- ii) l'ex-conjoint, si la demande émane d'une veuve non bénéficiaire d'une prestation de survie immédiatement avant l'âge de la retraite, ou bénéficiaire uniquement d'une pension de veuve liée à l'âge, calculée en application de l'article 46 paragraphe 2 du règlement.

ii) au point 13, le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 1 :

- 2. Pour l'application de l'article 46 paragraphe 2 point b) du règlement :

- a) lorsque, pour toute année d'imposition sur le revenu, commençant le 6 avril 1975 ou postérieurement à cette date, un travailleur salarié a accompli des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence exclusivement dans un État membre autre que le Royaume-Uni et lorsque l'application du paragraphe 1 point a) sous i) donne lieu à la prise en compte de cette année au sens de la législation britannique aux fins de l'application de l'article 46 paragraphe 2 point a) du règlement, l'intéressé est censé avoir été assuré pendant cinquante-deux semaines cette année-là dans l'autre État membre ;

- b) lorsque toute année d'imposition sur le revenu commençant le 6 avril 1975 ou postérieurement à cette date n'est pas prise en compte au sens de la législation du Royaume-Uni, aux fins de l'application de l'article 46 paragraphe 2 point a) du règlement, toute période d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplie cette année-là n'est pas prise en considération.»

Le paragraphe 2 devient le paragraphe 3.

2. À l'annexe VII, le point 6 est remplacé par le texte suivant :

- « 6. En ce qui concerne le régime d'assurance pension pour travailleurs non salariés : exercice d'une activité non salariée en Grèce et d'une activité salariée dans un autre État membre. »

Article 2

Le règlement (CEE) n° 574/72 est modifié comme suit.

1) À l'article 10, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

- « 1. a) Le droit aux prestations ou allocations familiales dues en vertu de la législation d'un État membre selon laquelle l'acquisition du droit à ces prestations ou allocations n'est pas subordonnée à des conditions d'assurance, d'emploi ou d'activité non salariée, est suspendu lorsque, au cours de la même période et pour le même membre de la famille, des prestations sont dues en application des articles 73, 74, 77 ou 78 du règlement.
- b) Toutefois, si une activité professionnelle est exercée sur le territoire dudit État membre :
- i) dans le cas des prestations dues en vertu des articles 73 ou 74 du règlement, par la personne ayant droit aux prestations ou allocations familiales ou par la personne à qui elles sont servies, le droit aux prestations ou allocations familiales dues en vertu de ces articles est suspendu et seules sont versées les prestations ou allocations familiales de l'État membre sur le territoire duquel réside le membre de la famille et à la charge de cet État membre ;
- ii) dans le cas des prestations dues en vertu des articles 77 ou 78 du règlement, par la personne ayant droit à ces prestations ou par la personne à qui elles sont servies, le droit à ces prestations ou allocations familiales dues en application de ces articles au titre de la législation d'un autre État membre est suspendu ; dans ce cas, l'intéressé bénéficie des prestations ou allocations familiales de l'État membre sur le territoire duquel résident les enfants, à charge de cet État membre, ainsi que, le cas échéant, des prestations autres que les allocations familiales visées par les articles 77 ou 78 du règlement, à la charge de l'État compétent au sens de ces articles. »

2) À l'annexe 2, la partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :

- a) au paragraphe 1 point b) sous i), le texte de la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :
- « i) Prestations octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales » ;
- b) au paragraphe 1 point c) sous i), le texte de la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :
- « i) Pensions octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales ».

3) À l'annexe 3, la partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :

- au paragraphe 1 point c) sous i), le texte de la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :
- « i) Pensions octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales ».

- 4) À l'annexe 4, la partie B. DANEMARK est modifiée comme suit :
- à la partie I, le texte du point 2 dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :
- « 2. Pensions et prestations octroyées en vertu de la législation relative aux pensions sociales ».
- 5) L'annexe 9 est modifiée comme suit :
- a) à la partie A. BELGIQUE, le texte suivant est ajouté :
- « Toutefois, pour l'application des articles 94 et 95 du règlement d'application aux cas auxquels s'applique l'article 35 paragraphe 2 du règlement, le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime d'assurance obligatoire des soins de santé pour travailleurs indépendants. »
- b) à la partie D. FRANCE, le texte suivant est ajouté :
- « Toutefois, pour l'application des articles 94 et 95 du règlement d'application aux cas auxquels s'applique l'article 35 paragraphe 2 du règlement, le coût moyen annuel des prestations en nature est calculé en prenant en considération le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. »
- 6) L'annexe 10 est modifiée comme suit :
- a) à la partie C. ALLEMAGNE au point 7, le texte sous a) dans la colonne de gauche est remplacé par le texte suivant :
- « a) Allocations familiales servies en vertu des articles 77 et 78 du règlement » ;
- b) à la partie E. GRÈCE, le paragraphe suivant est inséré :
- « 1. Pour l'application de l'article 6
paragraphe 1 du règlement (IKA), Αθήνα (Institut d'assurances
d'application : sociales, Athènes) »,
- et la numérotation des paragraphes 1 à 10 est modifiée en conséquence.

Article 3

1. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.
2. L'article 1^{er}, à l'exception du point 1 sous c) et d), et l'article 2 points 2, 3 et 4 sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1984.
3. L'article 1^{er} point 1 sous c) est applicable à partir du 1^{er} janvier 1985.
4. L'article 2 point 5 est applicable à partir du 1^{er} juillet 1985.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 13 juin 1985.

Par le Conseil

Le président

G. DE MICHELIS

PUBLICATION DU RECTIFICATIF AU REGLEMENT(CEE) N° 1660/85
AU J.O. N° L 252 DU 21.9.1985

EESC - Historical Archives

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CEE) n° 1660/85 du Conseil, du 13 juin 1985, modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 160 du 20 juin 1985.)

Page 1, à l'article 1^{er} point 1 lettre b) point 16, la dernière phrase du premier alinéa doit être lue comme suit :

• L'intéressé peut également faire valoir son droit dans les deux ans suivant la date à laquelle il a cessé d'être assujéti à l'assurance obligatoire. »